

RAPPORT

SUR LES

ARCHIVES CANADIENNES

PAR

DOUGLAS BRYMNER, LL.D., M.S.R.C., ARCHIVISTE

1901

(Annexe au rapport du ministre de l'Agriculture)

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



NN
A 673
no



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI

1902

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGE.
RAPPORT DE L'ARCHIVISTE	v
Liste des livres, etc., présentés, avec les noms des donateurs	vii
PAPIERS D'ÉTAT, BAS-CANADA—LISTE.	
Q. 226-1. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	941
Q. 226-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	943
Q. 226-3. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	945
Q. 227-1-2-3-4. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	946
Q. 228-1. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	954
Q. 228-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	956
Q. 228-3. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	960
Q. 229-1. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	963
Q. 229-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	965
Q. 229-3. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	967
Q. 229-4. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1836	969
Q. 230-1-2-3. BUREAUX PUBLICS, 1836	971
Q. 231-1-2-3. DIVERS, 1836	986
Q. 232 à Q. 235. COMMISSAIRES DE L'ENQUÊTE SUR LES GRIEFS	997
Q. 236-1. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837	998
Q. 236-2-3. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837	1002
Q. 237-1-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837	1009
Q. 238-1-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837	1025
Q. 239-1-2. LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837	1036
Q. 240-1-2-3. BUREAUX PUBLICS, 1837	1048
Q. 241-1-2-3. BUREAUX PUBLICS, 1837	1061
PAPIERS D'ÉTAT, HAUT-CANADA—LISTE.	
Q. 389-1-2. LIEUT.-GOUVERNEURS SIR J. COLBORNE ET SIR F. B. HEAD, 1836	563
Q. 390-1-2-3. LIEUT.-GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836	573
Q. 391. LIEUT.-GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836	585
Q. 392-1-2. RÉCLAMATIONS DE COZENS ET BRANT, 1836	593
Q. 393. LIEUT.-GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836	596
Q. 394-1-2. BUREAUX PUBLICS ET DIVERS, 1836	598
Q. 395-1-2-3. DIVERS, 1836	608
Q. 395 A. PROJETS DE DÉPÊCHES À SIR F. B. HEAD, 1835-1836	619

RAPPORT SUR LES ARCHIVES CANADIENNES

DOUGLAS BRYMNER, L.L.D., M.S.R.C., ARCHIVISTE.

A l'honorable

SYDNEY A. FISHER,
Ministre de l'Agriculture,
etc., etc., etc.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les archives pour 1901.

Depuis la publication du dernier rapport nous avons reçu de Londres 64 volumes de copies de papiers d'état, savoir : Haut-Canada, 1840, 1841, 10 volumes ; Bas-Canada, 1840, 3 volumes ; Nouvelle-Ecosse, correspondance 3 volumes, dépêches aux gouverneurs, de 1768 à 1834, 13 volumes ; minutes du conseil exécutif, de 1753 à 1785, 13 volumes ; journaux du conseil législatif, de 1758 à 1764, 4 volumes ; Nouveau-Brunswick, de 1784 à 1796, 7 volumes ; documents concernant la Baie-d'Hudson, 1673 à 1759, 3 volumes ; documents de Dartmouth, 1759 à 1784, 2 volumes ; documents de l'Amirauté, 1812 à 1815, 6 volumes. De Paris nous avons reçu 24 volumes, savoir : Ile Royale, 1740 à 1762, 18 volumes ; Missions 1760 à 1768, 2 volumes ; Ile Saint-Jean, 1717 à 1758, 2 volumes ; Prise de Louisbourg, 1758, 2 volumes. Tous ces documents ont été étiquetés d'après les casiers et placés sur les rayons, et forment, en sus de la collection antérieure, 88 volumes de papiers d'Etat.

Le travail se fait avec le plus grand soin, pour empêcher toute erreur et assurer une transcription fidèle des pièces. On a donné instructions d'indiquer par une légère marque au crayon les endroits où il paraît y avoir une erreur dans l'original, afin d'éviter de la correspondance. On exerce la plus stricte économie dans le travail de cette division, en autant qu'elle n'affecte pas son efficacité.

A cause de ma longue et grave maladie, je n'ai pu préparer le sommaire ordinaire des volumes que couvre le rapport, ou choisir les documents à imprimer au long dans le rapport. Le travail a été fait cependant sous ma direction par M. Alexander Duff et Mademoiselle M. Casey, mes assistants, de sorte que durant ma maladie l'ouvrage n'a pas souffert. Les listes contenues dans le présent rapport se rattachent, en grande partie, à une époque très critique de l'histoire du Canada et donnent un résumé des événements qui ont mené à la rébellion aussi bien que de ceux de la rébellion elle-même. A part les documents contenus dans les papiers d'Etat, on pourra consulter avec avantage les volumes se rapportant au même sujet dans la série C. Sir Francis Bond Head, lieutenant-gouverneur à cette époque, a publié sous différentes formes une narration des événements de cette époque, mais la plus accessible est celle contenue dans un volume publié par John

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

Murray, de Londres, en 1839. Cette narration est la version de sir Francis Head. Il y a aussi des documents relatifs aux réserves du clergé, dont la vente était une question brûlante, surtout dans le Haut-Canada, parce qu'elle n'affectait pas autant le Bas-Canada. Il faut aussi remarquer les dépêches au sujet des bornes sur les frontières de l'est. Les rapports de la Commission Gosford se trouvent dans les volumes marqués Q 232 à 235, dans lesquels on pourra les consulter. Un examen attentif des listes donnera une bonne idée du contenu des papiers d'Etat qui y sont résumés et montrera, entre autres sujets, et autant que leurs lettres peuvent expliquer, le but poursuivi par Papineau, dans le Bas-Canada, et par Mackenzie, dans le Haut-Canada, et feront voir aussi sous quel jour leurs adversaires observaient leurs mouvements.

Le tout respectueusement soumis,

DOUGLAS BRYMNER.

OTTAWA, 31 décembre 1901.

DOC. DE LA SESSION No. 18

Noms.	Résidence.	Ouvrages.
Antiquarian Society.....	Worcester, Mass...	Procès-verbaux.
Armitage, rév. W. J.....	Halifax.....	Brochure.
Audette, L. A.....	Ottawa.....	Rapport de la cour de l'Echiquier.
Bates, E. B.....	Ottawa.....	Almanachs des adresses.
Biggar, E. B.....	Toronto.....	Brochure.
Collège Bourget.....	Rigaud, P.Q.....	Rapport.
Bryce, rév. Geo., LL.D.....	Winnipeg.....	Brochure.
Campbell, A. M.....	Ottawa.....	Brochure.
Surintendant en chef des écoles.....	Frédéricton.....	Rapport.
Association des Laitiers.....	Toronto.....	Rapport.
Gagnon, W. F.....	Northampton.....	Brochures.
Gérin, Léon.....	Ottawa.....	Brochures.
Halkett, J. B.....	Ottawa.....	Brochures.
Université Harvard.....	Cambridge.....	Procès-verbaux.
Hardy, Ed.....	Lindsay.....	Brochure.
Johnson, Geo., chef de la statistique.	Ottawa.....	Annuaire statistique de 1899.
Library Association.....	New-York.....	Journal mensuel.
Lighthall, W. D. S.....	Montréal.....	Brochures.
Maingy, L. A.....	Ottawa.....	Carte du Manitoba.
Manitoba Historical Society.....	Winnipeg.....	Rapport.
Moreau, rév. S. A.....	St-Jacques le Mineur	Histoire de St-Luc.
Newberry Library.....	Chicago.....	Collections.
Nova Scotia Historical Society.....	Halifax.....	Rapport.
New York Historical Society.....	New-York.....	Collections.
Niagara Historical Society.....	Niagara.....	Procès-verbaux.
Numismatic and Antiquarian Society	Montréal.....	Publications.
O'Connor, Daniel.....	Ottawa.....	Journal de Daniel O'Connor.
Ontario Land Surveyors.....	Toronto.....	Rapport.
Oregon Historical Society.....	Oregon.....	Procès-verbaux.
Providence Library.....	Providence, R. I.....	Bulletins.
Record Commissioners.....	Providence, R. I.....	Anciennes archives de la ville de Providence.
Les Pères Rédemptoristes.....	Ste-Anne de Beaupré	Annales, français et anglais.
Rhode Island Historical Society.....	Providence, R. I.....	Procès-verbaux.
Société Royale.....	Ottawa.....	Procès-verbaux.
Royal Scottish Geographical Society	Edimbourg.....	Revue mensuelles.
Séminaire de Nicolet.....	Nicolet.....	Rapport.
State Historical Society of Wisconsin.....	Madison, Wis.....	Rapport.
Shortt, Adam, M. A.....	Kingston.....	Histoires du système de banque
State Library.....	New-York.....	Documents publics.
Stephens, W. S.....	Lowville.....	Vie et aventures de Nat Foster.
Université de Toronto.....	Toronto.....	Publications, études.
Université de Michigan.....	Ann Arbor.....	Calendrier.
Université de Pennsylvanie.....	Philadelphie.....	Le mouvement révolutionnaire.
Université Yale.....	New-Haven.....	Publications.
Université Yale.....	Newhaven, Conn.....	École forestière d'été.
Walker, B. E.....	Toronto.....	Brochure.
White, Richard, The Gazette.....	Montréal.....	The People's Almanac, 1901.
Women's Canadian Historical Society.....	Toronto.....	Rapport.
Wyoming Historical Society.....	Wilkes Barre.....	Procès-verbaux et rapport.

PAPIERS D'ÉTAT, BAS-CANADA.

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 226—1.

1835. 30 décembre.	C. Fremont à S. Walcott, secrétaire civil.	
31 décembre, Québec.	Relevé semestriel des réserves du clergé. Tous deux inclus dans Gosford à Glenelg, 6 janvier 1836.	
1836. 1er janvier. Québec.	Gosford à Glenelg (n° 1). Transmet liste des dépêches adressées de Québec au cours de 1835.	Page 3
	<i>Inclus.</i> Liste	4
4 janvier, Québec.	Gos ord au secrétaire colonial (n° 2). Demande sanction du bill réservé, voté unanimement par l'Assemblée et pourvoyant à la dignité et à l'indépendance des Conseils législatif et exécutif; lors de son voyage en Angleterre, Nelson avait instruction d'en obtenir confirmation. Objection soulevée à l'exclusion des juges du Conseil législatif; il s'est en pratique conformé aux termes de la loi.	22
6 janvier, Québec.	Le même à Glenelg (n° 3). A reçu des plaintes de la part du commandant du trois mâts <i>Helena</i> , arrivé à Québec avec des immigrants. Difficultés à encourir dans la mise en exécution de la quarantaine. Revisera les règlements au printemps s'il devient nécessaire de continuer la quarantaine.	34
6 janvier, Québec.	Le même au même (n° 4). Transmet relevé semestriel des ventes des réserves du clergé.	41
	<i>Inclus.</i> Relevé des ventes des réserves du clergé à partir du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1835.	42
6 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 5). Transmet recettes et dépenses relatives aux terres de la couronne, licences, etc.	50
	<i>Inclus.</i> Recettes et dépenses; tableaux divers.	51
9 janvier, Montréal.	Mémoire du comité du corps projeté des carabiniers britanniques. Inclus dans Gosford à Glenelg, 15 janvier 1836. Suivent les résolutions.	
11 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 6). Transmet relevé semestriel des Conseils législatif et exécutif.	59
	<i>Inclus.</i> Relevé.	60
11 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 7). Transmet copie certifiée des actes du Conseil exécutif.	65
15 janvier, Québec.	Le même au même (n° 8). Avait fait entendre au comité du corps projeté des carabiniers britanniques que leurs procédures étaient illégales et inconstitutionnelles.	66
	<i>Inclus.</i> Mémoire du comité du corps projeté des carabiniers britanniques, signé par F. C. T. Arnoldi, F. Hunter, R. Weir, jr., A. P. Hart et R. Mackay.	70
	Résolutions d'une assemblée du corps des carabiniers britanniques.	74
15 janvier, Québec.	Proclamation contre la formation du corps des carabiniers britanniques. Incluse dans Gosford à Glenelg et portant même date.	
	Proclamation contre la formation du corps des carabiniers britanniques, considérée illégale et inconstitutionnelle.	80
16 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 9). Rapporte la mort de John Molson, survenue le 11 courant.	83
19 janvier, Québec.	Le même au même (n° 10). Transmet adresse présentée aux habitants de l'Amérique Britannique et signée par William Robertson et J. G. Scott,	

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.	aussi copie de lettre adressée aux lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse.	Page 84
	<i>Inclus.</i> Copie de l'adresse.	86
	Copie de la lettre aux gouverneurs provinciaux.	101
27 janvier, Québec.	Gaspard à Glenelg (n° 11). Transmet memorandum du paiement des sommes affectées aux dépenses imprévues de l'Assemblée législative.	103
31 janvier, Québec.	Le même au même (personnelle). Transmet mémoire de W. Smith, greffier du Conseil législatif, et recommande d'accorder sa demande de retraite.	148
1er février, Québec.	Le même au même (n° 12). Transmet aperçu des procès-verbaux de la Chambre au sujet d'accorder arrérages pour les services rendus par le gouvernement civil.	150
	<i>Inclus.</i> Résolutions que doit proposer Morin sur rapports des comptes publics.	153
	Résolution que doit proposer Bédard en amendement à la neuvième résolution de Morin.	164
1er février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 13). Transmet liste des dépêches reçues au cours du dernier mois. Craintes au sujet de la solidité du paquebot <i>Star</i> .	166
	<i>Inclus.</i> Liste.	168
6 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 14). Fait rapport que le Conseil avait reconsidéré la clause à laquelle on s'était opposé, mais que l'Assemblée ne fut pas satisfaite des amendements additionnel, et que le bill avait été rejeté.	172
6 février, Québec.	Le même à sir George Grey (personnelle). Présente le capitaine Haynes, lequel pourra fournir renseignements au sujet des outrages sur le territoire de Indian-Stream. Violence des partis politiques; le parti tory ne l'épargne pas (Gosford).	177
9 février, Québec.	Le même à Glenelg (n° 15). Réfère aux lettres du 15 septembre et signale d'autres empiétements de la part des autorités du New-Hampshire. A nommé une commission.	179
	<i>Inclus.</i> Liste des documents accompagnant dépêche.	185
	(1). Instructions aux commissaires.	187
	(2). Rapport des commissaires.	192
	(3). Rapport d'arpentage de Hereford par le capitaine Haynes.	200
	(4). Plan figuratif de Hereford et Drayton.	207a
	(5). Plan figuratif de la rivière Connecticut.	207b
	(6). Copie de la déposition de Alex. Rea.	208
	(7). " " Bernard Young.	231
	(8). " " Marcus Beacher.	240
	(9). " " John H. Tyler.	254
	(10). " " Henry Watson.	259
	On trouvera les autres dans Q. 226-2.	
	(11). " " Wm. Pope.	261
	(12). " " Alexander J. McKinnon.	265
	(13). " " Zelnan Flanders.	271
	(14). " " John Hughes.	279
	(15). " " Jonathan C. L. Knight.	282
	(16). " " J. Alaman Cumming.	285
	(17). " " Paschal G. Blood.	294
	(18). " " Nathan Judd.	299
	(19). " " Reuben Sawyer.	302
	(20). " " William White.	309
	(21). Copie d'une lettre au ministre à Washington.	315
	(22). Lettre personnelle au même.	322
	(23). Lettre personnelle venant du même.	325
3 mars, Downing Street.	Anonyme à Gosford. A reçu lettre et envois et approuve son attitude relativement à l'adresse présentée aux habitants de l'Amérique Britannique.	85

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. 3 mars.	Anonyme à Gosford. Enumère les difficultés qui se présentent quant à la sanction de la loi pourvoyant à l'indépendance des Conseils législatif et exécutif, et quant à l'administration de la justice de la province, et ses raisons pour retarder décision en cette matière.	Page 28
17 mars.	Anonyme au procureur et solliciteur général. Relativement à opinion sur acte réservé pourvoyant à la dignité et à l'indépendance des Conseils législatif et exécutif du Canada. Incluse, l'opinion du procureur général du Bas-Canada.	26
30 mars.	Anonyme à Gosford. Approbation de l'attitude de Sa Seigneurie envers le corps des carabiniers britanniques.	68
30 mars, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Reçu mémorandum relatif aux sommes affectées aux dépenses imprévues, lequel le justifie de son attitude envers l'Assemblée. 105 <i>Inclus.</i> Mémorandum relatif aux sommes affectées aux dépenses imprévues des deux Chambres de la législature du Bas-Canada.	105
30 mars.	Extraits du témoignage de T. A. Young. Anonyme à Gosford. Les conseillers en loi de la Couronne font rapport que le roi ne peut, en se conformant à l'acte constitutionnel, sanctionner le bill pourvoyant à la dignité et à l'indépendance des Conseils législatif et exécutif.	139, 144 31
31 mars, Downing Street.	Anonyme au même. L'explication donnée par l'ex-surintendant médical relativement à la quarantaine du <i>Helen</i> est satisfaisante. <i>Inclus.</i> Rapport de C. Frémont, ex-surintendant médical, Grosse-Isle, relativement au cas du <i>Helen</i> navire portant émigrés.	36 37
20 juillet, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Les amendements nécessaires n'ayant pas été faits à la loi ayant pour but de régulariser les élections contestées, il est forcé à regret d'en recommander le rejet.	175

Comte de Gosford, gouverneur, 1836.

Q. 226-2.

1836. 6 janvier, Washington.	Bankhead à Gosford (personnelle).	
6 février, Québec.	Gosford à Bankhead. Deux lettres, l'une personnelle, l'autre publique. Toutes deux incluses dans celle de Gosford à Glenelg, datée du 9 février 1836.	
9 février, Québec.	Le même à Glenelg (n° 16). Concourt dans le projet d'établir deux diocèses catholiques romains en Canada en séparant Montréal de Québec.	Page 328
	<i>Inclus.</i> Mémorandum de la demande d'un évêché catholique romain à Montréal.	333
	Sommaire de la correspondance.	
9 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 17). Transmet mémoire de l'honorable William Smith, un vieil employé public.	347
	<i>Inclus.</i> Mémoire de William Smith, greffier du Conseil législatif, etc.	351
19 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 18). Explique qu'il a communiqué à la législature partie des instructions adressées à ses collègues et à lui-même, à cause de l'inexactitude des extraits présentés à la législature du Haut-Canada par Head et transmis à l'Orateur de l'Assemblée du Bas-Canada. Envoie imprimé faisant voir différences entre les extraits et les instructions.	353
	<i>Inclus.</i> Observations sur les extraits communiqués par Head.	363
	Suite des observations.	369
	Les mêmes en français.	383
	Message du gouverneur.	397

1836.	Copies des instructions.	Page 398
	Suite	403
	Extraits fournis par Gosford.	417
	Message du gouverneur rédigé en français et copies des instructions aussi rédigées en français.	427
22 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 19). A nommé Elzéar Bédard juge, sous condition de ratification, aux lieu et place du juge Kerr. Ses aptitudes.	458
22 février, Québec.	Le même au même (confidentielle). Pourquoi il a nommé Bédard juge.	460
27 février, Québec.	Le même au même (n° 20). Transmet adresse de l'Assemblée demandant copie du plan du Saint-Laurent depuis Trois-Rivières jusqu'à Montréal. Transmet aussi copie de l'adresse de la Maison de la Trinité, de Québec, demandant qu'on hâte la publication de la carte de la rivière Saint-Laurent en bas de Québec ainsi que du golfe.	464
	<i>Inclus.</i> Copie des résolutions demandant copie du plan du Saint-Laurent depuis Trois-Rivières jusqu'à Montréal.	468
	Demande de la Maison de la Trinité, de Québec.	469
1er mars, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 21). Transmet états financiers.	472
	<i>Inclus.</i> Compte des recettes ordinaires de l'exercice finissant le 10 octobre 1835.	475
	Compte du revenu des propriétés de la Couronne.	476
	Compte du revenu casuel.	477
	Compte de la liste civile.	478
	Chefs de la dépense.	479
	Recettes et dépenses de la Maison de la Trinité, de Québec.	486
	Relevé du revenu local perçu par la corporation de Québec.	488
	Même relevé pour Montréal.	489
3 mars, Québec.	Gosford à Grey. Transmet les procès-verbaux de la Chambre d'Assemblée. Enverra commentaires à la fin de la session. Envoie liste de documents.	490
	<i>Inclus.</i> Troisième et cinquième rapports du comité chargé des griefs, et demande de la destitution du juge Gale.	492
	Réponse du gouverneur à l'adresse demandant la destitution de Gale.	494
	Résolutions de l'Assemblée au sujet de l'affaire Gale.	496
5 mars, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 22). Envoie troisième rapport et résolutions relatives aux griefs, avec observations et liste de correspondance.	504
	<i>Inclus.</i> Troisième rapport.	510
30 mars, Downing Street.	Anonyme à Gosford. On approuve sa conduite lorsqu'il a adressé à l'Assemblée des extraits exacts des instructions transmises. Les erreurs qui s'étaient glissées dans les extraits envoyés par sir Francis Bond Head étaient le fait du copiste, qui avait expédié ces extraits d'un document non révisé.	359
7 avril, Downing Street.	Anonyme au même. Il n'y a pas de fonds à la disposition du gouvernement de Sa Majesté permettant d'accorder une pension à W. Smith. Conseille de référer et de recommander ce sujet à la Chambre d'Assemblée.	349
12 avril, Downing Street.	Anonyme à Gosford. A transmis à l'Amirauté les demandes de copies des plans du Saint-Laurent.	466
23 avril, Downing Street.	Anonyme au même. Envoie copie d'une lettre de l'Amirauté recommandant de faire parvenir à la Chambre d'Assemblée une copie de la carte du Saint-Laurent à partir de Trois-Rivières jusqu'à Montréal, aussitôt que cette carte sera gravée.	467
26 mai, Downing Street.	Anonyme au même. On ne peut reconnaître officiellement le titre des évêques catholiques romains dans le Bas-Canada.	330

DOC. DE LA SESSION No. 18

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 226-3.

1836.			
5 janvier, Québec.	Troisième rapport du comité permanent des comptes publics.	Page	537
	Le même en français.		541
	<i>Inclus.</i> Tables des finances.		545 à 551
	Procès-verbal (en français et en anglais).		552
10 mars, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 23). Transmet l'adresse de l'Assemblée sur l'état de la province et sur certaines parties des instructions aux commissaires.		523
	<i>Inclus.</i> Adresse.		524
12 mars, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 24). Fait rapport que l'Assemblée a manqué de pourvoir aux besoins financiers de la province.		527, au verso.
	<i>Inclus.</i> Résolutions de l'Assemblée au sujet du budget.		528, au verso.
	Extrait des journaux de l'Assemblée du 26 février 1836.		528, au verso.
	Etat comparatif des dépenses de l'Etat de 1833 et de 1836.		529
	Mémorandum des items omis dans le budget semestriel de 1836.		531, au verso.
	Mémorandum des items réduits.		531, au verso.
14 mars, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 25). Transmet adresse de l'Assemblée demandant la destitution du juge Gale et documents relatifs à cette affaire. S'il ne s'était agi que du cas de Gale, qu'on a si souvent ramené sur le tapis, il n'aurait fait aucune mention de l'adresse, mais comme on s'y plaint de l'attitude qu'il (Gosford) a prise dans l'honnête exercice de son jugement, il est devenu nécessaire qu'il y attire l'attention ; veut savoir si le roi approuve sa conduite, qu'il explique au long et en détail.		649
	<i>Inclus.</i> Adresse de l'Assemblée demandant la destitution de Gale, et se plaignant de la conduite de Gosford.		665
	Cinquième rapport du comité permanent des griefs.		673
	Documents y relatifs.		750
7 juin, Downing Street.	Glenelg à Gosford. Le roi regrette l'insuccès de ses efforts pour apaiser la défiance et la jalousie dans l'esprit des représentants du Bas-Canada. Instructions libérales aux commissaires. Aucune considération d'à-propos provisoire ne déterminera le roi à révoquer la chose ou à reprendre les terrains accordés à la <i>British American Land Company</i> , car ce serait compromettre la formation de tous titres de propriétaire et de droits sociaux. Il n'y a eu en réalité aucune différence d'opinion entre les ministres de la Couronne et la Chambre d'Assemblée. On n'avait allégué aucune plainte qui n'eût été écartée promptement ou n'eût fait le sujet d'une enquête impartiale. On ne l'avait pas accusé (Gosford) de mauvaise administration. Les ministres de Sa Majesté croient qu'on doit attribuer la conduite de la Chambre à la publication de quelques passages détachés des instructions, laquelle leur aurait mal fait interpréter ces dernières ; ordre est en conséquence transmis d'en communiquer copie entière.		532
8 juin, Downing Street.	Glenelg à Gosford. Confiance mise en son zèle et en son jugement sain. On attend un rapport final à la fin de l'été. Obligations à acquitter envers les employés publics, ils réclament encore la rémunération qui leur est due. Si l'Assemblée ne vote pas les subsides, ce sera à lui (Gosford) de décider de l'opportunité de prononcer la dissolution.		533
Pas de date.	Anonyme à Gosford. Reçu dépêche du 14 mars et envois. Son refus de destituer Gale. Le roi l'approuve, car ceux qui appliquent la loi, pour		

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

rendre justice impartiale, doivent de fait se sentir eux-mêmes sûrs de leurs sièges, et le roi ne peut s'éloigner de ce principe, à moins d'un cas d'une nécessité urgente. Et il n'y a pas telle nécessité dans le présent cas; d'ailleurs on n'attaque point la science légale de Gale. Page 662

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 227—1, 2, 3, 4.

1835.

La partie 1 est paginée de 1 à 225;—la partie 2, de 226 à 464;—la partie 3, de 465 à 674;—l'index, de 675 à 691;—la partie 4, de 692 à 896.

9 janvier.
14 janvier,
Québec.

Felton à Craig. (Deux lettres portant même date).
Craig à Felton.

13 juin,
Québec.

Rapport d'un comité du Conseil.

16 juin,
Québec.

Craig à Geiton.

18 juin,
Québec.

Felton à Craig-

13 juillet,
Québec.

Rapport d'un comité du Conseil exécutif.

15 août,
Québec.

Craig à Hayne.

1836.
6 février,
Québec.

Hayne à Walcott. La présente lettre et les sept précédentes sont incluses dans celle de Gosford à Glenelg, datée du 11 mai 1836.

15 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 26). Expose qu'il a été fait rapport par un comité spécial sur un bill ayant pour but de régler les communications avec l'agent. Le bill n'a pas été voté, mais il craint qu'on agisse d'après le rapport, détruisant ainsi la prérogative royale. Page 3

Inclus. Rapport d'un comité spécial sur les moyens de communiquer avec l'agent pendant prorogation. 5

16 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 27). Transmet liste des dépêches reçues du bureau des colonies depuis sa dernière communication datée du 1^{er} février. 12

Inclus. Liste. 13

19 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 28). Comme il n'y a pas de quorum, il a l'intention de proroger la session le 21. 16

19 mars,
Québec.

Le même au même (n° 29). Transmet une adresse du Conseil législatif sur le commerce de bois. 18

Inclus. Adresse dans laquelle on constate l'alarme causée par le changement projeté dans le tarif du bois. 20

Etat comparatif de sept années relatif au tonnage et au nombre de marins concernés dans le commerce d'exportation. 28

21 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 30). A prorogé le parlement provincial; envoie discours prononcé. 29

Inclus. Discours de prorogation. 32

22 mars,
Québec.

Gosford à Grey (distincte). Fait remarquer qu'il a commis une erreur en signalant que les sommes affectées aux dépenses imprévues du Conseil avaient été réduites dans le budget. Demande qu'on corrige cette erreur. 35

22 mars,
Québec.

Le même à Glenelg (n° 31). Envoie adresse du Conseil législatif ayant pour but d'accorder, suivant promesses, des terres incultes, et d'en gratifier certaines institutions de connaissances utiles. Observations sur l'adresse et sur les réclamations de l'Institution royale. 36

Inclus. Adresse du Conseil législatif ayant pour but d'accorder des terres incultes à certains établissements consacrés à l'instruction, suivant promesses faites. 42

DOC. DE LA SESSION No. 18

	1836		
24 mars, Québec.		Extrait du rapport sur les réclamations de l'Institution royale. Page 48 Gosford à Glenelg (confidentielle). Indique les principes sur lesquels il s'est basé pour préparer son discours de prorogation.	49
26 mars, Québec.		Le même au même (n° 32). Transmet quatrième rapport au sujet des griefs. Comme il concerne en grande partie Aylmer, il réfère à lui sur ce sujet. Fait voir que le juge en chef Sewell n'est intervenu ni politiquement ni judiciairement dans l'adresse du Conseil législatif et l'a simplement signé en sa qualité d'Orateur.	51
		<i>Inclus.</i> Quatrième rapport au sujet des griefs.	55
26 mars, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 33). Transmet pétition signée par 29 individus, qui disent former le comité exécutif de l'Association constitutionnelle de Montréal, et qui demandent le rejet de la loi du gouvernement provincial pourvoyant à régulariser les procédures relatives aux élections contestées, vu l'injustice de cette loi envers certains membres de leur association.	61
		<i>Inclus.</i> Pétition. Signatures données.	65
28 mars, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 34). Transmet liste des dépêches reçues depuis le 16 courant.	70
		<i>Inclus.</i> Liste des dépêches.	72
29 mars, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 35). Suivant ses instructions, il a pris des arran- gements pour faire cesser le 31 courant la solde de l'état-major et les alloca- tions faites à l'un de ses aides de camp.	73
31 mars, Québec.		Le même au même (n° 36). Transmet l'adresse du Conseil législatif au sujet de la direction des postes dans la province, ainsi que copie de la loi pourvoyant à leur établissement. Spring Rice a transmis sur ce sujet, le 5 octobre 1834, un bill qu'on a renvoyé à un comité spécial, lequel a préparé et présenté un nouveau bill. Autres observations et documents. Il se plaint du sous-directeur général des postes, et dit qu'il s'est approprié partie des revenus des postes; il explique pour- quoi il (Gosford) n'avait pu intervenir, car les arrangements ont été l'œuvre du directeur général, mais il correspondra avec le gouvernement de Sa Majesté, et il recommandera qu'on prenne immédiatement ce sujet en considération. Recommande de retrancher le privilège de Stayner, qui transmet à son profit des journaux et des brochures. Certains documents ne sont pas encore prêts et ne peuvent ainsi s'expédier.	75
		<i>Inclus.</i> Bill ayant pour but d'établir un département des postes dans la province et de pourvoir à sa future administration.	84
		Le même, rédigé en français.	153
		Délibérations du comité spécial du Conseil législatif.	226
		Rapport du comité.	277
		Exposé succinct préparé par le comte de Gosford, à la demande de MM. Leslie et O'Callaghan, ayant pour but d'arrêter la remise de £3,000; revenu trimestriel du département des postes.	312
		Adresse de l'Assemblée demandant l'adoption de mesures pour faire rembourser à Stayner certains montants provenant du transport de journaux et de brochures, lesquels montants Stayner s'est appropriés.	314
		Freeling à Armour. Le port des lettres est une gratification du sous- directeur des postes.	315
		Réponse de Gosford qu'il ne peut, pour les raisons données, accéder à la demande de faire rembourser au sous-directeur des postes les montants qu'il a perçus pour port de journaux et de brochures.	317
1er avril, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 37). Transmet états des recettes du revenu casuel et territorial et des ventes des terres de la Couronne, etc.	321
		<i>Inclus.</i> Etat des recettes du revenu casuel et territorial.	322
		Etat des recettes provenant de la vente des terres de la Couronne et des permis de couper du bois.	323
5 avril, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 38). Envoie copies de lettres concernant William Brophy.	324

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.	<i>Inclus.</i> Brown envoie à Walcott copie d'une lettre de William Brophy.	
		Page 326
	Lettre de William Brophy à Brown, dans laquelle il déclare être la personne dont on s'enquiert, et il donne un état de ses services.	327
6 avril, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 39). A reçu de la part du fils du juge Kerr une demande des arrérages de son traitement. Désire savoir quand Kerr a cessé d'être juge.	329
6 avril, Québec.	Le même au même (personnelle). Se propose de payer six mois d'arrérages d'appointements aux employés publics et de dépenses contingentes. Comment traiter les ecclésiastiques qui possèdent plusieurs bénéfices. Le mécontentement augmente contre le parti violent qui a fait manquer le paiement des arrérages. La force de l'opinion publique peut décider certains représentants à changer leurs votes. Influence de Roebuck.	334
13 avril, Québec.	Le même au même (n° 40). Transmet pétition de M ^{me} Bridget Rhodes demandant pension à titre de veuve de feu Joseph de Varennes.	336
	<i>Inclus.</i> Pétition, rédigée en français, de M ^{me} Bridget Rhodes, veuve de l'enseigne Varennes.	338
	Certificat d'inhumation de Varennes.	340
	Certificat de mariage de Varennes et de Bridget Rhodes.	341
	Certificats de la position officielle des signataires.	
14 avril, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 41). Annonce la dissolution du "Corps des carabiniers britanniques" et la tentative infructueuse de former la "Légion britannique de Montréal".	344
15 avril, Québec.	Le même au même (distincte). Envoie rapport de William Walker, nommé délégué par l'Association constitutionnelle; rapport de son entrevue avec Sa Seigneurie (Glenelg).	346
	<i>Inclus.</i> Copie du <i>Quebec Mercury</i> contenant rapport.	348
16 avril, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 42). Bien que les actes de l'Association constitutionnelle de Montréal n'aient pas attiré l'attention des autres provinces, cependant il doit s'y tenir des assemblées de délégués de Québec et de Montréal. Le parti canadien-français semble porté à faire de même.	408
18 avril, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 43). Envoie rapports d'assemblées tenues à Mégantic et dans la paroisse de Saint-Benoit de Deux-Montagnes. L'assemblée de Saint-Benoit condamne la conduite du gouvernement britannique ainsi que les actes de l'administration locale, mais à l'autre on désapprouve la conduite de la majorité de l'Assemblée, on prise les motifs qui ont déterminé le gouvernement à envoyer Commission, et on approuve l'intention du gouvernement d'appliquer les revenus de la Couronne au paiement des traitements publics.	411
	<i>Inclus.</i> Copie du <i>Vindicator</i> contenant rapport de l'assemblée de Saint-Benoit.	414
	Rapport de l'assemblée de Mégantic.	428
	Rapport, rédigé en français, de l'assemblée de Saint-Benoit, dans Deux-Montagnes.	452
23 avril, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 44). Indique ses vues quant au refus de l'Assemblée de payer les appointements des employés publics, qui n'ont rien reçu depuis la fin de 1883. Leur paiement intégral, pour plusieurs d'entre eux, viendrait même trop tard pour leur permettre de se tirer d'un profond embarras. Zèle et intégrité des employés publics dans les circonstances. Envoie états de l'actif et du passif dont dispose la Couronne et qu'on peut appliquer à la rémunération des employés publics. Division des réclamations. Pour détails complets, réfère aux tableaux n° 1 et n° 3.	692
	<i>Inclus.</i> Projet de paiement des arrérages.	700
	Récapitulation.	713
	Etat des revenus en caisse, le 10 avril 1836, et dont dispose la Couronne.	715
	Liste des items omis dans le projet du paiement des arrérages.	716

DOC. DE LA SESSION No. 18

	1836.	Sommaire des dépenses contingentes et indispensables au gouvernement civil jusqu'au 10 octobre 1836.	Page 718
25 avril, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 45). Transmet adresse de l'Assemblée relativement aux réclamations du corps de milice, ainsi que des observations sur les démarches préalables à ce sujet. Envoie copies de correspondance.	720
		<i>Inclus.</i> Résolutions de l'Assemblée relativement aux réclamations de terrain du corps de milice.	734
		Premier rapport du comité sur la réponse du gouverneur à l'adresse relative aux concessions de terrain à la milice.	737
		Formule de concession.	743
		Nombre des miliciens formés en corps et rangés en service, et étendue du terrain requis pour satisfaire à leurs réclamations.	747
		Etat du nombre des officiers, etc., qui ont reçu des billets d'emplacement.	748
		Gosford à la Chambre d'Assemblée au sujet des réclamations de terrain de la part de la milice.	749
		Etat indiquant le nombre de réclamations d'officiers non satisfaites, etc.	752
26 avril, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 46). Recommande dix personnes à nommer au Conseil législatif. Son but est de faire disparaître la prévention qui existe contre ce dernier.	753
27 avril, Québec.		Le même au même (confidentielle). Indique les principes politiques du ceux qu'il recommande, en la liste incluse, de nommer au Conseil. Résumé des vues politiques des sept premiers. Est porté à adopter leurs vues quant au principe électif pour ce qui est du Conseil.	763
		<i>Inclus.</i> Liste de noms dont il recommande la nomination au Conseil législatif.	765
28 avril, Québec.		Gosford à Glenelg (personnelle). On est à la veille de compléter le rapport sur le Conseil exécutif, mais pour des raisons qui concernent Head dans le Haut-Canada, on en retardera la transmission.	766
3 mai, Québec.		Walcott à Felton.	
3 mai, Québec.		Le même au procureur général.	
4 mai, Québec.		Felton à Walcott.	
5 mai, Québec.		Le même à Craig.	
5 mai, Québec.		Le même au procureur général. Cette lettre et les quatre précédentes sont incluses dans Gosford à Glenelg, 11 mai 1836.	
5 mai, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 47). A décidé de renouveler l'établissement de la quarantaine et a préparé des règlements modifiés surtout quant aux restrictions.	769
		Envoie copies de règlements à distribuer.	769
		<i>Inclus.</i> Proclamation renouvelant l'établissement de la quarantaine par lord Gosford.	774
		La même rédigée en français.	794
		Proclamation sur le même sujet par lord Aylmer.	816
		Extrait du statut provincial 35 George III, ch. 5.	834
		Même extrait en français.	844
5 mai, Québec.		Gosford à Glenelg (confidentielle). Avait adressé liste dans sa dépêche officielle portant cette date; envoie aujourd'hui une liste de noms qu'il recommande avec observations sur les principes politiques de ces personnes; si on approuve la liste, demande d'envoyer <i>mandamus</i> . Ignorant ce qui se fera, il n'a pas prévenu les personnes qu'il a recommandées. Quelques-unes pourraient refuser la nomination, mais un nombre suffisant acceptera. On ne se plaint pas du pouvoir accordé au gouverneur, mais de la trop	

1836.
grande intervention du gouvernement impérial. Le gouverneur devrait nommer aux charges, non qu'il désire ce pouvoir, car, lorsqu'il l'avait exercé, il s'était trouvé en butte aux plus grands tracassés. On l'avait pressé de nommer Papineau, mais il fait voir ce qui s'oppose à cette décision. Page 855
Inclus. Liste des personnes dont la nomination au Conseil exécutif est recommandée. 858
- 6 mai,
Québec.
Rétrocessions par W. Locker et Elisa M. Felton. Deux documents inclus dans Gosford à Glenelg, 11 mai 1836.
- 6 mai,
Québec.
Gosford à Glenelg (n° 48). Insuffisance du Conseil exécutif. A fait rapport des démarches préliminaires par lui, entreprises pour apporter modifications. Raisons pour lesquelles il retarde de faire le changement après avoir reçu l'approbation de Sa Seigneurie, et obstacles rencontrés dans la réorganisation du Conseil. Il a cru plus à propos de continuer avec l'ancien Conseil, plutôt que d'en venir à des arrangements incertains, temporaires et conditionnels. Les commissaires ont terminé leur rapport sur le Conseil exécutif, et il est à désirer qu'il ne soit donné effet à leurs recommandations que par un nouveau Conseil. A transmis, en conséquence, une liste de personnes aptes à entrer au Conseil. 859
(La liste a été envoyée, et copiée dans la lettre précédente.)
- 7 mai,
Québec.
Gosford à Glenelg (n° 49). Transmet une lettre des juges signalant l'instabilité de l'administration judiciaire, et demandant qu'il soit pourvu à leur traitement et à leur allocation de retraite de manière qu'ils restent indépendants de tous les partis. 865
Inclus. Lettre des juges de Montréal à Gosford, dans laquelle ils veulent qu'on leur assure leur traitement, afin qu'ils se trouvent ainsi plus indépendants. 868
- 9 mai,
Québec.
Gosford à Glenelg (n° 50). Transmet adresse du supérieur et des directeurs du séminaire de Québec, demandant à se faire indemniser de la perte de leurs immeubles en France. 873
- 9 mai,
Québec.
Le même au même. Présente le révérend J. Holmes, directeur du séminaire de Québec, lequel s'est dévoué à l'éducation de la jeunesse. 877
- 10 mai,
Québec.
Le même au même (n° 51). Avait adressé une lettre aux maires et aux conseils de Montréal et de Québec avant l'expiration de la constitution en corporation de ces derniers, et ce, relativement à leurs règlements de police. Comme on n'avait pas compris son intention, il n'avait rien fait de plus sur ce sujet. 880
Inclus. Circulaire adressée aux maires de Québec et de Montréal relativement aux règlements de police. 883
- Rapport du conseil de ville de Québec établissant qu'il lui est impossible de donner une opinion sur les recommandations importantes contenues dans la lettre du gouverneur. 885
- Jean Langevin à Walcott. Transmet le rapport. 887
- Résolutions du conseil municipal de Montréal déclarant qu'il ne peut concourir dans les intentions bienveillantes du gouverneur concernant la ville. 888
- Viger à Walcott. Transmet les actes du conseil de Montréal. 894
- 11 mai,
Québec.
Walcott au maire de Montréal. Le gouverneur regrette qu'on n'ait pas compris l'objet de sa lettre; il l'explique. 895
- Gosford à Glenelg (n° 52). Démarches entreprises pour recouvrer de Felton le surplus de terrain accordé à lui et à ces enfants. Documents transmis. 465
- Inclus.* Craig à Felton. Il doit prendre les moyens de rendre à la Couronne le surplus de terrain accordé à ses enfants en sus de l'étendue autorisée. 473
- Felton à Craig. Conformément à son désir, est prêt à faire la rétrocession requise des terrains. 474

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

Craig à Felton. Il doit correspondre avec le procureur général relativement à la rétrocession du surplus de terrain. Page 476

Felton à Craig. A consulté le procureur général au sujet de la rétrocession de terrain. Difficultés à résoudre. Offre l'équivalent en terre ou en argent. 477

Rapport du comité de tout le Conseil Vu la difficulté de rendre le terrain, on demanderait à Felton de payer la valeur du surplus. 480

Craig à Felton. Transmet extrait du rapport du Conseil et désire qu'il soit pris des mesures pour donner suite à la recommandation. 482

Felton à Craig. Est content que l'affaire puisse se régler. Comment établir la valeur du terrain. 483

Rapport du Conseil exécutif déterminant que l'évaluation du surplus de terrain accordé à Felton et à sa famille se fasse au moyen de l'arpentage, suivant la proposition de Felton. 486

Craig à Hayne. Lui demande d'évaluer, au moyen de l'arpentage, le surplus de terrain accordé à Felton et à sa famille. 487

Hayne à Walcott. Le terrain situé à Oxford est de peu de valeur. Instruction a été donnée à Wysse de porter grande attention au terrain en y faisant son arpentage. 490

Walcott à Felton. Le délai apporté pour donner suite aux instructions du secrétaire colonial touchant le surplus de terrain a forcé de confier l'affaire au procureur général pour qu'il l'expédiât au plus tôt. 492

Walcott au procureur général. Qu'il prenne les moyens de hâter la rétrocession de terrain de la part de Felton. 494

Felton à Walcott. Lui reproche de recourir aux services du procureur général pour hâter cette affaire, car le retard ne vient pas de lui. 496

Felton au procureur général. Au sujet de ses instructions d'avoir à hâter le règlement d'une réclamation pour valeur de terrains. 501

Rétrocessions par W. Locker Felton et Elisa M. Felton, toutes deux datées du 6 mai. 506

12 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 53). Transmet documents relatifs à l'affaire de Felton, y compris deux rapports sur griefs. 507

D'autres documents concernant ce sujet, et mentionnés dans le relevé imprimé de la Chambre des Communes, sont insérés dans le dossier de Felton, accusé d'avoir obtenu frauduleusement du terrain.

13 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 54). Envoie copie d'avis agréé par le comité exécutif de l'Association constitutionnelle de Québec et faisant connaître certaines résolutions, etc. Il avait dit que le nombre des délégués du district de Québec serait de 30, mais il voit qu'il y en aura 36 de choisis. 524

Inclus. Avis donné par l'Association constitutionnelle que les délégués seront choisis le 30 mai prochain, et qu'ils se réuniront à Montréal le 23 juin suivant. 527

Liste des endroits d'élection et résolutions, etc. 528

16 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 55). Sur les 59 bills votés par les deux Chambres, il n'en a réservé qu'un, celui pourvoyant à l'établissement d'un chemin de fer à partir du Saint-Laurent jusqu'à la limite de la province. La sauvegarde constitutionnelle des terres incultes de la Couronne exigeait qu'il réservât ce bill. Bons effets de la ligne projetée. Envoie rapport du procureur général, pétition en faveur du bill, etc. Demande de présenter le bill au parlement, et de le sanctionner, si on ne s'y oppose pas. 533

Inclus. Copie du bill pourvoyant à la construction du chemin de fer.

Résumé du bill. 543

Opinion de Ogden, procureur général. 598

Pétition des habitants de Québec. Signatures adjointes. 611

Gosford à Glenelg (n° 56). Envoie liste des dépêches reçues du bureau 615

17 mai,
Québec.

des colonies. 620

- 1836.
- 19 mai, Québec. *Inclus.* Liste. Page 621
 Gosford à Glenelg (n° 57). Transmet mémoire de Sa Grandeur l'évêque de Québec qui attire l'attention sur la gêne dans laquelle se trouvent les affaires des missionnaires et qui a été occasionnée par la réduction de 25 pour 100 sur leurs revenus, et il (l'évêque) demande l'érection et la dotation d'une maison dans chaque canton et à chaque endroit où il y a mission. A refusé de se rendre à cette prière. Demande ce que Sa Seigneurie pense sur le sujet. 625
- Inclus.* Mémoire de Sa Grandeur l'évêque de Québec et du clergé du Bas-Canada, suivant la teneur de sa lettre. 628
- Walcott à l'évêque. Transmet la réponse du gouverneur. 631
- 20 mai, Québec. Gosford à Glenelg (distincte). Fait rapport sur l'emménagement de la maison retenue pour lord Amherst et qu'il a occupée (Gosford) durant quelques semaines, et sur la vente des meubles. Il espère qu'on ne lui chargera pas, à lui personnellement, le montant de £302 12s. 11d. sterling, mais qu'on le considérera une dépense publique. 633
- Inclus.* Etat des dépenses de la maison, etc., occupée par le commissaire. 636
- Suivent comptes et reçus. 637 à 642
- 21 mai, Québec. Gosford à Glenelg (n° 58). Transmet, pour qu'on l'adresse au roi des Français, une pétition de la part de personnes répondant au nom de Richard. 643
- 23 mai, Québec. Le même au même (n° 59). Envoie documents concernant réclamations de l'Assemblée relatives à l'occupation du collège des jésuites par les autorités militaires, ainsi que la valeur du loyer, des bâtiments et du terrain. Après débat sur la question, on en remit à plus tard la considération. Il croit que l'Assemblée va s'en tenir à sa réclamation, demandant restauration pure et simple de la propriété, et qu'elle ne construira pas de caserne et ne mettra aucuns fonds pour ce faire à la disposition de Sa Majesté. 645
- Inclus.* Réponse du gouverneur à l'Assemblée faisant savoir que le roi désire fort voir rétablir le plus tôt possible le collège des jésuites dans sa destination primitive. 652
- Premier rapport du comité permanent sur l'établissement des jésuites. 654
- Deuxième rapport. 661
- 28 mai, Québec. Gosford à Glenelg (n° 60). Envoie liste des dépêches reçues depuis le 17 courant. 664
- Inclus.* Liste. 666
- 31 mai, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). Sir John Colborne nommé commandant des forces; son opinion que Sorel appartient au commandant militaire. Traite la question de savoir si c'est le chef civil ou le commandant militaire qui a droit de résider à Sorel. 668
- 10 juin, Downing Street. Anonyme à Gosford. A reçu dépêche annonçant prorogation du parlement provincial (discours inclus). Discours présenté au roi. 31
- 11 juin. Anonyme au même. La pétition incluse dans la dépêche du 26 mars a été déposée au pied du Trône. Le roi est content de recevoir une demande de la part de ceux qui ont signé la pétition, mais à leur titre de simples particuliers, car il ne peut reconnaître leur caractère de représentants. On considérera soigneusement l'objet de la pétition. 64
- 12 juin, Downing Street. Anonyme à Gosford. A reçu dépêche du 25 avril relativement aux réclamations du corps de milice. Les officiers et soldats qui avaient déposé leurs pétitions avant le 1^{er} août 1830 devaient recevoir des terrains. N'a pu recommander qu'il en fût fait autant pour ceux qui avaient négligé de produire leurs réclamations avant cette date. On s'enquerra de l'accusation du retard apporté dans l'émission des lettres patentes. 729
- 22 juin. Anonyme au même. A reçu dépêche du 22 mars et convient qu'il serait prématuré de se rendre à l'adresse du Conseil avant d'avoir reçu un rapport. Il va déclarer qu'on a remis décision à plus tard. 40

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
26 juin,] Glenelg à Gosford. Envoie renseignement sur la date à laquelle Kerr a
Downing cessé de remplir les fonctions de juge du banc du roi et de la cour de vice-
Street. amirauté. Page 332
- 1er juillet. Anonyme au même. On approuve les mesures prises en vue de recouvrer
le surplus de terrain reçu par Felton et sa famille. 472
- 2 juillet, Glenelg au même. Approuve sa conduite relativement aux accusations
Downing portées contre Felton, mais s'abstient de toute autre observation tant qu'on
Street. ne connaîtra pas le résultat de l'enquête. 523, au verso.
- 3 juillet, Anonyme au même. Reçu dépêche concernant l'occupation du collège
Downing des jésuites. Ne peut donner d'instructions sur le sujet ou le séparer des
Street. autres mesures générales à considérer, lorsque les commissaires auront com-
plété leur rapport. 651
- 4 juillet, Anonyme au même. A reçu et distribué copies des règlements de la qua-
Downing rantaine. Approbation de sa conduite relativement aux règlements. 772
Street.
- 5 juillet, Anonyme à Gosford. Dépêche et lettre des juges incluses. Le gouverne-
Downing ment de Sa Majesté continuera à faire des efforts pour garantir l'indépen-
Street. dance des juges. 867
- 6 juillet, Anonyme au même. On approuve sa réponse, dans laquelle il refuse de
Downing se rendre à la requête de l'évêque de Québec demandant d'ériger et d'accor-
Street. der maisons destinées au culte. 627
- 8 juillet, Anonyme au même. Reçu mémoire de M^{me} Bridget Rhodes, lequel on a
Downing transmis au secrétaire de la Guerre. On avait demandé à cette dame d'en-
Street. voyer pièces justificatives des services rendus par feu son mari, mais elle ne
s'était pas exécutée. 337
- 9 juillet, Circulaire adressée aux agents d'émigration avec copies des règlements
Downing de quarantaine. 773
Street.
- 12 juillet, Anonyme au solliciteur général. Lui adresse bill réservé pourvoyant à la
Downing construction d'un chemin de fer à partir du Saint-Laurent, et lui demande
Street. son opinion et celle du procureur général. 542
- 19 juillet, Anonyme à Gosford. Reçu dépêche du 20 mai. Il (Gosford) chargera
Downing au compte général de la commission les dépenses de maison et de meubles.
Street. 635
- 20 juillet, Anonyme au même. A reçu dépêche du 10 mai avec lettre adressée aux
Downing conseils de ville de Montréal et de Québec au sujet de leurs règlements de
Street. police. Si cette correspondance attire l'attention publique, il devra se
prévaloir de l'information transmise. 882
- 22 juillet, Anonyme au même. Reçu lettre du 31 mai. A référé à l'Artillerie la
Downing question de l'occupation de l'édifice du gouvernement à Sorel. 671
Street.
- Juillet (?). Lettre sans signature et sans date, adressée à Gosford. Transmission de
l'approbation du principe en vertu duquel furent acquittés les arrrages dus
aux fonctionnaires civils. 699
- 3 août, Glenelg au même. A reçu dépêche contenant mémoire du séminaire de
Downing Québ c, demandant à se faire indemniser de la perte d'immeubles en France,
Street. et a référé cette demande aux commissaires chargés de voir aux réclamations
de France, mais sans résultat avantageux. 875
- 31 août, Anonyme au même. A reçu dépêche du 16 mai, contenant copie du bill
Downing réservé pourvoyant à la construction d'un chemin de fer à partir du Saint-
Street. Laurent jusqu'à la limite de la province, et il a été approuvé par l'Exécutif.
539
- 8 septembre, Anonyme au même. Sur rapport de l'Artillerie, le gouvernement de Sa
Downing Majesté a décidé que l'édifice du gouvernement à Sorel est à l'usage du
Street. gouvernement civil et ne doit pas servir de quartier militaire. 673
- 31 octobre, Anonyme au même. Reçu dépêches contenant listes de noms de personnes
Downing recommandées pour siéger aux Conseils législatif et exécutif. On s'oppose
Street. à cette mesure, qui est impolitique, alors que la commission siège encore.
Autres raisons, politiques et générales, pour lesquelles on s'oppose à la
proposition. 756

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 228-1.

	1836.		
2 juin.		Gosford à Glenelg (n° 61). A reçu permission de publier instructions au complet, s'il trouve la chose à propos, mais comme la Chambre n'est pas en session et qu'il règne une atmosphère calme qui pourrait se troubler, il va attendre l'ouverture de la session pour les publier.	Page 3
3 juin, Québec.		Le même au même (n° 62). Transmet lettre de change, en faveur de G. S. Wilder, de £11 5s. 6d., montant des appointements du juge Bédard sur nomination.	5
4 juin, Québec.		Le même au même (personnelle). Envoie note du procureur général concernant Sorel.	8
		<i>Inclus.</i> Note du procureur général affirmant que la seigneurie de Sorel est sujette au contrôle militaire.	9
12 juin, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 63). Transmet mémoire de la part de l'Institution royale pour la diffusion de l'instruction demandant dotation pour le Collège McGill.	10
		<i>Inclus.</i> Mémoire.	13
14 juin, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 64). Le procès criminel de Felton n'aura pas lieu, les conseillers en loi ne trouvant aucun crime dont on puisse l'accuser en cour criminelle.	22
		<i>Inclus.</i> Documents concernant Felton, mentionnés dans la copie imprimée du relevé de la Chambre des Communes et insérés dans le dossier.	24
16 juin, Québec.		Gosford à Glenelg (confidentielle). Désire savoir s'il a le droit de prendre certains appointements; ne se sent pas justifié d'apporter une modification quelconque dans la pratique suivie jusqu'ici.	29
16 juin, Québec.		Le même au même (n° 65). Il se rend à Montréal, où les commissaires le rejoindront dans quelques jours. Les fonctionnaires publics, contre lesquels l'Assemblée a porté des accusations, adressent réponses. Il les transmettra aussitôt après en avoir pris connaissance. Etat de la cour de vice-amirauté, auquel on devrait remédier.	32
20 juin, Québec.		Le même au même (n° 66). Croit qu'on peut se dispenser à l'avenir des services de Hayne. Création et nature de son emploi. La correspondance est devenue si peu nombreuse qu'il n'est plus besoin pour l'expédier de fonctionnaire surnuméraire dans le bureau du commissaire des terres de la Couronne, et la surintendance des améliorations à faire peut s'exercer à peu de frais par l'arpenteur général. Si on continue à employer Hayne, il ne sait quand se termineront ses services. Quant aux sommes affectées aux dépenses imprévues, il n'a été fixé aucun montant défini, sinon qu'on a approuvé une dépense de £18 par année pour frais de bu eau. Transmet état de certaines autres dépenses imprévues. Si on accorde quelque chose à Hayne, il recommande que ce soit une somme de 10 schellings par jour durant son emploi.	34
		<i>Inclus.</i> Dépenses imprévues du capitaine Hayne.	40
29 juin, Montréal.		Gosford à Grey (personnelle) Était arrivé ici jeudi, et avait trouvé que tout était plus tranquille qu'il ne l'avait pensé. Bonne apparence des choses.	44
1er juillet, Montréal.		Le même à Glenelg (n° 67). Il y a eu assemblée des délégués des Associations constitutionnelles. Transmet copie des résolutions.	46
		<i>Inclus.</i> Résolutions.	48
1er juillet, Montréal.		Gosford à Grey. Présente le révérend Edward Black.	50

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. 1er juillet, Montréal.	Gosford à Glenelg. Présente le révérend Edward Black.	Page 51
2 juillet, Montréal.	Le même au même (n° 68). N'a pu entendre parler de Ferrero, sujet de la Sardaigne.	52
5 juillet, Montréal.	Le même à Grey. Envoie brochure écrite par un ami de DeBleury. Ce dernier était un des fervents de Papineau, mais avait encouru disgrâce en votant pour subsides.	54
	<i>Inclus.</i> Revue, "La petite clique dévoilée".	55
5 juillet, Montréal.	Gosford à Glenelg (confidentielle). A reçu lettre officielle, et autant qu'il peut en juger maintenant, il approuve les vues du gouvernement. Exprime ses remerciements pour les bons termes que renferme la lettre non officielle. Espère pouvoir transmettre la substance de la communication à l'Assemblée. Les affaires se font paisiblement, et ceux des fonctionnaires qui ne sont pas payés supportent patiemment les contretemps. L'esprit de parti s'échappe; les conservateurs sont enivrés du résultat de l'élection dans la province supérieure.	151
6 juillet, Québec.	Le même au même (n° 69). Envoie livre des rapports de 1835, ordinairement désigné sous le qualificatif de "livre bleu".	154
7 juillet, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Reçu lettre de change pour traitement du juge Bédard.	7
9 juillet, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 7). Transmet les lois sanctionnées lors de la dernière session. Deux d'entre elles pourvoient au relèvement des débiteurs insolvables. Explique comment il se fait que certains articles sont les mêmes. Envoie rapport du procureur général sur certaines lois requérant considération spéciale. Elles sont au nombre de six. Suivent observations.	156
	<i>Inclus.</i> Liste des lois sanctionnées.	165
	Le procureur général à Walcott. Fait rapport qu'il n'existe en loi aucune raison de refuser sanction à l'abrogation de certaines parties d'une ordonnance concernant personnes à admettre à la pratique du droit ou du notariat dans la province, mais il met en doute l'opportunité de certaines clauses.	174
	Rapport du procureur général dans lequel il recommande de réserver le bill pourvoyant à la construction d'un bâtiment de douane à Montréal, car certaines clauses touchent à la prérogative royale.	176
	Autres rapports.	178, 180, 186, 188.
	Pétition des habitants de Québec contre les conditions du bill pourvoyant à l'établissement d'écoles normales.	183
	Copies des lois.	190 à 292
	Aussi dans Q.—228-2.	292 à 358
25 juillet, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Il a à lui répondre sur sa demande (du 16 juin) de renseignements concernant appointements, de les payer au caissier de la commission.	31
10 août, Downing Street.	Anonyme à Gosford. On ne continuera pas son emploi à Hayne après le 1 ^{er} octobre, mais on lui accordera 10 schellings par jour tant qu'il sera surintendant de l'arpentage des terrains vendus à la <i>British American Land Company</i> .	43
12 août, Downing Street.	Anonyme au même. On doit attendre la réception du rapport des commissaires avant de rendre décision sur mémoire adressé le 12 juin et demandant dotation en faveur du collègue McGill.	11

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q.—228-2.

1835.		
16 juin, Québec.	Secretan au gouverneur.	
5 décembre, Québec.	Le même au même.	
9 décembre, Québec.	Walcott à Secretan.	
1836.		
1er février, Québec.	Secretan à Gosford.	
2 février, Québec.	Walcott à Secretan.	
3 février, Québec.	Secretan à Walcott.	
4 février, Québec.	Le même à Gosford.	
24 février, Québec.	Le même au même.	
26 février, Québec.	Walcott à Secretan.	
1er mars, Québec.	Secretan à Gosford.	
30 mars, Québec.	Le même au même.	
4 avril, Québec.	Walcott à Secretan.	
5 avril, Québec.	Secretan à Gosford.	
16 mai, Québec.	Secretan à Gosford,	
19 mai, Québec.	Walcott à Secretan.	
21 mai, Québec.	Secretan à Gosford.	
28 mai, Québec.	Le même au secrétaire des colonies. Cette lettre et les seize précédentes sont incluses dans Gosford à Glenelg, datée du 12 juillet 1836.	
9 juillet, Montréal.	Gosford à Glenelg (n° 70). Transmet accusations portées par l'Assemblée contre le juge Fletcher. Laisse la décision de cette affaire entre les mains du gouvernement de Sa Majesté.	359
	<i>Inclus.</i> Adresse de l'Assemblée dans laquelle on demande la destitution du juge Fletcher.	360
	Réponse de Gosford dans laquelle il montre que Fletcher n'a pas eu l'occasion de se défendre, et qu'il ne peut en conséquence en venir à une décision sur ce sujet.	360, au verso.
	Septième rapport du comité des griefs.	360, au verso.
	Procès-verbaux.	363
	Fletcher à Glegg. Observations sur le rapport et la preuve faits contre lui.	367
	Notes de Fletcher sur accusations portées contre lui et critique de la preuve.	367

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

Procès-verbal du 30 juin 1826, dans l'affaire Dickerson, et aussi celui du 27 septembre. Pages 369 au verso et 370.

Walcott au procureur général. Demande son opinion et celle du solliciteur général quant aux pouvoirs du juge Fletcher relativement à la punition qu'il peut infliger pour injures ou résistance au tribunal. 370

Opinion conjointe dans laquelle on affirme que le juge Fletcher a plein pouvoir d'infliger punition pour injures ou résistance au tribunal. 370

Walcott à Fletcher. Le gouverneur, après avoir pris communication de l'affaire, en est arrivé à la conclusion qu'il n'y a point de raison de le déranger (Fletcher) dans l'accomplissement de ses devoirs. 370

11 juillet,
Montréal.

Gosford à Grey. Les dépêches mises à bord du paquebot parti le 1^{er} juin ne sont pas encore arrivées. Il les attend avec anxiété. 372

11 juillet,
Montréal.

Le même à Glenelg (n° 72). Transmet un état des recettes et des dépenses relatives aux terres de la Couronne et aux permis de couper du bois, pour les six mois expirés le 30 juin 1836. Autre état trimestriel du même compte. 373

Inclus. (1) Etat semestriel des recettes relatives aux terres de la Couronne et aux permis de faire la coupe du bois. 374

(2) Etat trimestriel du même compte. 376

(3) Etat des recettes du compte relatif au revenu des canaux et au revenu territorial. 377

11 juillet,
Montréal.

Gosford à Glenelg (n° 73). Transmet un état des sommes reçues et payées durant un an par la corporation des réserves du clergé. 374

11 juillet,
Montréal.

Gosford à Glenelg (n° 74). Envoie copie certifiée des actes du Conseil exécutif du Bas-Canada. 380

11 juillet,
Montréal.

Le même au même (n° 75). Envoie comme à l'ordinaire le relevé semestriel des membres des Conseils exécutif et législatif. 381

Inclus. Relevé. 382

12 juillet,
Montréal.

Gosford à Glenelg (n° 76). Transmet une lettre de C. Secretan, fils, laquelle il adresse au secrétaire colonial, et dans laquelle il se plaint d'avoir été délibérément trompé par Gosford. Ce mécontentement de la part de Secretan provient de ce que ce dernier n'a pas été invité à un bal, d'où il s'en est suivi que Secretan s'est plaint dans plusieurs lettres confidentielles. 387

Inclus. Lettre de Secretan adressée au secrétaire colonial. Il accuse Gosford de l'avoir trompé délibérément et demande que l'on fasse des démarches pour venger l'honneur de la Couronne. 398

Secretan à Gosford. Demande un certificat attestant qu'il s'est conformé à la règle prescrite pour transmettre ses lettres au bureau des colonies. 403

Walcott à Secretan. Le gouverneur ne peut lui donner le certificat demandé, car il n'a pas observé la règle. 406

Secretan à Gosford. Désire savoir si on a satisfait à la demande qu'il a faite dans sa lettre du 4 décembre. 407

Walcott à Secretan. Comment doivent se transmettre au secrétaire colonial les dépêches adressées par des particuliers. Dans son cas, on ne s'est pas conformé à la règle, et on ne peut lui fournir certificat que la règle a été observée. 408

Secretan à Gosford. Transmet copie de la lettre qu'il a adressée au secrétaire colonial. 410

Le même au même. S'étonne d'apprendre qu'on n'a pas communiqué sa lettre au secrétaire colonial sous le prétexte qu'il ne s'est point conformé à certaines règles arbitraires. 411

Autres lettres sur le même sujet. 415 à 432

13 juillet,
Montréal.

Gosford à Glenelg (n° 77). Envoie pétition de John Snell, matelot, lequel réclame arrérages de paye et parts de prises. 433

Inclus. Pétition de John Snell. 436

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
14 juillet,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 78). Envoie renseignements sur Louis Charbonnier, Urbain Amber et François Lajus, suivant réquisition contenue en la lettre du 3 mars. Page 438
- 15 juillet,
Montréal. Le même au même (n° 79). Le jugement ayant été confirmé dans la cause de la seigneurie de Lauzon, la vente pourrait avoir lieu immédiatement, mais il l'a retardée pour ne pas sacrifier la propriété. Offre d'un Américain qui voulait payer £150,000 pour l'achat de la seigneurie, mais à la suite d'incidents la vente ne se fit pas. Propriété avantageuse, mais une vente immédiate ne rapporterait pas le montant dû par Caldwell. A de nouveau retardé la vente. 443
- 18 juillet,
Montréal. Les documents relatifs aux obligations de John Caldwell se trouvent au rapport imprimé de la Chambre des Communes, inséré dans Q. 228-2, et commencent à la page 441.
- 25 juillet,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 80). Recommande l'établissement d'une cour où mettre en accusation pour trahison les hauts fonctionnaires. Inconvénients résultant de la faute de l'un deux. Difficulté d'appliquer un remède. 446
- 28 juillet,
Montréal. Le même au même (n° 81). Signale l'insuffisance de l'approvisionnement de l'eau à bord du *Kingston* et du *Celia*, laquelle insuffisance provient de barriques impropres; construction défectueuse des cabines destinées aux passagers dans ce dernier vaisseau. Recommande de faire une inspection à Liverpool et de prévenir ainsi de semblables exemples de négligence. 449
- Inclus.* Lettre du Dr Poole à Walcott. Le prie de noter le mémorandum qui se trouve au bas des patentes de santé du *Kingston* et du *Celia*, et qui signale l'insuffisance de l'eau à bord des deux vaisseaux, et ce, à cause de l'état impropre des barriques à eau. 451
- Gosford à Glenelg (n° 82). Il en est venu à la conclusion que le nombre des officiers à qui on accorde des patentes de terres est excessif et cause beaucoup de retards, mais il ne peut faire aucun changement sans la sanction de Sa Majesté, et il transmet maintenant le renseignement obtenu. Il envoie une description de l'ancien mode d'accorder des terres. Comment il se pratiquait sous la domination française, et comment se conservaient les titres. Ce système était aussi effectif que le système plus compliqué en usage aujourd'hui. On n'a établi ce dernier, sous la domination britannique, qu'en 1796, alors que furent émises les premières patentes; on conserve les originaux au bureau du secrétaire de la province, et on n'en délivre au concessionnaire que des copies sur demande. Description et étendue des cantons intérieurs et de ceux situés sur les bords de l'eau. Comment on a accordé des terres de cantons, et montant des premiers honoraires. Résumé détaillé du présent système. 454
- Inclus.* Extrait des instructions relatives à l'émission des patentes de terres. 454
- Liste des honoraires payés et de ceux dus sur concession d'un lot dans le comté de Chatham. 491
- Permis d'occuper accordé à Lewis Stalker sur paiement d'un versement sur lot susdit. 492
- Certificat du paiement complet fait par Stalker. 495
- Copies d'autres documents requis pour disposer d'une concession. 496 à 533
- 2 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 83) Envoie relevé semestriel (au 30 juin 1836) de la vente des réserves du clergé. 535
- Inclus.* Relevé. 536
- 4 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 84). A convoqué la législature provinciale pour le 22 septembre. 537
- 5 août,
Montréal. Le même au même (n° 85). Suivant convention avec la *British American Land Company*, elle recevra sans frais les patentes de ses terres. Ceux des fonctionnaires qui ne reçoivent pas de traitements fixes devront-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. ils être payés de leurs honoraires, et, si oui, comment et à quelle date ?
Page 539
- 6 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 86). A reçu dépêche lui disant de payer au complet Aylmer et le colonel Craig. Il avait pris d'autres dispositions. En les payant au complet, il lui était impossible de secourir les fonctionnaires publics de la manière qu'il voulait le faire. Difficultés à rencontrer dans le règlement des salaires s'il restait décidé de les payer suivant les instructions de Gleneg. 543
- 8 août,
Montréal. Le même au même (n° 88). A reçu un compte pour frais de transport de 18 condamnés de différents régiments aux pontons de Portsmouth. Ne croit pas qu'on doive présenter cette réclamation à la Chambre. Elle sera, pense-t-il, rejetée. 553
- 9 août,
Montréal. Le même au même (n° 87). Envoie une autre lettre de Secretan dans laquelle il accuse Gosford de ne pas avoir transmis une dépêche qu'il avait écrite pour se plaindre de la soustraction d'une lettre, laquelle eût fourni la preuve de la réception par Gosford de la plainte du 28 mai. La présente lettre a été écrite par Secretan lorsqu'il savait parfaitement que sa plainte du 28 mai avait été transmise. 550
- Inclus.* Lettre de Secretan, dans laquelle il se plaint de la soustraction d'un document. 552
- 9 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 89). N'a aucune raison de mettre en doute l'exactitude de l'exposé du révérend M. Ryland concernant les services rendus par son père, conservateur des documents et greffier du Conseil exécutif, mais n'approuve pas le choix de son fils pour lui succéder, car il est opposé à cette transmission héréditaire de fonction à cause des mauvais effets probables. 556
- 10 août,
Montréal. Le même au même. Fait rapport que Felton a terminé sa défense, excepté qu'il a demandé d'appeler l'arpenteur général relativement à la divergence entre la preuve écrite et celle donnée par l'un des témoins. Plainte de Felton sur la manière dont le comité examinait les témoins ; lorsque les réponses n'étaient pas favorables à leurs vues, les membres du comité les supprimaient et en substituaient d'autres. Résumé des déclarations de Felton en réponse aux accusations portées contre lui ; mais il ne peut les croire satisfaisantes, et il a en conséquence suspendu Felton. 561
- Inclus.* Felton à Walcott. Au sujet de la preuve dans sa cause. 564
- Walcott à—(l'arpenteur général). Lui pose des questions au sujet du paiement à lui fait par Felton. 564, au verso
- Bouchette, arpenteur général, à Walcott. Répond aux questions. 564, au verso
- Mémorandum de l'Assemblée relativement à la preuve dans la cause de Felton ; on devra faire la correction au sujet des réponses aux quatre dernières questions posées à Dodds, qui se trouvent ajoutées à la déposition de Weir, et les réponses de Weir à celle de Dodds. 565, au verso
- Walcott à Felton. Sa défense n'est pas satisfaisante et Son Excellence va envoyer le dossier au gouvernement de Sa Majesté et en attendant il le suspendra. 565, au verso
- Glenelg à Gosford. On approuve sa conduite concernant Fletcher. Ce qu'il faut à l'accusation de la Chambre d'Assemblée, c'est une enquête. 370, au verso
- Le même au président du Conseil. Transmet copie d'une dépêche reçue de Gosford dans laquelle il fait rapport que l'Assemblée l'a requis de destituer Fletcher de ses fonctions de juge du district de Saint-François. Envoie documents inclus dans la dépêche de Gosford et demande de les référer au comité judiciaire du Conseil privé. 371
- Le même à Gosford. Regrette qu'il ait eu à passer tant de temps à expliquer sa conduite envers Secretan et à réfuter ses accusations. Il a eu l'occasion d'observer l'état d'esprit de Secretan et sa conduite à l'égard des

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
12 septembre, Downing Street. officiers publics tant dans le Bas que dans le Haut-Canada ; toute personne respectable désapprouverait son langage. Page 396
- Anonyme au même. Relativement à une dépêche du 25 juillet, transmet copie d'une lettre du lieutenant Low, qui se justifie de l'imputation de négligence au sujet des vaisseaux le *Kingston* et le *Celia*. 453
- 18 septembre, Downing Street. Glenelg au même. Approuve la remise de la vente de Lauzon et les autres mesures prises à ce sujet. Lors de la prochaine session de la législature, s'il ne se fait rien, il ne devra pas retarder davantage, mais il le laisse à même de décider ce qu'il y aura à faire. 445
- 19 septembre, Downing Street. Anonyme au même. Relativement à la lettre du 5 août se rapportant aux honoraires des fonctionnaires qui préparent les patentes de terres pour la *British American Land Company*, on l'autorise à leur payer les mêmes honoraires auxquels ils auraient droit sans cette convention avec la compagnie. 542
- 20 septembre. Anonyme à Aylmer. Transmet copie de la dépêche reçue de Gosford, dans laquelle il explique pourquoi on a exclu des crédits de la Couronne votés dernièrement le paiement des arrérages dus à Sa Seigneurie et à son secrétaire particulier. Ses regrets à cause du retard apporté à ce règlement. 549
- 20 septembre, Downing Street. Anonyme à Gosford. Relativement à son opinion concernant la nomination de Ryland en remplacement de son père, il ne sera fait aucune démarche pour en venir à un arrangement. 560
- 24 septembre, Downing Street. Anonyme à Gosford. On a transmis à l'Amirauté la pétition de John Snell réclamant arrérages de paye et parts de prise. On a fait réponse que comme c'était un déserteur, on ne pouvait se rendre à sa demande. 435
- 30 septembre, Downing Street. Anonyme au même. Remerciements pour exposé précis du système d'émission des patentes de terres. Avait déjà attiré son attention sur l'inconvénient du présent système. Concourt dans l'opinion de Gosford que la multiplication inutile des chèques dans les affaires de peu d'importance n'offre pas un bon résultat, et il croit qu'on peut se dispenser de l'intervention du procureur général et de l'auditeur. Quant au procureur général, on peut cesser immédiatement de recourir à ses services, mais on continuera à s'adresser à l'auditeur jusqu'à ce qu'il soit transmis d'autres instructions signées par le roi. Liste du changement projeté des honoraires. Requête de Cochran, l'auditeur, pour obtenir pension de retraite si on abolit son bureau. 485
- 23 novembre, Downing Street. Glenelg à Gosford. Résume les accusations portées contre Felton. A recommandé d'approuver l'attitude de Gosford et de destituer Felton. 566
- 15 décembre. Anonyme à Gosford. N'avait pas transmis les instructions d'avoir à se dispenser des services de l'auditeur des patentes de terres, car il les faut reviser au complet, et il ne serait pas convenable d'y faire des changements partiels. 490

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 228—3.

1836.
22 janvier. Rapport de la commission d'enquête au sujet des accusations portées contre Chisholme, correspondance, preuve et autres documents. Pages 603 à 632 (Le rapport imprimé communiqué à la Chambre des Communes est inséré dans le volume.)
- 4 mars, Assemblée. Résolutions de l'Assemblée. Incluses dans Gosford à Glenelg, 26 août 1836.
- 15 avril. Le témoignage de Burrage est inclus dans Gosford à Glenelg, 24 octobre 1836, et il fait la matière de la lettre dans Q. 229-1.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
11 août.
Montréal. Gosford à Glenelg. Transmet adresse de l'Assemblée dans laquelle celle-ci demande la destitution de Gogy, shérif de Montréal; on l'accuse d'avoir gardé frauduleusement un certain montant de ses honoraires et d'avoir négligé les prisonniers enfermés à la prison de Montréal. Ses avances (celles de Gosford) consacrées à procurer le nécessaire aux prisonniers, comme il est constaté dans le rapport du Dr Arnoldi. Page 573
- Inclus.* Accusations portées par l'Assemblée contre Gogy, qu'on dit avoir fait un rapport frauduleux des honoraires reçus en sa qualité de shérif, et qu'on accuse aussi de négligence envers les prisonniers de la prison de Montréal. 574
- Gosford à la Chambre d'Assemblée. Il va prendre en considération l'accusation portée contre Gogy, et il va s'en occuper. 574, au verso.
- Premier rapport du comité dans lequel on résume la preuve faite contre Gogy. 575
- Suivent les documents de la preuve.
- Formule de mandat préparé par le shérif Gogy. 580
- Rapport sur la mort de John Collins à la prison de Montréal et sur l'état de la prison. 580, au verso.
- Autre preuve. 582, au verso.
- Le shérif Gogy au secrétaire civil. Demande une avance de £200 pour acheter combustible, etc., pour les prisonniers. 589
- Autre demande de pourvoir aux besoins de la prison. 589
- Autres documents relatifs à l'accusation portée contre Gogy. 589 à 602
(Le rapport imprimé fait à la Chambre des Communes est inséré dans le volume.)
- 12 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (personnelle). Il vient de terminer une excursion qu'il a faite par la province; il a été bien reçu partout, mais il n'entrevoit aucun changement dans les affaires politiques, à moins qu'on n'améliore le conseil. 568
- 16 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 93). Transmet liste des dépêches reçues du bureau colonial depuis le 28 mai. 633
- Inclus.* Liste. 634
- 22 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 94). L'Assemblée a présenté à la dernière session 72 adresses, dont 8 avaient trait à la destitution de fonctionnaires publics, et dans 48 on demandait des renseignements. Il a fait une simple réponse négative à 5 de ces adresses, dont deux comportaient demande de production de documents. Fait connaître les faits auxquels ces demandes étaient relatives, et donne les raisons pour lesquelles il a refusé d'accéder à l'adresse dans laquelle on demandait l'opinion légale des conseillers en loi de la Couronne, car, se rendre à cette prière eût été priver l'Exécutif de l'aide complète et sans réserve de ses conseillers. Il compare la charge et les devoirs de procureur général dans les colonies à ceux du même dignitaire dans la Grande-Bretagne; utilité de recevoir quelque chose de plus qu'une simple réponse catégorique à une question. 637
- 24 août,
Montréal. Le même au même. Division dans le parti de langue anglaise relativement à leurs opinions; il envoie aux commissaires une pétition couverte de nombreuses signatures. 647
- Inclus.* Pétition. 650
- 26 août,
Québec. Walcott à Grey. Les 13 condamnés à la déportation ont été envoyés à Londres. Demande de prendre les mesures nécessaires pour les garder en sûreté. Le gouverneur demande de mitiger la punition de George Holland. 667
- 26 août,
Montréal. Gosford à Glenelg (n° 95). En mars dernier, l'Assemblée a présenté une adresse demandant qu'il fût accordé des facilités pour régler la question des postes du roi. Une adresse de cette nature avait été présentée à Kempt en 1829. Le terrain dont il s'agit a été loué dans une enchère pour 20 ans en l'année 1822, et les revenus s'en vont maintenant à la Compagnie de la

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

Baie-d'Hudson. Les obligations à rencontrer à la fin du bail. A fait réponse à l'Assemblée que les présents engagements l'empêchaient de donner suite à leur projet ; désireux de répondre à leurs désirs, il recommande que l'on n'accorde plus de bail à l'avenir, mais qu'on demande à l'Assemblée de rendre bonnes les obligations du bail. Page 660

Inclus. Adresse de l'Assemblée concernant les postes du roi. 664

5 septembre, Montréal. Gosford à Glenelg (n° 96). Relativement à la dépêche où il était dit que la législature serait convoquée, il annonce que déjà elle est convoquée pour le 22. Elle aurait pu l'être plus tôt, mais il voulait retarder le plus possible afin de recevoir réponses aux dépêches du 26 avril et du 6 mai ; dans la première, il recommandait certaines personnes à nommer au Conseil législatif, et dans la seconde, certaines autres au Conseil exécutif. Funestes effets du manque de sanction aux nominations ou du retard à les autoriser. Impossibilité d'accepter les démissions offertes, car ce serait fermer la cour d'appel. La continuation de cet état de choses nuit à l'administration locale. 670

7 septembre, Québec. Le même au même (n° 97). Envoie relevé des pensionnaires. Enverra annuellement un semblable relevé. 675

Inclus. Relevé des pensionnaires. 676

9 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 98). Transmet accusations contre Witcher, shérif de Saint-François, et les accompagne d'un résumé de leur nature, etc. 677

Copies imprimées des documents contenus dans le rapport fait à la Chambre des Communes sont insérées dans le volume. 678 à 696

12 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 99). Envoie rapport d'enquête relativement à la propriété laissée par M. DesRue, de Montréal. 697

Rapport du protonotaire qu'il avait trouvé le certificat de décès de Jean-Baptiste DesRue, survenu en 1760, mais l'endroit de son inhumation indiquerait qu'il est mort dans une extrême pauvreté ; il n'y a aucune trace de testament. Il a laissé deux petits enfants, qui doivent leur subsistance à leur travail de chaque jour. 698

13 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 100). Envoie liste des dépêches reçues du bureau des Colonies depuis le 16 du mois dernier. 700

Inclus. Liste. 701

15 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 101). A reçu du procureur général un rapport dans lequel il est dit que le mandat donné à Primrose par le juge Kerr de présider la cour de vice-amirauté n'est plus en vigueur, qu'il n'avait pas le pouvoir de remplir les fonctions de juge de la cour de vice-amirauté, et que lui (Gosford), en sa qualité de vice-amiral, avait le droit de faire la nomination sujette à l'approbation du roi. Il a nommé Henry Black pour remplacer Kerr. Ses qualifications. Il ne pouvait offrir cette dignité à Primrose, qui est déjà inspecteur des domaines du roi. 705

Inclus. Walcott demande au procureur général un rapport sur le poste de Primrose relativement à la cour de vice-amirauté. 708

Rapport du procureur général. 710

Mémoire de Primrose concernant les honoraires de la cour de vice-amirauté. 712

Mémoire relatif aux règles de pratique de la cour de vice-amirauté, signé par Primrose. 716

Liste des honoraires. 728

15 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 102). Envoie liste des dépêches reçues du bureau colonial. 734

Inclus. Liste. 735

21 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). Est revenu le 12 d'une excursion dans la province. Le feu a beaucoup ravagé Québec. Attend toujours la confirmation des nominations à faire aux conseils législatif et exécutif. Si elle arrive à temps, la perspective sera plus brillante. Quel discours il se propose de faire à l'ouverture. Ne fera pas entrer la réponse du roi dans

DOC. DE LA SESSION No. 18

	1836.	son discours, mais l'enverra par message, accompagné de ses instructions et de celles des commissaires.	Page 738
21 septembre, Québec.		Le même au même (n° 103). Envoie copie du discours qu'il a l'intention de faire à l'ouverture de la session de la législature.	741
		(Inclus dans le rapport imprimé à la page 764 et inséré dans le volume).	
24 septembre, Québec.		Gosford à Glenelg. Envoie la réponse projetée à son discours d'ouverture.	743
		<i>Inclus.</i> Réponse de l'Assemblée.	764, au verso.
		La même en français.	745
26 septembre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 104). A reçu dépêche que la loi provinciale pour le règlement des élections contestées a été rejetée, mais on n'a pas transmis les documents requis pour l'annonce officielle de cette décision.	751
26 septembre, Québec.		Résolution de l'Assemblée déclarant que MM. Stewart et de Saint-Ours attendent que le gouverneur leur fasse savoir quand toute la Chambre pourra présenter une adresse.	760
27 septembre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 105). Transmet une lettre de la part d'Alleyn relativement à la demande par lui faite pour être nommé agent d'émigration.	753
		<i>Inclus.</i> Alleyn au même. Dit qu'il a simplement demandé la place d'agent d'émigration pour le cas où elle deviendrait vacante, et pour laisser savoir qu'il est candidat si elle le devient.	755
28 septembre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 106). Copiée au volume Q. 226.	
3 ^e septembre, Downing Street.		Anonyme à Gosford. Croit que Sa Seigneurie a exercé une juste discrétion en ne se rendant pas aux demandes des deux divisions de la législature.	646
1er octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 107). Se trouve dans le rapport imprimé fait à la Chambre des Communes.	765
		Documents présentés à la législature.	764, 765
6 octobre, Downing Street.		Anonyme à Gosford. Approbation de sa réponse à l'Assemblée. Le roi a décidé de ne plus renouveler les baux de poste du roi après leur expiration.	666

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 229-1.

29 septembre, Québec.		Rapport du Conseil exécutif. Inclus dans Gosford à Glenelg, 8 octobre 1836.	
1er octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 108). Envoie mémoire de MM. Leeds et Abbott, missionnaires, lesquels se plaignent du tort à eux causé par la réduction de leur allocation annuelle.	Page 5
		<i>Inclus.</i> Mémoire des missionnaires de l'Eglise anglicane.	8
		Rapport de l'entrevue qui a eu lieu avec les missionnaires.	13
3 octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 109). Copié dans le rapport imprimé fait à la Chambre des Communes, Q. 228-3.	
		<i>Inclus.</i> Adresse de la Chambre d'Assemblée insérée dans le même rapport imprimé.	
4 octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 110). Se trouve dans le rapport imprimé fait à la Chambre des Communes, Q. 228-3.	
		<i>Inclus.</i> Discours prononcé devant l'Assemblée.	
8 octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 111). Après avoir vu à régler toutes les affaires ecclésiastiques, on avait assermenté Messire Lartigue en qualité d'évêque de Montréal. Le nouvel évêque lui a demandé de sanctionner, s'il est voté, un bill à l'effet de constituer en corporation l'évêque catholique de Montréal,	

	et à lui permettre de posséder des propriétés en main-morte. Demande instructions à ce sujet.	Page 22
	<i>Inclus.</i> Serment des députés catholiques.	29
	Rapport du Conseil exécutif concernant la nomination de M. Lartigue.	30
10 octobre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 112). Envoie état trimestriel des recettes du compte relatif au revenu casuel et territorial, et de celui des terres de la Couronne et des permis de faire la coupe du bois.	32
	<i>Inclus.</i> Recettes du compte relatif au revenu casuel et territorial.	33
	Recettes du compte des terres de la Couronne.	34
10 octobre, Québec.	Gosford à Glenelg (confidentielle). S'il trouve l'occasion bonne, il dissoudra la Chambre. Si on avait nommé au Conseil dix autres citoyens en qui le pays avait confiance, l'Assemblée aurait peut-être voté arrérages et subsides. L'Assemblée a perdu du terrain, mais pas assez pour lui donner à penser que la dissolution serait avantageuse. Les obstacles à vaincre pour opérer un changement dans le Conseil exécutif. Demande comment réaliser la promesse de payer les appointements et arrérages dus aux employés publics.	35
14 octobre, Québec.	Le même au même (n° 113). On a nommé une commission chargée de s'enquérir des meilleurs endroits où installer des phares, et d'assigner aux différentes provinces chacune sa part dans les frais de leur entretien futur, et ce, grâce à l'offre libérale du gouvernement britannique de construire des phares sur les îles Scatari et Saint-Paul. Envoie copie du rapport qui recommande de placer un phare sur l'île Saint-Paul et un autre sur celle de Scatari, et de fixer la quote-part des frais de leur entretien pour chaque province comme suit : £500 pour le Bas-Canada ; pour le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, £250 chacun, et £30 pour l'Île du Prince-Edouard. La Nouvelle-Ecosse aura charge de voir au maintien de ces phares au moyen de cette somme de £1030, et si en aucune année elle ne suffit point, la différence sera fournie par les différentes législatures dans la proportion susdite. Convention entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse.	39
	<i>Inclus.</i> Rapport.	42
17 octobre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 114). Transmet pétition des directeurs de la Banque de Montréal, dans laquelle ils font voir les inconvénients dont souffrirait la province si on laissait expirer la constitution en corporation de la banque, et ils demandent une charte royale ou une loi impériale permettant à la corporation de se maintenir pendant un certain nombre d'années ou plutôt jusqu'à la fin de la prochaine session du parlement provincial. Il y a dans la province deux autres banques à part cette dernière, et, comme la Banque du Peuple, qui n'a pas de charte, a été établie par des banquiers de France en vertu de l'"Acte de Commandite", les actionnaires savent qu'ils ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur mise. Il ne peut se prononcer sur ce sujet, qui ne s'est jamais présenté devant une cour de justice.	58
	<i>Inclus.</i> Pétition des actionnaires, du président, et des directeurs de la Banque de Montréal.	62
18 octobre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 115). Il a reçu des demandes de renseignements sur l'état des prisons et sur la discipline qui s'y pratique. Ce fut un des sujets sur lequel se porta son attention lors de son arrivée, et il soumit en conséquence la question à la législature. L'Assemblée la référa à un comité spécial, lequel recommanda d'offrir une prime pour le meilleur plan de construction d'une prison ; l'Assemblée agréa cette proposition, mais il ne fut rien fait de plus. Il a transmis les questions posées par Glenelg aux différents shérifs, leur demandant de faire rapport, et il communique le résultat. Il pourra y constater le nombre des prisons, un compte rendu de leur condition, etc.	67

DOC. DE LA SESSION No. 18

1835.		Rapport du comité spécial qui avait recommandé le système de prisons d'Auburn.	Page 80
		Délibérations.	100
		Lettre sur le sujet par William Powers.	117
		Les documents rédigés en français.	141 à 200
		Règles et règlements concernant l'ordre interne et la police de la prison à Québec.	201
19 octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 116). Transmet sur réquisition du colonel Wetherall une demande, en faveur de son père, de ce qui reste de terrain dans le township de Buckland ; le surplus a été accordé à différentes personnes.	213
		Pétition de Wetherall.	215
24 octobre.		Gosford à Glenelg (n° 117). Le révérend M. Burrage s'en va en Angleterre. Rapporte la cause, et ne considère pas que Burrage a sujet de se plaindre.	218
2 décembre.		Anonyme à Gosford. En réponse au rapport de Gosford, le roi autorise ce dernier à reconnaître l'évêque catholique de Montréal.	26
2 décembre.		Anonyme au même (confidentielle). Il n'y a rien dans les statuts britanniques qui l'empêche de sanctionner un bill colonial pour permettre à l'évêque catholique romain de Montréal de posséder des propriétés en main-morte.	27
8 décembre.		Anonyme à Gosford. Reçu dépêche du 17 octobre. Importance de la question soulevée dans la pétition de la Banque de Montréal, mais on ne pourra terminer cette affaire avant d'avoir reçu communication de la charte projetée.	65
29 décembre, Downing Street.		Anonyme au même. A référé les plaintes de Leeds et d'Abbott, au sujet de la réduction de leur allocation annuelle, à la Société de propagation de l'Évangile ; et il transmet réponse à montrer aux auteurs de ces mémoires.	7
		Lettre anonyme et sans date au même. En réponse à la demande de Wetherall, transmet lettre semblable à celle qu'il a adressée à sir F. Wetherall sur le même sujet,	217

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 229-2.

1834.		Rapport des Commissaires relativement à la cause de Burrage.	
23 janvier.			
1835.		Mémoire de Burrage.	
24 décembre,		Tous deux inclus dans Gosford à Glenelg, 24 octobre 1836, dans Q. 229-1.	
1836.		Le percepteur et contrôleur des douanes à Walcott. Incluse dans Gosford à Glenelg, 3 novembre 1836.	
25 octobre, Québec.		Témoignage de Burrage.	235
27 octobre, Québec.		Gosford à Grey. Présente Burrage.	242
29 octobre, Québec.		Le même à Glenelg (n° 118). A reçu dépêches suivant liste.	243
		Inclus. Liste.	245
29 octobre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 119). Transmet par Voyer réponse au secrétaire de la Guerre.	247
31 octobre, Québec.		Le même au même (n° 120). Il a destitué David Chisholm de ses fonctions de greffier de la paix et de coroner des Trois-Rivières, car il n'a pas répondu à l'accusation d'avoir manqué de rendre compte des honoraires de permis qu'il avait accordés.	248
		Les documents relatifs à l'accusation suivent dans le rapport imprimé fait à la Chambre des Communes et inséré dans le volume.	
2 novembre, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 121). A reçu dépêche contenant avis que Primrose a été nommé juge de la cour de vice-amirauté, pour laquelle il (Gosford) avait nommé Henry Black. Primrose n'acceptera pas s'il ne peut conser-	

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

ver sa charge d'inspecteur général et de greffier du bureau des terres formant le domaine du roi. Il a averti Primrose qu'il ne pouvait cumuler les deux emplois, et Primrose avait informé l'amirauté qu'il ne pouvait accepter la dignité. Présume qu'on va confirmer la nomination de Black sans qu'il survienne d'autres difficultés. Page 258

3 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 122). Transmet rapport du percepteur et surveillant des douanes à Québec relativement à la plainte, faite par l'agent d'émigration à Belfast, qu'il avait recueilli à Québec des pièces d'argent à double effigie. Ils avaient fait rapport en conséquence au bureau des douanes, mais aucune réponse n'a encore été donnée. 262

Inclus. Rapport qu'on s'est plaint de cette monnaie à double effigie en vertu de la loi provinciale 2, Guillaume IV, ch. 17, sec. 1ère. Les émigrants n'ayant point les certificats nécessaires, on fit rapport de cette affaire au bureau dès le commencement de juin dernier. 264

4 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 123). Transmet relevé établissant qu'il n'y a eu aucun changement dans le montant des pensions et des allocations de retraite. 266

Inclus. Relevé, 268

5 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 124). Envoie réponse concernant réclamation faite par Shadwell contre Daly au sujet d'une dette. Il appert par la réponse que Shadwell se méprend. 269

Inclus. Daly au secrétaire civil. Il ne doit rien à Shadwell, et ce dernier ne lui a jamais demandé de paiement. 271

8 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 125). La pratique suivie jusqu'en 1795 pour déterminer les bornes de concessions considérables de terres était de faire supporter le coût du bornage extérieur au gouvernement et aux concessionnaires conjointement, et de laisser à ces derniers tous les frais du bornage intérieur. A compter de cette date, les concessionnaires ont acquitté le coût du bornage tant intérieur qu'extérieur. 273

9 novembre,
Québec.

Le même au même (n° 126). Envoie un état détaillé de la correspondance échangée entre lui et la Chambre d'Assemblée, ainsi que les actes de la législation. 275

Inclus. Liste des bills qui prendront fin le 1^{er} mai 1838. 283

Liste de lois votées temporairement et qui prendront fin à différentes dates. 287

Liste de ces dernières lois, rédigées en français. 305

10 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 127). Transmet mémoire du D^r Strachan en faveur du collègue McGill. 324

Inclus. Mémoire du D^r Strachan. 326

Mémoire de certains habitants du Bas-Canada demandant au gouvernement de l'aide en terre ou en argent en faveur du collègue McGill. Cause de l'intimité devant le Conseil privé relativement au collègue McGill. 338

Annexe à la cause. 349

Lettres patentes dans lesquelles on nomme des commissaires aux écoles de fondation royale. 395

Plaidoyer des défendeurs. 400

Interrogatoires de la part des défendeurs. 409

Réplique. 414

Autres documents. 415 à 490

Lettre anonyme et sans date à Gosford. Envoi triplicata de la dépêche du 12 août dernier. 244

Lettre anonyme et sans date à E. Wood. Accuse réception de l'avis que Primrose n'acceptait pas la dignité de juge de la cour de vice-amirauté, et transmet copie de la dépêche adressée par Glenelg à Gosford à ce sujet, et dans laquelle Sa Seigneurie approuve la conduite de Gosford, et comme le refus de Primrose est complet, il (Gosford) peut mettre de l'avant le nom de Black. 261

DOC. DE LA SESSION No. 18

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 229-3.

1836. 1er novembre.	Suite des procédures dans la cause de des Rivières et du collège McGill. Pages 491 à 568	
11 novembre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 128). Transmet deux mémoires sur réquisition du révérend Thaddeus Osgood. Le premier est relatif à la suppression de l'intempérance, et dans le second, on demande l'entrée en franchise des livres destinés aux sociétés religieuses, et aussi de l'aide pour établir dans les cantons des bibliothèques qui seront à la disposition de l'union de l'école dominicale. L'importation de ces livres était, d'après la coutume, exempte des droits impériaux et commerciaux, mais depuis la circulaire du bureau des Douanes, il a restreint cette faveur aux droits provinciaux. Recommande la remise des droits impériaux.	569
14 novembre, Québec.	Le même au même (n° 129). Transmet mémoire du juge en chef Reid, lequel demande qu'on pourvoie à ce qu'il puisse prendre sa retraite. Recommande qu'on soit favorable à sa réclamation, vu les services de longue durée du juge. Il n'y a au Canada aucun fonds disponible à cet effet à part le revenu casuel et territorial, et celui de la vente des terres et du bois, sur lesquels on prend déjà le paiement de £800 de pensions.	577
	<i>Inclus.</i> Mémoire du juge en chef Reid.	579
16 novembre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 130). Transmet documents judiciaires se rapportant à une poursuite pour libelle dirigée contre la <i>Minerve</i> , au sujet du décès à la prison de John Collins, un indigent, et il donne la liste des jurés pour prouver que l'affirmation de la <i>Minerve</i> était fausse, quand elle disait qu'on avait exclu les jurés de langue française, car, contrairement à cette déclaration, sur 20 jurés assermentés, 11, c'est-à-dire la majorité, étaient d'origine française.	583
	<i>Inclus.</i> Procédures de la cour du Banc du roi survenues entre le 9 mars et le 10 septembre.	591
	Questions à poser à Duvernay.	603
	Réponses.	606
	Résumé du juge en chef, appuyé par les juges Pyke, Rolland et Gale.	609
	Opinion distincte du juge Rolland (en français).	618
	Jugement de la cour.	625
	Ogden, procureur général, à Walcott. N'a eu à poursuivre pour libelle qu'une seule fois depuis sa nomination en qualité de procureur général.	652
	Rapport (en français) dans lequel il est dit que le gouverneur a satisfait à la demande de la Chambre d'Assemblée, qui requérait la destitution du géôlier et du chirurgien de la prison, et commentaires sur le verdict du jury d'accusation.	654
17 novembre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 131). Transmet mémoire à lui (Gosford) adressé par le président et le secrétaire des Constitutionnels du Bas-Canada. Ils sont aussi à adresser un mémoire au roi.	663
	<i>Inclus.</i> Mémoire.	665
18 novembre, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 132). Donne les raisons de son retard à répondre aux questions relatives à la meilleure méthode à suivre pour diminuer les dépenses du département des Affaires des Sauvages.	669

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
22 novembre, Québec. Gosford à Glenelg. Envoie tête d'original à Sa Seigneurie et une autre à lord Ducie. Page 677
- 22 novembre, Québec. Le même au même (personnelle). Fait part de la demande de Smith, conseiller législatif et greffier du Parlement, lequel veut obtenir un congé de trois ans. Il lui est difficile de demander qu'on accorde ce congé. 678
- 29 novembre, Québec. Le même au même (n° 133). Transmet liste des dépêches reçues du bureau colonial depuis le 27 du mois dernier. 681
Inclus. Liste. 682
- 29 novembre, Québec. Gosford à Grey. Annonce la mort de Charles Grant, président de l'Association constitutionnelle. Sa mort met fin à la question de lui faire sentir le déplaisir du roi à cause des déclarations de son mémoire, qui avaient laissé une pénible impression. 685
- 3 décembre, Québec. Le même à Glenelg (n° 134). Il a reçu la décision relative à la maison de Sorel. Colborne se propose de faire des observations à ce sujet au commandant en chef. Il n'avait point affirmé son droit à la maison lors de la prise de possession de Colborne, mais s'en était toujours prétendu le maître depuis son arrivée, après s'être entendu avec Aylmer pour en garder le mobilier suivant estimation. Aylmer avait par hasard parlé d'un certain droit qu'y avait le corps des militaires, mais ceux-ci, avait-il dit, ne semblaient y attacher aucune importance. Autres motifs de sa croyance au sujet de Sorel. Sa surprise d'apprendre que Colborne ignorait qu'il eût écrit à Londres à ce propos. Il est content de savoir que tous les documents adressés par Colborne à lord Hill avaient été soumis au gouvernement de Sa Majesté, lorsqu'on en arriva à une décision, en sorte qu'on ne basa pas ce jugement sur une preuve *ex parte*. Fait valoir le droit qu'il a à titre de gouverneur civil, en vertu de décisions précédentes. 688
- 31 décembre. Anonyme au procureur général et au solliciteur général. Transmet copie d'une dépêche de Gosford, renfermant procédures judiciaires relatives à l'accusation de libelle portée contre la *Minerve*. Il désire leur opinion conjointe pour savoir si on a conduit la cause conformément aux lois d'Angleterre. 589
1837.
12 janvier. Anonyme à Spearman. Envoie dépêche reçue de Gosford, dans laquelle ce dernier dit que jusqu'au 18 novembre il n'avait pu recueillir aucuns renseignements pour en faire rapport concernant les sauvages, et qu'il avait dû acheter les présents nécessaires. Glenelg est d'opinion que le Trésor devrait approuver l'acte de Gosford. 675
- 28 janvier, Downing Street. Anonyme à———. Transmet pour être soumis aux lords de la Trésorerie un extrait de la dépêche de Gosford accompagné du mémoire où l'on demande l'entrée en franchise de livres destinés aux sociétés religieuses. Il y avait aussi un mémoire relatif à la suppression de l'intempérance. 572
Inclus. Mémoire de la part des partisans de la tempérance. 573
Mémoire de la part des amis du progrès moral et religieux. 575
- 28 janvier. Anonyme à Byham. Transmet pour être soumise à l'Artillerie copie d'une dépêche venant de Gosford, contenant une lettre adressée par Colborne au commandant en chef, et relative à la revendication du commandant des troupes, qui demande à occuper la maison de Sorel. La lettre de Colborne est accompagnée de nombreux documents qui établissent qu'à compter de la date la plus reculée on a considéré la maison comme propriété militaire. Demande de soumettre les documents à l'Artillerie, pour savoir si on y pourra trouver une raison de changer l'opinion maintes fois exprimée par ce corps, relativement à la revendication des autorités militaires concernant la maison de Sorel. 701
Inclus. Colborne à Hill. Longue argumentation pour prouver le droit du commandant des forces du Canada à la possession de la maison de Sorel. 703

DOC. DE LA SESSION No. 18

COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1836.

Q. 229-4.

1835.
13 novembre,
Downing
Street.
- Goulburn à Besserer.
1836.
9 février,
Downing
Street.
- Glenelg à Gosford. Toutes les deux incluses dans Gosford à Glenelg, 24 décembre 1836.
- 1er décembre,
Québec.
- Etat de la part du juge Bowen.
- 1er décembre,
Québec.
- Compte du juge en chef Sewell pour allocation de tournée. Tous deux inclus dans Gosford à Glenelg, 17 décembre 1836.
- 3 décembre,
Québec.
- Gosford à Glenelg. Couvre lettre contenue en Q. 229-3.
Suite des documents envoyés par Colborne et relatifs à la propriété de Sorel. Page 719
- 4 décembre,
Québec.
- Gosford à Glenelg (personnelle). Ecrit simplement pour dire qu'il s'applique à toujours donner à Colborne toutes les preuves de déférence possible. Ne peut s'accuser d'avoir jamais dévié de cette ligne de conduite. Raisons principales qui l'ont poussé à prendre cette attitude à l'égard de Colborne. 775
- 6 décembre,
Québec.
- Le même au même. Transmet accusations préparées par la Chambre d'Assemblée contre le juge Thompson de Gaspé, et portées par DeBlois, avocat et membre de l'Assemblée. On trouvera l'affaire dans le sixième et le septième rapports du comité des griefs et dans la défense de Thompson. On l'accuse de malversation, de négligence dans ses devoirs et d'ivresse. Il a refusé de se prononcer en cette affaire avant d'avoir entendu la défense. Accusations erronées portées contre le juge au cours de l'administration de lord Dalhousie. 779
- Sixième rapport du comité permanent des griefs. 783
- Preuve et autres documents se trouvent dans le rapport imprimé fait à la Chambre et inséré dans le volume. 785
- 10 décembre,
Québec.
- Gosford à Glenelg. Relativement à la dépêche du 3 courant concernant la maison de Sorel, Colborne désire faire quelques observations avant qu'on en vienne à une décision définitive. 837
- 10 décembre,
Québec.
- Le même au même (n° 136). Transmet une autre communication de Secretan. 838
- Inclus.* Secretan au secrétaire colonial. Demande qu'on lui fournisse copie des rapports du gouverneur. 840
- 12 décembre,
Québec.
- Rapport de A. C. Buchanan. Inclus dans Gosford à Glenelg, 23 décembre 1836.
- 16 décembre,
Québec.
- Gosford à Glenelg (n° 137). Avait écrit un mot à Eden pour lui expliquer une expression contenue dans l'une de ses lettres (celles de Gosford), laquelle l'avait blessé. Envoie copie de la lettre et de la réponse. 842
- Inclus.* Gosford à Eden. Lui explique le sens d'une phrase contenue dans une lettre adressée au secrétaire colonial, laquelle avait blessé ses sentiments (d'Eden). 844
- Eden à Gosford. Remerciements pour la lettre bienveillante reçue, laquelle lui avait donné le sens de l'expression. 846
- 17 décembre,
Québec.
- Etat des revenus du Bas-Canada à la disposition de la Couronne. Inclus dans Gosford à Glenelg, 17 décembre 1836.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
17 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 138). Fait rapport que comme la somme disponible pour le paiement des traitements des fonctionnaires publics et des créanciers du gouvernement aurait apporté un dédommagement à peine sensible, il n'avait fait la distribution qu'aux juges. Envoie état des finances. Transmet réclamation du juge en chef Sewell et celle du juge Bowen, lesquels demandent £75 au lieu de £25 pour chacune de leurs tournées. Comment fut autorisé un tel paiement. Page 847
- Inclus.* Etat des revenus du Bas-Canada à la disposition de la Couronne, après déduction des paiements faits. 851
- Réclamation du juge en chef Sewell. 852
- Désignation par le juge Bowen de son autorisation de produire réclamation, et il envoie état du montant dû, £1,112 16s. 8d. 853
- Etat de la balance due à Bowen, laquelle est de £1,110 6s. 8d., au lieu de s'élever à la somme mentionnée dans la lettre. 856
- Bathurst à Prevost. Le prince régent ne peut sanctionner une augmentation du traitement des juges du Bas-Canada, mais il permet de leur payer £75 pour chaque tournée par eux faite. 860
- York à Bowen. Kempt autorise l'émission d'ordres de payer à compte de l'allocation donnée aux juges pour faire leur tournée. 862
- 21 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 139). Fait part de l'état anormal de la circulation de la monnaie. Nécessaire d'y remédier. 863
- Inclus.* Routh à Spearman. Au sujet des embarras causés par le manque de circulation métallique et remède à apporter. 867
- 22 décembre,
Québec. Pétition de la part de Besserer. Inclus dans Gosford à Glenelg, 24 décembre 1836. 868
- 23 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 140). Transmet rapport annuel de l'agent d'émigration. 874
- Inclus.* Rapport de A. C. Buchanan, agent d'émigration. Rapport imprimé inséré dans le volume. 874
- 24 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 141). Transmet pétition de la part de Besserer, notaire de Québec; ses services. Il avait reçu concession de la Grande-Ile, située dans la rivière Saint-Jean, mais on ne la lui livra point, car elle se trouvait en dehors des limites du Nouveau-Brunswick. Il demande à la place 1,200 acres de terre. 888
- Inclus.* Pétition (en français). 890
- Ordre donné par Goulburn au gouverneur du Nouveau-Brunswick de faire concession de la Grande-Ile, située dans la rivière Saint-Jean. 893
- Glenelg à Gosford. Offrir remerciements à Besserer pour avoir transmis l'original d'une lettre de Goulburn, ce qui empêchera qu'elle ne tombe en mauvaises mains. 894
- 26 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 142). Envoie mémoire de François Vallerand, qui demande une pension ou une concession de terre pour services rendus. 895
- 26 décembre,
Québec. Le même au même. Le pays est tranquille et restera tranquille, vu les dispositions du peuple; seulement la violence des extrémistes empêche la solution des questions en litige. La réouverture de la législature n'apportera probablement aucun bon résultat. 899
- 28 décembre,
Québec. Le même au même (n° 143). Il a reçu lettre dans laquelle on demande s'il y a des objections à ce qu'il s'exécute une convention avec l'Autriche pour mettre un terme à certains impôts grevant la transmission internationale de la propriété individuelle. Il n'y voit aucune objection, et transmet copie du rapport fait sur le sujet par le Conseil exécutif. 901
- 29 décembre,
Québec. Le même au même (n° 144). Envoie liste des dépêches reçues du bureau colonial. 903
- Inclus.* Liste. 904
- 31 décembre,
Québec. Gosford à Glenelg. Il a reçu de Colborne copie de la lettre qu'il a adressée à lord Hill relativement à la maison de Sorel. Observations au sujet de la propriété. 905

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
24 janvier,
Downing
Street. Glenelg à Gosford. Approuve son refus de suspendre le juge Thompson durant l'enquête, et tant qu'on n'aura pas fourni à l'accusé l'occasion de répondre. Recommande de référer la cause au comité judiciaire du Conseil privé. Blâme l'Assemblée d'avoir conduit l'enquête comme elle l'a fait et de ne pas avoir appelé l'accusé à se défendre. Il trouverait injuste dans les circonstances de suspendre le juge Thompson. Page 831
- 27 janvier,
Downing
Street. Glenelg au président du Conseil. Envoie copie d'une dépêche reçue de Gosford, ainsi que le rapport d'un comité de l'Assemblée du Bas-Canada concernant l'accusation de honteuse inconduite portée contre le juge Thompson. L'Assemblée demandait en conséquence la destitution de Thompson. Demande de référer les documents au comité judiciaire du Conseil privé. 835
- 31 janvier. Anonyme à Spearman. Envoie copie d'une dépêche reçue relativement à la circulation métallique dans le Bas-Canada. Une copie de la lettre de Routh accompagnait la dépêche, mais comme la lettre se trouve à la Trésorerie, il n'en transmet pas de copie. Glenelg désire connaître l'opinion de la Trésorerie sur le sujet. 866
- 17 février,
Downing
Street. Anonyme à Byham. Transmet pour être remise à l'Artillerie copie de la dépêche de Gosford relative à la maison de Sorel. 907
- 17 février. Anonyme à Spearman. Transmet mémoire de Vallerand. Il est impossible de lui faire une concession de terre, mais, vu son âge avancé et l'importance de ses services, il recommande à la Trésorerie d'accueillir favorablement sa demande de pension. 897
- 14 mars,
Downing
Street. Anonyme à Barrow. Il transmet à l'Amirauté le mémoire de François Vallerand, et le fait en des termes à peu près semblables à ceux dont il s'est servi pour écrire à Spearman, le 17 février 898

BUREAUX PUBLICS, 1836.

Q. 230-1-2-3.

La partie 1 est paginée de 1 à 187 ; la partie 2, de 198 à 394 ; la partie 3, de 385 à 576.

1834.
— février,
Montréal. Pétition à laquelle on s'oppose à l'augmentation des droits imposés sur le bois et les articles de bois. 557
1835.
27 mai,
Québec. Les signatures commencent à 574.
Secretan à Hill.
- 14 août,
Hôtel du
Commandant
en chef. Fitzroy Somersset à Secretan. Toutes les deux sont incluses dans Hill à Glenelg, 6 septembre.
- 12 septembre,
Gaspé. Sous-percepteur au percepteur et contrôleur des douanes, Québec.
- 9 novembre,
Québec. Le percepteur et contrôleur des douanes à Gosford. Toutes les deux sont incluses dans Backhouse à Stephen, 13 février 1836.
- 27 novembre,
Québec. Routh à Gosford.
- 28 novembre,
Québec. Le même à Stewart. Toutes les deux sont incluses dans Baring à Grey, 13 janvier 1836.
- 26 décembre,
Québec. Gosford à Bankhead. Lettre incluse dans Backhouse à Stephen, 13 février 1836.
- 31 décembre,
Québec. Extrait inclus dans Gillespie à Glenelg, 8 mars 1836.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
5 janvier, Trésorerie. Baring à Grey. Relativement à la fourniture du combustible, de l'huile et de l'eau à la maison du gouvernement, et comment cela doit être porté en compte. Page 176
- 6 janvier, Washington. Bankhead à Forsyth. Lettre incluse dans Backhouse à Stephen, 13 février 1836.
- 8 janvier, Haut-Canada. Extrait. Inclus dans Gillepsie à Glenelg, 12 mars 1836.
- 13 janvier, Londres. Pelly à Glenelg. Envoie la liste des personnes que la Compagnie de la Baie-d'Hudson a employées dans son territoire jusqu'au 1^{er} juin 1835. 469
- Suit la liste :
- | | |
|--------------------------------------|-------|
| Gouverneur | 1 |
| Agents principaux et intendant | } 54 |
| Commerçants | |
| Aumônier | 1 |
| Aide-aumônier | 1 |
| Chirurgien | 1 |
| Commis | 116 |
| Hommes de service | 985 |
| Total | 1,159 |
- 13 janvier, Washington. Bankhead à Palmerston. Lettre incluse dans Backhouse à Stephen, 13 février 1836.
- 13 janvier, Trésorerie. Baring à Grey. Les lords de la Trésorerie approuvent la dépêche que Glenelg se propose d'envoyer au sujet des présents faits aux Sauvages, et il transmet copies de la lettre et du rapport de Routh concernant ce sujet, lesquels contiennent des vues qui coïncident avec celles du gouvernement de Sa Majesté. 178
- Inclus.* Routh à Stewart. Envoie copie d'une lettre qu'il a adressée à Gosford relativement aux dépenses du département des Affaires des Sauvages. 180
- Routh à Gosford. Recommandations faites en vue de diminuer les dépenses du département des Affaires des Sauvages, et comment on pourrait économiser. 181
- 14 janvier, Londres. L'Association coloniale de l'Amérique du Nord à Hay. Envoie copies des rapports de l'assemblée annuelle qui se tient sur avis donné par Glenelg. 381
- Inclus.* Sixième rapport de l'Association. 382
- 16 janvier, Amiraute. Wood à Hay. On lui a rapporté que le paquebot le *Star* avait été démâté, que le maître d'équipage et partie de l'équipage avaient été entraînés à la mer, et que le vaisseau s'était dirigé sur Antigua. 11
- Une communication de Barrow dit que le *Star* pour échapper au naufrage, s'est porté vers Antigua, d'où l'on transmettra les dépêches pour Halifax.
- Rapport du démâtage du *Star* communiqué par un vaisseau portugais. 13
- 18 janvier, Washington. Forsythe à Bankhead. Lettre incluse dans Backhouse à Stephen, 20 février 1836.
- 19 janvier, Trésorerie. Baring à Grey. Les lords de la Trésorerie en sont venus à une décision relativement aux aides de camp des gouverneurs civils et des lieutenants-gouverneurs. 187
- 20 janvier, Washington. Bankhead à Gosford.
- 21 janvier, Washington. Le même à Palmerston. Toutes les deux sont incluses dans Backhouse à Stephen, 20 février 1836.
- 21 janvier. Circulaire contenant instructions adressées à la douane. Incluse dans Backhouse à Stephen, 5 mars 1836.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
25 janvier, Ministère de la Guerre. Marshall à Grey. Les lords de la Trésorerie ont permis de payer deux aides de camp, l'un à Gosford et l'autre à Head, mais les services du premier devront cesser sitôt qu'avis en sera reçu en Canada. Howick considère cette mesure comme temporaire, et il est d'opinion qu'une semblable dépense ne peut être assumée que par l'armée, quand on ne pourra subvenir à l'entretien d'un gouverneur civil à même les revenus de la colonie. Page 268
- 25 janvier, Whitehall. Lack à Grey. Les lords du Commerce, relativement aux craintes entretenues par le consul anglais de New-York au sujet des effets que peut avoir pour la marine britannique le libre transit par les Etats-Unis des marchandises destinées au Canada, signalent que, à moins d'un changement opéré par le Parlement dans les lois actuelles, on ne peut ainsi transporter ces marchandises. 55
- 30 janvier, Amiraute. Wood à Grey. Envoie dépêche de l'hydrographe relative aux phares du Saint-Laurent. 14
Inclus. Beauford, hydrographe. Rapport au sujet des phares du Saint-Laurent. 15
- 30 janvier, Doctors' Commons. Dodson à Glenelg. A reçu avis du choix de l'archidiacre Mountain, qui va devenir évêque de Montréal, et qui, en cette qualité, sera le coadjuteur de Sa Grandeur l'évêque de Québec, car Montréal n'a pas d'évêché distinct. 135
- 3 février, Trinity-House. Hubert à Baing. Lettre incluse dans Spearman à Grey, 22 février 1836. 138
- 3 février, Doctor's Commons. Dodson, etc., à Glenelg. Il n'y a rien dans la loi qui soit contraire à l'acte par lequel on nomme l'évêque suffragant de Montréal. 138
- 5 février, Washington. Bankhead à Palmerston. Lettre incluse dans Backhouse à Stephen, 5 mars 1836.
- 5 février. Spearman à Stephen. Est-il arrivé à Elliott quelque accident auquel on puisse attribuer le changement de son écriture. 189
- 5 février, Bureau général des Postes. Freeling à Grey. Envoie copies de lettres de la part de Stayner, au sujet du retard apporté dans la remise d'une forte somme d'argent perçue pour port de lettres. 521
Inclus. Stayner à Freeling. S'il a retardé à faire remise, c'est qu'il subit un interrogatoire devant un comité du Parlement, et qu'il a reçu instruction de la part de Gosford de ne la point faire sans sa permission. 522
- 7 février, Québec. Extrait. Inclus dans Gillespie à Glenelg, 12 mars 1836.
- 8 février, Montréal. Extrait. Inclus dans Gould à Glenelg, 10 mars 1836.
- 11 février, Irish-Office. Morpeth à Glenelg. Si la compagnie dite l'Association coloniale de l'Amérique du Nord acquiert les terres qu'elle cherche à obtenir du Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, il n'a aucun doute que les Irlandais pauvres et sans ressources en bénéficieront grandement. 525
- 13 février, Affaires étrangères. Backhouse à Stephen. Transmet correspondance relative aux empiétements commis par des pêcheurs des Etats-Unis dans les pêcheries du Saint-Laurent. Palmerston ne croit pas que le gouvernement des Etats-Unis soit en état d'arrêter efficacement ces empiétements, et que le seul moyen sûr à prendre est d'y envoyer un bâtiment de guerre. 60
Inclus. Bankhead à Palmeston. Rapporte les empiétements des pêcheurs des Etats-Unis, et dit que Gosford s'est mis en communication à ce sujet avec l'amiral qui est à Halifax. 62
- Gosford à Bankhead. Ecrit relativement aux empiétements des pêcheurs des Etats-Unis. 64
- Le percepteur et contrôleur des douanes de Québec à Gosford. Fait part des plaintes se rapportant aux empiétements des pêcheurs des Etats-Unis. 65

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
Le sous-percepteur au percepteur et contrôleur des douanes de Québec. Envoie rapport détaillé des empiétements des pêcheurs des Etats-Unis. Page 66
- Bankhead à Forsyth. Fait voir les empiétements des pêcheurs des Etats-Unis. 71
- 16 février, Whitehall. Haulton à Stephen. Il a transmis au ministère de la Guerre la lettre de Gosford relative à la réclamation de Heath. 526
- 20 févraier, Bureau de la papeterie. Clench à Spearman. On a expédié du bureau le 24 juillet dernier, la papeterie destinée à l'usage du secrétaire du département à Québec; la valeur de l'envoi était de £162 9s. 199
- 20 février, Affaires étrangères. Backhouse à Stephen. Il envoie, pour la gouverne de Glenelg, copie d'une dépêche de la part du Chargé d'Affaires à Washington au sujet des empiétements des pêcheurs des Etats-Unis. 73
- Inclus.* Bankhead à Palmerston. Rapporte qu'on a reçu les griefs avec bienveillance et qu'on a pris des mesures pour remédier à l'état des choses. 74
- Forsyth à Bankhead. Mesures prises par le président pour forcer les pêcheurs à se tenir dans leurs limites. 76
- Bankhead à Gosford. Transmet copies de sa communication et de la réponse reçue relativement aux empiétements commis dans les pêcheries. 78
- 22 février, Trésorerie. Spearman à Grey. Transmet rapport de Trinity-House relativement à un phare flottant dans le golfe Saint-Laurent. 190
- Inclus.* Hubert à Baring. Observations présentées par Trinity-House au sujet des recommandations d'établir un phare flottant dans le Saint-Laurent. Doute de sa convenance et de son efficacité pour raisons données. 191
- 23 février. Chambre des Communes. Adresse au sujet de la correspondance ayant trait aux terres accordées à Felton. 3
- 23 février, Whitehall. Haultain à Stephen. Envoie copie de la réponse relative à la réclamation d'une pension faite par Heath. 527
- Inclus.* Sullivan à Haultain. Signale le montant accordé aux quatre enfants de feu le lieutenant Heath; John a reçu tout ce qui fut originairement accordé, et il ne lui est rien dû maintenant. 528
- 23 février, Trésorerie. Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie ont reçu le rapport du commissaire du Canada faisant connaître l'achat destiné aux sauvages, et ils approuvent les mesures prises par Gosford pour suppléer à ce qui manquait. 195
- 24 février, Québec. Routh à Stewart. Lettre incluse dans Spearman à Stephen, 19 mars 1836.
- 25 février, Londres. Haultain à Stephen. On doit transmettre à Québec ordre de payer à M^{lle} May Heath sa part du fonds de secours. 529
- 1er mars, Londres. Le comte d'Aglie à Palmerston. Lettre incluse dans Strangways à Stephen, 17 mars 1836.
- 4 mars, Ministère de la Guerre. Howick à Gosford. Rend compte des premières demandes de Voyer. Il n'y a rien dans l'explication maintenant donnée pour motiver un changement dans la décision de Howick. Les réclamants devraient s'adresser à Québec à M. Wm. Burns, qui se trouvait en communication avec Munro immédiatement avant sa mort en 1803. 278
- 5 mars, Affaires étrangères. Backhouse à Stephen. Transmet instructions de la part du secrétaire du Trésor des Etats-Unis relativement aux empiétements commis dans les pêcheries. 79
- Inclus.* Bankhead à Palmerston. Transmet instructions de la part du secrétaire du Trésor des Etats-Unis, relativement aux empiétements commis dans les pêcheries. 80
- Circulaire aux percepteurs des douanes relativement aux pêcheries. 81

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
8 mars,
Downing
Street. Stephen à Barrow. Adresse aux lords de l'Amirauté correspondance relative aux pêcheries, afin de leur permettre d'envoyer un vaisseau de guerre pour faire respecter les conditions du traité de 1818. Page 83
- 8 mars. Mémoire de la part de Tubby. Inclus dans Spearman à Stephen, 7 juillet 1836.
- 8 mars,
Trésorerie. Spearman à Grey. Transmet rapport concernant l'approvisionnement de papeterie destinée à l'usage du secrétaire du département à Québec. La somme de £162 9s., qui y est spécifiée, sera payée à même la caisse de l'armée. 197
- 8 mars,
Ministère de
la Guerre. Sulivan à Stephen. Transmet demi-solde au capitaine Richard Hayne, montant annuel de son traitement en qualité de fonctionnaire civil, et donne la date de sa nomination. 270
- 8 mars,
Londres. Gillespie à Glenelg. Envoie extrait de la lettre d'un correspondant établissant la nécessité de rappeler Gosford. Il serait humiliant d'avoir à apprendre qu'il y a eu destruction de la propriété et pertes de vie sans qu'il se soit élevé une voix pour prévenir le gouvernement de l'état des colonies et pour essayer d'empêcher les colonies de l'Amérique du Nord de se séparer de leur mère-patrie. A cause de ses convictions, il va partir dans quelques jours pour le Canada pour tâcher d'y sauver la vie de ses parents et de ses amis et d'empêcher sa propre famille de se faire ruiner. Il ne s'était jamais mêlé à la politique et avait ainsi certaine influence, mais on ne peut abattre le courage de la population anglaise ou irlandaise, lorsque de gaieté de cœur on se rend aux demandes d'une division de la législature sans l'acquiescement de l'autre. 396
- 9 mars,
Amirauté. Barrow à Stephen. Relativement aux griefs formulés au sujet des empiétements commis par des pêcheurs des Etats-Unis sur les pêcheries britanniques. Le vice-amiral Halkett a reçu des intructions à ce sujet. 399
- 10 mars,
Londres. Gould à Glenelg. Transmet extrait d'une lettre reçue du Canada. Une crise s'annonce à la suite des efforts qui se font pour concilier un petit groupe de partisans de l'égotisme anti-national. 17
- 11 mars,
Ministère de
la Guerre. *Inclus.* Extrait. 409
- 17 mars 1836. Sullivan à Strangways. Lettre incluse dans Strangways à Stephen, 17 mars 1836. 410
- 12 mars,
Londres. Gillespie à Glenelg. Au risque de passer pour importun, il transmet des extraits de lettres reçues du Haut et du Bas-Canada. Le remède signalé est trop évident pour être méconnu, et il est temps pour le gouvernement impérial de légiférer au sujet du Bas-Canada. Les lettres ne sont pas aussi récentes que les journaux reçus, et elles ne mentionnent point les actes extraordinaires de Head, lesquels font voir un grand manque de discernement qui va causer une rupture dans le Bas-Canada, 418
- Inclus.* Extrait relatant la condition politique et commerciale du Haut-Canada. 420
- 14 mars. Extrait concernant l'état politique du Bas-Canada. 425
- Chambre des Communes. Adresse dans laquelle on demande copie des instructions données aux commissaires chargés de s'enquérir des griefs dont on se plaint dans le Bas-Canada, et copie des instructions transmises à Head, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. 4
- 17 mars,
Affaires
étrangères. Strangways à Stephen. Demande d'engager Glenelg à prendre les moyens de lui procurer des renseignements au sujet d'un Sarde répondant au nom de Donas Ferrers. 85
- Inclus.* Inclus le comte d'Aglié à Palmerston (en français). Veut s'assurer si Donat (ou Donas) Ferrers est vivant ou mort. 86
- Sulivan à Strangways. Ferrers faisait partie du régiment de Meuron et reçut son congé en 1814. On n'a pu encore obtenir aucun autre renseignement, mais on prendra de nouvelles informations 87

18 mars, Temple.	Les conseillers en loi à Glenelg. Le roi ne peut sanctionner la loi réservée pourvoyant à la dignité et à l'indépendance des Conseils législatif et exécutif du Bas-Canada, car cette loi est contraire au statut 31 George III, ch. 31, et intitulé : Acte constitutionnel.	Page 139 142
	<i>Inclus.</i> Bill réservé.	146
	Observations du procureur général sur le bill.	146
	Motifs de dissentiment de la part des membres du Conseil législatif.	147
19 mars, Horse-Guards.	Anonyme à Stephen. Transmet copie d'une lettre de Colborne à soumettre au secrétaire colonial, et dans laquelle il annonce qu'il a établi sa résidence à Montréal et que, malgré son désir de retourner en Angleterre, il ne quittera pas le Canada avant d'avoir reçu des nouvelles du major général. Nomination de sir James Lyon pour le remplacer.	34 35
	<i>Inclus.</i> Lettre de Colborne.	35
19 mars, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Transmet pour être soumises à Glenelg copie d'une lettre de Routh et estimations des présents destinés aux sauvages pour 1836 et 1837.	200
	<i>Inclus.</i> Routh à Stewart. Transmet estimation relative aux présents destinés aux sauvages pour 1836 et 1837.	201
	Demande d'un crédit pour pourvoir aux présents des sauvages pour 1836 et 1837.	203
25 mars, Londres.	Compagnie des terres Anglo-Américaine. Liste des employés, procès-verbaux, et deuxième rapport.	282
26 mars, Londres.	Rapport des commissaires des douanes. Inclus dans anonyme à Gosford.	25 juin.
27 mars, Dublin.	Henchey à Grey. Depuis qu'il a quitté ses fonctions de pasteur, il a eu affaire avec les fripons les plus fieffés, les agents des bâtiments d'émigration. Avait conseillé aux émigrants de poursuivre l'agent et le maître d'équipage du <i>Lord John Russell</i> , et ils avaient été forcés de rembourser tout l'argent des émigrants et de payer £3 pour les avoir détenus. Avait chargé quelqu'un de voir aux plaintes, mais aucun d'eux ne peut inspecter les vaisseaux pour savoir s'ils sont en bon état et bien équipés. L'emploi d'Aiken n'est pas une sinécure. Quatre vaisseaux embarquent des émigrants. Les promesses que leur font les agents sont très larges tant qu'ils ne se sont pas emparés du dernier schelling, mais ils les oublient ensuite.	452
29 mars.	Sullivan à Stephen. Demande de plus amples renseignements au sujet de l'emploi civil de Hayne, de sa durée probable, etc.	271
30 mars, Trésorerie.	Spearman au même. Felton va obtenir certificats d'examen des comptes des terres de la Couronné pour 1832, 1833, 1834 et le premier semestre de 1835.	205
30 mars, Horse-Guards.	Hill à Glenelg. Transmet lettre de la part de sir James Lyon, lequel donne les raisons qui lui font refuser le commandement des troupes de Sa Majesté dans l'Amérique du Nord.	36 37
	<i>Inclus.</i> Lyon à Hill, lettres portant même date.	37
31 mars, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Transmet une demande de la part du ministre de la Sardaigne au sujet de Ferrers.	89
4 avril, Bureau général des Postes.	Freeling à Stephen. On a remis les deux dépêches à l'adresse du consul de New-York au capitaine du <i>Montréal</i> , lequel a refusé d'en donner reçu. Il n'y est pas obligé.	530
6 avril, Bath.	Aylmer à Melbourne. Lettre incluse dans Melbourne à Glenelg, 8 avril 1836.	
7 avril, Downing Street.	Anonyme à Gosford. Transmet copie d'une lettre de la Trésorerie ainsi qu'un rapport des commissaires dans lequel ils déclarent qu'un certificat d'examen devrait accompagner les comptes des terres de la Couronne.	207
	<i>Inclus.</i> Extrait d'un rapport des commissaires-auditeurs sur le sujet.	208

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
8 avril,
Panshanger. Melbourne à Glenelg. Transmet lettre de la part d'Aylmer. Les documents auxquels il réfère sont ils arrivés ? Page 210
- Inclus.* Aylmer à Melbourne. Envoie rapport dans lequel l'Assemblée du Bas-Canada l'accuse de conduite criminelle, mais il ignore sur quoi elle se base. Demande une copie du rapport du comité. 211
- 8 avril,
Bureau général des Postes. Freeling à Stephen. L'envoi reçu de Québec aurait été plus volumineux si ce n'eût été du gouvernement local, qui n'avait pas payé le port dû, et auquel un vote de l'Assemblée pourvoit ordinairement. 532
- Inclus.* Rapport de Stayner adressé à Freeling, le prévenant du non paiement des frais de port par le gouvernement local. 533
- avril. Anonyme à Aylmer. On a reçu de Gosford le quatrième rapport relatif aux griefs formulés au cours de la session de 1835-36, mais sans le procès-verbal, qu'il a été impossible d'obtenir. Transmet le rapport dans son état incomplet. 214
- 15 avril. Chambre des Communes. Adresse relative aux instructions transmises aux gouverneurs du Haut-Canada et du Bas-Canada concernant les dépenses du département des Affaires des Sauvages. 5
- 16 avril. Anonyme à Aylmer. Transmet quatrième rapport relatif aux griefs. 213
- 16 avril,
Londres. Bruyères à Grey. Attire l'attention sur les mauvais effets causés à l'émigration vers le Bas-Canada par les états partiels fournis par Buchanan, l'agent d'émigration. 313
- Inclus.* Lettre publiée sur l'émigration par A. C. Buchanan et copies de lettres écrites par émigrants. 315
- 19 avril,
Amirauté. Wood à Stephen. En réponse à la demande de l'Assemblée du Bas-Canada qui veut avoir copie d'un plan du Saint-Laurent à partir des Trois-Rivières jusqu'à Montréal, le plan du fleuve en haut de Québec n'est pas encore arrivé. La carte du bas du fleuve est presque complètement gravée, et sitôt qu'elle sera prête on en enverra copie. 18
- 20 avril,
Londres. Bruyères à Grey. Demande une entrevue à Glenelg au sujet du plan intérieur du territoire de Saint-François. 331
- 21 avril,
Londres. Goghil et Henchey à Grey, lettre incluse dans Henchey à Grey, 12 mai 1836.
- 23 avril,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie vont retarder de donner leurs instructions relativement à la transmission des présents destinés aux sauvages jusqu'à ce qu'ils aient reçu les rapports des gouverneurs des provinces canadiennes. 216
- 27 avril,
Artillerie. Byham à Grey. Demande passage jusqu'à Québec en faveur de la veuve et des six enfants de John Campbell, sergent de caserne. 163
- 30 avril,
Ministère de la Guerre. Sullivan à Stephen. Désire savoir quand Craig a cessé de retirer traitement et émoluments en qualité de secrétaire particulier de lord Aylmer. A-t-il quelque autre emploi civil dans le département colonial? 272
- 30 avril,
Québec. Routh à Spearman. Lettre incluse dans Spearman à —, 24 juin 1836.
- 5 mai,
Québec. Walcott aux officiers respectifs. Gosford n'a encore reçu aucune communication du secrétaire des colonies relativement aux ponts sur l'Ottawa, mais il approuve l'enlèvement d'une partie des tabliers pour empêcher qu'on y passe avec de lourdes charges. 170
- 6 mai,
Londres. Coghil et Henchey à Grey. Lui demandent d'exposer le sujet de leur lettre à Glenelg. Ils espèrent qu'il sera possible à l'Association (Association coloniale irlandaise de l'Amérique du Nord) de faire immédiatement des démarches pour trouver et procurer de l'ouvrage et des moyens faciles de gagner leur vie à des centaines de familles, qui dans un mois seront dans le dénûment. 455
- 10 mai. Chambre des Communes. Adresse de la part des habitants de l'Amérique Britannique du Nord pour demander copies de pétition, etc., relativement au principe électif dans leurs Conseils législatifs respectifs. 6
- 10 mai,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Il a été donné des instructions d'émettre un mandat au montant de £1000 pour les dépenses de Gosford. 217

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
13 mai,
Horse-
Guards.
Hill à Glenelg. Les navires qui doivent transporter dans l'Amérique du Nord le régiment royal et le 85^e étant à la veille de quitter la rivière pour se rendre à Cork, Sa Seigneurie a-t-elle des instructions à donner au sujet des compagnies de service des régiments qui doivent être relevés ? Page 39
Inclus. Anonyme à Hill. On pourra saisir cette occasion pour renforcer peu à peu l'armée, si Gosford trouve la chose désirable. 40
- 13 mai,
Londres.
Henchy à Grey. A été surpris d'apprendre qu'on n'avait pas reçu la lettre écrite par Coghill et lui, car il était certain qu'elle avait été expédiée. *Inclus* copie de la lettre, 456
Inclus. Coghill et Henchy à Grey. Récapitule les points discutés lors de l'entrevue et relatifs à l'acquisition de terres dans les provinces de l'Amérique Britannique du Nord. 458
- 17 mai,
House-
Guards.
Hill à Glenelg. Signale les difficultés à rencontrer pour renforcer les troupes selon le désir de Sa Seigneurie. 43
- 18 mai,
Londres.
Aylmer à Melbourne. Désire demander encore qu'on soumette au Parlement ses dépêches du 5 mars 1834 et du 18 mars 1835, comme on ne s'est pas montré disposé à en agir ainsi à moins que les affaires du Canada ne fussent autrement présentées au Parlement. Vu qu'il en est question maintenant, il aimerait à voir soumettre ses dépêches, car il est temps d'en finir avec les accusations portées contre lui. 219
- 19 mai,
Liverpool.
Banning à Freeling. Explique la cause du retard, peu fréquent d'ailleurs, qui survient dans la livraison des dépêches. 536
- 21 mai.
Anonyme à Coghill et Henchy. A remis à Glenelg la lettre de Henchy ; Glenelg trouve le projet important, mais recommande fortement la prudence. Difficulté relative à l'établissement de colonies soit en Afrique, soit à Terre-Neuve. Insuccès des expériences précédentes, dans lesquelles on s'était fié aux émigrants pour la recherche de leur subsistance, qu'ils devaient trouver non dans leur salaire, mais dans les produits de la terre. Les émigrants pauvres doivent être précédés ou accompagnés de personnes qui disposent d'un capital leur permettant d'opérer des travaux utiles dans les régions incultes. Les concessions gratuites de terres n'ont jamais eu d'aussi heureux résultats que les ventes à bon prix. On a mis en vigueur la défense des concessions gratuites de terre pour éloigner le danger d'une population nécessaire. Quant à l'approbation de certains marchés faits avec les gouvernements locaux, ces derniers ont été autorisés à vendre sous certaines conditions les terres non réclamées de la Couronne. Ils ne peuvent rien faire de plus, et les arrangements ainsi faits n'ont nul besoin d'une sanction subséquente. 463
- 24 mai,
Québec.
Nicolls à Mulcaster. Lettre incluse dans Byham à Stephen, 13 juillet 1836. 463
- 25 mai,
Bureau
général des
Postes.
25 mai,
Brockton Hall.
Freeling à Stephen. Comment on pourrait éviter les délais dans la livraison des dépêches à leur arrivée à Liverpool. 534
- 26 mai,
Affaires
étrangères.
Melbourne à Glenelg. Quelle réponse donner à la lettre d'Aylmer ? 218
- 27 mai,
Whitehall.
Backhouse à Stephen. Demande une lettre de présentation à Gosford en faveur de Chapman, qui a été longtemps consul britannique à Elsinore. 90
- 4 juin,
Londres.
Les lords du commerce à Baring. Lettre incluse dans anonyme à Gosford, 25 juin 1836. 90
- 8 juin,
Québec.
Gould à Glenelg. Transmet pétition venant de Montréal et dans laquelle on se déclare contre tout changement dans les droits imposés sur le bois de charpente. Observations à l'appui de la pétition. 430
Routh à Spearman. Lettre incluse dans Spearman à Stephen, 30 juillet 1836. 430

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
9 juin, Affaires étrangères. Cowper à Stephen. Palmerston demande de remettre à George Tattersall une lettre de recommandation. Page 91
- 9 juin. Anonyme à Hill. Le gouvernement de Sa Majesté ne considère pas nécessaire de renforcer les troupes et demande permission de retirer sa lettre du 16, vu qu'il n'y a aucune instruction à donner aux compagnies de service. 46
- 9 juin, Londres. La Banque de l'Amérique Britannique du Nord à Glenelg. Envoie copie d'un bill dont est saisie la Chambre des Communes, et dont l'objet est de faire autoriser la banque à poursuivre et à être poursuivie en Grande-Bretagne. Si quelque chose dans le bill comporte l'extension de ses opérations aux colonies, les directeurs limiteront immédiatement le bill à la Grande-Bretagne. 349
- Inclus.* Bill ayant pour objet de faire autoriser la banque à poursuivre et à être poursuivie. 350
- Liste. 371 à 376
- 10 juin. Anonyme à Aylmer. Le gouvernement de Sa Majesté accordera toute motion faite pour demander la production des dépêches auxquelles il réfère. A reçu une copie officielle du rapport au sujet des griefs, mais de nouveau sans la preuve. 223
- 11 juin, Halifax. L'Amiral Halkett au secrétaire de l'Amirauté. Lettre incluse dans Maule à Stephen, 22 août 1836.
- 11 juin, Downing Street. Anonyme à Sabine. On a de nouveau fait une demande au Bureau des Colonies en faveur des représentants de feu D. Douglas, et Glenelg désire savoir s'il y a lieu de payer une rémunération, et quelle rémunération on doit payer en vertu de son manuscrit, 518
- Inclus.* Coût des instruments choisis dont Douglas doit faire usage. 519
- 13 juin, Horse-Guards. Hill à Glenelg. Renvoie la lettre reçue le 16. Les deux régiments qui sont à Québec et à Halifax reviendront à bord des navires qui auront transporté les nouveaux régiments. 47
- 15 juin, Londres. Pearce à Grey. Lui adresse le bill de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord accompagné des amendements proposés. 378
- Inclus.* Bill. On avait copié le titre seulement à la page 350. 379
- 16 juin, Affaires étrangères. Cowper à Stephen. Lord Palmerston demande une lettre de présentation en faveur de Richard Tattersall; on a accordé une lettre au frère de ce dernier il y a quelques jours. 92
- 17 juin, Downing Street. Anonyme à Head. Envoie copie de correspondance au sujet du retard dans la livraison des dépêches. 535
- 18 juin, Whitehall. Le Marchant à Stephen. Les lords du commerce ont reçu copie de l'adresse du Conseil législatif du Bas-Canada au sujet du changement qu'on redoute dans les droits sur le bois de charpente colonial, et ils vont prendre cela en considération. 57
- 20 juin, Trésorerie. Spearman au même. Transmet rapport des commissaires de la douane sur le mémoire de Ramsay, qui s'attend à ce que les officiers de douane s'opposent à l'importation des publications britanniques réimprimées à l'étranger. 225
- 21 juin, Amirauté. Barrow à Stephen. L'amirauté a fait savoir au juge Kerr, le 24 septembre 1834, qu'on ne lui demanderait point de reprendre ses fonctions. 19
- 22 juin, Limerick. Sabine à Grey. A beaucoup avancé la mise en ordre des observations de Douglas. Pour compléter les observations sur le magnétisme terrestre, il aura besoin de deux aiguilles dont s'est servi Douglas en Amérique. Nature des recherches de Douglas. Envoie partie des observations pour faire faire des calculs comme peuvent en résoudre les compteurs ordinaires. Balance due pour papeterie, etc., et pour avance faite à Douglas. 511
- 23 juin, Ministère de la Guerre. Sulivan à Stephen. A reçu lettre du 16 courant, accompagnée d'une dépêche de Gosford et d'une pétition de la veuve de Joseph de Varennes, laquelle demande une pension. Le 13 juin 1835, on l'avait requise de

1836.
transmettre la commission de son mari ou tout document établissant la durée de ses services et son grade militaire. Elle ne s'était point conformée à cette demande, et il est impossible au secrétaire de la Guerre de rien décider sans documents. Page 273
- 24 juin,
Trésorerie. Spearman à——. Les recommandations de Routh concernant les affaires des sauvages ont-elles reçu l'approbation de Gosford, et Glenelg est-il prêt à suggérer que l'on prenne, au sujet des présents destinés aux sauvages, des mesures basées sur ces recommandations? 232
- Inclus.* Routh à Spearman. Transmet observations sur une couple de points relatifs aux Affaires des sauvages, savoir : le rapport de l'obligation imposée aux sauvages de garder leurs costumes, pour ceux d'entre eux qui sont sous la direction des prêtres catholiques romains, et l'opportunité de les faire vacciner. 233
- 25 juin,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. Envoie copies de la correspondance échangée entre la Trésorerie et le Bureau colonial au sujet du mémoire de Ramsay touchant l'admission des publications réimprimées aux Etats-Unis. 226
- Inclus.* Rapport des commissaires des douanes sur le mémoire de Ramsay, dans lequel on indique les statuts qui défendent l'importation d'ouvrages réimprimés. Ils ne peuvent en recommander l'admission. 227
- Les lords du Commerce à Baring. Ont examiné le rapport des commissaires des douanes ; ils partagent l'opinion exprimée dans ce rapport et recommandent d'en transmettre une copie à Stephen pour la gouverne de Glenelg. 230
- 27 juin,
Ministère de
la Guerre. Sullivan à Stephen. A reçu lettre accompagnée d'une pétition de la part de certains pensionnaires dont les pensions avaient été commuées, et qui demandent le rétablissement de leurs pensions. Le secrétaire de la Guerre ne permet pas de remettre leurs noms sur la liste. 275
- 27 juin,
Whitehall. Le Marchant à Stephen. Les lords du Commerce ont reçu deux pétitions dans lesquelles on demande qu'il ne se fasse aucun changement dans le tarif des bois coloniaux. 58
- 28 juin. Chambre des Communes. Adresses dans lesquelles on demande copies des lettres envoyées par Aylmer au secrétaire des colonies, et datées du 5 mars 1834 et du 18 mars 1835. 7
- 30 juin. Chambre des Communes. Adresse dans laquelle on demande une copie du quatrième rapport sur les griefs concernant la conduite de lord Aylmer en sa qualité de gouverneur général. 8
- 6 juillet.
Downing
Street. Anonyme à Barrow. Envoie copie d'une lettre de Sabine relative à des documents laissés par Douglas et qu'on a transmis à Sabine pour qu'il les fasse valoir. Les parents de Douglas ont de nouveau fait la demande d'une rémunération, et Glenelg prie de soumettre la lettre de Sabine aux lords de l'Amirauté pour avoir leur opinion au sujet de cette rémunération. 516
- 7 juillet,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Transmet une demande d'emploi en Canada de la part de Tubby, fonctionnaire de l'intendance. Ses services sont parfaitement établis et sa conduite est satisfaisante. 236
- Inclus.* Mémoire de Tubby. 237
- 8 juillet,
Amirauté. Wood à Stephen. Les lords de l'Amirauté ont fait les démarches nécessaires pour faire faire les calculs demandés par Sabine. Ils ne se sentent pas compétents pour donner une opinion sur la compensation réclamée par les représentants de Douglas. 20
- 11 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. Fait rapport qu'on ne peut pas agréer la requête présentée par les pensionnaires de l'Assomption pour être inscrits de nouveau sur la liste des pensions. 276
- 13 juillet,
Artillerie. Byham à Stephen. On a reçu le rapport relatif à l'éroulement de l'arche principale du pont construit sur l'Ottawa aux chutes de la Chaudière. 165
- Inclus.* Nicolls à Mulcaster. Parle de l'éroulement de l'arche principale du pont construit sur l'Ottawa. 168

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
14 juillet,
Temple. Les conseillers en loi à Glenelg. On peut sanctionner le bill ayant pour objet la concession de terres incultes, car ce bill ne touche pas à la prérogative royale. Page 158
- 14 juillet,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie ont conseillé une nouvelle émission de £1,000 pour subvenir aux dépenses de Gosford en Canada. 243
- 16 juillet,
Québec. Observations soumises au gouverneur par Routh. Incluses dans Spearman à Stephen, 20 septembre 1836.
- 18 juillet,
Londres. Bruyères à Grey. Glenelg en est-il arrivé à une décision au sujet de l'arpentage intérieur du territoire Saint-François. Glenelg a promis de ne prendre aucune décision défavorable sans consulter de nouveau la Compagnie de terres Anglo-Américaine. Les directeurs sont prêts à fournir tout renseignement désiré. 332
- 20 juillet,
Amirauté. Wood à Stephen. Vu les services rendus par le capitaine Pelly, gouverneur de la Compagnie de la Baie-d'Hudson, son fils a été promu au grade de lieutenant de marine, attendu qu'on ne peut accorder aucune marque de distinction au capitaine Pelly lui-même. 22
- 21 juillet,
Amirauté. Wood à Stephen. Envoie une autre lettre, la première ayant été annulée. 21
- 21 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Spearman. Vu certaines garanties données, Glenelg ne peut conseiller aux gouverneurs du Canada de nommer Tubby à aucune charge, et il le regrette. 241
- 23 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. - On lui avait annoncé que l'Artillerie avait l'intention de céder les ponts construits sur l'Ottawa, car ils ne sont plus d'aucune utilité au point de vue militaire. 166
- 25 juillet,
Whitehall. Rich à Stephen. Les commissaires des réclamations des Français ont reçu sa lettre, accompagnée de la pétition et du mémoire du supérieur et des directeurs du Séminaire de Québec au sujet d'une indemnité pour compenser la perte d'immeubles survenue en France; en juin 1827, on avait rejeté cette réclamation pour la raison, admise par l'agent, qu'elle ne tombait point sous la juridiction de la convention. Cette question ayant déjà été décidée, on n'y peut revenir. 539
- 27 juillet,
Londres. Macfarlan à Glenelg. Il est trop tard pour qu'il ait une entrevue; il envoie donc un mémoire de la part du comité de la dernière assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, relativement aux églises presbytériennes des colonies. Différentes opinions légales établissent que l'on peut pourvoir au soutien des ministres de l'Eglise d'Ecosse en Canada à même les revenus des terres réservées au clergé. Considérations pour montrer l'opportunité d'accorder cette autorisation. 541
- 28 juillet,
Québec. *Inclus.* Mémoire du D^r Macfarlan. 544
- 28 juillet,
Québec. Routh à Spearman. Lettre incluse dans Spearman à Stephen, 20 septembre 1836.
- 28 juillet. Chambre des Communes. Adresses dans lesquelles on demande copies des dépêches adressées aux gouverneurs du Haut et du Bas-Canada relativement aux loges orangistes. 9
- 30 juillet,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Transmet copies de lettre et d'envoi de la part de Routh, relativement aux dépenses concernant les sauvages. 244
- Inclus.* Routh à Spearman. Envoie copie de la lettre adressée à Head au sujet des dépenses concernant les sauvages. Désire obtenir complets renseignements sur les ressources des sauvages. Valeur du terrain si on le mettait en vente. Il n'est d'aucune valeur pour les sauvages aujourd'hui, et c'est un obstacle qui nuit à la province, en empêchant les colons de s'y établir, et en rompant les voies de communication. 245
- 30 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Bruyères. Glenelg a demandé à Gosford des renseignements sur l'arpentage intérieur des terres de la Compagnie de terres Anglo-Américaine, n'ayant pu s'en procurer auprès des fonctionnaires nouvellement arrivés. 333

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
2 août,
Affaires
étrangères.

Strangways à Stephen. On a accordé au révérend M. Holmes des lettres de présentation auprès des autorités de Paris et de Berlin. Page 93

6 août,
Douanes.

Scovell à Baring. Lettre incluse dans Spearman à Stephen, 19 août 1836.

10 août,
Amirauté.

Wood à Phillipps. Lettre incluse dans Maule à Stephen, 22 août 1836.

19 août,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. Envoie lettre reçue du Bureau des Douanes relativement à la remise de certificats aux vaisseaux transportant des passagers aux colonies de l'Amérique du Nord, la dite lettre référant à la communication d'Howick, datée du 2 avril 1832, et devant être soumise à Glenelg pour avoir son opinion sur les mesures à recommander. 247

Inclus. Scovell à Baring. Relativement à l'ordre du 4 avril 1832, donné par la Trésorerie aux officiers de douane, d'avoir à fournir aux vaisseaux transportant des émigrants aux colonies de l'Amérique du Nord des certificats que ces derniers s'étaient embarqués avec l'autorisation du gouvernement; on a fait la demande pour le *Roseland*, mais les officiers doutent s'ils peuvent accorder un certificat lorsque les passagers ne se sont pas embarqués avec l'autorisation du gouvernement. On a abrogé la loi qui s'appliquait au présent cas, et les officiers ne voient plus de vaisseaux transporter un passager par chaque cinq tonneaux. Demande de plus amples instructions. 248

22 août,
Whitehall.

Maule à Stephen. Transmet copie d'une lettre et documents inclus relatifs au débarquement, des vaisseaux du roi, des prisonniers condamnés aux Antilles et dans l'Amérique Britannique du Nord à la déportation. 129

Inclus. Wood à Phillipps. Transmet lettres de l'amiral Halkett, lequel fait remarquer l'inconvénient de transporter des prisonniers à bord des vaisseaux de Sa Majesté. 132

L'amiral Halkett au secrétaire de l'Amirauté. Veut avoir ses instructions pour le cas où on lui demanderait à transporter les condamnés à la déportation. 133

24 août,
Londres.

Bruyères à Glenelg. Attire l'attention sur un article paru dans le *Vindicator* et reproduit dans le *Morning Chronicle*, et ayant pour titre: "Avis aux émigrants." Caractère injurieux de l'article. La compagnie recherche l'intervention du gouvernement pour protéger ses droits sur les propriétés achetées de la Couronne. 335

Inclus. Extrait du *Vindicator* dans lequel on avertit les émigrants de ne pas acheter de terres de la Compagnie de terres Anglo-Américaine. 337

27 août,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. On a émis une somme additionnelle de £1,000 pour pourvoir aux dépenses de Gosford, commissaire du Canada. 250

31 août,
Amirauté.

Barrow à Stephen. Francis Ward Primrose a succédé à Kerr en qualité de juge de la cour de vice-amirauté de Québec. 24

31 août,
Downing
Street.

Anonyme à Maule. On a déjà donné des instructions relativement à la lettre du 22 courant. Il peut résulter des maux plus grands que ceux conjurés par l'amiral, et notamment l'encombrement des prisons des Indes Occidentales. 130

31 août,
Downing
Street.

Anonyme à Bruyères. En réponse à la lettre de Bruyères, datée du 24 courant, il veut savoir quelles mesures spéciales de protection désire la Compagnie de terres Anglo-Américaine, car on a tout fait pour faire connaître la décision de la Couronne au sujet du titre des terres. 338

2 septembre,
Artillerie.

Byham à Stephen. Le Conseil de l'Artillerie est d'avis que la maison du gouvernement à Sorel est sur le même pied que le Château de Québec, et se trouve être, par conséquent, assurément la résidence du gouverneur civil. Réfère à la correspondance de 1826, 1827. 171

4 septembre.

Anonyme à Gosford. Fait rapport que l'Amirauté a nommé Primrose juge de la cour de vice-amirauté. 25

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
6 septembre,
Hardwick
Grange.
- Hill à Glenelg. Fait le résumé de la cause de Secretan, n'ayant pas l'intention de transmettre sa correspondance volumineuse. Remarque que Secretan échange aussi une correspondance également volumineuse avec le secrétaire de la Guerre, le secrétaire civil du gouverneur général, le procureur général et le percepteur des douanes. Secretan avait reçu pleine justice de la part d'Alymer. Page 48
- Inclus.* Secretan à Hill. S'oppose à ce que sa cause soit soumise au commandant des forces du Canada en sa qualité de meilleur juge pour décider du mérite de son affaire, car il a eu à se plaindre d'un examen précédent. 51
- Fitzroy Somerset à Secretan. Puisqu'il met en doute la qualification du commandant des forces du Canada pour connaître de cette affaire, Hill refuse de communiquer avec lui sur ce sujet. 53
- 8 septembre,
Downing
Street.
- Anonyme à Byham. Glenelg a remarqué la correspondance à laquelle il réfère. Puisque l'Artillerie continue à être d'avis que la maison de Sorel n'est pas destinée aux fins militaires, Glenelg se propose d'en notifier Gosford. 173
- 9 septembre,
Londres.
- Bruyères à Glenelg. Les directeurs de la Compagnie de terres Anglo-Américaine font voir que l'article paru dans le *Vindicator* est une attaque dirigée contre la constitution du gouvernement et la prérogative de la Couronne, et tendant à supprimer l'autorité du roi en faveur de la Chambre d'Assemblée, à retrancher les droits de propriétés, etc, et menaçant les propriétaires de confisquer leurs terres. Comme cette attitude est séditieuse, on demande au gouvernement de défendre leurs droits en réprimant et punissant dès le début cette sédition très dangereuse. Autres observations dont l'objet est de recommander instamment que l'on prenne des mesures contre les libellistes. 340
- 19 septembre,
Downing
Street.
- Anonyme à Bruyères. Glenelg refuse de faire poursuivre les propriétaires du *Vindicator*, car cette mesure ne semble pas être de l'intérêt de la grande majorité des sujets de Sa Majesté. 346
- 20 septembre,
Trésorerie.
- Spearman à Stephen. Envoie lettre de Routh relative à la réduction et à l'abolition graduelle des dépenses se rapportant aux présents destinés aux sauvages. 251
- Inclus.* Routh à Spearman. Au sujet de la réduction et de l'abolition graduelle des présents aux sauvages. 252
- Observations soumises au gouverneur sur la réduction projetée des dépenses concernant les sauvages. 255
- 22 septembre,
Amirauté.
- Barrow à Stephen. A reçu de la part de John Snell demande d'arrérages de paye et de part de prises ; comme il a déserté, on ne peut se rendre à son désir. 26
- 24 septembre,
Québec.
- Routh à Spearman. Lettre incluse dans Spearman à Stephen, 22 novembre 1836. 26
- 8 octobre,
Trésorerie.
- Baring à Stephen. Les lords de la Trésorerie ont fait émettre £1000 pour les dépenses de Gosford. 262
- 22 octobre,
En mer.
- Gillepsie à Glenelg. Transmet copie de la réponse subséquente de la Chambre d'Assemblée au discours du gouverneur, laquelle confirme la résolution de ne voter aucun subside tant qu'on n'aura point rendu électif le Conseil législatif. Il est à espérer que le gouvernement ne fera aucune concession sur ce point et fera connaître immédiatement sa réponse, ce qui empêchera beaucoup de mal de se produire. Le Haut-Canada ne permettrait pas qu'on gênât son commerce comme le fait l'Assemblée du Bas-Canada, et comme le ferait le Conseil législatif si on le modifiait. 433
- 11 novembre,
Downing
Street.
- Circulaire adressée par le bureau colonial aux gouverneurs de l'Amérique du Nord relativement au pouvoir que demande l'Artillerie concernant les propriétés appartenant au département. 161
- 22 novembre,
Trésorerie.
- Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie transmettent lettre de Routh relativement aux présents faits aux sauvages lors de leur visite et

1836.

désirent savoir si on a reçu sur le sujet un rapport du lieutenant-gouverneur.

Page 263

Inclus. Routh à Spearman. Le lieutenant-gouverneur a changé son intention de discontinuer de faire des présents aux sauvages lors de leur visite à Amherstburg, et il a ordonné de suivre la coutume et d'acheter tout ce dont on aurait besoin.

265

6 décembre,
Affaires
étrangères.

Strangways à Grey. Transmet de la part de Pelly copie de lettre et envois à être soumis à Glenelg relativement à une bande d'aventuriers qui sont partis pour l'intérieur de l'Amérique du Nord.

94

6 décembre,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Envoie observations sur l'état politique du Bas-Canada. L'Assemblée a virtuellement suspendu la constitution; aucune politique déterminée ne produirait des maux comparables à ceux qui existent aujourd'hui par la faute d'un homme qui cherche à soulever la révolte, un homme sans fortune, l'ennemi des Anglais, un homme que reconnaissent comme adversaire du progrès les Canadiens-français les plus instruits et ceux qui sont indépendants, mais on l'admire et on va l'appuyer. Conseil de passer immédiatement une loi ayant pour but d'unir le Haut et le Bas-Canada, et cette loi sera acceptée sans opposition ou à peu près. L'union serait la meilleure mesure à prendre; et ensuite, l'annexion de Montréal au Haut-Canada. La création d'une troisième province, laquelle comprendrait Montréal et le côté sud du Saint-Laurent, serait peut-être aussi un bon remède.

436

Inclus. Observations sur les Canadas qui avaient accru leur population et leur commerce dans la tranquillité jusqu'à il y a environ dix ans, alors que Hume, le grand homme aux griefs, se mit à organiser des comités au sujet des griefs. Erreurs commises relativement aux Canadas. Obscurité des lois qu'on a confondues, car le droit français se mêle au droit romain; on a passé des ordonnances provinciales, les unes avant, les autres après la conquête, et il y a aussi les lois de la province. Folie et inconséquence de la Chambre d'Assemblée. On doit redresser les torts, mais non se départir des principes justes et constitutionnels. Raisons pour ne pas abandonner les Canadas. Indiqué fortement comme remède l'union des provinces, accompagnée de certaines modifications; ainsi on exigerait que les représentants sussent lire et écrire et possédassent la qualification foncière et on ne leur paierait aucune indemnité, devenue un ennui intolérable. Autres remèdes destinés à améliorer la condition des électeurs.

439

9 décembre,
Amirauté.

Barrow à Stephen. Envoie copie d'une lettre dans laquelle Primrose explique pourquoi il ne peut se charger immédiatement de la dignité de juge de la cour de vice-amirauté

27

Inclus. Primrose à l'Amirauté. Explique pourquoi il ne peut se charger de la dignité de juge de la cour de vice-amirauté de Québec.

28

14 décembre,
Londres.

Gillespie à Grey. Demande une entrevue.

450

15 décembre.

Stephen à Strangways. A reçu la communication du gouverneur de la Cie de la baie d'Hudson, laquelle lettre a été transmise par le ministère des Affaires Etrangères et a trait à une bande d'aventuriers. Leur conduite ne lui fait appréhender aucun danger pour les intérêts britanniques, mais Glenelg transmettra copies des documents au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada.

95

Inclus. Pelly à Palmerston. Décrit la formation et les vues de la bande des aventuriers, dont le but avoué est de s'unir aux gens du Texas contre ceux du Mexique.

100

Simpson à Pelly. Transmet renseignements sur les actes de la bande des aventuriers, dirigés par un homme qui se donne le titre de "général Dickson."

105

Extrait de l'*Advertiser* de Détroit, lequel signale la saisie d'un vaisseau qu'on soupçonnait fort d'avoir pratiqué la piraterie. Le vaisseau était commandé par un chef qui se donnait le titre de "général Dickson".

111

DOC. DE LA SESSION No. 18

1 836

- George Simpson à John McDonell. Envoie lettres à remettre à McLoughlin et à McLeod, qui se sont joints inconsidérément à la troupe dirigée par Dickson. Page 114
- Lettres adressées par Simpson à McLoughlin et à McLeod pour les engager, à quitter la troupe de Dickson. 115, 117
- John McDonell à George Simpson. Rapport sur vaisseau et sur Dickson, commandant des aventuriers. 118
- Nourse à Siveright. Raconte l'arrivée des aventuriers au Saut-Sainte-Marie. 121
- Liste des chefs. La lettre dit : " Ils se classifient comme suit, selon le rang qu'il se sont eux-mêmes donné : " 124
- " Le général Dickson,
" Les majors McLeod
 et McLoughlin,
" Les capitaines McLeod,
 McBean,
 Hays,
 Green. " } Métis.
- " Trois sous-chefs, un guide et trois voyageurs, ce qui forme en tout 14 " personnes."
- Autres lettres sur ce sujet. 126
- 16 décembre, Londres. Campbell à Stephen. Le comité de la Société de propagation de l'Évangile a reçu de Gosford copies de lettres de la part des révérends MM. Leeds et Abbott relativement à la réduction du traitement des missionnaires de la société. Contredit l'état de ces deux pasteurs quant aux sommes promises. La société s'est engagée à affecter une somme n'excédant pas £10,285 par an au paiement du traitement des missionnaires des différentes provinces. Comment se sont faits les paiements aux missionnaires. La société exprime ses regrets au sujet des désagréments causés par la réduction, mais elle n'approuve pas qu'il soit fait aucune allusion aux traitements des évêques, des archidiacres et des titulaires des paroisses de ville. 550
- 17 décembre, Londres. Smith à Stephen. Aucun employé du nom de James Sayers ne travaille pour la Compagnie de la Baie-d'Hudson. On a déjà fait cette communication à Catherine Sayers. 508
- Inclus.* Lettre de Smith à Catherine Sayers pour lui dire qu'on ne trouve aucune personne qui réponde au nom de John Sayers (James dans la lettre précédente). 509
- 20 décembre, Amiraute. Barrow à Stephen. Transmet à Glenelg avis qu'on a nommé Henry Black juge de la cour de vice-amiraute aux lieu et place de Primrose, qui a démissionné. 31
- 22 décembre, Ministère de la Guerre. Sullivan à Stephen. Reçu de M. P. Voyer une lettre qui n'affecte aucunement la décision première de Howick. 277
- 27 décembre. Anonyme à Gosford. On a nommé Henry Black juge de la cour de vice-amiraute aux lieu et place de Primrose, qui n'a pas accepté la dignité. 32
- 28 décembre. Anonyme au même. Il n'y a rien dans la dernière de Voyer qui puisse modifier la décision de Howick. 280
- 29 décembre, Londres. Pressly à Stephen. Envoie lettre à remettre à Gipps. 555
- 30 décembre. Anonyme à Head. Transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères au sujet d'une troupe d'aventuriers conduits par un homme qui se donne le titre de "général Dickson". Ne redoute aucun danger de la part de ces individus, mais ils peuvent essayer de se mêler aux sauvages établis dans les régions plus reculées du Haut-Canada. Prévenir les fonctionnaires du département des Affaires des sauvages. 98
- Pas de date. Anonyme à Campbell. Glenelg a reçu lettre comportant plaintes de Leeds et d'Abbott, et il exprime l'opinion que la société a fait preuve de son même esprit de justice et de sollicitude touchant les grands intérêts qu'elle a entrepris de favoriser. 554

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

Anonyme à Bruyères. Réfère à la lettre du 17 et à la réponse du 30 juillet, et fait savoir que Glenelg a reçu de Gosford un rapport où il est établi que l'arpentage intérieur devrait être à la charge du gouvernement. Comme cette pratique serait contraire à l'usage, Glenelg refuse d'en prendre la responsabilité. Page 334

Lettre anonyme et non datée à———. Spearman a soumis à Glenelg sa lettre du 8 mars 1836, relativement à la papeterie destinée aux bureaux publics du Bas-Canada, mais, vu l'état de la province, Glenelg ne croit pas maintenant à propos d'ordonner de rembourser le montant. Comme le parlement vient de voter une somme destinée à solder les arrérages, ne pourrait-on pas acquitter cette obligation à même cette somme votée? 198

DIVERS, 1836.

Q. 231-1-2-3.

(La partie 1 est paginée de 1 à 193; la partie 2 de la page 194 à 406; la partie 3 de la page 407 à 601.)

1834.
25 février,
Whitehall.

Copie imprimée des minutes de la Trésorerie au sujet des réclamations de la part de certains Français. Page 333

1835.
20 juin,
New York.

James Buchanan à Glenelg. Lettre incluse dans Buchanan à Glenelg 28 mai 1836.

1836.
5 janvier,
Cornwall.

Aylmer au même. A reçu réponse. Le sujet dont traite le mémoire ayant nécessité une délibération peu ordinaire, il doit sans doute considérer la décision comme finale, en autant qu'il (Glenelg) est concerné. Il désire donner des explications, et, quelles que soient les raisons qui ont motivé son rappel, il n'a jamais supposé qu'il ait eu pour cause certains doutes entretenus sur la droiture de ses actions. Il critique la lettre de Glenelg, dans laquelle il démontre qu'on eût surmonté les difficultés dont parle Glenelg si on s'en était rapporté à ses recommandations. Il commente les actes de l'Assemblée, etc. 32

12 janvier,
Southampton.

Mountain à Glenelg. L'archevêque de Canterbury désire être sacré le 14 février, le jour même du sacre de l'archidiaque Broughton. Recommande de commencer sans délai les préparatifs nécessaires. Ignorait qu'on avait soumis son nom au roi. L'archevêque de Canterbury croit qu'il lui serait préférable de prendre le titre de lord-évêque de Montréal. A la mort du lord-évêque de Québec, on pourrait unir les deux titres, et le nouvel évêque porterait le nom d'évêque de Québec et de Montréal. 431

13 janvier,
Québec.

Craig à Hayne. Lui donne instruction d'avoir à arpenter pour la Cie de terres Anglo-Américaine. 300

13 janvier,
New York.

Buchanan à Grey. A transmis les dépêches de Gosford. Head est arrivé, et part le matin même pour le Haut-Canada. 87

14 janvier,
Southampton.

Mountain à Glenelg. A reçu lettre du 8. Le remercie de lui avoir fait connaître son intention de soumettre au roi son nom (de Mountain) pour qu'on le nomme suffragant de l'évêque de Québec, et de lui avoir dit qu'il transmettrait aux commissaires des représentations au sujet des réserves du clergé. Ses doutes quant à la convenance d'adresser directement aux commissaires son plan relatif aux fonds destinés à l'Eglise anglicane en Canada. 434

14 janvier,
New York.

Buchanan à Grey. A transmis dépêches. Vu le retard causé par les tempêtes de neige et par l'état de surexcitation qui existe en Canada, il suggère, quand on voudra expédier des dépêches, de les confier à un messager spécial. 88

DOC. DE LA SESSION No. 18

	1836.		
	16 janvier,	Baring Frères au même. Ont transmis dépêches à Buchanan, consul à	
	Liverpool.	New-York.	Page 89
	18 janvier,	Mountain à Grey. Envoie les documents qu'il (Grey) désire voir.	436
	Londres.	Aylmer à Glenelg. Ecrit au sujet de l'imputation qu'il s'était mépris sur	
	19 janvier,	le sens des expressions de Glenelg, lequel explique qu'il n'a jamais eu l'intention de laisser entendre qu'Aberdeen se proposait de l'éloigner du gouvernement du Canada, et qu'il avait soigneusement évité de se servir d'expressions qui auraient nui à son retour, quand les fonctions d'Amherst prendraient fin. Il n'appert pas en vertu de quelle autorité il a dû quitter le Bas-Canada, soit de son propre chef, soit par un arrêté du secrétaire d'Etat. Il a senti que son allusion (de Glenelg) à la dépêche d'Aberdeen le touchait de très près. (Aylmer).	43
	19 janvier,	Spring Rice à ———. Reçu lettre du 17. Il n'y a aucun changement dans l'opinion qu'on a à son sujet, mais le ministre des Finances, dont on a modifié la fonction officielle, n'a plus l'occasion de faire connaître ses vues. Lui recommande de s'adresser à lord John Russell.	581
	Downing Street.		
	20 janvier,	Skene à Glenelg. Demande compensation pour les pertes subies par son père au cours de la guerre de la révolution américaine.	540
	Durham.	Plan d'une roue à aubes brevetée appartenant à Skene.	541
	21 janvier,	Mountain à Grey. Avait oublié de dire que l'archevêque de Canterbury désirait consulter les conseillers en loi de la Couronne au sujet des arrangements ecclésiastiques, lorsque ceux-ci auraient transmis leur opinion sur la question relative à la nomination d'un suffragant de l'évêque de Québec. Fait savoir que ce dernier désire voir diviser immédiatement le diocèse.	437
	Southampton.	Mémoire de James Birnie au sujet d'une concession de terre faite à James McDonald, dont il est l'héritier légal.	92
	22 janvier,	Pearl à A. C. Buchanan. Lettre incluse dans A. C. Buchanan à Grey,	
	Liverpool.	28 janvier 1836.	
	23 janvier,	Birnie à Glenelg. Vu la perte de ses biens, il désirerait se rendre au Canada s'il pouvait obtenir une concession de terre, dont les revenus, joints à ceux de sa profession, lui permettraient de faire vivre sa famille.	90
	Liverpool.	Bannister à ———. S'en va au Canada et fait l'offre de ses services pour s'enquérir de l'état des affaires des sauvages et pour trouver le moyen d'y remédier. Ses aptitudes pour faire ce travail.	97
	23 janvier,	Brophy au secrétaire colonial. Envoie lettre pour qu'on la transmette au gouverneur.	100
	Liverpool.	Sinclair à Glenelg. Signale les services rendus par son père, la perte de ses terres sur la rivière aux Pins, ses propres services et ceux rendus par son frère. Demande rémunération pour les pertes subies par son père.	543
	24 janvier,	A. C. Buchanan à Grey. Recommande de nouveau de placer un phare flottant à l'extrémité ouest de Green-Bank et un autre sur l'île Saint-Paul. Autres précautions à prendre pour la sûreté des émigrants. A trouvé le moyen de secourir les paysans qui sont sans ouvrage et qui meurent de faim dans le sud et l'ouest de l'Irlande.	101
	Paris.	P. S. Demande à Grey de lire la lettre incluse qu'il a reçue il y a quelques jours.	105
	35 janvier,	<i>Inclus.</i> Pearl à A. C. Buchanan. Fait connaître ce qu'il a appris en sa qualité de lieutenant d'un vaisseau de guerre sur la côte de Terre-Neuve, et il approuve son projet d'installer un phare flottant et un feu.	106
	Baltinglass.	Galt à Glenelg. Signale l'insuccès des commissaires du Canada et la cause de cet insuccès. Différence de tempérament entre le peuple britannique et le peuple canadien-français.	257
	27 janvier,	Mountain à Grey. Les lettres patentes seront prêtes à être sanctionnées	439
	Lybster.	lundi (1 ^{er} février).	
	28 janvier,	Roebuck à Glenelg. Transmet copie des résolutions de la Chambre d'Assemblée pour prouver qu'il n'a pas parlé à tort. La Chambre est contente de Gosford.	523
	Londres.		
	30 janvier,		
	Londres.		
	4 février,		
	Londres.		

1836. *Inclus.* Résolutions de la Chambre d'Assemblée à l'appui des avancés de Roebuck. Page 525
- 8 février, New York. James Buchanan à Glenelg. Offre ses services en qualité d'arbitre au cas où il y aurait désaccord relativement à la part payable au Haut-Canada sur les droits perçus dans le Bas-Canada. 108
- 12 février, Jersey. Ellison à ——. Demande du délai pour prendre possession de la concession de terre qu'on lui a faite en sa qualité de colon militaire, et il donne les raisons qui l'empêchent de remplir ses obligations. 235
- 16 février, Québec. Anonyme à Glenelg. Un loyal sujet britannique demande à Glenelg de prendre connaissance de deux lettres qui décrivent la vraie condition des habitants de langue anglaise qui demeurent dans les Canadas, et dont le sort ne tient qu'à un fil. 5
- Inclus.* Lettres troisième et quatrième, dans lesquelles on traite de l'état des deux Canadas, et signées N. N. 6, 9
- 17 février, Edimbourg. Hew Ramsay à Grey. Envoie mémoire à soumettre à Glenelg. Si le sujet dont on se plaint n'est pas dans les attributions de Glenelg, demande de faire parvenir le mémoire aux autorités compétentes. 493
- Inclus.* Mémoire dans lequel on demande à continuer d'importer par voie des Etats-Unis des œuvres de propriété littéraire. 494
- 18 février, Hollybrook. Mémoire de John Condron. Il a servi en Canada dans le 89^e d'infanterie et a été licencié sans obtenir de pension. Demande un passage gratuit pour le Canada et une concession de terre. 197
- Inclus.* Certificat du lieutenant-colonel Clifford en faveur de John Condron. 198
- 22 février, Downing. Anonyme à Ellison. En raison du motif qui l'empêche de prendre possession au temps fixé de sa concession, Glenelg lui accorde une extension jusqu'au 1^{er} juin 1837. 238
- 22 février, Londres. Cox et C^{ie} à Hay. Demandent renseignements sur les appointements temporaires de Hayne, afin qu'il puisse faire les démarches nécessaires pour obtenir sa demi-solde. 195
- Inclus.* Hayne à Cox et C^{ie}. Veut avoir renseignements du bureau colonial touchant la nature de son emploi temporaire afin de pouvoir obtenir sa demi-solde. 196
- 29 février, Londres. Saint-André à Grey. La famille d'un Français, instituteur à Saint-Cyprien, Montréal, désire avoir de ses nouvelles, n'en ayant pas reçu de lui depuis 1826. On fait la même demande au sujet d'Auber, un autre Français, dont on n'a pas entendu parler depuis deux ans. 3
- 29 février, Liverpool. Baring Frères au même. Ont transmis dépêche à l'adresse de Buchanan, consul à New-York. 109
- 8 mars, Londres. Molloy à ——. Demande des secours pour finir la construction d'un asile d'orphelins destiné aux émigrants et pour terminer l'église catholique Saint-Patrice, Québec. 408
- 13 mars, Roehampton. Lyon à Grey. Il lui est important de savoir quel montant il recevra pour ses dépenses de table, etc., à part son traitement de lieutenant général. Le coût des préparatifs à faire pour aller vivre sous un tel climat fait de cette question un sujet de la plus haute considération. Désire aussi savoir si on lui allouera une maison pour son domicile, ou quelle allocation on lui accordera à la place. Il croit qu'il aura à sa disposition la maison de Sorel pour demeure. Jusqu'à quel point sera-t-il soumis aux Chambres d'Assemblée du Bas et du Haut-Canada? 345
- 21 mars, Québec. Le lord-évêque de Québec à Glenelg. Sa satisfaction de voir l'archidiacre de Québec accepter la dignité d'évêque suffragant. 489
- 24 mars, New-York. James Buchanan à Grey. Sa connaissance parfaite des deux provinces du Canada et des principaux hommes. Changement politique nécessaire pour mettre fin aux mécontentements. Ses recommandations à ce sujet. 110

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
25 mars,
Londres. Aylmer à Hayne. S'il avait continué son administration dans le Bas-Canada, il lui eût accordé \$4 par jour pour ses dépenses de voyage et autres, lorsqu'il se serait absenté du siège du gouvernement pour les intérêts de la Couronne ; et ce, indépendamment de ses appointements annuels de £200 qui lui étaient déjà assignés. Page 298
- 28 mars,
Québec. Tracy Thomas à Glenelg. Envoie deux gazettes ; à lire les articles marqués à l'encre rouge. On a recommencé à s'ameuter samedi. Espère transmettre un compte rendu publié dans la *Gazette* du soir. Est obligé de se faire protéger par les soldats depuis le refus de l'Assemblée de voter le traitement des présidents des sessions trimestrielles. Il n'y aura plus de paix tant que la police ne sera pas organisée. L'élection est terminée, mais les troubles continuent. La résistance seule vaincra l'Assemblée. Quels que soient les autres moyens qu'on emploiera, il devrait y avoir une police organisée et payée. L'Assemblée gouverne tout, et est gouvernée par ses membres les plus dangereux. 564
- 28 mars,
Downing
Street. Anonyme à Lyon. Le renvoi au secrétaire de la Guerre, qui lui donnera une réponse à la question relative aux dépenses accessoires. Le gouvernement ne pourra lui fournir une maison à Québec, et il sera impossible de mettre celle de Sorel à sa disposition. Quant à sa position à l'égard de l'Assemblée, il devra se faire un devoir de se conformer à toute sommation régulière d'avoir à comparaître ou de transmettre renseignements. 347
- 31 mars,
Liverpool. Baring Frères à Stephen. Ont envoyé dépêche à Buchanan, consul à New-York. 115
- mars,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. Envoie copies d'un mémoire et d'une lettre reçus de M. Molloy, lequel demande des secours pour terminer un asile d'orphelins destiné aux émigrants et l'église catholique romaine Saint-Patrice, Québec. A informé Molloy qu'on recommandera d'accorder sa demande. 409
- 4 avril,
Northampton. Hayne à Glenelg. A reçu son congé et se présente, car Gosford lui a dit qu'on tiendrait probablement à avoir de lui de plus amples renseignements sur les empiétements du New-Hampshire, car il vient d'être employé à faire l'arpentage du district. Aylmer lui avait laissé entendre qu'il serait rétribué pour avoir exercé la surintendance de l'arpentage des terres à céder à la Cie de terres Anglo-Américaine et il s'était adressé à Gosford pour avoir une allocation spéciale à raison de son emploi, mais ce dernier n'avait pu rien faire que lui suggérer de s'adresser à Aylmer, lequel, dans la réponse qu'il avait donnée à sa demande, avait mentionné la somme qu'il lui eût déterminée, fût-il resté en fonctions. Il espère qu'on lui accordera un montant fixe. 293
- 4 avril,
Québec. Tracy Thomas à Glenelg. Signale ce qu'il croit avoir été des erreurs commises au temps de la conquête. Considère comme une de ces erreurs d'avoir autorisé l'usage de la langue française à la législature, et argumente au long pour se donner raison. Comment faire le choix de l'homme supérieurement qualifié, qu'il soit Français ou Anglais. Incapacité de Papineau et de ses suivants de se maintenir au pouvoir. 567
- 6 avril,
Londres. Medley à ———. Transmet copie d'une lettre et demande réponse. Importance de la question. Si le gouvernement ne prend pas l'affaire en main, des capitalistes new-yorkais vont s'en emparer et on va perdre le contrôle naturel qu'on aurait pu avoir sur les deux Canadas. 204
- Inclus. Medley à Spring Rice. Les connaissances pratiques (de Rice) des bienfaits d'un système de banque dans un pays. Profits considérables occasionnés par l'établissement de la Banque provinciale d'Irlande. S'adresse à lui pour qu'il contribue à l'établissement d'une banque semblable dans l'Amérique Britannique du Nord. 205
- 9 avril,
Southampton. Parkin à Glenelg. Connaît les différents gouverneurs du Canada et est parfaitement renseigné sur l'état de ce dernier. Envoie projet détaillé au sujet de la pacification du Bas et du Haut-Canada. 479

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
13 avril,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. Lui demande de prendre en considération les documents concernant Hayne ainsi que le rapport, et de s'assurer si Hayne a droit à une allocation, et si oui, quelle peut être cette allocation additionnelle relativement à l'arpentage des concessions faites à la Cie de terres Anglo-Américaine. Page 302
- 14 avril,
Glasgow. Morris à Glenelg. Attire l'attention sur les états fournis par Maria Monk, dont il faudra s'assurer de l'exactitude ou de la fausseté. 410
- 14 avril,
Londres. Mémoire de Campbell de la part des associés d'une banque par actions qu'on se propose d'établir en Canada, et demande d'une charte de constitution en corporation. 199
- 15 avril,
Londres. Amherst à Glenelg. Transmet lettre adressée par Murdoch, employé de son bureau (de Glenelg), et accompagnée d'un état des sommes perçues et déboursées par lui en qualité de haut-commissaire du Canada. Observations sur chaque item, tous numérotés. 14
- 15 avril,
Rawdon. Griffith au secrétaire colonial. Envoie pétition de la part des pensionnaires du 3ème bataillon de la milice de l'Assomption qui ont commué leurs pensions et qui étaient sous ses ordres. Ils sont fixés dans les montagnes de Rawdon, qu'il leur est impossible de cultiver, et même de défricher, car ils sont tous blessés et infirmes. 264
- 19 avril,
Londres. Bliss à Glenelg. Les marchands de Montréal sont à préparer une pétition dans laquelle ils vont demander au roi de désavouer la loi ayant pour but de réglementer les élections, car elle a pour effet de priver tout marchand anglais de ses droits d'électeur. 116
- 19 avril,
Londres. Roebuck à Grey. Transmet avis de son intention de poser certaines questions au sujet de documents provenant du Canada. 535
- 20 avril. Anonyme à——(sir Robert Campbell). Glenelg ne pense pas que le gouvernement puisse sans délibérer beaucoup accorder une charte à la compagnie qu'on a en vue de former (*voir* page 199). 208
- 23 avril,
Londres. Macgregor à Grey. Envoie des notes au sujet de la condition présente du Canada et du système mis en opération par Roebuck. 413
- 25 avril,
Liverpool. Baring Frères à Stephen. Transmettent dépêche à Buchanan, consul à New-York. 118
- 27 avril,
St. Albans. W. D. Ryland. Signale les services publics rendus par son père durant 56 ans. Il désirerait maintenant résigner ses fonctions en faveur de son fils, George Herman Ryland, qui peut remplir la charge avec toute la compétence voulue. 497
- Inclus* Certificats relatifs aux services publics de Herman W. Ryland. 500 à 512
- avril,
Downing
Street. Anonyme à Amherst. A reçu le rapport de Murdoch. Le compte rendu de Sa Seigneurie relativement à la dépense de £1,000 est satisfaisant, et il est déchargé de toute autre responsabilité à ce sujet. 17
- 2 mai,
Londres. Aylmer à Glenelg. On a clos la session de l'Assemblée législative du Bas-Canada sans voter aucune somme pour payer les arrérages du traitement et les allocations dus aux fonctionnaires publics. Attire l'attention sur le montant qui lui est dû ainsi qu'à son secrétaire civil. Ne veut rien arguer de nouveau pour prouver sa réclamation, mais lui rappelle (à Glenelg) que lors de son entrée en fonctions, on lui avait assuré le paiement exact de son traitement et de ses allocations. 45
- 3 mai. Anonyme à Aylmer. Il a reçu sa lettre comportant demande de paiement d'arrérages. Il soumettra sans délai cette demande à ses collègues. 47
- 7 mai,
New-York. J. C. Buchanan (consul) à Stephen. Sur l'ordre de Glenelg, a transmis dépêches à Gosford et à Head. 119
- 9 mai,
Londres. Hobart à Grey. Son fils a-t-il droit à une concession de terre? Fait connaître les circonstances de sa vie. 306
- 10 mai,
Londres. Fresfield et Fils à Glenelg. La Cie du Canada leur a demandé d'attirer l'attention sur l'aperçu d'un projet pour étendre de façon absolument sûre leur circulation aux deux Canadas, et les directeurs désirent que le public

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- reconnaisse que c'est répondre aux besoins du Canada que d'établir une banque disposant d'un capital suffisant et administrée par des personnes intéressées à la prospérité du Canada. Page 245
- Inclus.* État en faveur de la Cie du Canada transmis à l'appui de leur demande de pouvoirs additionnels. 247
- 14 mai, New-York. J. C. Buchanan à Stephen. A transmis dépêche à Gosford. Comme il attend Colborne et sa famille le 20 courant, il lui remettra sa dépêche à New-York. 120
- 16 mai, Liverpool. Baring Frères à Grey. Ont transmis dépêche à Buchanan, consul à New-York. 121
- 17 mai, Londres. St. André à Grey. Demande des renseignements sur certains biens laissés par Desrue à Montréal. Le seul point à noter est le suivant que je traduis du français : "La succession du sieur Desrue s'est ouverte à Montréal (Canada). Existe-t-il un testament, et quel est l'état actuel de la succession ?" 19
- 19 mai, Downing Street. Anonyme à Gosford. Il envoie documents concernant Ryland, et il désire avoir son rapport sur sa demande de permission de résigner son emploi en faveur de son fils. 513
- 20 mai. Almeyn à Glenelg. Demande à succéder à A. C. Buchanan en qualité d'agent d'émigration. 21
- 23 mai, Liverpool. Baring Frères à Stephen. Ont transmis dépêche au consul résident à New-York. 122
- 23 mai, New-York. James Buchanan (consul) à Stephen. La dépêche à l'adresse de Colborne lui fut remise à son arrivée. Il contremanda son billet de passage et retourna au Canada. On peut gagner deux jours en se servant d'un messenger spécial entre New-York et le Haut-Canada, et trente heures entre New-York et Montréal. 123
- 24 mai, Horkesley Park. Le lord-évêque de Montréal à Glenelg. Envoie memorandum de la part de Bethune au sujet de la réponse qu'on lui a adressée sur sa demande d'une augmentation de l'allocation qu'on lui a promise. Si on n'a point de fonds pour lui payer ce qu'il demande, il suggère qu'on lui concède des terrains incultes. 461
- La lettre est datée du 24 juin, mais dans la réponse datée du 1^{er} juin, on accuse réception de la lettre du 14 du mois dernier, c'est-à-dire de mai.
- 25 mai, Downing Street. Anonyme à Gosford. Transmet lettre de la part du consul français, dans laquelle ce dernier demande renseignements sur biens laissés par Desrue, de Montréal. 20
- 25 mai, Londres. Mountain à Glenelg se prépare à faire la traversée en juillet. Demande qu'on lui procure passage pour lui et sa famille. 441
- 26 mai, Londres. Le lord-évêque de Montréal au même. Demande à habiter gratuitement à Québec une maison du gouvernement, ou à ne payer qu'un loyer modéré et fixe. Toutes les maisons du gouvernement qu'il connaît à Québec sont sous le contrôle de l'Artillerie. Ne fait pas la demande pour la maison qu'il a en vue, car deux commandants des officiers royaux du Génie l'ont occupée successivement. Si sa demande se trouvait en contradiction avec les droits du prochain officier du Génie, il lui faudrait la retirer ou laisser à l'officier le choix de cette maison, qui est réservée au commandant des officiers du Génie. 447
- 26 mai, Londres. Le lord-évêque de Montréal à———. Désire savoir si la colonie de la rivière Rouge ou autres établissements de la Compagnie de la Baie-d'Hudson seront soumis à sa juridiction d'évêque de Montréal. 445
- 28 mai, Londres. Oddie, Forster et Lumley à Glenelg. Désirent savoir si on en est venu à une décision relativement à une rémunération des services de David Douglass, car on a demandé à l'administrateur de faire des paiements, et les peaux et autres produits naturels se sont vendus pour £60 seulement. 471

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
28 mai,
New-York. James Buchanan à Glenelg. Arrivée à New-York de 15,825 émigrants anglais; à Québec, il est arrivé 63 bateaux sur lest, et six bâtiments ayant 664 émigrants à leur bord. Renouvelle sa demande d'une plus forte rémunération, vu le surcroît de besogne, car New-York est devenu le port par excellence des émigrants qui se dirigent vers le Canada. A retenu les services d'un autre commis, et demande au gouvernement de lui payer ses appointements à même le produit de la vente des terres dans le Haut-Canada. Page 125
- Inclus.* Copie de la lettre de Buchanan, qui demande une augmentation de son traitement. 127
- 25 mai,
Londres. Le lord-évêque de Montréal à Glenelg. Désire savoir si on le nommera au conseil en sa qualité d'évêque de Montréal. Si, au cours de l'excitation politique, quelqu'un abandonnait son droit à un siège, l'Eglise anglicane aurait bien le droit de se faire représenter au conseil, mais il ne sollicite pas cette faveur pour le présent. Si on le nommait, il suivrait l'exemple de l'évêque de Québec, et il éviterait de se mêler de politique. 450
- 30 mai,
New-York. James Buchanan à Spring Rice (personnelle et confidentielle). Lettre incluse dans Buchanan à Stephen, juin 1836.
- 1er juin,
Downing
Street. Anonyme au lord-évêque de Montréal. Regrette de ne pouvoir accéder à la proposition d'accorder des terres de la Couronne à Béthune pour les raisons qu'il donne. 465
- 1er juin,
Liverpool. Baring Frères à Grey. Ont transmis dépêche à Buchanan, consul à New-York. 130
- 1er juin,
New-York. James Buchanan à Stephen. Transmet documents relatifs aux Canadas, sachant combien il (Stephen) saura les apprécier à leur juste valeur. 131
- Inclus.* Buchanan à Spring Rice. A suggéré d'envoyer lord Killene au Canada. Insuccès de Gosford. On devrait demander au clergé de s'adresser au peuple et de maîtriser Papineau. Ses services (de Buchanan) relativement au Canada. Il recommande fortement que justice soit faite, mais qu'on ne fasse pas de concessions. Ses intérêts au Canada, où sont établis ses nombreux enfants. Ses efforts pour rétablir la paix dans une partie importante de l'empire. 132
- 1er juin,
Dublin. Hill à Hay. Constate qu'une lettre affranchie est arrivée des Etats-Unis à l'adresse de Catherine Hunt, mais on l'a envoyée au bureau de poste de Londres. Il y a avis d'un mandat de £4 payable à la dite personne, et il est à supposer que la lettre contient ce mandat. Demande de la renvoyer au plus tôt. 308
- 3 juin,
Glasgow. Crombie au secrétaire des Affaires Etrangères. Ecrit pour Alexander Leake, un pauvre homme qui ne peut payer les frais de ses avocats Il est devenu héritier de Robert Lake ou Leake, commissaire général de l'Amérique du Nord. 209
- 9 juin. Anonyme à Roebuck. Glenelg ne croit pas qu'il soit désirable d'entrer en discussion, mais il désire attirer l'attention sur le fait que, lors de la dernière réunion des membres de la Législature, on ne pouvait prévoir que l'on enverrait un commissaire. C'est pourquoi il ne peut s'en rapporter à l'opinion de Roebuck relativement aux sentiments de l'Assemblée sur le sujet.
- 9 juin. Anonyme à Aylmer. On a transmis à Gosford des ordres de se servir des réserves de la Couronne qui pourraient être mises à sa disposition pour régler les arrérages qui lui sont dus ainsi qu'à Craig. 48
- 9 juin,
Downing
Street. Anonyme à l'évêque de Montréal. Regrette qu'il ne soit pas en son pouvoir de lui accorder suivant sa demande un passage gratuit jusqu'à Québec pour lui et sa famille; il consultera l'Artillerie pour ce qui est de son autre demande. 443
- 9 juin. Anonyme au même. Le territoire de la Cie de la Baie-d'Hudson ne tombe pas sous la juridiction ecclésiastique de l'évêque de Québec. 446
- 9 juin. Anonyme au même. Son abstention de faire valoir immédiatement sa revendication d'un siège dans l'un des Conseils; on ne permettra pas qu'il

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- en subisse aucun préjudice à l'avenir. Cette acceptation de la dignité d'évêque de Montréal comportait la promesse qu'au cas de survie, il succéderait à l'évêque de Québec, mais le gouvernement s'est engagé envers le parlement à ne pas demander de continuer le traitement attaché à cette fonction. Page 452
- 10 juin, Temple. Bliss à Glenelg. On lui a transmis, pour qu'il la dépose au pied du trône, une pétition dans laquelle on s'oppose à un changement dans le tarif sur le bois de charpente. Les raisons sur lesquelles s'appuie la demande contenue dans la pétition sont tirées des avantages que cela pourrait avoir pour le commerce du Canada. Importance du sujet qui avait été mis en discussion. 136
- 11 mai, Londres. *Inclus.* Pétition, Aylmer à Grey. Désire savoir si l'article paru dans le *Morning Post* est un exposé fidèle de ce qu'il (Grey) a dit au sujet de Head. 139
- 12 juin, Londres. Oddie, Forster et Lumley à Glenelg. Les manuscrits et les instruments ont été délivrés au bureau colonial; les instruments appartenaient à ce bureau et on doit procéder à l'évaluation des manuscrits. Douglass ne possédait rien autre chose; il appert, au contraire, qu'il était endetté envers la société d'horticulture. Il était à l'emploi du bureau colonial, lequel devait fixer sa rémunération. 473
- 12 juin, Londres. Aylmer à Grey. Le remercie de sa diligence. Lorsqu'il (Aylmer) a écrit, il n'avait pas en mains le billet de Glenelg; autrement, il ne l'eût pas dérangé. 52
- 14 juin, New-York. James Buchanan à Stephen. A reçu et a transmis dépêches à Gosford et à Head. 143
- 18 juin, Londres. Pearce à Grey. A reçu billet de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord, et le présentera au comité avec les changements qu'on avait requis. Il a profité de la recommandation de Grey concernant le ministre des Finances. 487
- 18 juin, Trois-Rivières. Chisholm à Glenelg. Fait connaître sa cause pour en faciliter la décision, avant qu'on la soumette au roi. 210
- 18 juin, Blunham. Le lord-évêque de Montréal attire de nouveau l'attention sur le cas de Burrage, directeur de l'École royale supérieure de Québec. On a porté la chose devant le parlement provincial du Bas-Canada, mais il n'y a rien à espérer de ce chef. Raconte les circonstances de la nomination et il demande instamment qu'on lui permette de prendre sa retraite. 454
- 20 juin, Londres. Aylmer à Glenelg. A reçu avis que le gouvernement consentira à produire ses dépêches sur motion présentée pour demander cette production. Lord Elrington présentera la motion. Comme on n'a point transmis à l'Assemblée le quatrième rapport concernant les griefs, il ne pourra en être question dans sa pétition. 53
- 20 juin, Downing Street. Anonyme à Gosford. Reçu pétition de la part des pensionnaires du 3^{me} bataillon de la milice de l'Assomption, qui ont fait commuer leurs pensions, et il fera savoir à Griffiths que cette pétition a été renvoyée au ministère de la Guerre. 265
- 20 juin, Londres. Kerr à Grey. Le gouverneur du Bas-Canada a refusé d'émettre un mandat pour lui payer son traitement. Demande la permission de le recevoir à Londres. 342
- 20 juin, Downing Street. Hay à Oddie, Forster et Lumley. Reçu leur lettre. On fera les démarches nécessaires pour s'assurer de la valeur des documents qu'a laissés David Douglass. 474
- 20 juin. Anonymes aux mêmes. On a soumis les documents de David Douglass à l'Amirauté et à la Société royale pour qu'elles voient si le gouvernement serait justifiable d'accorder une gratification à ses représentants. Ses amis croient qu'on rendrait toute justice à sa mémoire en érigeant une inscription commémorative quelconque, soit au lieu de sa naissance en Ecosse, ou sur son tombeau à Owwhyhee. 476

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
21 juin,
Downing
Street. Anonyme à Aylmer. Lui expose le plan adopté par Gosford pour payer les arrérages dus aux fonctionnaires publics. On lui a réparti la somme de £2,250 (à Aylmer) et celle de £250 à Craig, ce qui n'affecte pas les instructions transmises à Gosford. Page 49
- 30 juin,
Londres. Aylmer à Glenelg. Il regrette qu'au lieu de se faire payer ses arrérages en Grande-Bretagne, il lui faille s'adresser au gouvernement local du Canada, dont les maigres fonds sont grevés de très fortes charges. Etant gouverneur, il ne se sentait pas à l'aise pour réclamer ce qui lui était dû, lorsque tant de fonctionnaires publics ne recevaient pas non plus leurs appointements, mais aujourd'hui qu'il n'est plus gouverneur, il considère qu'on doit lui payer ses arrérages avec intérêt. 55
- 30 juin,
Downing
Street. Anonyme au lord-évêque de Montréal. On ne peut accorder d'allocation à M. Burrage, et il ne peut être promu à aucune fonction dans l'Eglise anglicane. 460
- 4 juillet,
Chalford. Strachey à Grey. Envoie lettre à remettre à Gosford. 553
- 6 juillet,
Londres. Gibson au même. Transmet mémoire et demande qu'on lui accorde une audience sous peu. 266
- Inclus.* Mémoire au sujet de l'amélioration des terres incultes des colonies, et emploi du surplus de la population. 267
- 7 juillet,
Québec. Cochran à Stephen. Attire l'attention sur l'abolition projetée de la charge d'auditeur des patentes de terres sans rétribution à l'auditeur. Envoie mémoire. 217
- Mémoire inclus dans la dépêche de Gosford, 28 juillet 1836, au volume 228, où se trouve aussi une lettre à Walcott.
- 9 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Gosford. Le commandant Alleyn a fait demande de la charge de Buchanan. Comme cette charge n'est point vacante, on ne peut prendre cette demande en considération. On aurait dû lui transmettre (à Glenelg) ses lettres par l'intermédiaire de Gosford. 23
- 16 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Aylmer. Regrette qu'il ne soit pas satisfait du mode de paiement des arrérages, mais il n'y a point en Angleterre de fonds disponibles pour payer soit les arrérages, soit les intérêts. Gosford a reçu instructions de voir au paiement complet de sa réclamation et de celle de Craig. 59
- 16 juillet,
Londres. Holmes à Glenelg. On lui avait confié le soin de voir à l'établissement d'une école normale dans chacune des villes de Québec et de Montréal. Il demande des lettres de recommandation pour le continent afin d'obtenir des renseignements, et il désire les avoir le plus tôt possible. Les collèges de Nicolet, de Québec, de Saint-Hyacinthe et de Sainte-Anne l'ont chargé de faire l'achat de livres et d'appareils de différentes sortes. Ils veulent qu'on leur fasse remise des droits sur ces importations. La trésorerie a transmis aux Douanes la demande de cette remise des droits impériaux, pour savoir si on peut légalement l'accorder. Il a confiance qu'on concédera aisément cette faveur, car il y a de nombreux précédents. Le sénaire de Québec a envoyé une pétition au sujet de biens confisqués par les Français durant la révolution. Les commissaires exigent de plus amples renseignements avant d'accorder une réduction. 309
- Inclus.* Annexe A. (Confidentielle.) Le révérend John Holmes représente les écoles normales de Québec et de Montréal. 317
- 21 juillet,
Londres. Ball à Glenelg. Avait apporté des dépêches qui lui ont coûté plus qu'il ne peut payer à cause de la retenue des subsides dans le Haut-Canada. Demande rémunération et veut être nommé porteur officiel des dépêches adressées à Québec, ce qui lui permettra de subvenir à ses dépenses. 144
- 21 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Backhouse. Le révérend John Holmes représente qu'il doit visiter la France et peut-être la Prusse, et il demande des lettres de créance qui lui faciliteront l'exécution de son mandat. Recommande qu'on lui fournisse les documents nécessaires. 318

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
22 juillet,
Edinburgh. Kerr à Glenelg. Désire savoir si on a décidé de recommander qu'il prenne sa retraite moyennant une allocation déterminée, et si tel est le cas, quel est le montant de cette pension. Il ne peut croire qu'après 40 ans on le priverait de ce dont il jouit sans lui accorder une compensation. Page 343
- 24 juillet,
Blackheath. Hannah Ball à Glenelg. Demande qu'on nomme son fils au service de Gosford en qualité de courrier, et qu'on lui accorde une lettre de recommandation auprès de ce dernier. Comme son fils, à cause de la retenue des subsides, vit à mêmes ses faibles gages (à elle), ce serait l'aider grandement. 145
- 26 juillet,
Londres. Hume à Grey. S'oppose à ce qu'on accorde une charte à la Banque Coloniale de l'Amérique du Nord. 320
- juillet,
Downing
Street. Anonyme à Hume. N'a reçu aucuns renseignements au sujet d'une pétition dans laquelle la Banque Coloniale de l'Amérique du Nord demandait une charte. S'il en recevait, Glenelg adhérerait aux principes contenus dans ses instructions. 321
- 1er août,
Londres. Cox et Cie à Grey. Transmet documents à l'appui d'une demande faite pour obtenir le prix de son passage au capitaine Moreton, du 10ème des Hussards. S'est adressé aux Horse Guards, et il envoie copie de la réponse. 224
- Inclus.* Fitzroy Somerset à Cox et Cie. La demande d'une allocation pour prix du passage du capitaine Moreton doit être envoyée au bureau colonial. 225
- 2 août,
Londres. Autres documents relatifs à la demande du capitaine Moreton. 226 à 229.
- Ferguson à Glenelg. Recommande le lieutenant-colonel MacDougall, autrefois du 79ème des Highlanders. 253
- Inclus.* McDougall à sir Ronald Ferguson. Veut avoir son opinion relativement à sa demande (de McDougall) de succéder à Hale en qualité de receveur général du Bas-Canada. A transporté tous ses biens au Canada. afin de pouvoir s'y fixer. 254
- 12 août,
Downing
Street. Anonyme à Hayne. Conformément au rapport de Gosford, sa nomination prendra fin le 1^{er} octobre, mais on a consenti à lui accorder la somme de dix schellings pour chaque jour de travail. 304
- 25 août,
Loughrea. Shadwell à Melbourne. Avait transmis un mémoire dont il inclut copie et dans lequel il faisait connaître que Dominick Daly lui devait £66. 1s. 7. pour vêtements à lui fournis, et qu'il avait payés au moyen d'une lettre de change, que lui (Shadwell) avait dû acquitter. A demandé à Sa Seigneurie d'intervenir, et n'ayant point eu de réponse, il renouvelle sa demande. 554
- 30 août,
Leamington. Aylmer à Glenelg. Au sujet des accusations portées par la Chambre d'Assemblée et contenues dans le quatrième rapport sur les griefs, lesquelles accusations sont basées sur des documents publics, le gouvernement a dû en prendre connaissance lorsque son prédécesseur (de Glenelg) lui a signifié l'approbation de sa conduite (d'Aylmer) dans l'administration du gouvernement du Bas-Canada. Ne considère pas nécessaire d'entreprendre la défense formelle de sa conduite, mais il fournira des explications sur tout point au sujet duquel on les croira à propos. 61
- 1er septembre,
Downing
Street. Anonyme à Aylmer. Observations à son sujet. Ne voit pas qu'il soit possible d'interpréter les déclarations présentées par Aberdeen comme des accusations contre son honneur (d'Aylmer). Sommaire des accusations portées par l'Assemblée. Il peut se procurer au bureau toutes copies de documents qu'il désirera. 64
- 2 septembre,
Leamington. Aylmer à Glenelg. Demande qu'on lui envoie à son hôtel de Carleton, rue Regent, les documents annexés au quatrième rapport du comité au sujet des griefs. 69
- 3 septembre. Anonyme à Aylmer. On n'a pas reçu l'annexe du quatrième rapport sur les griefs. En lui offrant de lui transmettre des copies, il voulait parler des dépêches d'Aylmer aux secrétaires précédents des colonies. Si on lui transmet l'annexe sous peu, il ne manquera pas de la lui adresser. 70

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
5 septembre,
Londres. Aylmer à Glenelg. S'oppose à l'emploi du mot "acquittement" contenu dans sa lettre (de Glenelg) du 1er courant. Ne cherche pas à éluder aucune enquête quelconque qu'on désirerait instituer sur sa conduite publique basée sur la teneur de la lettre d'Aberdeen. Il explique les faits sur lesquels reposent les accusations portées par le comité de l'Assemblée. Tout y est si dénaturé qu'il transmet copie de sa réponse à l'Assemblée. Il entre dans de minutieux détails. Page 71
- 6 septembre. Anonyme à Gosford. Transmet la lettre reçue de Shadwell pour qu'il la communique à Daly et reçoive de lui une explication. 557
- 8 septembre. Anonyme à Aylmer. N'a jamais douté qu'il pouvait repousser les imputations injurieuses portées contre son honneur. Sa lettre du 5 confirme entièrement cette opinion. 83
- 20 septembre,
Londres. Taylor à———. Envoie pétition. Bienveillance témoignée à son égard par Spring Rice ; on lui avait promis un emploi, mais cet emploi était déjà retenu. Sa réclamation, par l'entremise de sa femme, au sujet du remboursement de fortes sommes dues pour travaux publics. Ses pertes considérables causées par la révolution américaine. Demande une concession de terres de la Couronne dans la partie habitée du Canada. 576
- Inclus.* Mémoire établissant qu'il est l'héritier du général Gordon, gouverneur de la Pennsylvanie, et que sa famille avait perdu ses biens lors de la révolution américaine, et n'avait jamais rien reçu pour l'indemniser de ses fortes pertes. Sollicite rémunération tant pour sa femme que pour lui. 578
- 21 septembre,
Londres. Mémoire de Seear. Il énumère ses services, raconte la persécution dont il a eu à souffrir, dit qu'il désire rencontrer sir George Gipps, et pour cela il demande son passage pour le Canada. 558
- 23 septembre,
St. Albans. W. D. Ryland à Glenelg. Le remercie d'avoir bien voulu s'occuper de son mémoire. Désappointement que lui a causé le refus du gouvernement provincial d'accorder la demande, mais il a confiance qu'on n'oubliera pas complètement son frère 514
- 23 septembre,
Dawgreen. Langley au secrétaire colonial. Y a-t-il quelques documents qui appartiennent à Aaron Crowling, qui a quitté l'Angleterre en 1766 ou 1769, et qui a laissé certains effets dont il est l'héritier, s'il y a quelque argent à recueillir. 350
- 24 septembre,
Leamington. Aylmer à Glenelg. A reçu copie d'une dépêche de la part de Gosford relativement aux arrérages qui lui sont dus ainsi qu'au secrétaire civil. Comme Glenelg a assuré qu'ils seraient payés, il n'est pas nécessaire de commenter la lettre de Gosford. 84
- 28 septembre,
Greenock. Galt à Stephen. Transmet projet de Nixon relatif à la colonisation de la région du Saguenay. Le Labrador est propre à la colonisation. 277
- Inclus.* Nixon à Galt. Projet relatif à la colonisation de la région du Saguenay.
- 7 octobre,
Dublin. Sarah Hughes à———. Demande des nouvelles de son gendre, Bryan Conoy, et de sa fille, lesquels se sont rendus à Québec en mai 1832 à bord de l'*Alchymist*. 322
- 8 octobre,
Downing
Street. Anonyme à Galt. Son projet de coloniser le Labrador requiert un examen attentif, qu'on n'aura pas besoin de renouveler l'an prochain. Glenelg sera heureux de recevoir de nouvelles observations sur le sujet. 285
- 8 octobre,
Québec. Tracy Thomas à Glenelg. Donne un aperçu des délibérations de l'Assemblée et des résultats que pourrait avoir l'institution d'un conseil électif. 582
- 11 octobre,
Greenock. Galt à Stephen. L'empressement de Glenelg à recevoir des renseignements sur le Labrador est tout ce qu'on peut désirer. Lorsque son rapport (de Galt) sera prêt, il sera possible à Glenelg de se prononcer sur la valeur de l'inspection projetée, mais il ne sera rien fait tant qu'il n'aura pas lu le rapport. N'a pas de cartes suffisantes. Si l'esquisse de Bayfield est à l'Amirauté, il aimerait à en avoir un calque. 286

DOC. DE LA SESSION No. 18

1833.
12 octobre,
Liverpool. Court à Glenelg. Envoie copie du discours prononcé à la législature par le Gouverneur général, et qu'un voilier rapide a apporté de Québec. Page 230
- 13 octobre,
Londres. Laurie au sous-secrétaire des colonies. Transmet une lettre de M^{me} Charles, dans laquelle il est question d'une concession de terre faite en 1790 ou 1791 à son père, le capitaine John Griffiths. S'il y a au bureau colonial documents relatifs à cela, demande de donner à M^{me} Charles un certificat de cette concession. 351
- Inclus.* M^{me} Charles à Laurie. Demande un certificat de l'étendue de terre à laquelle son père, le capitaine Giffiths, avait droit en Canada. 352
- 15 octobre,
Montréal. Marconnay à Glenelg. Transmet des observations sur l'état des partis politiques du Bas-Canada. Désire qu'on ne publie pas le nom de l'auteur, car ce serait mettre sa vie en danger. 355
- Inclus.* Observations confidentielles sur l'état de la province du Bas-Canada. 358
- (Cet exposé est trop long pour en donner un résumé convenable.)
- 15 octobre,
Greenock. Galt à Stephen. Projet relatif à la colonisation d'une partie du Labrador et proposition de dresser le levé du havre des Sept-Iles. 288
- 17 octobre,
Québec. Mémoire du lieutenant-colonel Hetherall. Inclus dans la lettre du lieutenant général Weterall à Glenelg, 6 décembre 1836.
- 17 octobre,
Londres. Mandelsloh à Glenelg. A reçu copie de la dépêche relative aux biens laissés par Charles Maysenholder, et il le remercie sincèrement de ses renseignements. Doucet a été nommé administrateur il y a neuf ans, et les héritiers n'ont reçu aucune part de l'immeuble. Demande de nouveau ses services pour obtenir un règlement. 421
- 8 octobre,
Québec. Tracy Thomas à Glenelg. Rend compte des projets formés pour régler les difficultés du Bas-Canada et transmet observations de la part des promoteurs. On veut rendre le Conseil électif et réunir les deux provinces. L'indépendance du Canada prêchée par Mackenzie, lequel passe sa vie à faire de l'agitation, et se déclare en faveur de l'abrogation de la loi de 1831. Tous devraient s'unir et faire leur devoir, en restant fidèles à la constitution. 586
- 26 octobre,
Québec. Le lord-évêque de Montréal à Stephen. Présente Burrage. 467
- 1er novembre,
Dumbarton. Wood à Glenelg. A séjourné longtemps au Canada où il a eu à construire le *Baron of Renfrew* et le *Columbus*. La population de l'Île d'Orléans se compose des plus honnêtes gens qu'il ait jamais rencontrés. On devrait avoir des égards pour les Français; les Anglais sont trop portés à les traiter en esclaves. Les grands parleurs comme William Walker ne sont pas moins dangereux que Papineau et les autres avocats français qui ont causé tant de mal par leurs rapports exagérés. On devrait enseigner parfaitement la langue anglaise à tous les Français et non la leur apprendre d'une façon superficielle, car il n'y a pas à douter de leur loyauté. Ils ne seraient pas alors humiliés à tout propos par certains Anglais impertinents, ni leurrés par d'artificieux Français. 592
- 2 novembre,
Londres. Holmes à Glenelg. Le remercie de ses lettres de créance qui lui ont été très utiles relativement à l'établissement d'écoles normales. Demande une réponse à la pétition du Séminaire de Québec, qui a réclamé une indemnité pour les propriétés qu'on leur a confisquées en France en 1793. 323
- 2 novembre,
Montréal. Evans à Glenelg. A transmis trois exemplaires de son traité sur l'agriculture. 240
- 3 novembre. Anonyme au même. Envoie un document important. 24
- 5 novembre,
Québec. Walcott à Hayne. On lui a temporairement alloué £200 par année, sans compter les bénéfices accessoires. 296
- 12 novembre,
New-York. R. S. Buchanan (vice-consul) à Stephen. Il a transmis dépêches à Gosford et à Head. 147

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
20 novembre,
Londres. Hay à Grey. Avait reçu à Lyon sa lettre du 20 septembre. A dû garder la chambre à cause d'une maladie d'yeux, mais il espère se trouver à la Banque d'Angleterre la semaine prochaine pour voir à ce dont il lui a parlé.
Page 326
- 21 novembre,
Londres. Le lord-évêque de Québec à Glenelg. Vu son état de santé, a quitté Québec le 26 septembre et est arrivé à Londres le 5 courant. Demande une entrevue à jour fixe. Ne peut dire encore que sa santé est bien meilleure.
490
- 23 novembre,
Montréal. Evans à Glenelg. A transmis trois exemplaires de son traité sur l'agriculture, un pour le roi et les deux autres pour lui (Glenelg) en sa qualité de secrétaire des colonies. Pourquoi il a publié ce livre.
241
- 29 novembre,
Enfield. Ruthven à Glenelg. Lui viendrait-on en aide, s'il envoyait des familles de la classe agricole se fixer en Canada? On redoute la misère en Irlande, où les prix sont trop élevés.
517
- 3 décembre,
Waterford. Pétition de la part d'Anne Lawless, dans laquelle elle demande des renseignements au sujet des biens de son frère qui est mort en Amérique.
353
- 3 décembre. Burrage à Stephen. Lui transmet en manuscrit un sermon à lire, et lui demande de le passer à la première occasion à Glenelg et à Grey. On pourra le renvoyer à Amyot.
148
- 5 décembre,
Six Mile
Bridge. *Inclus.* Sermon prononcé par Burrage dans la cathédrale de Québec, le 23 avril 1836.
149
- 6 décembre,
Brighton. Pétition de la part de John Hannan, lequel demande des renseignements au sujet de son frère, dont il n'a pas eu de nouvelles depuis huit ans.
327
- 6 décembre,
Great Ealing. Le lord-évêque de Québec à Grey. Transmet lettre à expédier à l'évêque de Montréal.
491
- 6 décembre,
Great Ealing. Wetherall à Glenelg. Expose certaines particularités relatives au canton de Buckland, dont il est question dans un mémoire présentement soumis à Sa Seigneurie. Lorsqu'il a quitté le Canada, il a laissé une somme d'argent pour remplir les conditions de sa concession, mais comme il s'est fait enlever ses titres en revenant du Cap de Bonne-Espérance, il ne peut prouver ses assertions, ni dire qu'il a droit aux terres maintenant concédées à d'autres; cependant, il a confiance qu'après avoir servi 61 ans et reçu quatre blessures sans qu'on lui ait accordé de pension, on accueillera avec faveur la revendication qu'il fait de telles parties des terres du canton de Buckland qu'on n'a pas encore arpentées ni concédées.
595
- 10 décembre,
Manchester. *Inclus.* Mémoire du lieutenant-colonel Wetherall dans lequel il demande qu'on rende à son père les parties non arpentées et non concédées du canton de Buckland.
597
- 12 décembre,
Broughshane. McPherson à Glenelg. Est né à Québec où ses parents vivent assez à l'aise. Est rendu dans la Grande-Bretagne depuis trois ans, mais des circonstances malheureuses l'ont réduit à la misère. Demande si on peut lui accorder un passage pour Québec.
424
- 14 décembre,
Dublin. Madame Sayers au sous-secrétaire colonial. Existe-t-il encore une société connue sous le nom de la Compagnie de la Baie d'Hudson; elle désirerait savoir si cette compagnie a à son emploi un marin du nom de James Sayers.
562
- 20 décembre,
Londres. Anderson à Glenelg. Attire de nouveau l'attention sur les services rendus par son père, et dont on ne l'a pas encore rémunéré. Indique comment on pourrait le récompenser en lui concédant par exemple 100,000 acres de terre, ce qui lui permettrait de mettre ordre au mauvais état de ses affaires. Demande une réponse favorable et prompte.
26
- 26 décembre,
Portadown. Malhiot au secrétaire colonial. Raconte la fâcheuse occurrence dans laquelle il se trouve, car il lui est impossible de se faire payer deux mandats.
427
- Budden au même. Sollicite un passage gratuit pour se rendre dans l'Amérique britannique.
521

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
27 décembre, Londres. Holmes à Glenelg. A reçu la lettre de Grey dans laquelle on l'informe que la pétition du séminaire de Québec, lequel demandait à se faire indemniser de la confiscation de ses biens en France, ne peut de nouveau être prise en considération, ayant déjà été refusée. Il soutient qu'on a rejeté sur de fausses données les réclamations du Séminaire et des Ursulines,—car il est évident qu'elles sont suivant l'esprit et le sens de la convention. Les vues du Séminaire. Page 328
- 29 décembre, New York. James Buchanan à Stephen. A transmis dépêche à Gosford. 192
- 30 décembre. Anonyme à Anderson. A reçu demande d'une concession de 100,000 acres dans le Haut-Canada, mais les promesses qu'on a déjà faites au sujet des concessions de terres incultes l'empêchent de se rendre à cette demande. 29
- 30 décembre. Anonyme à Gosford. On s'informe d'un nommé Etienne Aussignac, qu'on croit établi à Québec. 30
- 30 décembre, Lincoln's Inn Fields. Norton à Grant. Désire savoir si la fonction de shérif à Montréal est vacante par suite de la maladie mentale dont souffre Gregory. 469
- décembre, Downing Street. Anonyme à (Ruthven). Importance que le gouvernement attache à un système effectif d'émigration vers l'Amérique britannique du Nord, mais il n'a aucuns fonds dont il puisse disposer à cette fin, et les engagements qui le lient déjà l'empêchent de faire des concessions de terres. 519
- décembre, Londres. Mariotte à Glenelg. Il arrive du Canada et désire remettre un colis qu'on lui a confié. Il demande à cet effet qu'on lui accorde une audience au plus tôt. 426
- Pas de date. Mémoire de T W. Davidson, maître d'équipage du *Morning Star*, dans lequel il demande la remise des droits payables par les passagers débarqués à Québec. 233
- Madame Mackie au sous-secrétaire des colonies. Elle désire savoir si on a eu quelque renseignement au sujet de l'arrivée à Québec de l'évêque de Montréal, car son fils accompagne l'évêque. 420
- Londres. Ponsomby à Stephen. Son serviteur avait reçu ordre d'envoyer les chaussures de son frère de (Ponsomby), lesquelles il expédiait par la même voie qu'il avait transmis les lettres. Le serviteur avait instruction de rapporter le paquet en allant jeter la lettre dans le sac. 486
- Anonyme à Roebuck. Accuse réception de la lettre et des résolutions. Il lui fait plaisir de savoir l'Assemblée satisfaite de Gosford. Il rectifie l'erreur dans laquelle tombe l'Assemblée relativement à ce qu'il pense (Glenelg) de l'emploi de Roebuck en qualité d'agent. Sa Seigneurie reçoit respectueusement les communications de l'Assemblée faites par Roebuck. 533
- Anonyme à Wetherall. On a annulé, en 1795, la concession de Buckland, et Glenelg ne trouve pas juste d'accorder la réintégration qu'on veut demander lorsqu'il s'est écoulé au delà de 41 ans. 600
1837.
16 janvier. Stephen à Spearman. Envoie pour être prise en considération une pétition de la part du supérieur et des directeurs du séminaire de Québec, lesquels demandent à se faire indemniser de la confiscation de leurs biens en France en 1793. Transmet copie d'une lettre de Holmes. 337
- 6 juin. Anonyme à Holmes. Transmet lettre de la Trésorerie, dans laquelle Leurs Seigneuries se déclarent forcées de ne pouvoir accorder la permission d'aller en appel. 339

COMMISSAIRES CHARGÉS DE S'ENQUÉRIR DES GRIEFS.

Q. 232 à 235.

Les rapports des commissaires forment quatre volumes.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

LE COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1837.

Q. 236-1.

1802.
22 mai,
Québec. Extraits des minutes du Conseil exécutif. Page 204.
1804.
29 mai,
Québec. Drapeau à Bouchette.
1806.
9 juillet,
Québec. Bouchette à Ryland. Ces deux lettres sont incluses dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
1822.
25 novembre,
Québec. Pétition de Vanfelson.
1823.
18 février,
Québec. Certificat donné par Sewell. Ces deux documents sont inclus dans Gosford à Glenelg, 1^{er} février 1837.
- 5 décembre,
Québec. Rapport d'un comité du Conseil sur la pétition de William Ross. Inclus dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
- 20 décembre,
Downing
Street. Bathurst à Dalhousie.
1824.
30 mars,
Québec. Cochran au procureur général. Ces deux lettres sont incluses dans Gosford à Glenelg, 1^{er} février 1837.
- 5 juin,
Québec. Le même à Archibald Campbell. Lettre incluse dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
- 24 août,
Québec. Acte de vente consentie à William Ross. Inclus dans Elliot à J. S. Campbell, 6 février 1837.
- 9 novembre. Extrait d'un rapport fait par un comité du Conseil exécutif.
- 16 décembre. Montizambert à Archibald Campbell.
1830.
11 septembre,
Québec. Extrait d'un rapport de tout le Conseil. Ce document et les deux précédents sont inclus dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
1832.
30 juin,
Québec. Craig à Vanfelson. Lettre incluse dans Gosford à Glenelg, 1^{er} février 1837.
1835.
15 mai,
Québec. Rapport de l'inspecteur général.
- 13 juin,
Québec. Rapport d'un comité de tout le Conseil. Tous deux inclus dans Gosford à Glenelg, 18 janvier 1837.
1836.
26 octobre,
Québec. Mémoire de John Sexton Campbell.
- 19 décembre,
Québec. Mémorandum de Ryland.
- 21 décembre,
Québec. Cochran à Walcott. Cette lettre et les deux documents précédents sont inclus dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
- 24 décembre,
Québec. Adresse au Conseil par Gosford.
- 26 décembre,
Québec. Mémorandum relatif à l'allégement des censitaires. Ces deux documents sont inclus dans Gosford à Glenelg, 18 janvier 1837.
- 28 décembre,
Québec. Bouchette à Walcott. Lettre incluse dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.
- décembre,
aint-Roch. Pétition de la part des censitaires à Gosford.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. — décembre. Saint-Roch.	Pétition de la part des censitaires au roi. Toutes les deux sont incluses dans Gosford à Glenelg, 18 janvier 1837.	
1837. 2 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 1). Envoie liste des dépêches transmises au cours de 1836.	Page 3.
	<i>Inclus.</i> Liste.	4
5 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 2). A obtenu au sujet des écoles rentées des renseignements qu'il transmet sous forme de tableaux, et qu'il accompagne de renseignements additionnels non demandés dans l'adresse. Il y a sept collèges, mais il n'y a pas d'écoles rentées. Un seul collège, le McGill est anglais; les autres sont français.	27
	<i>Inclus.</i> Relevés des collèges et des écoles rentées du Bas-Canada; établissements anglais.	29
	Etablissements français.	34
6 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 3). Envoie maintenant le mémoire du montant des achats destinés aux sauvages, lequel mémoire s'élève à £2,310 17s. Le Conseil exécutif n'a pas encore pu préparer un rapport général sur les présents destinés aux sauvages, mais il n'y a aucune négligence sous ce rapport. On a demandé à Routh de fournir un rapport qui est présentement soumis à la considération du Conseil. On peut mettre en pratique immédiatement quelques-unes de ses recommandations sans attendre le rapport du Conseil, si on trouve qu'il est à propos de continuer l'ancien système des présents. Il suggère de diminuer les espèces d'étoffes à donner aux sauvages et de leur en fournir davantage de la qualité plus commune, ce à quoi les sauvages ne s'opposent pas. Il a fait préparer un état estimatif des économies qu'on pourrait ainsi réaliser et il en transmet copie. Il envoie un échantillon de coton écru. Il envoie liste des différences dans l'article et la valeur des présents actuels et de ceux projetés. On pourrait décider de la cessation future de la fourniture d'armes à feu et de munitions, mais il serait inopportun d'en agir ainsi dès maintenant. Vu le perfectionnement des armes à feu et l'assortiment considérable dont on dispose en Canada, il est mieux de continuer à en faire la distribution jusqu'à épuisement de l'approvisionnement. Son désir d'épargner aux sujets britanniques toutes dépenses inutiles, et de profiter de toute occasion de pratiquer l'économie.	43
	<i>Inclus.</i> Etat estimatif des présents destinés aux sauvages du Bas-Canada pour l'année 1837.	48
	Rapport concernant les sauvages du Bas-Canada auxquels sont destinés les présents.	49
	Comparaison entre les présents vêtements et ceux qu'on pourrait leur donner.	50
	Prix moyens.	52
	Dépenses présentes et celles projetées.	53
	Récapitulation.	54
7 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 4). Ecrira souvent pour tenir Sa Seigneurie au courant de l'état des affaires. Il a reçu les lettres venues par voie d'Halifax avant celles venues par New-York.	55
9 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 5). Transmet le rapport semestriel ordinaire des Conseils législatif et exécutif du Bas-Canada.	56
	<i>Inclus.</i> Rapport.	57
9 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 6). Transmet rapport semestriel des ventes des réserves du clergé pour jusqu'au 31 décembre 1836.	62
	<i>Inclus.</i> Rapport.	63
10 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg. (n° 7). Transmet relevé des recettes et des dépenses relatives aux terres de la Couronne, aux permis de couper du bois et au revenu casuel et territorial.	69
	<i>Inclus.</i> Etat des recettes et des dépenses relatives aux terres de la Couronne, aux permis de couper du bois pour le semestre expiré le 31 décembre 1836.	70

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.	Même état pour le trimestre expiré à la même date.	Page 72
	Etat des recettes du compte relatif aux revenus casuel et territorial pour le trimestre expiré à la même date.	73
11 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 8). Transmet communication de la part de la British American Land Company au sujet de sa demande d'une allocation pour faire faire l'arpentage intérieur de l'étendue de terre qu'elle a achetée dans le Bas-Canada.	74
	<i>Inclus.</i> Communication de la British American Land Company.	75
12 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (confidentielle). Recommande de charger Sir George Gipps du règlement de la frontière qui sépare le Canada des Etats-Unis.	81
12 janvier, Québec.	Campbell à Elliott. Observations supplémentaires au sujet des réclamations de la famille Ross. Incluses dans Gosford et Gipps à Glenelg, 31 janvier 1837.	
13 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 9). A reçu la lettre du 31 octobre, mais elle était en retard. Ne considérera pas maintenant la question de ses recommandations au sujet des nominations à faire aux Conseils législatif et exécutif. On va se hâter de terminer les travaux de la commission. Gipps s'en retournera en Angleterre à la première occasion. Il n'est pas facile de voyager l'hiver avec une famille, mais Gipp s'attend de partir en février, et il espère arriver avant la fin des vacances de Pâques. Il en est heureux, car le ministère peut avoir besoin de renseignements. Elliot attendra d'autres instructions.	82
14 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg. S'est adressé à Viger au sujet de Prisas, qu'on dit s'être rendu au Texas. Transmet la lettre de Viger.	85
	<i>Inclus.</i> Viger à Walcott. De Prisas a quitté Montréal pour aller à New-York; on le croit en route pour la Nouvelle-Orléans, mais on dit qu'il s'est rendu au Texas.	86
16 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 10). La loi réglementant la dissolution et la convocation de la législature du Bas-Canada.	87
16 janvier, Québec.	Le même au même (n° 11). Lettre dans laquelle il présente le capitaine Yule.	90
17 janvier, Québec.	Campbell à Elliott. Communique d'autres renseignements au sujet de la réclamation de la famille Ross. Lettre incluse dans Gosford et Gipps, 31 janvier 1837.	
18 janvier, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 12). Transmet pétition de la part des censitaires des environs de Québec, lesquels demandent qu'on leur fasse remise des arrérages de lods et ventes. Législation sur le sujet. Transmet copies des rapports du Conseil exécutif. Difficulté de régler cette question des arrérages; projet de règlement, et division des censitaires en classes. Transmet copie de sa réponse aux censitaires, laquelle on a publiée dans la <i>Gazette officielle</i> et que l'on a fait circuler au moyen de feuilles détachées imprimées en français et en anglais. Ne peut, à cause des lacunes relevées dans le <i>papier terrier</i> , donner un état approximatif des remises faites. Le domaine du roi s'étend surtout aux environs de Québec et de Trois-Rivières, et le relevé fait voir qu'on peut porter à £13,490 courants le montant des remises, ce qui laisserait encore environ £15,000 à percevoir. Ne peut obtenir aucun renseignement exact relativement à Trois-Rivières. Approbation d'un plan relatif à la confection du nouveau <i>papier terrier</i> . Placera sur un meilleur pied l'administration du domaine de la Couronne.	91
	<i>Inclus.</i> Pétition rédigée en français et adressée au roi de la part des censitaires.	102
	Pétition adressée par les censitaires à Gosford.	113
	Inspecteur général. Projet relatif aux remises à faire aux censitaires.	118
	Rapport d'un comité de tout le Conseil.	127
	Adresse de Gosford au Conseil.	132

DOC. DE LA SESSION No. 18

	1837.	Mémoire de John Saxton Campbell, représentant les héritiers de feu William Ross.	178
		Liste des documents à l'appui du mémoire de Campbell.	179
		Campbell à Elliot. Observations supplémentaires au sujet de la réclamation de la famille Ross.	189
		Campbell à Elliot. Communications de plus amples renseignements relatifs à la réclamation de la famille Ross.	190
		Autres documents relatifs à ce sujet.	196
		Gosford à Glenelg (n° 19). Transmet mémoire dans lequel Vanfelson demande le paiement de certains arrrages de traitement. Détails des paiements et façon dont se sont accumulés les arrrages.	199 à 224
		<i>Inclus.</i> Pétition de Vanfelson, procureur général.	237
		Mémoire (rédigé en français) de la part de Vanfelson, dans lequel il explique les faits racontés dans sa pétition.	241
			246
		Mémoire concernant les remises faites aux censitaires.	Page 136
21 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 13). Transmet liste des dépêches reçues.	138
		<i>Inclus.</i> Liste.	139
23 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 14). Donne l'état des finances de la province, lequel accuse un passif de £142,160 14s. 4d. et un actif de £148,992, ce qui laissera au 1 ^{er} mai prochain une balance dans le Trésor de £6,831 5s. 8d. sterling. Transmet un état comparatif du revenu des deux dernières années, et il l'accompagne d'observations.	141
		<i>Inclus.</i> Etat comparatif.	142
24 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 15). Transmet copie des actes du Conseil exécutif pour le semestre expiré le 31 décembre 1836.	145
25 janvier, Québec.		Pétition de Vanfelson.	
25 janvier, Québec.		Mémoire rédigé en français et transmis par Vanfelson. Tous deux sont inclus dans Gosford à Glenelg, 1 ^{er} février 1837.	
25 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (confidentielle). Donne en détail les raisons pour lesquelles on doit remettre les lods et ventes.	146
26 janvier, Québec.		Le même au même (n° 16). Transmet lettre du juge Pyke au sujet de l'allocation de tournée qu'il réclame depuis 1828. Il n'a reçu cette lettre qu'après avoir reçu semblables demandes de la part du juge en chef et de M. le juge Bowen; une demande lui a été aussi faite par M. le juge Gale, mais il l'a retirée ensuite, car il n'avait été nommé qu'après l'avis de la réduction.	148
		<i>Inclus.</i> Pyke à Walcott. Attire son attention sur les arrrages d'allocation de tournée qu'il prétend lui être dus.	150
		Compte de la prétendue somme due.	155
27 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 17). A payé £51 15s. sterling à Hayne, ce qui représente 10s. par jour pour le temps qu'il a dirigé l'arpentage des terres vendues à la British American Land Company.	156
28 janvier, Québec.		Campbell à Elliot. Lettre incluse dans Gosford et Gipp à Glenelg, 31 janvier 1837.	
28 janvier, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 18). Envoie pétition de la part de la veuve de Robert Grant, de Lachine, et l'accompagne des documents à l'appui de sa réclamation en dommages soufferts au cours de la dernière guerre avec les Etats-Unis. Ne peut fournir aucuns autres renseignements que ceux contenus dans les documents.	157
		<i>Inclus.</i> Pétition.	159
31 janvier, Québec.		Gosford et Gipp à Glenelg. Transmettent copie d'une pétition et lettres de la part de Campbell, marchand, au sujet de la réclamation d'une famille nommée Ross concernant un immeuble, et copie de la réponse qu'on lui a adressée. Longs et minutieux détails de l'origine et du caractère de la réclamation.	
		<i>Inclus.</i> Liste des envois.	178
		Mémoire de John Saxton Campbell, représentant les héritiers de feu William Ross.	179
		Liste des documents à l'appui du mémoire de Campbell.	189
		Campbell à Elliot. Observations supplémentaires au sujet de la réclamation de la famille Ross.	190
		Campbell à Elliot. Communications de plus amples renseignements relatifs à la réclamation de la famille Ross.	196
		Autres documents relatifs à ce sujet.	199 à 224
1 ^{er} février, Québec.		Gosford à Glenelg (n° 19). Transmet mémoire dans lequel Vanfelson demande le paiement de certains arrrages de traitement. Détails des paiements et façon dont se sont accumulés les arrrages.	237
		<i>Inclus.</i> Pétition de Vanfelson, procureur général.	241
		Mémoire (rédigé en français) de la part de Vanfelson, dans lequel il explique les faits racontés dans sa pétition.	246

- 1837
Annexe A. Contient en substance la teneur des documents précédents, et porte la date de 1822. Page 252
Annexe B. Certificat du juge en chef Sewell établissant les aptitudes de Vanfelson. 254
Annexe C. Lettre de Bathurst à Dalhousie, dans laquelle il autorise de payer au procureur-général un traitement de £200 par année. 255
Annexe D. Cochrane au procureur général. Transmet autorisation de la part de Bathurst de lui payer un traitement de £200 par année. 256
Annexe E Craig à Vanfelson. On a accepté sa résignation. 257
Gosford à Glenelg. Transmet mémoire dans lequel Young, ex-auditeur général, demande paiement d'arrérages. Détails de la nature et de l'origine de cette réclamation. 258
- 2 février, Québec.
J. S. Campbell à Elliott. A reçu sa lettre dans laquelle il donne avis que les commissaires ont conseillé au secrétaire d'Etat de payer £600 pour la réclamation de la famille Ross. Il explique la particularité du titre, son enregistrement le 14 avril 1824, et les formalités subséquentes qu'on a remplies. Il suggère qu'on s'en rapporte à l'arbitrage pour régler le différend qui existe entre les représentants des familles Drapeau et Ross. Demande la permission de soumettre sa cause au secrétaire d'Etat, qui reconnaîtra le bien fondé de sa demande. 225
- 3 février, Québec.
Elliott à James Campbell. Il a reçu sa lettre, dans laquelle il demande à faire ajouter les frais d'arpentage et de patentes à la somme de £600 qu'on a décidé de payer pour le terrain. Le droit qu'a acquis Archibald Campbell en faisant compléter les patentes des terres de la famille Ross est un droit contestable, que Campbell eût ou non raison d'espérer le faire régler au moyen de l'arbitrage. Et peu importe qu'il eût ou n'eût pas cette espérance, la réclamation qu'il a acquise est douteuse et il y a de grands risques à courir. Les frais d'arpentage n'incombent pas à la famille Ross, ni à son frère, mais ils sont compris dans le montant du prix d'achat. Observations au moyen desquelles on arrive à la somme de £600. 229
Inclus. Acte de vente des terres à William Ross. 233
- 6 février, Québec.
COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1837.
- 236-2-3.
1825.
(La partie 2 va de la page 263 à la page 525 ; la partie 3, de la page 526 à la page 726.)
Certificat de l'arpenteur général.
- 28 août, Québec.
Mémoire de Ralph Gore. Tous deux inclus dans Gosford à Glenelg, 12 avril 1837.
- 29 août, Québec.
Extrait du rapport de l'ingénieur. Inclus dans Gosford à Glenelg, 3 février 1837.
- Pas de date.
1834.
11 février, Québec.
Cinquième rapport du comité permanent des comptes publics. Inclus dans le mémoire Young, 14 janvier 1837.
1835.
12 octobre, Québec.
Routh à Clément. Lettre incluse dans Gosford à Glenelg, 3 février 1837.
- 27 novembre, Québec.
Premier rapport du comité permanent des comptes publics. Inclus dans le mémoire de Young, 14 janvier 1837.
- novembre, Trois-Rivières.
Burroughs à Walcott.
- 10 décembre, Québec.
Walcott à Burroughs.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.	Burroughs à Walcott. Cette lettre et les deux précédentes sont incluses dans Gosford et Glenelg, 13 avril 1837.	
8 juin, Trois-Rivières		
31 décembre, Québec.	Rapport d'Ogden, procureur général, sur la cause de Chisholm. Inclus dans Gosford à Glenelg, 20 février 1837.	
10 décembre, Trois-Rivières	Burroughs à Gosford. Inclus dans Gosford à Glenelg, 13 avril 1837.	
8 décembre, Québec.	Rapport de Black au sujet de certains honoraires, etc., et tableau des honoraires. Inclus dans Gosford à Glenelg, 9 février 1837.	
Pas de date.	Mémoire de Stephen Burrows à Gosford. Inclus dans Gosford à Glenelg, 13 avril 1837.	
1837.		
14 janvier, Québec.	Mémoire dans lequel Young, ex-auditeur général, demande paiement d'arrérages de traitement, etc., le tout formant une somme de £534 4s. 1d.	Page 263
	<i>Inclus.</i> Cinquième rapport du comité permanent des comptes publics relativement au traitement de Young.	265
	Premier rapport du comité permanent des comptes publics au sujet de la réclamation de Mathew Jack.	269
14 janvier, Québec.	Mémoire de Parkyn accompagné d'un état de ses services rendus.	
23 janvier, Québec.	Power à Walcott. Ces deux documents sont inclus dans Gosford à Glenelg, 9 février 1837.	
	Etats comparatifs, etc., fournis le même jour.	
28 janvier, Québec.	Elliot à Andrew Stuart. Lettre incluse dans Gosford et Gipps à Glenelg, 4 février 1837.	
3 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 21). Transmet communication relative à la maison de Sorel, mais il ne l'accompagne d'aucune observation, car cette question a déjà été suffisamment discutée.	270
	<i>Inclus.</i> Colborne à Hill. Relativement à la maison de Sorel et à l'officier qui a droit de l'occuper.	271
	Extrait de l'annexe du rapport du commissaire ingénieur au sujet de la seigneurie de Sorel.	275
	Routh à Clements. Relativement à l'occupation de la maison du gouvernement à Sorel.	276
4 février, Québec.	Gosford et Gipps à Glenelg. Relativement à la revendication de Sillery faite par les sauvages de Lorette. Ils regrettent qu'on n'ait pas accordé à ces sauvages, en 1830, des lots de jardins. Ils espèrent qu'on ne perdra pas ce sujet de vue.	278
	<i>Inclus.</i> Elliot à Andrew Stuart. Raconte comment la réclamation des sauvages de Lorette a pris naissance, réclamation qu'aucune cour de justice ne pourrait maintenir. On communiquera les vues des commissaires aux chefs eux-mêmes.	281
	Réponse aux sauvages de Lorette, faite par Gosford en son propre nom et au nom de ses collègues, et relative au droit de propriété de la seigneurie de Sillery.	289
6 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 22). Transmet liste des dépêches reçues.	292
	<i>Inclus.</i> Liste.	293
9 février, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 23). Attire l'attention sur le besoin d'un tarif d'honoraires à la cour de vice-amirauté. Inconvénient grave qui résultera du manque d'un tarif, s'il n'y en a pas un en vigueur en mai prochain. Transmet rapports et observations de la part de Primrose, et mémoire du greffier.	295
	<i>Inclus.</i> Rapport de Black sur la rémunération des fonctionnaires, de la cour de vice-amirauté, y compris leurs honoraires et leur traitement. Il envoie un tableau à considérer.	301
	Tableau projeté des honoraires.	307

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

Rapport de Power au sujet du tableau projeté des honoraires ; il donne dans ce rapport des exemples fournis par les tableaux qui étaient en vigueur en 1809 et 1832, et il les compare au tableau actuellement projeté.

Page 344

Honoraires alloués par le tarif de 1809, celui de 1832 et le tableau projeté. 350

Power à Walcott. Au sujet de sa demande de rémunération pour les services qu'il a rendus à la cour de vice-amirauté. 364

Nombre comparatif des causes soumises en 1836 à M. Primrose et à M. Black respectivement. 368

Montant total des honoraires perçus par le greffier, en 1836, lorsque Primrose était juge. 370

Montant des mémoires de frais dus au greffier pour l'année 1836. 371

Nombre des actions réglées. 372

(Cet état comprend différents modes de règlement et se continue jusqu'à la page 376.)

Mémoire dans lequel Parkyn demande rémunération en qualité de *marshal* de la cour de vice-amirauté. 377

Etat des services rendus. 379

13 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 24). La charte de la Banque de Montréal expire le 1^{er} juin. Transmet mémoire dans lequel le président et les directeurs demandent renouvellement de la présente charte, à laquelle ils ont apporté deux amendements, l'un, relatif à la durée de la charte, et l'autre, à l'augmentation du capital, qu'ils déclarent absolument nécessaire aux intérêts du pays. Des agents seront chargés de se rendre au bureau colonial pour voir à la discussion des amendements et s'entendre à ce sujet, si on trouve nécessaire de faire des modifications. 384

Inclus. Pétition du président et des directeurs de la Banque de Montréal. 386

Projet de la nouvelle charte de la Banque de Montréal. 391

15 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 25). Conformément à la dépêche dans laquelle on lui demande de voir à réduire les dépenses du département des affaires des Sauvages, il recommande de réduire les allocations de moitié dans le Bas-Canada. Il avait donné notification aux intéressés, mais leur avait dit qu'il recommanderait de leur payer une pension de retraite. Economies à réaliser. A transmis un état de la nature et de la durée des services des fonctionnaires qui doivent prendre leur retraite, et un état estimatif des dépenses probables du département. Sommaire des dépenses encourues depuis 1830. Il recommande au roi de considérer dans un esprit libéral les cas des fonctionnaires dont on abolira les emplois. 433

Inclus. Relevé de la nature et de la durée des services des fonctionnaires du département des Affaires des Sauvages. 439

Etat estimatif des dépenses probables de l'administration des Affaires des sauvages dans le Bas-Canada. 440

16 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 26). Elliot se prépare à partir le plus tôt possible. Gipps est parti la semaine dernière. Il a transmis le résultat de leur enquête. 441

18 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 27). Transmet état estimatif annuel des présents destinés aux sauvages. La partie relative au Haut-Canada a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur, qui ne croit pas à propos de faire de modifications, vu les conditions différentes des deux provinces. 442

Inclus. Etat estimatif des présents à faire aux sauvages en 1838. 443

20 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 28). A rapporté au procureur général le cas de Chisholm, qu'on a destitué de son emploi de greffier de la Paix et de la Couronne, et il transmet une copie du rapport du procureur général. Ce dernier est d'avis que la Couronne ou le secrétaire provincial ne peuvent légalement poursuivre Chisholm au civil, mais on peut le poursuivre au criminel

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

pour avoir obtenu de l'argent sous de faux prétextes ; seulement comme cette mesure n'amènerait qu'une punition sans dédommagement, il ne croit pas nécessaire de l'inquiéter de nouveau, car on l'a puni en le destituant. N'a pas donné à la même personne les deux emplois qu'il cumulait, mais les a séparés. Il a nommé définitivement Turcotte greffier de la Paix ; ses émoluments s'élèveront en moyenne à £160 par année. Page 444

Inclus. Rapport du procureur général Ogden sur le cas de Chisholm. 448

22 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 29). Tout est tranquille. La récolte des grains, qui a manqué, a causé de la détresse en maints endroits de la province. On s'efforce de soulager ceux qui sont réduits à la misère. 451

27 février,
Québec.

Le même au même (n° 30). Transmet copies officielles des dossiers de onze prisonniers condamnés à la déportation. Donne explication des raisons qui ont motivé le transport irrégulier des prisonniers. 452

28 février,
Québec.

Le même au même (personnelle). Envoie copie d'un bill que lui a adressé Fletcher, juge du district de Saint-François, et qui a pour objet de prévenir les embarras qui pourront surgir à l'expiration des statuts temporaires. N'a d'observations à faire que sur les pouvoirs extraordinaires que le bill accorde au gouverneur. 456

Inclus. Copie d'un bill ayant pour objet d'autoriser le gouverneur, etc. du Bas-Canada à maintenir en vigueur par proclamation certains statuts temporaires. 457

28 février,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 31). Il transmet de la part du président et des directeurs de la Banque de Québec une pétition dans laquelle ils demandent une charte royale leur permettant de maintenir leur compagnie, dont l'existence, sans cela, prendrait fin le 1er juin prochain. Il envoie le projet de la charte. On a chargé Noah Freer de se mettre en relations avec le gouvernement au sujet de leur demande. Il s'en rapporte à la lettre du 17 octobre, pour ce qui est de la pétition de la Banque de Montréal. 462

Inclus. Pétition dans laquelle la Banque de Québec demande une charte royale. 464

Projet de la charte. 468

Rapport du procureur général au sujet de la charte. 500

1er mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 32). Transmet pétition dans laquelle la *City Bank of Montreal* demande une charte royale. Noah Freer agira en qualité de mandataire tant pour cette dernière que pour la Banque de Québec. 501

Inclus. Pétition de la *City Bank of Montreal*. 502

4 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 33). Transmet lettre dans laquelle Hamilton, de Hawkesbury, fait connaître que Conboy habite son lopin de terre dans le canton de Harrington, et qu'il est dans une profonde misère. 506

Inclus. Hamilton à Walcott. Transmet renseignements au sujet de Conboy, pensionnaire. 507

6 mars,
Montréal.

Rapport du procureur général sur le projet de la charte de la Banque de Québec. Inclus dans Gosford à Glenelg, 28 février 1837. Les dates sont les mêmes que dans les originaux.

6 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 34). Demande de la papeterie. Le dernier envoi était de qualité très inférieure. 509

Inclus. Demande. 510

7 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 35). A reçu du Séminaire le relevé des collèges et des écoles rentées de la province, et il le transmet pour compléter le rapport fait sur les écoles. 512

Inclus. Relevé transmis par le Séminaire et relatif aux collèges et aux écoles rentées. 513

8 mars,
Québec.

Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). S'était borné à cette partie de la dépêche du 31 octobre qui annonçait la fin des travaux de la commission, mais il répond maintenant au sujet de la composition du Conseil. Il avait compris que son devoir quant à son autorité exécutive était

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837. de ne point contrecarrer ceux qui avaient même qualité que lui, et c'est pourquoi il avait recommandé de changer la composition des Conseils. Il n'avait aucunement en vue de faire reconnaître le principe électif, et il en donne la preuve. Un sentiment de mécontentement au sujet des actes de l'Assemblée lors de la courte session dernière commence à se répandre, mais cela n'est pas suffisant pour justifier la dissolution, bien qu'il s'ensuivrait un certain affaiblissement dans les rangs de l'Assemblée. L'adoption brusque d'une politique de coercition pourrait amener de funestes résultats ; c'est une mesure qu'on doit craindre et à laquelle on ne devrait recourir qu'en dernier ressort. 516
- 11 mars, Québec. Gosford à Glenelg (n° 36). Transmet (1) état des recettes et des dépenses du Bas-Canada pour l'année 1836 ; (2) relevé des sommes perçues par la Trinity House, à Québec, pour la caisse des pilotes invalides de Québec ; (3) même relevé relatif à la caisse des pilotes de Montréal ; (4) relevé du revenu local provenant des autorités municipales de Québec, pour l'année 1836 ; (5) relevé du revenu local provenant de l'administration des magistrats. 524
- 13 mars, Québec. *Inclus.* Relevés indiqués dans la lettre. 526 à 547.
Mémoire de Sally Anne Gore. Inclus dans Gosford à Glenelg, 12 avril 1837.
- 15 mars. Gosford à Glenelg (n° 37). Transmet relevé des terres de la Couronne et des réserves du clergé dont on a disposé au cours des années 1834, 1835 et 1836. 548
549
- 17 mars, Québec. *Inclus.* Relevé.
Gosford à Glenelg (n° 38). Il a reçu dépêches relatives aux phares du Saint-Laurent, mais il avait cru que l'Amirauté les lui ferait parvenir en même temps que les instructions de Bayfield. 550
- 21 mars, Québec. Le même au même (n° 39). Envoie liste des dépêches reçues du bureau colonial depuis le 6 du mois dernier. 552
553
- 22 mars, Québec. *Inclus.* Etat.
Session de la cour criminelle tenue en mars.
- 25 mars, Québec. Condamnation prononcée contre John Gillan.
- 25 mars, Québec. Notes relatives aux témoignages rendus dans l'affaire Gillan. Ce document ainsi que les deux qui précèdent sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 21 avril 1837.
- 26 mars, Trois-Rivières. Mémoire de Stephen Burroughs. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 avril 1837.
- 29 mars, Québec. Gosford à Glenelg (n° 40). Il envoie la liste des dépêches reçues *via* Halifax. 556
557
- 3 avril, Québec. *Inclus.* Etat.
Gosford à Glenelg (n° 41). Gogy n'est plus shérif ; difficulté de lui trouver un successeur ; le choix est rendu plus difficile à cause des haines politiques. Les plaintes faites au sujet du choix des jurés, etc., nécessitent la nomination de quelqu'un qui obtienne la confiance générale. Roch de St-Ours choisi après enquête minutieuse ; ses titres à cet emploi. Il sait que cette nomination sera combattue, d'après le principe qu'un emploi, rapportant bénéfique et accordé par la Couronne, ne devrait pas être octroyé à un conseiller législatif. Il reconnaît la justesse de ce principe et s'il avait trouvé quelqu'un en dehors du conseil aussi bien qualifié que M. de St-Ours, il l'aurait nommé. Il n'avait pas toutefois violé les règlements suivis par la Chambre des Communes, et il invoque la position du Conseil législatif pour l'établir. Il énumère les devoirs du shérif et il en conclut que celui-ci est plus indépendant que la plupart des employés publics. Il combat l'accusation que ces deux positions sont incompatibles et ne peuvent être occupées par le même homme. Il discute ce point, non

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- pas parceque cette dernière nomination a besoin d'être défendue, mais parcequ'elle pourrait être attaquée par quelqu'un. Page 560
- 12 avril, Québec. Gosford à Glenelg (n° 42). Il envoie un mémoire, provenant de D^{elle} Sally Anne Gore réclamant une concession de terrain, suivant la demande du colonel Gore empêché par la maladie de poursuivre ses démarches. 569
- Inclus.* Mémoire. 570
- Mémoire de Ralph Gore. 573
- Certificat de l'arpenteur en chef qui accompagne la demande de Gore. 575
- 13 avril, Québec. Gosford à Glenelg (n° 43). Il transmet le mémoire de Stephen Burroughs où celui-ci réclame des dommages et le redressement de ses griefs au sujet de dommages qu'il prétend avoir éprouvés. Il renvoie à la correspondance qui a été échangée antérieurement. 576
- Inclus.* Mémoire de Stephen Burroughs au Roi où le signataire réclame des dommages et le redressement de ses griefs au sujet d'un lopin de terre qui lui a été enlevé à Stanstead. 578
- Mémoire de Stephen Burroughs à Gosford. 583
- Burroughs à Walcott. Il énumère les difficultés qu'il a rencontrées et la conduite d'Ogden à son égard. 587
- Walcott à Burroughs. Malgré les regrets de Gosford de ne pouvoir récompenser ses services (à Burroughs) il lui faut agir ainsi, vu qu'il n'existe pas d'argent disponible. 593
- Burroughs à Walcott. Long exposé de ses griefs. 594
- Burroughs à Gosford. Il en demande le redressement. 659
- 14 avril, Québec. Gosford à Glenelg (n° 44). Il transmet la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies depuis le 29 dernier. 675
- Inclus.* Etat. 676
- 15 avril. Rapport de Davidson. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 17 avril 1837.
- 17 avril. Gosford à Glenelg (n° 45). Il énumère les divers émoluments du commissaire des terres de la Couronne. La commission qu'il perçoit sur la vente des terres ne doit pas dépasser £600, mais elle n'a pas atteint ce montant. Il n'y a point de limite de ce genre fixée à la commission provenant des terres concédées au clergé et cette commission a dépensé £600 l'an dernier. Il est impossible de prédire quel peut être à l'avenir le maximum du revenu du commissaire. Il ne faut pas laisser passer l'excellente occasion qui se présente. Il envoie le rapport de Davidson afin de démontrer quels sont les devoirs du département des terres publiques. Afin de faire disparaître tout motif de jalousie, il conseille de nommer deux commissaires, l'un anglais et l'autre canadien, et un secrétaire, qui recevraient en tout £1,350 pris à même le fonds provenant des terres, des forêts et des réserves du clergé; c'est-à-dire que les salaires seraient fixes et ne varieraient point suivant les ventes faites, et seraient de £600 pour chaque commissaire et de £150 pour le secrétaire. Il recommande alors A. N. Morin et John Davidson au poste de commissaire. Titres de Morin, qui devrait avoir la priorité. Il n'est pas nécessaire de mentionner les titres de Davidson. Il défend sa proposition de nommer deux commissaires. 678
- Inclus.* Rapport de Davidson concernant les droits perçus par le commissaire des terres publiques. 690
- 18 avril, Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). Il a reçu les documents se rapportant aux résolutions proposées par lord John Russell et au compte-rendu du débat qui s'en est suivi. Il ne prévoit pas que la politique de Glenelg doive produire de commotion sérieuse. Le parti canadien, excepté la faction Roebuck, est favorable à son gouvernement (à Gosford) et il s'attend à ce que ce sentiment s'accroisse davantage, mais il prend toutes les précautions possibles. Il ne voit pas de raison de s'attendre à une résistance à main armée. On rapporte qu'à l'ouverture de la navigation, un régiment

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
sera embrigadé à Québec pour service actif. Il annoncera à Colborne son désir de voir aussi un régiment consigné à Montréal, prêt à intervenir s'il éclatait quelque émeute, ce qui vaudrait mieux que d'envoyer des troupes après qu'il se serait produit trop de désordres. Il se conduira avec prudence, mais sans manifester aucune crainte, et il ne pense pas qu'il s'ensuive rien de bien grave
Page 695
- 19 avril,
Québec.
Le même au même (n° 46). Il envoie le relevé des recettes provenant, pendant trois mois, du revenu casuel et territorial, ainsi que des ventes des terres de la Couronne et des permis accordés pour la coupe du bois. 697
Inclus. Relevé des recettes provenant du revenu casuel et territorial. 698
- 21 avril,
Québec.
Relevé des recettes provenant de la vente des terres publiques et des permis accordés pour la coupe du bois. 699
Gosford à Glenelg (n° 47). Il fait rapport que Gillan, simple soldat dans le 66^e régiment, qui avait été convaincu de meurtre, a obtenu un sursis, vu que le jury l'avait recommandé à la clémence de la cour. Il transmet les documents qui concernent le procès et la condamnation. 700
Inclus. Procès-verbal de la condamnation de John Gillan. 702
Prononcé du jugement. 708
- 26 avril.
Notes relatives aux témoignages rendus dans l'affaire Gillan.
Anonyme à Phillips. Il transmet un message de Gosford au sujet des condamnés. Il propose que le condamné, dont le jury a recommandé de commuer la sentence, reçoive la rémission de sa peine, dans la colonie où il a été déporté. 454
- 29 avril,
Québec.
Gosford à Glenelg (confidentielle). Tout est tranquille, mais les journaux avancés se portent ouvertement à des excès. Ils cherchent à provoquer une réunion publique dans le comté de Richelieu afin de protester contre les résolutions de lord John Russell ; cette assemblée sera probablement suivie d'autres assemblées. Ce sera probablement un fiasco. La plus grande partie du peuple canadien est en faveur de son administration. Tous les partis sont grandement divisés au sujet de ces résolutions. Il ne voit pas qu'il soit nécessaire d'augmenter les formes militaires, mais, si cela était décidé, le meilleur plan serait de compléter les effectifs au Canada même. De la sorte, on aurait augmenté l'armée sans éveiller trop d'attention, ce qui, selon lui, est chose fort désirable. Combien d'ennuis auraient été évités s'il (Glenelg) avait accepté la proposition qui lui avait été faite d'augmenter le nombre des conseillers législatifs. Il est maintenant inutile d'en parler. 724
- 16 mai.
Anonyme à Spearman. Il soumet à la considération de la Trésorerie une copie d'un message de Gosford où celui-ci propose certaines économies dans le département des Affaires des sauvages. Les lords de la Trésorerie sont priés de bien vouloir faire connaître à Glenelg le montant d'allocation retirée qu'ils seraient disposés à accorder. 938

LE COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1837.

Q. 237.—1-2,

(La 1^{re} partie comprend les pages 1 à 269, la 2^e partie les pages 270 à 548.)

1828.
23 juin,
Québec. Dalhousie à Woolsey. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 5 juin 1837.
1830.
15 juillet,
Québec. Discours fait par Cooper aux Abénaquis. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 17 juillet 1837.
1834.
29 novembre,
Nicolet. Acte notarié.
1835.
22 mai,
Nicolet. Concessions faites par Pierre Michel Cressé. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 16 mai 1837.
- 8 septembre,
Québec. Aylmer à Burton. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 5 juin 1837.
- 27 novembre,
Québec. Routh à Gosford.
1836.
28 avril,
Québec. Routh à Gosford. Ces deux documents sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 5 juin,
New-Carlisle. Macdonald à Felton. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837. Suit la désignation du terrain demandé.
- 13 juillet,
Québec. Walcott au secrétaire des Affaires des sauvages. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 15 juillet,
Québec. Opinion légale de l'avocat, W. McTavish. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 16 mai 1837.
- 27 juillet,
Saint-Régis. Conseil des sauvages de Saint-Régis. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 28 juillet,
Québec. Felton à Macdonald. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 30 juillet,
St-François.
- 3 août,
Lac des Deux-
Montagnes. Conseil des sauvages du lac des Deux-Montagnes.
- 6 août,
Caughnawaga. Conseil des sauvages de Caughnawaga.
- 20 août,
Montréal. Hughes à Napier.
- 22 août,
Québec. Duchesnay au même. Ces cinq derniers documents sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 23 août,
Cox. Copie d'avis. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 28 septembre,
Nicolet. Chandler et Lozeau à Stephen. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 16 mai 1837.
- 7 octobre,
Québec. Walcott au Conseil exécutif. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 18 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n^o 132). Il explique le retard qu'il a mis à répondre à son message du 14 janvier 1836. Page 480
- 12 décembre. Rapport concernant les sauvages ainsi que divers autres documents. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.

1836.
15 décembre,
New Carlisle. Avis de vente.
1837.
2 janvier. Relevé mensuel des ventes de terres publiques.
- 5 janvier,
New Carlisle. Copie de projet de loi ; ce document et les deux qui précèdent sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 6 janvier,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 3). Il envoie le compte des présents, destinés aux sauvages, dont il avait autorisé l'achat. Il conseille de mettre de côté plusieurs tissus donnés aux sauvages, ce qui serait à la fois une économie et un avantage pour les sauvages eux-mêmes. Il transmet le coût probable des présents requis pour l'année 1837. Page 480 verso.
481 à 483
- 11 janvier,
Québec. *Inclus.* Coût probable des présents pour 1837. Certificat de Daly. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 5 juin 1837.
- 28 janvier,
Québec. Rapport relatif aux réclamations des sauvages de Lorette. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 2 février,
Québec. Vente de permis pour la coupe du bois.
- 2 février,
Québec. Relevé mensuel des terres publiques vendues. Ces deux documents sont *inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 3 février,
Sault St. Louis. Adresse (en français) à lord Gosford de la part des Sept-Nations. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 13 février,
New-York. Protêt d'une lettre de change tirée sur Charles Schilliter.
- 14 février,
Québec. Davidson à Macdonald. Ces deux documents sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 15 février,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 25). Au sujet de la réduction des dépenses dans le département des Affaires des sauvages, il recommande que le personnel soit diminué de moitié, ce qui ferait une économie annuelle de £627, moins l'allocation retirée. Il donne les dépenses probables de 1838 et il expose la nature et l'étendue des services rendus par les divers employés. 483 verso.
- 24 février,
Québec. *Inclus.* Relevé de la longueur et de la nature des services rendus par les officiers du département des sauvages. 484
- 28 février,
Québec. Estimation approximative des dépenses du département des sauvages pour jusqu'au 31 mars 1837. 484 verso.
Macdonald à Davidson.
- 23 mars,
Montréal. Davidson à Bruce.
De la même date et au même sujet à Winter. Tous ces documents sont *inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 28 mars,
Québec. Christie à Napier. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- Mars ? Walcott aux commissaires de la "British American Land Company." *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 10 mai 1837.
- 1er avril,
Montréal. Adresse (en anglais) de la part des tribus algonquines et Nippissing. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 1er avril,
Montréal. La "British American Land Company" à Walcott. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 10 mai 1837.
- 3 avril,
Québec. Christie à Napier. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 3 avril,
Montréal. Macdonald à Bruce. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 4 avril,
Québec. Christie à Napier. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juillet 1837.
- 6 avril,
Québec. Bruce à Davidson.
- Davidson à Bruce. Ces deux documents sont *inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
11 avril, Québec. Daly à Walcott. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 26 juin 1837.
- 12 avril, Québec. Soumission au montant de £1,692, 12s. 7d. de la part de Bruce.
- 13 avril, Québec. Accusé de réception par la Banque de Québec.
- 13 avril, Québec. Mémoire de Bruce et de ses associés. Ce document et les deux qui précèdent sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 19 avril, Québec. Walcott à la "British American Land Company". Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 10 mai 1837.
- 21 avril, Québec. Walcott à Bruce, etc. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 24 avril, Québec. Rapport du procureur général. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 1^{er} mai 1837, suivi d'une liste de documents.
- 25 avril, Montréal. La "British American Land Compagny" Walcott. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 10 mai 1837.
- Le dossier de ce cas ainsi que l'opinion légale s'y rapportant accompagnent l'envoi.
- 29 avril, Québec. Bruce, etc., à Walcott. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.
- 1^{er} mai, Québec. Gosford à Glenelg (n° 48). Il mentionne l'atteinte à la propriété commise à Indian Streams et qu'une commission du New-Hampshire a reçu mission d'examiner. La preuve établit qu'il y a eu atteinte et cependant le gouvernement fédéral ne fait rien pour obtenir justice. Poursuites intentées contre ceux qui ont commis cette atteinte, et leur mise en accusation; ils n'ont cependant pas été arrêtés. Nécessité de fixer les bornes de la frontière, vu la construction d'un chemin de fer entre Québec et Saint-André. Protêt énergique fait contre ce projet qui porte atteinte aux droits de propriété des Etats-Unis. Il demande qu'on lui donne des instructions. 3
- Inclus.* Rapport du procureur général concernant les poursuites intentées au sujet de l'atteinte à la propriété commise à Indian Streams. Page 9
- Liste des documents judiciaires relatifs à cette cause. 11
- 2 mai, Québec. Gosford à Glenelg. Il transmet un mémoire et une lettre du juge en chef Sewell en faveur de son fils. 13
- Inclus.* Sewell à Gosford. Dans ce mémoire, il explique le genre d'instruction que son fils a reçue et l'intention qu'il entretient (son fils) de devenir ministre de l'Eglise d'Angleterre. Son insuccès dans ses efforts pour obtenir un titre religieux et son retour au Canada où il recevra les ordres sacrés à Whitsuntide. 14
- Mémoire de Sewell en faveur de son fils. 16
- 2 mai, Québec. Gosford à Glenelg (n° 49). Il transmet une lettre de l'évêque de Montréal en réponse à celle qui lui avait été adressée au sujet de la division du diocèse de Québec. 18
- Inclus.* L'évêque de Montréal à Glenelg. Lettre et autres documents reçus concernant l'érection du Haut-Canada en un nouveau diocèse. Vif désir que l'évêque de Québec entretient de voir se réaliser le projet, tel que démontré par une lettre écrite à son collègue. 19
- 3 mai, Québec. Gosford à Glenelg (n° 50). Il transmet la pétition du bureau de commerce de Québec à l'Amirauté demandant la publication d'une carte aussi complète que possible du Saint-Laurent d'après l'arpentage fait jusqu'ici par Bayfield. 25
- Inclus.* Requête. 26
- 6 mai, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il s'accorde avec lui (Glenelg) au sujet de l'envoi de nouvelles troupes, vu qu'il ne voit pas de besoin présentement d'augmenter les forces militaires de la province. Il a fait part à Colborne de son désir de voir un régiment fixé en permanence à

1837.

Montréal. Il ne prévoit aucun soulèvement général. Les troupes du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse ne sont pas aussi nombreuses qu'il (Glenelg) l'imagine. Il y a trois régiments dans la Nouvelle-Ecosse, et un dans le Nouveau-Brunswick, comprenant probablement 430 hommes en tout. Il serait à souhaiter que les régiments canadiens eussent des effectifs complets ; ce serait le meilleur moyen d'augmenter la force militaire. Navigation ouverte ; la misère produite par le manquement complet des récoltes de l'an dernier, a été grande ; le prix des comestibles est énorme. Il a été obligé de prêter de l'argent à certains voisins. Assemblée convoquée dans le comté de Richelieu, par la faction Roebuck, dans le but de protester contre les résolutions Russell. Il croit que ce sera un fiasco. Prudence qu'il faut mettre en jeu dans le choix des membres du Conseil exécutif. Le bien que peut produire un choix judicieux. Page 28

8 mai,
Québec.

Opinion du procureur général. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg le 10 mai 1837.

8 mai,
Québec.

Walcott à Bruce. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 12 juillet 1837.

10 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 51). Il transmet la correspondance échangée entre les commissaires de la "British American Land Company" et le gouvernement au sujet de la date où les intérêts sur les versements non-payés deviendront dus ; il demande qu'on lui donne des instructions et s'informe si l'intérêt doit être exigé sur la moitié des sommes dépensées pour les travaux d'amélioration. Il considère que l'intérêt doit être exigé et employé de la même manière que le capital. 33

Inclus. La "British American Land Co" à Walcott. Elle maintient son mode de paiement des intérêts sur les montants dus pour l'achat des terres. 44

Walcott à la Compagnie anglo-américaine. Cette question sera soumise à la considération du gouvernement de Sa Majesté. 47

La Compagnie Anglo-Américaine à Walcott. Elle soumet sa cause tout en l'appuyant sur l'opinion légale d'un avocat au sujet de la manière de payer les intérêts. 49

Mémoire destiné à être soumis au Conseil. 51

Opinion légale. 53

Exposé des deux méthodes de paiement des intérêts. 55

Opinion exprimée par le procureur général que l'intérêt qui doit être payé par la Compagnie Anglo-Américaine n'est pas exigible annuellement. 56

Tableau indiquant le montant d'intérêt payable par la "British American Land Co." 58

11 mai,
Montréal.

Correspondance confidentielle du *Vindicator* relativement à une agitation faite par les marchands de Londres en faveur d'accorder le suffrage aux Canadiens ; il est allégué que l'oppression provient non du peuple anglais mais de quelques puissants commerçants écossais. 103

13 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 52). Il transmet un mémoire adressé par la Compagnie d'assurance maritime canadienne requérant la publication du plan du Saint-Laurent, tel que fait jusqu'ici, par Bayfield. 59

Inclus. Mémoire.

13 mai,
Québec.

Opinion du Conseil (Ogden). Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 16 mai 1837.

16 mai,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 53). Il transmet une lettre de M.M. Chandler et Lozeau, propriétaires de la seigneurie de Nicolet, par laquelle ils demandent £1,338 ls. 9d., ce qui est, suivant eux, une réclamation raisonnable, vu qu'ils ont dépensé cette somme sur une propriété maintenant jugée appartenir à la Couronne. Il joint tous autres documents reçus depuis. Historique de la concession de Nicolet et de la partie usurpée, maintenant appelée augmentation, dont la Couronne a repris possession. Il transmet une copie du rapport du procureur général qui considère que Chandler et Lozeau n'ont

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

aucun droit, excepté sur £75 qu'ils ont dépensés dans un procès contre Douglas, qu'ils ont retirés à la demande du gouvernement afin d'en arriver à un règlement à l'amiable. Page 62

Inclus. Chandler et Lozeau à Stephen. Il transmet l'exposé détaillé de leur réclamation afin qu'il soit soumis à Glenelg. 66

Acte notarié. 71

Concessions de terrain faites par Pierre Michel Cressé de 1804 à 1809 inclusivement. 77

Opinion légale de W. McTavish portant que la demande faite par le seigneur de Nicolet d'une partie des terres non-concédées de l'augmentation paraît bien établie. 81

Plan de Nicolet et de l'augmentation. 88

Opinion légale du Conseil (Ogden) dans la cause de Chandler et Lozeau. La réclamation manque de fondement. 89

Procès-verbal du Conseil exécutif. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 23 mai 1837.

Compte rendu, d'après le *Vindicator*, d'une assemblée de protestation tenue dans le comté de Montréal. 109

Rapport d'un comité du Conseil exécutif. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 2 juin 1837.

Gosford à Glenelg (n° 54). Les 39 individus condamnés à la déportation partiront à bord de la *Cérés*, le 25. Les documents nécessaires seront confiés au capitaine. Difficulté d'obtenir des billets de passage au prix fixé pour le transport des condamnés. Ne voyant pas de moyen de les faire transporter au prix fixé, il a permis de payer plus cher,—ce qui serait à la fin une économie,—et le *Cérés* les conduira au taux de £20 chacun. 95

Extrait des minutes du Conseil.

Walcott au président du comité du commerce, Québec.

Walcott à la Banque de Québec et à la succursale de la Banque de Montréal.

Simpson à Walcott.

Walcott au percepteur des douanes, Québec. Ce document et les quatre qui précèdent sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 2 juin 1837, en même temps que d'autres documents.

Gosford à Glenelg (n° 55). L'évêque catholique romain de Montréal a demandé un coadjuteur. Il a approuvé le choix du révérend Ignace Bourget. 98

Inclus. Procès-verbal du Conseil. Le révérend M. Bourget a prêté le serment ordinaire d'allégeance. 100

Gethings à Walcott. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 2 juin 1837.

Gosford à Glenelg. Désappointement éprouvé par le parti de la violence à l'occasion du fiasco, considéré au point de vue du nombre et de la respectabilité des assistants, obtenu à l'assemblée de Richelieu. Il corrige les faux rapports faits au sujet de certaines personnes que l'on disait y avoir assisté. Il transmet les résolutions soumises alors. Autre assemblée, tenue le 15 à Saint-Laurent, où Papineau fit avec la violence qui lui est ordinaire, un grand discours plein d'inexactitudes. Il transmet une copie des résolutions qui y ont été passées. Il cite, même chez ceux qui désapprouvent la politique de refuser de voter les subsides, un fort sentiment contre la proposition de Russell de prendre l'argent de la caisse publique. Il est porté à dissoudre les Chambres; il considère que la nouvelle assemblée serait mieux disposée à prendre les moyens de faire cesser les difficultés qui existent dans la province. Comment les difficultés pourraient être aplanies. 542

17 mai,
Québec.18 mai,
Montréal.20 mai,
Québec.22 mai,
Québec.22 mai,
Québec.22 mai,
Québec.22 mai,
Québec.22 mai,
Québec.22 mai,
Québec.23 mai,
Québec.23 mai,
Québec.25 mai,
Québec.

1837.

Inclus. Résolutions passées à l'assemblée du comté de Montréal (tenue à Saint-Laurent). Page 543

Résolutions passées à l'assemblée tenue dans le comté de Richelieu. 544 verso.

25 mai,
Québec.
26 mai,
Québec.

Lemesurier à Walcott. Inclus dans l'envoi de Glenelg, le 2 juin 1837.

Gosford à Glenelg (n° 56). Les condamnés, dont il est fait mention dans le message du 22, se sont embarqués aujourd'hui sur la *Cérés* qui mettra tout de suite à la voile. Comme ceux qui se sont engagés à transporter les condamnés ne pouvaient point se procurer d'armes pour se défendre à bord du vaisseau, il a été obligé d'émettre des permis, afin de leur en fournir. Ils doivent remettre ces armes ainsi que les munitions ou en payer la valeur. Il transmet la pétition de l'un des condamnés, John McAuliff, qui demande sa grâce. Sa conduite dans la prison a toujours été irréprochable. 113

Inclus. Recours en grâce de John McAuliff. 115

27 mai,
Québec.

Certificat donné par Woolsey. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 5 juin 1837.

29 mai,
Québec.

Walcott au procureur général. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 24 juin 1837.

30 mai,
Montréal.

Christie à Napier. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 13 juin 1837.

Mai (?)

Rapport de l'Assemblée, tenue dans le comté de Richelieu, publié dans le *Vindicator* sous le titre: "Les voix du peuple." 108

— mai,
Québec.

Mémoire du lieutenant Burton. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 5 juin 1837.

1er juin,
Québec.

Mémoire de Bruce, etc. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 2 juin 1837.

Simpson à Walcott.

1er juin,
Québec.

Walcott au percepteur des douanes. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 2 juin 1837.

2 juin,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 57). Les nombreuses banqueroutes et la suspension des paiements au comptant, survenues aux Etats-Unis, ont affecté les opérations financières des banques du Bas-Canada lesquelles ont décidé, avec l'assentiment des classes commerciales, de cesser les paiements en numéraire. Difficultés qu'éprouvent les importateurs obligés de payer les droits de douane en numéraire. La Chambre du commerce de Québec a présenté un mémoire expliquant l'impossibilité de trouver du numéraire pour payer les droits, et demandant que les officiers des douanes soient autorisés à accepter les reçus et débetures des banques présentés par les importateurs. Après enquête, il a résolu de porter secours aux classes commerciales, pourvu que les banques consentissent à certaines conditions qui assureraient au gouvernement le paiement des droits d'ici au 20 septembre. Plan qui serait adopté par les officiers de douanes pour obtenir le paiement de certaines sommes affectées aux dépenses imprévues. La banque de Québec a accepté les conditions, mais non la banque de Montréal. 119

Inclus. Pétition de la Chambre de commerce de Québec. 125

Rapport à ce sujet fait par un comité du Conseil exécutif. 127

Extrait d'un procès-verbal du Conseil en date du 22 mai. 137

Walcott à la banque de Québec, à la banque de Montréal et à la City Bank de Montréal (circulaire), demandant l'état des opérations financières de chacune d'elle. 139

Etat général des finances de la banque de Québec. 140

Etat général des finances de la banque de Montréal. 141

Walcott au président de la Chambre de commerce de Québec. Il transmet la décision du gouverneur au sujet de la pétition. 142

Mémoire indiquant le montant et la nature de l'aide que le gouvernement accordera aux classes commerciales au sujet des paiements des droits de douane. 145

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Walcott à la banque de Québec et à la succursale de la banque de Montréal. Il transmet le mémoire indiquant le montant et la nature de l'aide accordée. Page 147

Simpson à Walcott. Il sera prêt à émettre des reçus qui pourront être remis au bureau des douanes. 150

Gethings à Walcott. Les directeurs de la banque de Québec acceptent les conditions faites au sujet du paiement des droits de douane. 151

Walcott au percepteur des douanes. Mesures à prendre pour mettre en vigueur ce mode de paiement des droits de douane au lieu du paiement en espèces. 152

Duplicata du mémoire concernant l'aide accordée ainsi que la clause qui y a été ajoutée. Pour l'original, voyez à la page 145. 154

Lemesurier à Walcott. Il transmet les remerciements de la Chambre du Commerce de Québec au gouverneur pour avoir consenti à sa demande. 155

Simpson au même. La direction de la banque de Montréal, à Montréal, a refusé d'accepter l'arrangement concernant le paiement des droits. Il est prêt à racheter tous les reçus que la banque a émis. 156

Walcott au percepteur des douanes de Québec. La banque de Montréal a refusé d'accepter le mode de paiement proposé. Des mesures doivent être prises pour obtenir de l'argent à la place des reçus accordés par la succursale de Québec. 157

Gosford à Glenelg. Il transmet des documents au sujet du lieutenant Burton ; il le recommande à sa bienveillance. 158

Inclus. Mémoire du lieutenant Burton. 159

Dalhousie à Woolsey. Il voudrait lui être utile ainsi qu'à son gendre, Burton, mais il ne le peut pas vu qu'il n'y a aucune position de disponible. Il connaît les capacités de Burton. 161

Aylmer à Burton. Il serait désireux de lui être utile, mais il a pris pour règle de conduite de s'abstenir de faire des recommandations ; il peut dire cependant qu'il a toujours cherché une occasion de prendre Burton dans le service civil. Il lui a été impossible de réussir. 162

Certificat de Daly attestant les services de Burton. 164

Certificat de Woolsey établissant les promesses faites par Dalhousie de donner un emploi à Burton. 165

Gosford à Glenelg (n° 58). Il transmet la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies depuis le 14 avril. 166

Inclus. La liste. 167

Ogden (procureur général) à Walcott. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 24 juin 1837.

Gosford à Glenelg (n° 59). Il croit que Papineau est à organiser une agitation. Il est décidé à appliquer, si c'est nécessaire, des mesures promptes. Il se prépare à demander un nouveau régiment à sir Colin Campbell afin de prévenir les troubles, d'arrêter l'agitation et de donner confiance aux timides.

Walcott au secrétaire de la guerre. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 24 juin 1837.

Glenelg à Gosford. Il espère que rien ne viendra détruire l'espoir de voir la paix se continuer. Il n'a pas encore reçu la liste des noms. La maladie du roi a retardé la présentation du projet de loi relatif au Bas-Canada. 32

Walcott aux divers officiers. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 24 juin 1837.

Gosford à Glenelg (n° 60). Après réflexion, il a demandé à sir Colin Campbell de lui envoyer l'un des régiments qu'il a sous son commandement. 545 verso.

Inclus. Proclamation contre les discours séditieux. 545 verso.

Rowan au secrétaire de la ville. *Inclus* dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 24 juin 1837.

5 juin,
Québec.6 juin,
Québec.7 juin,
Québec.10 juin,
Québec.12 juin,
Québec.13 juin,
Downing
Street.14 juin,
Québec.15 juin,
Québec.15 juin,
Québec.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
16 juin,
Québec. Proclamation (en français) publiée dans la *Gazette* de Québec contre les assemblées séditeuses. Page 173
- 17 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 61). Vu la récente conduite politique de Morin, il retire la recommandation qu'il lui avait donnée pour le poste de commissaire des Terres de la Couronne. 178
- 17 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il retire la recommandation qu'il avait faite au sujet de Morin. Même si sa nomination avait été approuvée et reçue, il n'en aurait pas tenu compte avant de nouvelles communications. Il lui est impossible présentement de recommander quelqu'un à cette position, mais, si son plan est approuvé, il est certain de choisir quelqu'un qui agira de concert avec Davidson. Rumeurs concernant sa méthode de faire les nominations. 180
- 19 juin,
Québec. Gosford à Colborne. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 9 juillet 1837.
- 19 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 61 bis). Il a reçu la dépêche que son commissariat prendra fin le 18 février, date où il commencera à recevoir les émoluments attachés à la position de gouverneur jusqu'au 10 août, alors qu'il touchera £4,500. Tel que requis, il transmettra aussitôt que possible ses comptes clos à cette date. Avant de recevoir sa dépêche, il avait retiré £1,000 du Trésor ; ce lui serait un ennui de ne point les employer, vu qu'il a pris pour habitude de payer tous les mois ses comptes courants. Il ne lui avait pas encore été possible d'acquitter, à même ses ressources personnelles, les dettes qu'un gouverneur civil est exposé à faire. Un traitement de £4,500 n'est pas suffisant lorsque la position de gouverneur est remplie par un civil qui n'occupe pas d'autre poste. Le relevé qu'il a fourni le 23 janvier comprend le traitement depuis le jour où son prédécesseur a été payé. 182
- 20 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 62). Il transmet la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies depuis le 6. 188
- 21 juin,
Québec. *Inclus.* Liste. 189
Colborne à Gosford.
- 24 juin,
Québec. Gosford à Colborne. Ces deux documents sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 9 juillet 1837.
- 24 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 63). A propos de la dépêche du 23 mars, il a déposé les documents entre les mains du procureur général afin qu'il prenne les mesures pour remettre la propriété de Sorel aux officiers de l'Artillerie. Difficultés mentionnées par le procureur général, mais Colborne prétend qu'il n'en existe point et il va donner ordre aux officiers respectifs de s'emparer de la propriété comme ils l'ont fait à Sainte-Hélène. 192
- Inclus.* Walcott au procureur général. Il transmet les dépêches concernant la propriété de Sorel afin qu'il prenne des mesures pour la remettre en la possession des officiers de l'Artillerie. 195
- Ogden (procureur général) à Walcott. Il a reçu instructions de remettre la propriété de Sorel aux officiers de l'Artillerie. Il mentionne les empêchements à cette démarche. 196
- Walcott au secrétaire de la Guerre. Gosford a donné instructions au procureur général de prendre les moyens de remettre à l'Artillerie la propriété de Sorel, mais cet officier a découvert des empêchements légaux à ce transport. Il transmet une copie de son opinion légale et mentionne la bonne volonté de Gosford de faire exécuter les désirs du gouvernement. 198
- Walcott aux officiers respectifs. A peu près la même chose que dans la lettre précédente. 200
- 26 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). Il envoie une liste de noms de personnes dignes d'être nommées membres des Conseils exécutif et législatif, ainsi que des observations qui peuvent l'aider. Sans être absolument certain de la justesse de ces observations, il les croit exactes. Il n'a pas fait la liste d'après l'ordre de préférence qu'il peut avoir. Il demande la per-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
mission de biffer certains noms qu'il avait d'abord soumis et de substituer la présente liste à celle qu'il avait expédiée dans son envoi du 26 avril 1836. Si l'on trouvait à propos d'augmenter le nombre des membres du Conseil législatif, il demande de consulter l'envoi marqué n° 1. Observations touchant certaines personnes nommées, mais dont la nomination pourrait être annulée. Page 204
- 26 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 64). Il a transmis la réclamation, faite par Shadwell contre Daly à ce dernier officier public, et il joint une copie de sa réponse. 214
- Inclus.* Daly à Walcott. Ou Shadwell est devenu illégalement possesseur d'une obligation réglée depuis longtemps, ou bien son agent (à Daly) l'a trompé, ce qu'il ne peut croire. Il fera faire des recherches. 215
- 27 juin,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 65). Il donne une réponse aux questions posées par la Trésorerie au sujet des sauvages. 217
- Inclus.* Réponse aux questions de la Trésorerie. 218
- 28 juin,
Québec. Colborne à Gosford.
- 29 juin,
Québec. Gosford à Colborne. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 9 juillet 1837.
- 29 juin,
Downing
Street. Glenelg à Gosford. Décès du roi. Il est contraire à l'intérêt public de poursuivre la discussion des mesures non terminées par le parlement ou d'introduire de nouvelles mesures. Un projet de loi, permettant d'avancer l'argent nécessaire au paiement de l'arriéré des salaires des employés publics, sera dans son opinion sanctionné par le parlement. Il espère que la législature du Bas-Canada reconnaîtra qu'il existe un sincère désir de s'abstenir de toute intervention concernant les droits et les privilèges de la chambre d'Assemblée. Satisfaction qu'éprouverait Sa Majesté, si le commencement de son règne était marqué par le retour d'une confiance mutuelle entre la chambre d'Assemblée et le gouvernement exécutif du Bas-Canada. 32
- 30 juin,
Québec. Colborne à Gosford. Inclus dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 9 juillet 1837.
- 30 juin. Anonyme aux officiers en loi de la Couronne. Inclus dans un envoi anonyme à Gosford, en juin 1837.
- juin. Anonyme à Gosford. La question du paiement des intérêts par la "British American Land Co" fut référée aux officiers en loi de la Couronne; la compagnie doit se conformer à leur rapport qui a été envoyé. Les intérêts et les arrrages doivent être payés, et il doit être tenu un compte exact des dépenses faites pour les travaux publics afin que l'intérêt régulier soit exigé. 36
- Inclus.* Anonyme aux officiers en loi de la Couronne. Il transmet la correspondance échangée avec la "British American Land Co", et il demande une opinion légale quant au paiement de l'intérêt sur les versements non encore dus. 38
- Walcott aux commissaires de la "British American Land Co". Le gouverneur a accordé un délai jusqu'au 4 avril pour le paiement du versement et de l'intérêt dus le 20 mars. Le gouverneur considère que le mode de paiement des intérêts ne s'accorde pas avec l'esprit et la lettre des clauses du marché; les intérêts ne sont payés que sur le versement alors dû quand ils devraient l'être sur les autres versements à venir. Extraits du contrat qui démontrent la manière dont les intérêts devraient être payés. 40
- 1er juillet,
Québec. Colborne à Gosford.
- 1er juillet,
Québec. Gosford à Colborne.
- 1er juillet,
Québec. Gosford à Colborne. Ce document et les deux qui précèdent sont compris dans l'envoi de Gosford à Glenelg, le 9 juillet 1837.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
3 juillet,
Québec.

Le même à Glenelg, (n° 66). Il mentionne la mort de W. B. Felton.

Page 233

4 juillet,
Québec.

Le même au même (personnelle). Afin de l'empêcher (Glenelg) de tirer des conclusions d'après les comptes rendus de la *Minerve* et du *Vindicator*, il annonce que Papineau, avec quelques membres de son parti, a tenu des assemblées publiques pour soulever les esprits apparemment contre les résolutions de Russell, mais en réalité pour prêcher des doctrines séditeuses. Les journaux ci-dessus mentionnés représentent les assemblées comme obtenant de grands succès, mais d'après tous les rapports ces comptes rendus sont très exagérés; en fait, quelques assemblées ont été de véritables fiascos. C'est Munn, un important constructeur de navires, qui sera élu à l'élection qui se tiendra à la basse-ville pour le remplacement de Vanfelson; le parti de la révolte soutient Conolly, un épicier. Munn est chaudement appuyé tant par les Anglais que par les Français. Papineau perd du terrain. Il ne s'attend pas à quelque agitation sérieuse. Colborne dit qu'il a communiqué au général en chef la correspondance qu'ils (Gosford et Colborne) ont échangée. Il écrira à ce sujet, mais pas maintenant.

234 et 547 au verso.

8 juillet,
Montréal.

Rapport du *Morning Courrier*, contenant les discours prononcés à l'assemblée de la Place d'Armes, le 6. 270

8 juillet,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 67). Tel qu'ordonné, il a convoqué la législature. Selon l'usage, il faut donner un avis de pas moins de 40 jours. 237

9 juillet,
Québec.

Le même au même (n° 68). Il transmet la correspondance échangée avec Colborne au sujet de la distribution des troupes afin de démontrer son intention d'agir de concert avec sir John et de se mettre en garde contre l'accusation de manquer de courtoisie. 238

Inclus. Gosford à Colborne. Il désire qu'on ne fasse pas de déplacement de troupes sans qu'il en ait été d'abord informé. 243

Colborne à Gosford. Il a donné ordre que les mouvements des troupes lui soient communiqués aussi complètement qu'un gouverneur civil peut être instruit sur ces choses militaires. Des rapports périodiques ont été régulièrement adressés, y compris celui de la distribution des troupes. Aucun déplacement n'a eu lieu depuis qu'il a le commandement, à l'exception de celui du 15^e, conduit à Québec pour compléter sa tournée ordinaire de service et être prêt ensuite à retourner en Angleterre. Les autres mouvements des troupes ont été communiqués. Sa responsabilité au sujet de la position des troupes qui doit être telle que celles-ci puissent être promptement rassemblées. S'il survenait quelque révolte, la responsabilité militaire retomberait sur le commandant en chef des troupes. Il désire sincèrement agir de concert. 245

Gosford à Colborne. Il croyait sa lettre du 19 tellement claire qu'il ne soupçonnait pas de malentendu possible; il a seulement demandé des renseignements que tout gouverneur civil mérite de connaître. Il n'a pas l'intention d'intervenir dans l'accomplissement de ses fonctions, mais tout gouverneur civil a le droit de connaître les mouvements des troupes afin qu'il puisse s'y opposer, s'il les considère nuisibles à un point de vue politique. Autres raisons à l'appui de son opinion. 250

Colborne à Gosford. Il ne voyait rien qui pût motiver cette discussion touchant leurs devoirs respectifs. Les rumeurs relatives au rassemblement des troupes étaient sans fondement, et il a été informé du poste de chaque corps militaire; aucun autre déplacement de troupes n'est projeté que celui qui se fait périodiquement. Les règlements de 1826 n'accordent d'autorité militaire que dans les choses locales. Il explique la nature et les stipulations des règlements. La responsabilité qui retombera sur l'autorité militaire dans le cas d'une résistance à main armée. 256

Gosford à Colborne. Le but de sa communication du 19 juin n'était pas d'expliquer les devoirs respectifs de l'autorité civile ou militaire, mais sim-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

	plement d'obtenir des renseignements touchant les mouvements militaires que l'on avait en vue. Comme ceci paraissait passer pour une intervention, il a voulu faire disparaître cette impression. Il s'agit maintenant de savoir sur qui repose le maintien de la paix et du bon ordre dans la province. Est-ce sur le gouverneur ou sur le général en chef? A moins de ne pas avoir compris ses instructions, il considérerait que cela reposait et devait reposer sur le gouverneur. Il ne s'était pas opposé au transport du 15 ^e du Haut-Canada, ni à la mobilisation des troupes à Québec, bien qu'il aurait peut-être demandé de retarder ces déplacements s'il en avait été informé, et s'il s'était présenté quelque considération politique qui aurait rendu la chose préférable.	Page 260
	Colborne à Gosford. La continuation de cette correspondance ne rend aucun service au public. Jusqu'à ce qu'il ait reçu l'avis du général en chef, il continuera à suivre les instructions qui lui ont été données.	264
	Gosford à Colborne. Il renouvelle l'expression de son désir d'être instruit sur tout mouvement projeté des troupes.	265
	Colborne à Gosford. Il continuera à lui fournir tous les renseignements au sujet du mouvement des troupes.	266
	Gosford à Colborne. Il l'en remercie.	267
10 juillet, Montréal.	Extraits relatifs à la politique tirés de la <i>Minerve</i> .	318, 331
	Rapport de l'assemblée du comté de Missisquoi.	338
11 juillet, Québec.	Gosford à Glenelg (n ^o 69). Tel que déjà dit, il a demandé à sir Colin Campbell un nouveau régiment, et il a lancé une proclamation dont il a commandé de donner lecture à chaque régiment. Elle a été lue presque partout, mais elle a été reçue avec mépris dans certains endroits, surtout dans le comté des Deux-Montagnes. Raizenne a eu sa commission enlevée, vu qu'il avait désobéi aux ordres. L'inconvenance de conduite de certains magistrats. La proclamation a produit un effet salutaire; toutes les assemblées publiques n'ont eu depuis aucun succès. Il y en a eu une d'un caractère différent à Montréal le 6 courant, à laquelle beaucoup de Canadiens-Français ont pris part. Il transmet une copie des résolutions. Actes de violence dans le comté des Deux-Montagnes. Il a confiance que les poursuites en justice et l'arrivée du 83 ^e régiment vont ramener la paix. Il ne s'attend pas à des troubles sérieux.	548
	<i>Inclus.</i> Résolutions passées à l'assemblée de Montréal.	548 verso.
	Gosford à Glenelg (n ^o 70). Il transmet le mémoire de Duncan Bruce, Charles Shilliton, John D. McIntyre et Alexander Martin, qui demandent la ratification de l'achat qu'il avait désapprouvé de 66,242 acres de terre dans le district de Gaspé. Il fournit les moindres détails de la transaction et les raisons pour lesquelles il l'avait désapprouvée.	342
	<i>Inclus.</i> Mémoire qui explique longuement les circonstances de l'achat.	348
	Macdonald à Felton. Il expose que les terres des cantons de Hamilton et de Cox sont nécessaires pour la colonisation.	378
	Désignation des terres demandées.	380
	Plan des terres annexé à la lettre.	381
	Felton à Macdonald. Le gouverneur a sanctionné l'arpentage et la vente de dix milles acres de terre dans les cantons de Cox et d'Hamilton.	382
	Copie de l'avis public, affiché à New-Carlisle, etc., concernant la vente de permis pour la coupe du bois.	383, 385
	Vente des permis.	389
	Relevé mensuel des terres vendues.	392 à 400
	Macdonald à Bruce. Les billets qu'il avait reçus de lui en paiement du premier versement sur l'achat des terres lui ont été renvoyés protestés.	401
	Duncan Bruce à Davidson. Ces billets n'ont pu avoir été protestés qu'à cause du manque de diligence de celui à qui ils avaient été remis. Le plein montant de leur valeur sera déposé à la banque de Québec avant l'échéance.	402

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

Davidson à Bruce. La vente des terres à New-Carlisle ne sera point ratifiée.	Page 403
A Winter à la même date et sur le même sujet.	404
Davidson à Bruce. Il attire son attention sur l'avis officiel et sur la circulaire annonçant que les ventes de terres ont été annulées.	405
Offre légale faite de la part de Bruce de £1,692, 12s. 7d. pour l'achat des terres.	406
Certificat de la banque de Québec attestant que Bruce a déposé £1,694-0s. 11d.	410
Mémoire de Bruce et de ses associés au sujet de l'achat de terres dans Gaspé.	411
Walcott à Bruce, etc. Le gouverneur, pour les raisons énoncées, a jugé à propos d'annuler les ventes.	422
Bruce, etc. à Walcott. Il expose ses raisons par solliciter la ratification de la vente des terrains dans Gaspé.	424
Walcott à Bruce, etc. Le gouverneur, après délibération, a décidé d'annuler les ventes et il ne peut pas renverser cette décision.	437
Davidson à Macdonald. Dans la lettre de 28 juillet dernier, c'est par oubli que l'étendue de terres à vendre n'a pas été indiquée.	441
Protêt par Bruce d'une lettre de change tirée sur Charles Schillitoe (alias Schillitor).	443
Une note indique qu'un protêt semblable a aussi été signifié pour une autre lettre de change.	444
Copie d'une traite tirée sur Charles Schillitoe par Bruce.	445
Macdonald à Davidson. Il a été destitué de son emploi jusqu'à ce qu'il puisse expliquer les ventes considérables de terres faites dans le district de Gaspé. Il expose l'état des affaires en sa faveur.	446
Une note indique qu'il a été rétabli dans son emploi.	455
Gosford à Glenelg (n° 71). Il a référé au Conseil la question de diminution des dépenses relatives aux sauvages. Il transmet les documents à ce sujet. Résumé du rapport du Conseil. Il renvoie au traité fait avec les Iroquois de Saint-Régis.	457
<i>Inclus.</i> Liste des documents inclus.	457 verso.
Rapport du comité du Conseil exécutif.	458
Discours fait aux Abénaquis par Cooper, le secrétaire militaire.	462
Nombre des sauvages dans les villages du Bas-Canada, en 1835.	462 verso.
Routh à Gosford. Proposition de diminuer les dépenses touchant les sauvages.	463
Le même au même. Nouveaux détails concernant les sauvages.	463 verso.
Walcott au secrétaire des Affaires des sauvages. Pour s'assurer de la possibilité de changer le système de faire des présents aux sauvages et de la manière de pourvoir à l'éducation des sauvages. Afin de tenir sa parole, il les consultera à ce sujet.	464 verso.
Conseil tenu par les sauvages de Saint-Régis pour considérer les points mentionnés par Walcott.	465
Conseil tenu dans le même but par les sauvages de St-François.	465 verso.
Conseil tenu dans le même but par les sauvages des Deux-Montagnes.	466
Conseil tenu dans le même but par les sauvages de Caughnawaga.	467
Duchesnay à Napier. Il mentionne que les sauvages sont opposés à un changement dans la méthode de donner des présents.	467 verso.
Hughes au même. Il croit qu'il y aurait moyen d'économiser sans alarmer les sauvages ni éveiller leur défiance, en faisant un arrangement convenable. Il transmet le tableau de la réduction projetée.	468

13 juillet,
Québec.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Routh à Spearman. Il fait rapport à la Trésorerie que Fielde est retourné à Penetanguishene après avoir laissé les présents destinés aux sauvages à la grande Ile Manitoulin. Head n'a pas encore terminé son voyage.

Page 468 verso.

Walcott au Conseil Exécutif. Le gouverneur désirerait connaître l'opinion du Conseil au sujet de la question des présents des sauvages. Il transmet des documents pour faciliter l'étude de cette question. 469

Relevé du nombre des sauvages vivant sous la protection du département des Sauvages. 469 verso.

Inclus dans le relevé des notes concernant les sauvages du Sault-St-Louis, St-Régis et autres tribus ainsi que des renseignements et des rapports supplémentaires à propos de l'éducation, etc. 471

Rapport touchant la réclamation par les sauvages de Lorette de la seigneurie de Sillery. 475

Adresse (en français) à Lord Gosford de la part des Sept-Nations du Canada. 475 verso.

Adresse (en anglais). Les Algonquins et les Nipissings demandent le redressement de leurs griefs. 476

Christie à Napier. Concernant l'éducation des sauvages. 477

Christie à Napier. Il transmet les estimations approximatives des dépenses relatives aux sauvages. 477 verso.

Du même au même. Il transmet un rapport concernant la location du terrain du gouvernement à St-Jean ainsi que le rapport révisé des dépenses relatives aux sauvages. 478

Du même au même. Il transmet l'état des dépenses encourues pour l'école d'agriculture des sauvages. La somme requise pour les clôtures. 478 verso.

(Deux états sont joints à cet envoi).

Gosford à Glenelg (n° 72). Il transmet l'état des recettes et des dépenses attribuables aux terres publiques et aux permis pour la coupe du bois, ainsi que l'état des recettes provenant du revenu casuel et territorial. 486

Inclus. Etat des recettes et des dépenses attribuables aux terres de la Couronne et aux permis accordés pour la coupe du bois pour les six mois terminés le 30 juin 1837. 487

Recettes pendant trois mois. 488

Recettes provenant du revenu casuel et territorial. 489

Gosford à Glenelg. (Personnelle et confidentielle). Il a convoqué la Législature pour l'expédition des affaires le 18 août ; diverses opinions sont exprimées sur la possibilité de voter ou de ne pas voter les subsides à moins que le nombre des conseillers législatifs ne soit augmenté ; il a en réalité peu d'espérance de succès. Il a retardé autant que possible à convoquer la Législature dans l'espoir de recevoir une communication officielle et il lui a été difficile de pouvoir tâter le sentiment politique des chefs. Il croit cependant avoir adressé une liste fidèle et juste, mais il ne peut s'imaginer d'après quel principe se fera le choix des conseillers. Ce ne sera pas facile à décider si ceux qui ont signé les 92 résolutions doivent être exclus, car il y en a parmi eux qui sont des plus loyaux et des plus attachés à la Couronne britannique et qui ne voudront cependant pas voter pour le principe que le Conseil Législatif soit à l'avenir élu par le peuple. 505

Gosford à Glenelg (n° 73). Il transmet son rapport bi-annuel de la vente des réserves du clergé. 490

Inclus. Le rapport. 491

Gosford à Glenelg (n° 74). Il a autorisé les officiers respectifs à prendre possession de la propriété du gouvernement à Sorel. 495

Inclus. Les officiers respectifs à Walcott. Ils prendront possession de la propriété de l'Etat à Sorel quand ils auront reçu des ordres. 496

14 juillet,
Québec.15 juillet,
Québec.15 juillet,
Québec.17 juillet,
Québec.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
18 juillet,
Québec. Walcott aux officiers respectifs. Il a reçu instructions du gouverneur de les autoriser à prendre charge de la propriété de l'Etat à Sorel. Page 497
Gosford à Glenelg (n° 75). Il a soumis à la Chambre la dépêche du 10 février 1836 demandant pourquoi la Chambre, dans la nomination de Parent, s'était écartée de la règle ordinaire. Une proposition a été faite pour considérer cette question, mais rien n'a été fait. Des instructions ont été reçues recommandant d'exercer le droit que donne la constitution, même si ce droit était refusé, de nommer le sergent-d'armes, le greffier et le greffier en loi de la Législature. Il a nommé Olivier Valleyrand sergent-d'armes en remplacement de Cochran Coulson, mais il ne serait pas surpris de voir l'Assemblée faire une autre nomination. Va-t-il payer les arriérés du salaire de Parent, vu que sa nomination n'a pas encore été ratifiée par la Couronne. 498
- 19 juillet,
Québec. *Inclus.* Rapport du procureur général pour décider si certaines nominations relèvent de la Couronne; il répond dans l'affirmative. 502
Gosford à Glenelg (n° 76). Il transmet un état des sommes payées par la British American Land Company au percepteur général, ainsi que celui des dépenses faites pour les travaux publics, de même que le relevé des sommes que la compagnie a été autorisée à dépenser pour les chemins, etc. Autres relevés transmis. 510
Inclus. Etat des sommes payées au percepteur général par la British American Land Company. 514
Etat des sommes dépensées pour les travaux publics. 515
Relevé des terres de la Couronne et des réserves du clergé vendues à la British American Land Company. 516
- 20 juillet,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 77). Il ne peut pas obtenir de renseignements au sujet d'Etienne Aussignac que l'on dit s'être établi dans la paroisse de St-Michel, Québec. 517
- 21 juillet,
Québec. Le même à Grey (détachée). Les relevés concernant les sauvages expédiés le 27 courant doivent être ajoutés à (voir le message du 27 juin n° 65). 519
- 22 juillet,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 78). Il transmet le rapport des Conseil législatif et exécutif. 520
Inclus. Rapport du Conseil exécutif. 521
Rapport du Conseil législatif. 523
- 25 juillet,
Québec. Gosford à Glenelg. St-Ours est prêt à abandonner sa position de Conseiller législatif, dès qu'il pourra le faire légalement, vu qu'il est nommé shérif du district de Montréal. Il transmet la copie des lettres de St-Ours. 525
Inclus. St-Ours à Gosford (en français). Avant d'accepter la position de shérif, il a déclaré son intention de ne plus faire partie du Conseil, tant qu'il sera shérif, vu qu'il considère que les conseillers doivent être indépendants du gouvernement. 527
- 25 juillet,
Downing
Street. Glenelg à Gosford. Tout en regrettant la nécessité des mesures prises, la Reine les approuve. 546
- 25 juillet,
Downing
Street. Le même au même. Il a reçu le message ainsi que les extraits du *Vindicator* qui contiennent les rapports des assemblées publiques. Il a confiance que rien ne viendra troubler la paix publique. 546 verso.
- 25 juillet,
Québec. Gosford à Glenelg. Le procureur général a été envoyé pour s'enquérir des excès commis dans le comté des Deux-Montagnes qui avait été calme jusqu'à l'assemblée tenue par Papineau. Il ne doute pas que les discours incendiaires et les fausses représentations ont été la cause des illégalités qui s'en sont suivies. Les derniers rapports du procureur général étaient favorables. Il était heureux de dire qu'il n'y avait pas de nécessité de recourir à la force militaire. Il a transmis une copie de la correspondance qu'il a eue avec Colborne. 529

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
26 juillet.
Québec. Le même au même (confidentielle). — Accident survenu au juge en chef Sewell. Il a repris ses fonctions, mais il faut se préparer à toute éventualité. Il énumère les qualifications de ceux qui peuvent être appelés à lui succéder. Il propose la nomination d'un avocat d'Angleterre, mais il expose les difficultés qu'il y a pour cela. Page 531
- A. P. S. attire l'attention sur les mérites de Quesnel, mais il a été, dit-on, mêlé à des transactions financières qui ont un peu affecté sa réputation. Jusqu'à ce que ces soupçons soient disparus, il lui faut se priver de le recommander, ainsi qu'il l'aurait fait sans cela. 536
- 28 juillet,
Québec. Gosford à Glenelg (détachée). Arrivée du 83^e régiment à bord de deux bateaux de guerre. Les fatigues que se sont imposées les officiers et les hommes d'équipage pour rendre les bateaux convenables pour les troupes, et la promptitude qu'ils ont montrée, ont été chaudement représentées par l'amiral sir Peter Halkett. 540
- juillet. Anonyme à Gosford. Dépêche, concernant la nomination de Bourget au poste de coadjuteur, soumise à la Reine. 101
(La dépêche n'est pas datée ; probablement en juillet).
- 2
Downing
Street. Glenelg à Gosford. Il a reçu la liste des personnes désignées pour les Conseils. Les fonctions judiciaires sont encore exercées par le Conseil, de sorte que les avocats sacrifieraient leur honoraires en acceptant d'en faire partie. On peut exclure cinq noms, ce qui en réduirait le nombre à huit. Cinq seront choisis qui, avec les autres nommés par lui (Gosford), formeront le conseil. Il a soumis à la Reine les noms des dix personnes recommandées pour la position de conseiller. 547
- 27 août,
Downing
Street. Glenelg à Gosford. La Reine approuve les démarches qu'il a faites. 548 verso.
- 31 août. Lettre non signée à Gosford. Le Trésor approuve ces propositions pour la réduction du département des Sauvages. page 485
- Septembre (?). Lettre non signée au même. La lettre confidentielle du 26 juillet a été reçue. La jalousie causée par la nomination d'un membre du barreau anglais est une objection. En règle générale, il est reconnu que le procureur général a le droit de succéder à une charge judiciaire vacante, mais les officiers en loi n'ont pas un droit absolu de succéder. La difficulté de nommer aux vacances ; le choix doit lui être laissé. 537
- Pas de date. Noms des personnes ayant les qualités requises pour être nommées au Conseil. Liste contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg du 26 juin 1837.
- Lettre non signée à Spearman. Envoie un extrait de la lettre de Gosford à l'effet qu'il a tiré la somme de £1,000 sur le Trésor. Demande que la traite soit honorée comme d'habitude. 186

LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837.

Q. 238.—1—2.

(1^{re} partie, de la page 1 à la page 219 ; 2^e partie, de la page 220 à la page 405.)

1776.
15 mars,
St. James's.

Rapport du Conseil.

1832.
17 avril,
Québec.

Rapport du comité. Ces deux rapports sont contenus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 25 septembre 1837.

1835.
20 juillet,
Québec.

L'archidiacre Mountain à Craig. Incluse dans une lettre de Gosford à Glenelg du 11 septembre 1837.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
26 octobre,
Québec. Rapport du juge Black. Inclus dans une lettre de Gosford à Glenelg du 14 août 1837.
1837.
14 juillet. Extrait d'une lettre de Glenelg à Gosford concernant la nomination du Commissaire des terres de la Couronne. Le traitement disproportionné de Felton, l'occasion de faire une économie. Approuve l'idée de nommer deux commissaires ayant des pouvoirs également étendus. Page 125
- 1er août,
Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). On a reçu la nouvelle que le roi est mort et que la reine a été proclamée. Elle est lancée sur un océan impétueux. Elle a été bien élevée, et sa mère la consolera. Beaucoup dépendra de son début. La mort du roi doit causer une grande confusion politique, à laquelle le Canada doit avoir sa part. Il agira d'après l'esprit de sa dépêche (de Glenelg) lorsque l'Assemblée se réunira le 18. Il y a eu une très nombreuse assemblée de Québec pour proposer des résolutions afin de combattre la clique de Papineau. Un bon ordre et un bon esprit ont régné. Les gens de Papineau perdent du terrain. Le bon effet de la proclamation. Assemblée à Napierville ; on y a désapprouvé la conduite de ceux de ses membres qui ont assisté à une assemblée de Papineau. Page 3
- 3 août,
Québec. Black à Walcott. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg du 4 août 1837.
- 3 août,
Québec. Adresse (en français) des habitants de Québec, à l'effet que le gouvernement peut compter sur les fidèles services de l'assemblée et sur la loyauté des habitants représentés. 21
- 4 août,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 79). A communiqué la dépêche concernant les honoraires accordés au juge Black, de la cour de vice-amirauté. Envoie copie de son rapport. La question n'a pas avancé pratiquement d'un pas depuis sa dépêche précédente. L'opinion du procureur et du solliciteur général est à l'effet que l'arrêté de Sa Majesté, du 20 novembre 1835, remet la question au même point qu'avant l'arrêté de juin 1832, et que le juge n'a pas le pouvoir d'établir un tarif d'honoraires. Sa Seigneurie (Glenelg) ne savait pas, apparemment, qu'antérieurement à 1832 il n'y avait pas de tarif légal en vigueur, le juge en préparait un qui existait *de facto* et non *de jure*. Il envoie à ce sujet une copie de la lettre reçue du juge Black, en octobre dernier. page 6
- Inclus.* Rapport du juge Black sur la loi concernant les honoraires de la cour de vice-amirauté, à Québec. 9
- Black à Walcott. A reçu la copie d'une dépêche du secrétaire des colonies, ainsi que de l'opinion des officiers en loi de la Couronne concernant les honoraires de la cour de vice-amirauté. Est de l'avis que le juge n'est pas autorisé à établir un tarif d'honoraires. 15
- 4 août,
Kingston. Demande de l'évêque Macdonell. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg du 28 septembre 1837.
- 7 août,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 80). Transmet la loyale adresse d'une assemblée publique tenue à Québec à la suite d'une convocation, laquelle porte 3,000 signatures. Plus de 6,000 personnes assistaient à l'assemblée. 375
- Inclus.* La loyale adresse. 375
- Réponse. 375 au verso.
- 8 août,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 81). Envoie une liste des dépêches reçues du ministère des colonies depuis le 20 juin. 26
- Inclus.* Liste. 27
- 9 août,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 82). Envoie le livre bleu de 1836. 30
- 14 août,
Québec. Le même au même (n° 83). Ne connaissant pas l'adresse de Mackinnon, il envoie la lettre de change, au montant de £196, en faveur de ce dernier au bureau des colonies. Il a fallu, pour acheter cette lettre de change, tirer sur la caisse des terres et bois £23, 7ch. 0d. 31
- 18 août,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 84). Envoie copie de son discours à l'ouverture du parlement provincial du Bas-Canada. 376

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- Inclus.* Copie du discours. Page 376
- 19 août, Québec. Gosford à Glenelg (n° 85). Envoie une copie attestée des procès-verbaux du conseil exécutif du Bas-Canada. 35
- 21 août, Québec. Le même au même (n° 86). Envoie la pétition des évêques catholiques romains de Québec et Montréal à l'effet que l'évêque de Montréal et ses successeurs puissent être constitués en corporation par lettres patentes, avec pouvoirs de posséder d'autres propriétés en main-morte. Envoie également un rapport du procureur général à ce sujet, ainsi qu'une lettre de l'évêque de Montréal. Recommande la demande. La réduction qui se produirait dans le revenu des successeurs de l'évêque de Québec, partie du montant étant accordée personnellement au présent titulaire. Laisse à Glenelg le soin de considérer si le fait que les évêques futurs de Montréal recevront un plus fort revenu que les évêques de Québec doit être une objection à la présente demande. 36
- Inclus.* Pétition (en français), de l'évêque catholique romain de Montréal. 39
- Le rapport du procureur général recommande qu'on accorde la pétition, mais que le revenu net n'excède point celui de l'évêque catholique romain de Québec. 46
- Lartigue à Gosford (en français). Ainsi qu'on le lui a conseillé, il a adressé une pétition au roi. Ne croit pas que le montant demandé (£2,000 sterling), qui doit être possédé en main-morte pour l'évêque de Montréal et ses successeurs, soit exorbitant. En outre l'évêque de Québec possède le même revenu. 48
- 26 août, Québec. Gosford à Glenelg (n° 87). Transmet des copies des adresses du conseil législatif et de l'Assemblée législative, et des réponses. 377
- Inclus.* Adresse du Conseil législatif du Bas-Canada. 377 au verso.
- Adresse de l'Assemblée législative. 377 au verso.
- Réponses au conseil et à l'assemblée. 379
- 26 août, Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). A prorogé la législature aujourd'hui. Recevra cette après-midi l'adresse de l'Assemblée. Papineau et quelques membres de sa clique ont, par crainte d'intimidation, pris une telle influence sur la plus grande partie des représentants qu'on ne pourra les satisfaire qu'en accordant tout ce qu'il demande. Papineau et ses partisans immédiats ont tiré avantage du fait qu'il fallait un changement dans l'un ou l'autre Conseil. L'avantage que des changements auraient pu produire. La clique de Papineau est déterminée à se séparer de l'Angleterre, mais il (Gosford) ne croit pas que ces gens puissent gagner le peuple à se soulever. Envoie une copie des résolutions proposées par Stuart, mais rejetées par un vote de 12 pour et 58 ou 60 contre. On s'est débarrassé de l'autre en proposant la question préalable. page 58
- Inclus.* Résolutions de Stuart. 61
- 28 août, Québec. Gosford à Glenelg (n° 88). Envoie la loyale adresse du Conseil législatif exprimant son chagrin de la mort du feu roi et ses félicitations de l'avènement de Sa Majesté au trône. Transmet aussi du même corps législatif une adresse à la reine douairière. 63
- Inclus.* Adresses à la reine. 67
- 27 août. Pétition de R. N. Harwood. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg du 25 septembre 1837.
- 30 août, Québec. Gosford à Glenelg (n° 89). A prorogé l'Assemblée immédiatement après avoir répondu à l'adresse, car il ne pouvait servir à rien d'utile de prolonger une session durant laquelle les membres avaient décidé que rien ne serait fait. Rapport des délibérations de l'Assemblée durant cette session de neuf jours. 379 au verso.
- Inclus.* Duplicata de l'adresse de l'Assemblée. 380 au verso.
- 31 août, Montréal. Rapport commun du procureur et du solliciteur général. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg du 27 septembre 1837.

8 1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
— septembre, Québec. Pétition des habitants de Québec. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg du 12 octobre 1837.
- 1er septembre, Québec. Le lord évêque de Montréal à Glenelg. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg du 11 septembre 1837.
- 2 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). A envoyé une dépêche officielle, en date du 30 août, rendant compte des délibérations de l'assemblée, depuis le jour où elle s'est réunie le 18 jusqu'au jour où elle s'est prorogée, le 26. La faction Papineau ne sera satisfaite d'aucune concession, sauf de ce qui lui permettra d'atteindre son but ultérieur, savoir la séparation de l'Angleterre et l'établissement d'une république. Papineau a poussé les choses si loin qu'il lui faut persévérer ou se soumettre à une défaite, qui lui enlèvera tout pouvoir et influence. Papineau a pris avantage des attaques violentes et injustifiables du parti ultra tory contre les Canadiens-Français ; c'est à cette cause que l'on peut attribuer une forte partie de l'influence qu'il exerce sur les membres de l'Assemblée. Il faut une grande prudence pour se préserver des maux que pourraient causer les émissaires de Papineau, et il peut être nécessaire de suspendre la constitution ; il dit cela avec un profond regret. Envoie des observations sur le Conseil législatif, tirées d'un journal ; elles paraissent être justes. Page 71
- Inclus.* Changement dans la composition du Conseil législatif, et liste des membres. 74
- 8 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). Les assemblées du parti de Papineau ont été moins fréquentes. Le but que l'on se proposait, en tenant ces assemblées dans un certain nombre de circonscriptions électorales, avant la réunion de l'Assemblée, était d'influencer les membres. Maintenant on veut tenir le pays dans un état d'agitation au moyen d'une convention à Montréal, à laquelle Papineau et son parti se font un devoir d'assister. Les actes de ces derniers tendent à la rébellion, mais on n'a pas encore poussé les choses assez loin pour que l'Exécutif tente raisonnablement des poursuites légales. Dès qu'une occasion se présentera il aura recours à la loi, mais à moins d'avoir un cas fortement établi, cela ferait plus de mal que de bien. Le mal causé par la convention est manifeste, et il peut être poussé à exercer un pouvoir qu'il préférerait de beaucoup ne pas exercer. Mais si l'occasion arrive il lui faudra agir avec fermeté. On ne peut plus maintenant faire d'arrangement avec Papineau. En augmentant les pouvoirs de l'Exécutif, et en suspendant la constitution, on paralysera la force de ces hommes malfaisants. Tant qu'on n'aura pas rendu nul le pouvoir de Papineau, il n'y a pas à traiter avec un homme qui a des desseins aussi funestes. S'étend sur ce sujet et termine ainsi : " J'espère avoir un rapport triomphant du résultat des élections." Page 79
- (Des extraits imprimés se trouvent à la page 182.)
- 9 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 90). N'a pas entendu parler d'aucunes assemblées publiques, au cours des trois ou quatre dernières semaines, et commencé à croire qu'on a abandonné ce mode d'agitation. Depuis le mois de mai, alors que l'on a connu les résolutions adoptées par le ministère, il a été tenu 23 assemblées, dans le district de Montréal en grande partie. Le principal objet de ces assemblées était de condamner les mesures ministérielles, de recommander la contrebande et d'autres moyens de diminuer le revenu, de suggérer la formation de sociétés politiques et de créer une opinion publique en faveur de la rupture des liens unissant à la Grande-Bretagne. Renvoie à l'organe du parti, le *Vindicator*, pour l'exactitude de ce rapport. Les difficultés qu'il y a de poursuivre en justice les personnes coupables des offenses commises. Envoie un rapport au sujet de l'insuccès récent d'une poursuite judiciaire. Renvoi des magistrats et officiers de milice, y compris Papineau. Transmet la copie d'une lettre qui lui a été adressée, et sa réponse. Les efforts tentés pour troubler l'ordre de choses établi ne diminuent pas, ainsi que l'indiquent les publications séditionnelles et l'organisa-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- tion de comités dans un ou deux comtés du district de Montréal. A l'exception des habitants de quelques comtés dans le district de Montréal, la masse du peuple est satisfaite. Il a été rapporté qu'on avait tenu à Québec et à Montréal six assemblées en opposition aux assemblées mentionnées ci-dessus. Page 382 verso.
- Inclus.* Rapport du procureur général sur les actes d'accusation soumis au grand jury, et qui n'ont pas été jugés fondés. 383 verso.
- Walcott à Papineau. Lui demande si en sa qualité de magistrat il a quelque explication à donner pour avoir pris part à une assemblée, dans laquelle il a été recommandé de violer la loi. 383 verso.
- Papineau à Walcott. Considère que le gouverneur commet une impertinence en lui demandant une explication de sa conduite. Nie qu'il ait été fait, à quelque assemblée, une recommandation de violer la loi. 383 verso.
- 11 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 91). Envoie lettre du lord Evêque de Montréal sur la situation que lui fait la mort de l'Evêque de Québec. Envoie aussi une lettre de l'Evêque contenant l'ébauche d'un projet pour l'entretien de l'Eglise du Bas-Canada. Le plan a été soumis aux Commissaires, et l'Evêque croit que l'on pourrait, sans difficulté, l'incorporer dans les mesures adoptées pour régler les difficultés dans la province. Ne peut suggérer de plan pour pourvoir d'une façon convenable à l'Evêque, bien qu'il espère que l'on pourra trouver quelque moyen pratique de placer l'Evêque sur un pied, que son rang et ses mérites personnels lui donnent lieu d'attendre. 90
- Inclus.* Le lord Evêque de Montréal à Glenelg. Concernant la mort du lord Evêque de Québec. Le motif qui lui a fait accepter le ministère sacré d'Evêque de Montréal; comment le ministère devrait être soutenu. 92
- L'Archidiacre Mountain soumet un plan pour venir en aide à l'Eglise d'Angleterre au Canada, et il espère que ce plan sera approuvé par Son Excellence. Explique le plan, qui se divise en cinq sections. 98
- 12 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 92). A la demande du juge en chef Reid, il attire de nouveau l'attention sur sa demande d'une allocation de retraite. 104
- 12 septembre, Québec. Le même au même (n° 93). Envoie la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies, depuis le 8 août. 106
- Inclus.* Liste. Page 107
- 13 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). Envoie le *Vindicator* qui fournit, avec la *Minerve*, les seuls moyens à peu près d'obtenir des renseignements sur le parti de Papineau. Ce journal dit qu'il s'est formé dernièrement une association appelée "Les Fils de la liberté," mais il ne connaît pas encore quel est le but de cette association, sauf ce qu'en dit le journal. Des poursuites criminelles ont été intentées contre les conspirateurs de Saint-Benoit, en faveur desquels le grand jury avait rendu un verdict de non-lieu. On ne peut s'attendre à ce que le jury, composé comme il l'est, prononce la mise en accusation de ces gens. Il y a sans doute exagération, quant au nombre de personnes qui assistent à ces assemblées séditieuses, mais il est nécessaire d'user de vigilance pour se préserver des maux que peuvent causer ces assemblées, ou plutôt ces associations. Un des objets est de créer autant d'alarme que possible. 111
- 18 septembre, Québec. Le même au même (séparée). Envoie pétition du lieutenant Louis Guy. Il est très respectable. Serait heureux de lui être utile de quelque façon. 114
- 18 septembre, Québec. Le même au même (n° 94). N'a pu obtenir des renseignements au sujet de Charles Preston, du 32e régiment, depuis qu'il est parti de Québec avec sa famille en 1833, mais l'on suppose en général qu'il est allé aux Etats-Unis. 113
- 19 septembre, Québec. Le même au même (n° 95). Envoie la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies depuis le 12. 116
- Inclus.* Liste. 117

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
20 septembre, Downing Street. Glenelg à Gosford. L'adresse envoyée dans la dépêche du 7 août a été reçue et présentée à la reine, qui l'a reçue avec une grande satisfaction. Page 376
- 22 septembre. Sans signatu e à Mackinnon. Par ordre de Glenelg, il a transmis la lettre de change de £196 en sa faveur, et lui demande d'en accuser réception. 32
- 23 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 96). A reçu la dépêche approuvant la nomination de Davidson au poste de Commissaire des terres de la Couronne, mais non celle de Morin, par suite de sa conduite politique. Avait déjà enlevé son nom, et il recommande maintenant Tancrede Bouthillier. Sa grande réputation. Pour ne pas perdre de temps il l'a nommé provisoirement, et ce dernier, ainsi que Davidson, commenceront à exercer leurs fonctions le 1er du mois prochain. Les gens qui seront employés. Croit qu'en présence des fonctions supplémentaires que la corporation du clergé impose aux commissaires, cette dernière devrait contribuer £300 au lieu de £250 sterling par année pour les appointements. Le coût annuel du département pour les appointements sera de £1,326 sterling, et sur ce montant, la Couronne paiera £1,026 au lieu de £1,100, ainsi que mentionné dans sa lettre. On a demandé des cautions à Davidson et à Bouthillier.
- 25 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 97). Envoie la pétition de Madame Harwood pour elle-même et ses sœurs, madame Bingham et madame Joly, réclamant 150,000 acres de terres à titre de petites-filles du chevalier Michel Chartier de Lotbinière, terres auxquelles leur grand-père avait droit, disent-elles, en vertu d'un arrêté du conseil du 15 mars 1776, dont copie est envoyée en même temps qu'une copie d'un rapport du conseil en 1832. I a répondu qu'il ne se croyait pas autorisé à appliquer un arrêté qu'on avait laissé inefficace pendant plus de 60 années mais qu'il soumettrait le cas au gouvernement de Sa Majesté. 128
- Inclus.* Pétition de madame Harwood. 130
- Rapport du conseil sur la demande de Michel Chartier de Lotbinière de lui accorder les Seigneuries d'Alainville et d'Hoquart. 135
- Pétition de R. U. Harwood à Gosford. Demande que sa pétition à l'effet d'accorder des terres aux héritiers de feu M. de Lotbinière soit accordée. 146
- Rapport du Comité du Conseil sur la pétition des héritiers de feu M. de Lotbinière. 148
- 26 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 98). A reçu la dépêche lui demandant d'envoyer des relevés de banque. La seule banque, qui a acquiescé à l'arrangement concernant les droits de douane, est la banque de Québec, mais elle n'a rien fait à ce sujet; la banque de Montréal avait refusé d'accepter les conditions, mais dans l'intervalle la succursale de Québec a payé à la douane, à compte des droits, la somme de £7,468, 0ch. 8d. Après la décision du conseil de Montréal le conseil de Québec a offert de racheter les reçus en espèces, mais a demandé qu'on laisse la monnaie à la banque, à titre de dépôt, alléguant que l'enlèvement des espèces dans le moment pourrait diminuer la confiance du public. Pour cette raison et pour d'autres, il a consenti à ne pas exiger le rachat immédiat des reçus, à condition que les espèces soient mises à part dans les voûtes et considérées comme un dépôt spécial. A convenu d'accepter des états mensuels au lieu d'états hebdomadaires des affaires de la banque, ainsi qu'un relevé à tous les quinze jours des espèces en caisse. La succursale de Québec a depuis payé tous ses reçus, et ce qu'il avait été convenu de faire a cessé d'être fait. 150
- 26 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 99). Envoie les journaux, etc., du Conseil législatif et de l'Assemblée pour les sessions finissant le 21 mars et le 4 octobre 153
- 27 septembre, Québec. Cochrane à Walcott. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 septembre 1837. 153

DOC. DE LA SESSION No. 18

- 1837
27 septembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 100). Envoie le rapport commun du procureur et du solliciteur général à l'effet que les actes du dernier parlement provincial n'ont point constitué une session, et que la Cour du district de Saint-François, dont la durée était limitée à la fin de la session, n'a pas été close par suite de la prorogation. Avait retardé à envoyer le rapport en attendant une décision judiciaire, mais la cour a continué ses opérations sans que la question fût soulevée. Page 154
- 28 septembre, Québec. *Inclus.* Rapport commun du procureur et du solliciteur général. 156
Gosford à Glenelg (n° 101). Envoie la demande du révérend Alex. Macdonell, l'Evêque catholique romain du Haut-Canada, à l'effet de lui accorder une aide pécuniaire pour la construction d'un séminaire catholique romain à Kingston. Recommande qu'on accorde la demande. 161
- 29 septembre, Québec. *Inclus.* Demande de l'Evêque Macdonell. 162
Gosford à Glenelg (n° 102). Envoie la liste des dépêches reçues du Bureau des Colonies. 166
- 30 septembre, Québec. *Inclus.* Liste. 167
Gosford à Glenelg. Présente A. W. Cochran. Ses réclamations. 169
Inclus. Cochran à Walcott. A l'intention de demander une indemnité pour la perte de sa charge, et demande une recommandation de Gosford. 172
- 1er octobre, St-Benoit. Progrès de l'organisation.
- 4 octobre, Montréal. Adresse des "Fils de la liberté." Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 12 octobre 1837.
- 4 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 103). Envoie un état des recettes à compte du revenu casuel et territorial et des ventes des terres de la Couronne et des permis de couper le bois. Billets reçus au lieu d'espèces. Pourquoi cela a été permis. Aussitôt que les espèces deviendront plus abondantes, il demandera à la banque de racheter ses billets. 175
- Inclus.* Etat des recettes à compte du revenu casuel et territorial. 177
Etat des recettes à compte des terres de la Couronne et du permis de couper du bois. 178
- 4 octobre, Carillon. Extrait d'une lettre à Colborne.
- 5 octobre, Québec. Gosford au solliciteur général. Les deux derniers documents sont contenus dans une lettre de Gosford à Glenelg, du 12 octobre 1837.
- 5 octobre, Québec. Le même à Glenelg (n° 104). Le procureur général a fait le rapport que le grand jury a rejeté les actes d'accusation contre le D^r Duchesnois, et qu'il a *ex officio* fait une dénonciation pour le même délit. Il envoie un rapport donnant la raison pour laquelle il a agi ainsi. 383 verso.
- Inclus.* Rapport du procureur général sur l'état des affaires dans le voisinage de Montréal, le verdict de non-lieu prononcé par le grand jury, et mentionnant qu'il a fait *ex officio* une dénonciation afin de rétablir la confiance. 384
- Suivent les dépositions des témoins.
- 6 octobre, Québec. Colborne à Gosford. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 12 octobre 1837.
- 6 octobre, Downing Street. Glenelg à Gosford. A reçu les dépêches ainsi que les adresses du Conseil et de l'Assemblée législative. Page 381 au verso.
- 7 octobre, Québec. Réponse du Gouverneur à la pétition des habitants de Québec.
- 9 octobre, Montréal. O'Sullivan à Gosford. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 12 octobre 1837.
- 11 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). Stuart (fils de lord George Stuart) a offert de porter les lettres, offre qui a été acceptée. Est occupé à arranger les deux conseils, et il éprouve quelque difficulté, principalement par suite du fait qu'il ne reçoit pas de réponses des personnes à qui il

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

a écrit à ce sujet. Espère que cette affaire sera réglée dans quelques jours, et qu'il pourra envoyer une liste des noms. Enverra un rapport sur l'état du pays, lequel est assez décourageant quant à Montréal. Papineau et son parti poursuivent un système d'agitation et ont par leurs menaces jeté l'alarme dans l'esprit de personnes bien disposées, et paralysé ainsi leurs efforts. Espère obtenir une dénonciation assermentée, et il pourra alors arrêter quelques-uns des chefs, et dans ce cas, il s'attend de rétablir certainement le bon ordre. Le jeu de Papineau est un jeu désespéré, il ne peut expliquer la folie de ses actes, à moins qu'il n'espère avoir l'aide des puissances. Désirerait qu'il y eût un ou deux régiments de plus pour donner confiance aux timorés. Toute cette agitation se borne au district de Montréal. Page 187

(Extrait à la page 390, l'extrait est daté du 10 octobre.)

12 octobre,
Québec.

Gosford à Glenelg (confidentielle). Les tentatives faites par Papineau pour amener une révolution sont plus audacieuses que jamais. La plupart des représentants du district de Montréal sont rangés du côté de Papineau, et ils ont eu dans ce district plus de succès qu'il ne s'y attendait; bien que la majorité des habitants de la campagne soient peu portés à partager les opinions des agitateurs, ces derniers ont réussi, par la crainte, à faire une impression sur leur esprit, ce qui a produit de l'inertie dans leur opposition. Cet état de choses mérite qu'on s'en occupe sérieusement. Le mode employé pour soutenir l'agitation consiste à faire parader chaque nuit dans Montréal des bandes organisées, à prononcer des discours incendiaires et distribuer des publications séditeuses, tenir les paroisses loyales dans une sorte d'excommunication et la crainte de dommages causés pendant la nuit. D'autres moyens de troubles sont énumérés. Perte de vie à un charivari, qui a eu lieu à Saint-Denis, et au cours duquel il a été tiré des coups de feu d'après les ordres de M^{me} Saint-Jacques, laquelle a été mise en prison. Les mauvais effets du système. Envoie rapport du procureur général indiquant qu'il est impossible d'obtenir des condamnations d'un jury. Envoie de documents pour montrer dans quel état se trouve le pays. 190

Inclus. Extrait d'une lettre à Colborne sur l'état d'agitation du comté des Deux-Montagnes, et le progrès du mouvement de Papineau. 208
(Extrait à la page 390.)

Gosford au Solliciteur général. On pense dans le pays que les magistrats ne sont pas suffisamment actifs. Lui dire ce qu'il en sait par expérience. Les occupations de plusieurs des magistrats demandent une attention spéciale, mais les lois doivent être observées, et il pourrait être bon de nommer quelques magistrats stipendiaires. Désire savoir qui, à Montréal, est le plus apte à remplir ces fonctions. Les aptitudes qu'exige la charge. 213

O'Sullivan à Gosford. N'a pas observé qu'aucun des magistrats ait manqué d'activité. Les renvois récents ont peut-être été la cause qu'il ne reste pas un nombre suffisant de magistrats dans plusieurs endroits, mais il vaut mieux que ces endroits n'aient pas de magistrats, attendu que ces derniers se servaient de leur pouvoir à l'encontre du gouvernement. Il n'y a pas de doute que des magistrats stipendiaires remplaceraient avantageusement les magistrats locaux. On ne voit pas qu'il y ait personne de plus apte à cet emploi que M. de Rocheblave et Jules Quesnel. Ne peut obtenir de renseignements sur les mouvements de Papineau et de ses alliés. On a obtenu de Fréchette, qui demande un emploi, le renseignement que les Fils de la liberté se composent de six divisions, toutes exercées, et qu'ils parlent de se procurer des armes à feu. S'il est franc, il serait important d'avoir Fréchette pour soi, mais on l'accuse d'avoir abusé de son autorité en faveur de Papineau, lors de la dernière élection. A son retour à Montréal Debartzch pourrait voir Fréchette. Les Fils de la liberté au nombre de 500 ont paradé dans les rues de Montréal avec fifres et tambours. Quelle conduite ils ont tenue en face de la maison du docteur Robertson. La position alarmante

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- prise par le jury, en sorte que le pays n'est plus gouverné par la loi mais par la force. Page 215
- Considérations politiques par la *Gazette* de Montréal sur les changements dans le Conseil législatif. 220
- Colborne à Gosford. Envoie un état des mouvements du "parti factieux." 391 verso.
- Adresse des "Fils de la Liberté" aux jeunes gens des Colonies de l'Amérique du Nord. 391 verso.
- Progrès de l'organisation. Comité permanent du comté des Deux-Montagnes. Résolutions adoptées, et assemblées fixées. 393
- Pétition des habitants de Québec à l'effet d'être enrôlés comme un corps de carabiniers. 394
- Réponse du Gouverneur. 394
- 16 octobre, Québec. Gosford à Glenelg. Envoie la pétition de E. A. Clark, qu'il pourra, à sa discrétion, présenter à la Reine. On lui a recommandé Clark comme un homme de caractère et de talent. Le climat ne lui va pas, et il désire avoir une situation sous un climat plus doux. 229
- 19 octobre, Québec. Le même au même (n° 105). A reçu cinq instruments pour les membres de l'Exécutif, et dix pour les membres du Conseil législatif. Toutes les personnes nommées au Conseil exécutif ont accepté, sauf Marchand qui a refusé pour cause de mauvaise santé. De ceux appelés au Conseil législatif, Neilson et Caron n'acceptent pas, le premier à cause de la mort de son fils, et l'autre parce qu'il est avocat, et que sa nomination nuirait à ses affaires. Observations au sujet des personnes nommées. 394 verso.
- 20 octobre, Québec. Pétition du conseil de fabrique et des marguilliers de la cathédrale de Québec. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 31 octobre 1837. 253
- 20 octobre, Québec. Nouvelles questions posées par le Gouverneur général au Conseil exécutif au sujet des moyens à prendre pour rendre le gouvernement exécutif indépendant de l'Assemblée, jusqu'à ce que la paix soit rétablie dans le pays. 253
- 20 octobre, Québec. Gosford à Glenelg. A payé à l'ordonnateur en chef £1,000, le montant qu'il a tiré le 19 juin dernier. A aussi versé dans la caisse militaire £7,095 4s. 2d., le montant de ses appointements depuis son arrivée jusqu'au terme de sa commission canadienne. 232
- 20 octobre, Québec. Le même au même (n° 106). Avait envoyé au Conseil exécutif la réclamation du séminaire de Saint-Sulpice à la force hydraulique située vis-à-vis sa propriété, sur le Saint-Laurent. Envoie le rapport du Conseil. 233
- Inclus.* Rapport du conseil sur la propriété du séminaire de Saint-Sulpice. 234
- 23 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 107). Envoie la pétition des juges du banc du roi dans le Bas-Canada à l'effet qu'on leur assure l'indépendance, non seulement de leur charge, mais aussi le montant de leurs appointements, de même qu'une allocation de retraite raisonnable. 260
- Inclus.* Pétition. 261
- Extrait de l'acte à l'effet de rendre les juges de la Cour du banc du roi indépendants de la Couronne. 270
- 24 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 108). N'avait pas l'intention de payer la somme de £4,048, 8s. sterling en frais de port pour les départements si Stayner n'avait pas représenté qu'une forte partie de ce montant était due aux Etats-Unis, et qu'en ne payant pas on faisait manquer tous les arrangements et mettait en péril les relations postales. Ne s'est pas cru autorisé à refuser le paiement, et il a délivré un mandat à cet effet. L'objet qu'il se proposait en consultant Sa Seigneurie avant de payer Stayner. Il aurait payé ses arrérages à même la balance des revenus de la Couronne en caisse, s'il n'avait déjà destiné la somme au paiement des services débités à ces revenus, et d'autres services que l'Assemblée a refusé de payer depuis quelques années. A payé les £4,048 8s. au moyen d'un mandat sur l'ordon

1837.

nateur en chef, au lieu de débiter le montant au bordereau de paie. Recommande qu'il soit fait un arrangement en vertu duquel les lettres et journaux du gouverneur et de son secrétaire particulier, seront reçus et envoyés francs de port. D'autres fonctionnaires (dénommés) devraient avoir le même privilège. Si l'on y objecte, comment refuter l'objection. Cela est en conformité de l'opinion du directeur général des postes et de la Chambre d'Assemblée. Sommaire des frais de port pour les différents départements.

Page 278

Inclus. Etat indiquant le montant des frais de port pour les trois dernières années, finissant le 5 octobre 1837. 286

25 octobre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 109). A obtenu à New-York des espèces pour payer les arrérages dus aux fonctionnaires publics. Expose le principe qu'il a suivi pour régler ces arrérages. A autorisé l'ordonnateur en chef Routh à tirer £65,000, ce qui, joint au revenu de la Couronne en caisse, liquide les obligations du gouvernement provincial, sauf les £31,000 avancés de la caisse militaire, ainsi que les arrérages dus à lord Aylmer, son secrétaire particulier, Amyot et Buchanan, lesquels, s'il a bien compris, devraient être réglés à Londres. Autres remarques au sujet de la transaction. 395

Inclus. Paiement jusqu'au 10 avril 1837, soit les balances pour arrérages d'appointements jusqu'au 31 mars, et pour dépenses contingentes jusqu'au 10 avril 1837. 396 au verso.

Liste des personnes auxquelles l'on doit payer la somme accordée par le parlement impérial, soit la balance due jusqu'au 31 mars 1837. 397 au verso.

Liste de ces mêmes personnes auxquelles on doit payer des arrérages ou frais contingents. 398 au verso.

26 octobre,
Montréal.

Rapport d'une assemblée loyale tenue à Montréal, tiré du *Montreal Herald*. 321

26 octobre,
Montréal.

Assemblée loyale à Montréal. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 octobre 1837.

26 octobre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 110). Avait rapporté qu'il tirerait pour parfaire le montant nécessaire afin de payer aux fonctionnaires publics leurs arrérages; avait tiré par l'entremise de l'ordonnateur en chef £65,000, ce qui a laissé un profit de £3,204, Sch. 2d. sterling. A quel crédit ce profit doit-il être reporté. L'ordonnateur en chef croit que cela relève de ses opérations ordinaires, et que tout profit doit être acquis à la caisse militaire. Dans ce cas, il conçoit que ce ne sera qu'une avance de la caisse militaire, comme cela a eu lieu en 1834. Routh cependant a agi en qualité d'agent du gouvernement provincial, et non pas à titre d'ordonnateur en chef. La vraie nature de la transaction est celle d'un prêt fait par le gouvernement impérial au gouvernement local, prêt que ce dernier est obligé de remettre. A soulevé ce point dans l'intérêt de la province. Que le profit soit crédité au revenu général de la province ou à celui qui est sous le contrôle immédiat de la Couronne, c'est une question de peu d'importance, car ce dernier est celui auquel il est pourvu d'abord. 294

Inclus. Routh à Walcott. Envoie le compte-rendu de la négociation de la somme de £65,000 en billets du Trésor, ainsi que les dépenses d'assurance, courtage, etc. Croit que le montant, dont il doit être rendu compte au gouverneur général, est limité à la somme provenant de la caisse militaire, et à son remboursement. N'a pas d'instructions formelles, et pour cette raison soumet tous les frais, afin de donner satisfaction à Son Excellence. Remarques au sujet des frais de voyages, comment les fonctions ont été remplies, etc. Recommande d'augmenter l'allocation à Price de façon à couvrir ses dépenses réelles. 300

Compte courant avec Routh. 303

27 octobre,
Montréal.

Rapport du *Vindicator*, contenu dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 octobre 1837.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
27 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 111). Par suite du retard dans les malles venant d'Halifax, à cause du poids des imprimés, il a donné instructions au directeur général des postes d'envoyer les lettres par un courrier spécial dès leur arrivée, les journaux et imprimés devant suivre par les moyens de transport ordinaires. Page 305
- 27 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg. A fait connaître au nouveau Conseil l'état de la province, et lui a soumis les questions dans une minute par écrit. Comme le rapport sur ces questions était contradictoire, il a soumis d'autres questions, lesquelles il envoie sous pli en même temps que les réponses. 399 au verso.
- Inclus.* Questions sur lesquelles le gouverneur général désirerait avoir l'opinion et l'avis du Conseil exécutif. 399 au verso.
- Rapports sur les questions au sujet desquelles il est demandé avis. 400
- Question relative à la suspension de l'effet de l'acte constitutionnel. 400 au verso.
- Rapport du Conseil, lequel tout en ne recommandant pas le rappel de l'acte constitutionnel, suggère qu'il serait à propos de suspendre l'effet de cet acte pendant une période de temps limité. 400 au verso.
- 28 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 112). Attire l'attention sur le manque de sûreté des dépêches du bureau des colonies envoyées par New-York, et donne un exemple. Envoie l'extrait d'une lettre du directeur des postes de New-York. 307
- Inclus.* Extrait d'une lettre du directeur des postes de New-York. 309
- 30 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 113). Envoie le premier rapport détaillé de ce qui s'est passé à l'assemblée des Six Comtés, tenue à Saint-Charles, Richelieu, tel que publié par le *Vindicator*. Les résolutions indiquent les projets des chefs, mais ces derniers ne pourront engager la masse de leurs concitoyens à les suivre. Papineau et d'autres ont fait des discours violents. Les rapports, au sujet du nombre de personnes qui assistaient à cette assemblée et à l'assemblée loyale de Montréal, diffèrent. Transmet un document important, soit une lettre pastorale de l'évêque catholique romain de Montréal, adressée à son clergé, et qui, s'il (Gosford) comprend bien, a été lue dans les différentes églises de Montréal. 400 au verso.
- Inclus.* Rapport publié par le *Vindicator* de ce qui a été fait par les Six Comtés jusqu'à la soirée de lundi, le 23 courant. 401
- Assemblée loyale tenue à Montréal, le 23, du *Herald* de Montréal, en date du 26 octobre. 403
- Lettre pastorale de l'évêque Lartigue, enjoignant la paix et la suppression de tout ce qui peut porter à la révolte. 403 au verso.
- 31 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 114). Transmet la pétition des marguilliers de la cathédrale de Québec. Cela lui donnerait beaucoup de satisfaction si l'évêque se trouvait au point de vue pécuniaire dans une meilleure situation qu'il ne l'est présentement. 364
- Inclus.* Pétition de la fabrique et des marguilliers de la cathédrale de Québec. 365
- 31 octobre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 115). Envoie pétition de Smith, le greffier du Conseil législatif et assesseur en cour de Chancellerie, demandant de prendre sa retraite moyennant une allocation de £400 par année. Recommande sa demande. Il désire abandonner ses fonctions actuelles, qui lui rapportent £531 sterling, et se retirer de la vie publique. Comment on pourrait payer l'allocation. Il y a peu d'apparence que la législature locale y pourvoie. Smith désire conserver le titre d' "honorable." 369
- Inclus.* Pétition de William Smith. 372
- 11 novembre,
Downing
Street. Glenelg à Gosford (extrait). La reine approuve la nomination de Tancred Bouthillier. 127
- 13 novembre. Non signée au procureur et solliciteur général. Transmet, pour obtenir opinion, la dépêche de Gosford contenant la pétition des évêques catholiques

1837. romains de Québec et de Montréal, à l'effet de constituer en corporation l'évêque de Montréal et ses successeurs, avec liberté de posséder des terres en main-morte dans le Bas-Canada. Page 38
- 18 novembre, Glenelg à Gosford. Les circonstances racontées par le procureur général dans son rapport justifient ses actes. Le résultat dépend tellement des circonstances locales qu'il ne peut exprimer d'opinion à ce sujet. Le procureur général a sans doute bien pesé les conséquences qu'aurait un deuxième insuccès. 389 au verso
- 29 novembre, Grey à Spearman. Envoie correspondance concernant la nomination des commissaires des terres de la Couronne. 124
Downing Street.
- 29 novembre. Non signée à Fitzroy Somerset. Transmet copie d'une lettre de Gosford, ainsi que pétition du lieutenant Guy, qui sera présentée au commandant en chef. Demande d'être renseigné sur la décision qui sera prise. 115
- 9 décembre. Non signée à Spearman. Envoie les dépêches de Gosford au sujet de la somme retirée du Trésor. De quelle manière les sommes avancées pourront-elles être remboursées? Le profit devrait-il être crédité à la province, ou au Trésor d'Angleterre? 299
- Décembre (?). Non signée au même. Envoie, pour l'information du Trésor, l'explication donnée par Gosford pour avoir liquidé la dette due au sous-directeur général des postes, sans avoir réservé cette question à la considération du gouvernement. Demande que ces arrérages ne soient pas inclus dans la note qui doit être soumise au parlement impérial. Approuve la proposition d'accorder la franchise de port au gouverneur et à son secrétaire particulier, mais doute si ce serait à propos d'accorder le même privilège aux autres. Croit que l'on pourrait adopter le plan de faire affranchir les lettres officielles par le secrétaire particulier. 288
- Pas de date. Rapport de la grande assemblée des Six Comtés. 312

LE GOUVERNEUR, COMTE DE GOSFORD, 1837.

Q. 239— —2.

1834.
(1re partie de la page 1 à 210 ; 2e partie de la page 211 à 385.)
- 12 mars. Reçu pour paiements des droits de l'amirauté.
- 24 septembre, Barrow à Kerr.
Amirauté.
- 11 novembre, Spring Rice à Aylmer.
Downing Street.
1835.
13 janvier, Dalhousie à Aberdeen.
Dalhousie Castle.
- 9 mars, Extrait du discours de Spring Rice.
Londres.
1837.
16 mars, Taylor à Murray. Cette lettre, et les cinq qui précèdent, sont contenues dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 1^{er} décembre 1837.
Windsor.
- 27 septembre, Cochrane à Walcott. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du Québec. 26 décembre 1837.
- 23 octobre. Rapport de l'assemblée de la confédération des six comtés, ainsi que des résolutions adoptées et des noms des personnes, qui les ont proposées et secondées. Page 30
- 23 octobre, Autre lettre concernant les accusations.
Québec.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
24 octobre, Québec. Le lord Evêque de Québec à Gosford au sujet des accusations portées par le docteur Black contre la corporation du clergé. Ces deux lettres sont incluses dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 7 décembre 1837.
- 30 octobre, St-Valentin. Magistrat d'Acadie.
- 31 octobre, Montréal. Rapport par le *Vindicator* des événements de la deuxième journée de l'assemblée des Six Comtés, le 24. Tous deux inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 6 novembre 1837.
- 1er novembre, Québec. Pétition de Kerr à la Reine. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 1^{er} décembre 1837.
- 3 novembre, Québec. Le *Libéral* (journal français) fait des extraits des "Sermons politiques" de la *Minerve*. Critiques de Baillargeon, curé de Québec, qui a prononcé un prétendu discours politique du haut de la chaire de la Cathédrale.
- Page 21
- Un correspondant signant *Un ouvrier* dénonce Etienne Parent. 51
- Observations faites par le *Libéral* sur Etienne Parent, qu'on appelle un jésuite. 57
- 3 novembre, Montréal. Rapport par le *Libéral* des délibérations du comité central et permanent.
- 4 novembre, Montréal. Déclarations assermentées de personnes de Montréal.
- 4 novembre, Québec. Walcott au procureur général (deux lettres). Toutes contenues dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 6 novembre 1837.
- 4 novembre, Montréal. Déclaration assermentée d'une émeute probable.
- 6 novembre, Montréal. Proclamation par les magistrats de Montréal. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 9 novembre 1837.
- 6 novembre, Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). Depuis qu'il a écrit le mois dernier, les plans des révolutionnaires sont devenus plus apparents, et pour les arrêter, il faudrait des mesures plus rigoureuses que celles que l'Exécutif peut appliquer; des corps considérables font les exercices tous les dimanches, et les autorités civiles ne cherchent d'aucune façon à faire cesser ces pratiques criminelles, ou à punir ceux qui y prennent part. Un des exercices publics a eu lieu sur la propriété de D. B. Viger, qui paraît approuver les actes des mécontents, et des exercices ont lieu tous les jours dans des cours de particuliers, plusieurs officiers français ayant été amenés des Etats-Unis pour donner l'instruction. D'autres part le club Doric a été ressuscité, et les membres s'arment, et il craint que quelque regrettable conflit n'ait lieu. Fait tous ses efforts pour arrêter le progrès de l'anarchie dans le district de Montréal, mais les pouvoirs ordinaires de l'Exécutif sont insuffisants. Du consentement de Colborne et de l'Ordonnateur en chef, il est à faire des arrangements pour tirer sur la caisse militaire jusqu'à concurrence de la somme de £2,000, afin d'obtenir des renseignements. Envoie copie des résolutions adoptées à l'assemblée des Six Comtés. Envoie aujourd'hui l'adresse au peuple canadien, qu'un comité nommé, dans cette occasion, a préparée. Moyens pris pour forcer les magistrats et les officiers de la milice à se démettre. Beaucoup ont fui à raison de menaces, et ont abandonné leurs propriétés pour se rendre dans les villes, ou aux Etats-Unis. Envoie la copie d'une lettre d'un magistrat de l'Acadie exposant en détail l'état de ce pays. Le Côté mentionné dans la lettre était un magistrat congédié à raison de conduite séditeuse, et l'objet est d'empêcher que quelqu'un accepte la charge de magistrat. A demandé par écrit un régiment à sir Colin Campbell, et une semaine après, Colborne a envoyé un exprès demandant deux régiments, et il a détaché autant de soldats que possible de la province d'en haut. A envoyé le procureur général à Montréal, lui donnant instruction de s'efforcer à maintenir le bon ordre et à organiser un corps de police capable. Lui a aussi conféré l'autorité nécessaire pour agir à l'égard des

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

officiers militaires étrangers, que l'on découvrirait s'occuper d'exercices militaires criminels. Autres moyens adoptés, mais il n'a pas encore été nommé de magistrat stipendiaire, car l'offre de cet emploi aurait pu être refusée. Demande les pouvoirs extraordinaires de suspendre l'acte d'*habeas corpus*, et de proclamer la loi militaire. Il ne peut envisager qu'avec une grande répugnance l'alternative des opérations militaires. Les chefs ont aujourd'hui mis de côté les prétextes, qui cachaient leurs desseins de rébellion. 4

6 novembre,
Montréal.

Gosford à Glenelg (personnelle et confidentielle). A la goutte, mais il lui reste l'usage de ses mains et il espère être de nouveau sur ses pieds bientôt. Il arrive des choses qui peuvent alarmer Downing Street, mais l'on a besoin de prudence, préparation et vigilance. Il se trouve placé entre Scylla et Charybde, avec les démolisseurs de Papineau d'une part et le parti anglais de l'autre. page 3

6 novembre,
Montréal.

Waterwall à Gosford. Il n'y a rien à communiquer ; on entend de vaines rumeurs d'intentions, qui se terminent comme pour l'enfant qui crie et le loup. D'après l'apparence extérieure, Montréal est tranquille, sauf qu'on y construit des casernes. Ordre lui a été donné de se rendre à Chambly, à la suite d'un rapport de Hatt que la populace menaçait d'incendier les casernes à cet endroit. N'était-ce pas les moulins de Hatt au lieu des casernes. Il a été fait rapport qu'on s'était emparé de l'Isle-aux-Noix, et demande a été faite de protéger Saint-Jean, mais ces deux endroits restent dans le *statu quo* ; les troupes sont enfermées dans les casernes, dans l'attente de la parade de toutes les forces des "patriotes", alors qu'on arborera, dit-on, le pavillon tricolore. Les magistrats ont lancé une proclamation pour défendre l'assemblée, et Papineau a donné ordre d'arrêter la parade qu'il considère prématurée. Il n'y a pas lieu de craindre pour la sûreté de Montréal, car il est plus facile de défendre cette place que toute autre qu'il ait en vue ; 600 hommes et 4 canons constituent un ample moyen de défense. C'est à peine si les deux régiments comptent ce nombre ; la grande masse des habitants sont des constitutionnels, ainsi qu'ils s'appellent, tout en étant aussi violents que le parti opposé. Mais ils sont mieux organisés que les "patriotes" qui ne commenceront jamais la rébellion dans la ville. Le 24^e est stationné à Carillon et à Saint-André, et tout Glengarry désire s'unir à lui pour supprimer l'insurrection, en sorte que cette partie du pays est sûre. Mais les rebelles font ce qu'ils veulent dans les six comtés, de sorte que l'on a donné instruction d'envoyer par Longueuil les munitions destinées à Chambly, que l'on devait faire passer par le canal. L'arrangement pour les processions à Montréal. Troubles dans l'Acadie, et enrôlement des hommes à Chambly. Ne croit pas que les Canadiens se livrent à aucun acte de rébellion, sauf peut-être d'attaquer la propriété de certains particuliers. Le faible rassemblement des mécontents le porte à croire que la parade passera inaperçue. 67

6 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg. Depuis qu'il a écrit, les plans des séditieux sont devenus plus apparents. Pourquoi les magistrats ont été inactifs. Outre les exercices publics, il y a des exercices particuliers sous la direction d'officiers français des Etats-Unis. Le parti britannique a ressuscité l'ancien "Doric Club" qui est armé, et s'exerce dans la crainte d'un conflit. Fait tous les efforts possibles pour arrêter le progrès de l'anarchie, mais les pouvoirs ordinaires de l'exécutif sont insuffisants. Avait fait rapport d'une assemblée des six comtés, tenue à Saint-Charles, et il a envoyé les résolutions. Envoie aujourd'hui une adresse au peuple canadien préparée par un comité. Le poison répandu par les agitateurs se propage. Le système de terreur employé pour forcer les magistrats et les officiers de la milice à se démettre, en sorte que plusieurs personnes bien disposées se sont laissées intimider, et ont cherché un refuge dans les villes. J'inclus des représentations à ce sujet de la part d'un magistrat de l'Acadie. L'aide militaire tirée des autres provinces. Le procureur général a reçu instruction d'organiser un corps de

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- police capable à Montréal. On l'a autorisé à prendre des mesures contre les officiers étrangers. Le comité central conseille de faire l'exercice militaire à Québec. Demande que des pouvoirs extraordinaires soient conférés au Conseil exécutif. Les griefs, mis de l'avant tout d'abord, n'ont été employés qu'à cacher des projets plus ténébreux Page 366
- Inclus.* Déclaration assermentée de citoyens de Montréal sur l'état d'alarme dans cette cité. 367 au verso.
- Rapport du *Vindicator* sur les événements de la deuxième journée de la confédération des six comtés. 367 au verso.
- Adresse par la confédération à la population du Canada. 368
- Un magistrat du comté d'Acadie sur l'état d'alarme dans la province. 369
- Walcott au procureur général. L'autorisant à se rendre à Montréal, afin de prendre des mesures pour rétablir la tranquillité. 369 au verso.
- Walcott au procureur général. Il devra s'enquérir de l'état du corps de police à Montréal, il le mettra sur un bon pied. Page 370
- Rapport, du *Libéral*, des résolutions adoptées à une assemblée des comités central et permanent. 370
- Wetherall à Gosford. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 9 novembre 1837 (*voir* le rapport imprimé soumis au parlement). La lettre est imprimée comme ayant été écrite le 6.
- Le solliciteur général à Gosford. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 9 novembre 1837.
- Gosford à Glenelg (n° 116). Sa crainte d'un conflit à Montréal s'est réalisée. Il n'y a pas eu de pertes de vies, mais beaucoup de personnes ont été blessées. La propriété de Papineau aurait été endommagée, si les soldats ne l'avaient protégée. Le bureau du *Vindicator* a été attaqué, et les caractères d'imprimerie, etc., ont été détruits. Envoie rapports. Quesnel lui a donné l'information que, dans la nuit du 7, Montréal était tranquille. 370 au verso.
- Inclus.* Proclamation des magistrats de Montréal. 371
- Déclaration assermentée d'une émeute probable, avec demandes et réponses du solliciteur général. 371
- Le solliciteur général à Gosford. Rappelle qu'il y a eu émeute à Montréal, et que la sédition se propage. 371 au verso.
- Wetherall à Gosford. Fait le rapport de l'émeute de Montréal. La tentative de causer des dommages à la maison de Papineau, et l'attaque contre le bureau du *Vindicator*. 372
- Gosford à Glenelg (personnelle). A envoyé une dépêche officielle donnant les détails de la rixe à Montréal, lundi dernier. Tout paraît tranquille dans le moment; et il espère que l'arrestation des principaux agitateurs aura un bon effet. Le système d'intimidation se continue, spécialement à Saint-Jean et dans les comtés d'Acadie, et plusieurs magistrats et officiers de la milice ont envoyé leur démission, craignant pour leurs propriétés. Lorsque la maison de Papineau a été attaquée, il n'y avait que M^{me} Papineau, une servante et les enfants. Le bureau du *Vindicator* a été pillé avant l'arrivée des soldats. On doit garder des troupes considérables à Montréal. Les deux partis sont si excités qu'il faudra beaucoup de prudence pour prévenir un autre conflit. On attend un autre régiment ou deux de Halifax. 73
- Gosford à Glenelg (n° 117). Transmet l'adresse du lord-évêque et du clergé de l'église d'Angleterre, offrant des sympathies à l'occasion de la mort de Guillaume IV, et des félicitations sur l'avènement de la reine au trône. 75
- Inclus.* Adresse de l'évêque de Montréal et du clergé du Bas-Canada. 76
- Gosford à Glenelg (n° 118). Envoie l'adresse des habitants de Victoria, dans le district de Saint-François, pour être présentée à la reine. 78

1837

Inclus. Adresse des habitants de Victoria à l'occasion de la mort de Guillaume IV. Page 79

- 14 noven bre,
Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). Désire qu'on lui nomme un remplaçant ; il souffre de la goutte, et il n'est pas désirable qu'il voyage par terre et dans la neige jusqu'à New-York ; mais il ne demandera rien de nature personnelle. Tout est tranquille à Montréal depuis l'émeute. Il y a eu du trouble et l'on a vu des bandes armées à Saint-Jean et dans le voisinage, mais elles se sont dispersées à l'arrivée d'une compagnie du régiment royal. Il n'y a pas eu pertes de vies dans les rixes. L'attaque tentée à Québec a été facilement réprimée par l'autorité civile ; et deux personnes, qui y ont pris une part dirigeante, sont en prison. Si les magistrats de Montréal avaient fait comme ceux de Québec, tout trouble y aurait été facilement réprimé. 86
- 14 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg. A la demande de James Buchanan, consul à New-York, il atteste que le jeune Buchanan, en l'absence de son oncle, a accompli les fonctions d'agent intérimaire pour la surveillance des colons et émigrants d'une manière satisfaisante. 88
- 14 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 119). Envoie la liste des dépêches venues du bureau des colonies depuis le 29 septembre dernier. 89
- 14 novembre,
Québec. *Inclus.* Liste. 90
- 14 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg. Si l'on doit adopter des mesures de rigueur à l'égard de la province, il (Glenelg) pourra croire qu'il est désirable d'en confier l'application à d'autres qu'à lui, attendu qu'il est en quelque sorte engagé à suivre une ligne politique de douceur. Il désire s'en retourner, et peut maintenant attribuer ce désir à des raisons publiques. 373
- 16 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). Rien de remarquable ne s'est passé depuis qu'il a écrit, le 14. Morin a été arrêté et est maintenant en prison. Les rapports venant des endroits, où il y avait trouble, sont plus favorables. 94
- 16 novembre,
Montréal. Rapport du procureur et solliciteur général.
- 16 novembre,
Québec. Rapport des actes du comité permanent. Cés deux documents sont inclus dans les lettres de Gosford à Glenelg, du 22 novembre 1837.
- 18 novembre,
Montréal. Rapport du *Morning Courier*. 374
- 18 novembre,
Québec. Dénonciation de Symes par le *Libéral*.
- 20 novembre,
Québec. Rapport du Conseil exécutif.
- 20 novembre,
Montréal. Rapport du *Herald*. Ce document et les trois qui précèdent sont contenus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 22 novembre 1837.
- 21 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg (n° 120). Envoie liste des dépêches reçues du bureau des colonies, depuis le 14. 95
- 21 novembre,
Québec. *Inclus.* Liste. 96
- 21 novembre,
Québec. Walcott au procureur général. Contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 novembre 1837.
- 22 novembre,
Montréal. Rapport du *Mercury*.
- 22 novembre,
Québec. Rapport du Conseil exécutif. Ces deux rapports sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 22 novembre 1837.
- 22 novembre,
Québec. Rapport du conseil. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 28 novembre 1837.
- 22 novembre,
Québec. Black à Walcott. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 4 décembre 1837.
- 22 novembre,
Québec. Gosford à Glenelg (personnelle). Les agitateurs sont dans un état d'alarme. Papineau a été vu de l'autre côté de Saint-Laurent ; des hommes sûrs remplissant les fonctions de constables seront envoyés pour l'arrêter. Si on parvient à le prendre, il y aura bientôt changement pour le mieux. Il

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

a été délivré un mandat pour son arrestation, sur une accusation de haute trahison. Les choses commencent à prendre un aspect favorable, mais pas assez cependant pour justifier quelque diminution des mesures de rigueur. Les poursuites doivent être dirigées avec fermeté et prudence, et il ne fait rien qui puisse causer de l'irritation. Il a déjà eu des communications d'hommes importants de la majorité, lesquels se sont alarmés de voir jusqu'où les choses ont été poussées et se montrent aujourd'hui mieux disposés à l'égard de l'administration. N'a rien fait pour décourager ces communications mais il faut observer la prudence. Il n'a pas grande confiance dans ces premières propositions, attendu qu'elles peuvent n'être faites que pour endormir sa vigilance. Page 107

22 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 121). Envoie six documents, le plus court moyen de lui donner un compte-rendu détaillé de ce qui s'est passé depuis l'émeute. Des 26 individus contre lesquels il a été délivré des mandats, 9 sont en prison, 2 ont été délivrés près de Longueuil par une troupe armée, qui a blessé quatre membres de la police. Les autres, y compris Papineau et O'Callaghan, ne peuvent être trouvés, quelques-uns ayant fui aux États-Unis. Le procureur général n'a pas voulu risquer le succès des poursuites contre les prévenus, tant que certaines personnes feront partie de la magistrature. A délivré une nouvelle commission, en omettant les noms de ces derniers. A autorisé la formation d'un corps de volontaires armés de 800 hommes dans les Cantons de l'Est. Cela, joint à la désertion des chefs, devra ouvrir les yeux des habitants qui ont été trompés, il en a la confiance, sans qu'il faille déclarer que certaines parties du district de Montréal sont dans un état d'insurrection. 98

Inclus. Rapport du procureur et solliciteur général au sujet des poursuites contre les rebelles, à Montréal. 373 au verso.

Noms des personnes contre lesquelles des mandats ont été délivrés.

Rapport du *Morning Courier* au sujet des arrestations à Montréal, et de la délivrance par la force de deux prisonniers arrêtés à Saint-Jean.

Rapport du *Mercury*. Marche des troupes vers Chambly. Arrestation de sept prisonniers le long du chemin. Compte-rendu tiré du *Courier*. 375.

Rapport du *Herald* de Montréal au sujet de l'expédition contre Chambly. 375 au verso.

Dénonciation de Symes, un magistrat, par le *Libéral*. 375 au verso.

Rapport des actes du comité central et permanent de Québec. 376

Rapport du Conseil exécutif du 20 novembre. 376 au verso.

Rapport du 22 novembre, à l'effet qu'il a été délivré un mandat contre Papineau. 376 au verso.

25 novembre,
Montréal.

Le procureur général à Gosford. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 novembre 1837.

25 novembre,
Montréal.

Gore à Colborne.

27 novembre,
St-Charles.

Wetherall à l'adjudant général adjoint. Toutes deux incluses dans la lettre de Colborne à Somerset, du 29 novembre 1837.

27 novembre,
St-Charles.

Le même à Colborne. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 novembre 1837.

27 novembre.

Glenelg à Gosford. L'état du Bas-Canada a attiré la plus sérieuse attention du gouvernement de Sa Majesté. Le premier objet est de réaffirmer la suprématie de la loi, et d'inspirer confiance aux gens bien disposés. La satisfaction qu'éprouvent les ministres de savoir qu'ils sont entièrement libres de lui continuer, ou de lui retirer son emploi. La ligne de conduite désintéressée qu'il a suivie, mais la politique que l'on doit maintenant poursuivre sera suivie d'une façon plus convenable par quelqu'un qui aura été moins mêlé que lui aux événements des dernières quelques années. En dehors de toutes considérations personnelles, le gouvernement se trouve dans l'obligation de profiter de sa générosité en mettant son emploi à sa

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

discrétion. Le ministère a conseillé à la reine d'accepter sa démission, et cet avis a été accepté et il doit revenir. Envoie dépêche à Colborne, à qui l'administration sera dévolue jusqu'à l'arrivée de son remplaçant. Il (Gosford) se retire avec l'entière approbation de sa conduite.

Inclus. Glenelg à Colborne. Il devra administrer le gouvernement du Bas-Canada jusqu'à ce qu'on ait nommé un successeur à Gosford, qui se retire sans que le ministère ait la moindre diminution de confiance en lui. Ses (de Colborne) fonctions comportent une grave responsabilité. A été heureux d'apprendre qu'il avait dirigé ses préparatifs militaires avec prévoyance et décision, et qu'ils auront puissamment contribué à réprimer les tentatives des chefs les plus hardis. L'objet immédiat à obtenir est de rétablir la tranquillité, et d'affirmer l'autorité de la loi. 303

27 novembre,
Montréal.

Rapport de la prise de Saint-Charles, tiré du *Morning Courier*, avec liste des tués et blessés.

28 novembre,
Montréal.

Le procureur général à —————.

28 novembre,
Québec.

Colborne (?) à Gosford (?)

28 novembre,
Québec.

Rowan à Walcott. Cette lettre et les deux précédentes sont contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 novembre 1837.

28 novembre,
Québec.

Iffland au docteur Morrin. Incluse dans la lettre de Gosford, du 2 décembre 1837.

28 novembre,
Chambly.

Wetherall à l'adjudant général adjoint. Incluse dans la lettre de Colborne à Somerset, du 29 novembre 1837.

28 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 122). Envoie rapport du conseil approuvant la proposition de la banque de Montréal de monnayer du cuivre. Chaque monnaie ne devra pas avoir une valeur de plus d'un sou. Page 109

Inclus. Rapport du conseil que la pétition à l'effet de monnayer du cuivre soit accordée. 111

29 novembre,
Montréal.

Colborne à Fitzroy Somerset. Rapporte les opérations militaires à Saint-Denis et à Saint-Charles. 377

Inclus. Liste des documents accompagnant le rapport. 312

Austin Cuvillier et Turton Penn, magistrats de Montréal, demandent l'aide de la force armée. 313

Gore à Colborne. Détails de l'expédition à Saint-Denis et à Saint-Charles. 377 au verso

Liste des tués et blessés. 378

Deuxième rapport. 378 au verso

30 novembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 123). Rapporte le malheureux résultat d'une expédition de la force civile envoyée de Montréal à Saint-Jean. Sommaire des opérations militaires rapportées par Wetherall. 379

Inclus. Gore à Wetherall. Il devra se rendre à Chambly, conformément à la demande des magistrats de Montréal. 380 au verso

Wetherall à Gore. Est arrivé à Chambly. Les maisons à Longueuil et sur un parcours de sept milles sont fermées. Prisonniers faits. 380 au verso

Colborne à Gosford. Les troupes qui ont marché sur Saint-Denis s'étaient retirées, les maisons étant si fortement occupées. Demande qu'on lève un corps de volontaires à Québec, et qu'on en lève un autre pour le service général. 381

Liste des personnes contre lesquelles il a été délivré des mandats, sur une accusation de haute trahison. 381 au verso

Proclamation d'amnistie aux insurgés ordinaires, qui redeviendront fidèles. 381 au verso

Rapport des sessions particulières des juges de paix à Montréal. 382

Wetherall à ———. Rapport des opérations militaires à Saint-Charles. 121

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Colborne (?) à Gosford (?). Absence de certaines nouvelles; différentes rumeurs de prétendues attaques qui doivent être faites contre Montréal.

Page 125

Rowan à Walcott. Kirby n'a pas un nombre d'hommes suffisant pour servir les canons. Suggère que l'on engage quelques volontaires à cette fin.

131

Walcott au procureur général. Demande son opinion et celle du Solliciteur général sur des points de droit se rapportant à la rébellion.

142

Le procureur et solliciteur général. Opinion sur les questions de droit qui leur ont été soumises.

145

Le procureur général à Gosford. Demandant qu'on accorde l'amnistie à ceux qui ont été trompés, et que de fortes récompenses soient offertes pour l'arrestation des principaux traîtres.

127

— novembre,
Montréal.

Le procureur et le solliciteur général à Walcott. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 30 novembre 1837.

1er décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (personnelle). La lettre officielle. Ceci donnera tous les détails. Les bons effets du succès de Wetherall, quand il sera connu généralement, mais il faut encore de la prudence. La violence de parti existe à un point lamentable. Quelques-uns seraient enclins à encourager les émeutes. Rumeurs au sujet de Papineau et de ses partisans. On croit généralement qu'ils sont partis pour les Etats-Unis.

174

1er décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 124). Envoie les pétitions du juge Kerr, l'une pour qu'on entende sa cause de façon à ce qu'on lui vienne en aide au moyen d'une pension ou autrement par suite de son renvoi. L'autre a trait au paiement de ses appointements à partir du 2 avril 1835. Aussi ses appointements en qualité de juge de la cour de vice-amirauté jusqu'à la date de la nomination de Black. Le montant total de la réclamation est de £1,225 sterling. Le pétitionnaire jouit d'une réputation irréprochable.

158

Inclus. Pétition à la reine à l'effet qu'on fasse une enquête à son sujet, et qu'on lui vienne en aide au moyen d'une pension ou autrement.

160

Reçu pour le paiement par le juge Kerr des droits de l'Amirauté.

167

Barrow à Kerr. Il ne lui sera pas demandé de reprendre ses fonctions, attendu que l'on doit nommer une autre personne.

167

Autres documents se rapportant au cas en question.

168 à 171

1er décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 125). Envoie le relevé demandé par le Trésor. Il y a cette année une diminution de £250 dans les pensions, par suite de l'abolition et de la réduction des emplois.

172

Inclus. Relevé des allocations de retraite pour 1837.

173

2 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 126). En faisant des démarches pour obtenir le certificat du décès de Jean Denis Daulé, l'ancien curé de Saint-Jean, il a découvert que ce dernier vit encore et habite chez le curé de Lorette. Envoie la copie de la lettre de Baillargeon à ce sujet.

176

Inclus. Monsieur l'abbé C. F. Baillargeon à Walcott. Monsieur l'abbé Jean Denis Daulé est vivant et reçoit une pension accordée par la Société ecclésiastique de Québec.

177

2 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 127). Rapporte que Thomas Cook est mort le 10 mai dernier. Envoie la copie d'une lettre du médecin attaché à l'hôpital de la marine.

178

Inclus. Iffland à Morrin Crook (Cook dans la lettre). Un matelot a été admis à l'hôpital de la marine le 22 octobre 1836, et est mort le 10 mai 1837.

179

3 décembre,
Montréal.

Colborne à Fitzroy Somerset. A envoyé des troupes à Sorel, qui marcheront sur Saint-Denis.

384 au verso.

4 décembre,
Québec.

Minute du Conseil exécutif contenue dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 6 décembre 1837.

4 décembre,
Montréal.

Adresse loyale des Canadiens-français.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

4 décembre,
Québec.

Réponse. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg du 23 décembre 1837.

Gosford à Glenelg (n° 128). Avait renvoyé au juge la question des honoraires dans la cour de vice-amirauté, le priant de bien communiquer ses observations à ce sujet. Transmet sous pli le rapport de Black, qui est très clair ; il est d'opinion qu'un état indépendant peut seul établir une cour de cette nature, et la fixation des honoraires s'ensuit sans qu'il faille de prescription statutaire à cet effet ; et que la fixation d'un tarif provincial d'honoraires serait nul et de nul effet, étant incompatible avec le statut 2 Guillaume IV, ch. 51. La question est maintenant soumise pour décision finale. Demande de considérer de nouveau la réclamation du registraire et maréchal de la cour. Afin de ne pas fermer la cour, ils ont continué à faire le service, comptant que le gouvernement les rémunérerait ; espère que Sa Seigneurie partagera son avis qu'ils ont droit à une indemnité. Recommande qu'il soit payé au registraire £250 et au maréchal £125 pour acquit complet de leur réclamation à raison de 18 mois de service, mais s'ils continuent à remplir leurs fonctions, ils n'auront pas droit de s'attendre à une autre rémunération de la part de l'exécutif. Page 180

Inclus. Black à Walcott. Rapport au sujet des honoraires qui doivent être perçus dans la cour de vice-amirauté. 185

5 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 129). Rapporte le décès de James Baxter, un conseiller législatif. 194

5 décembre,
Montréal.

Résolutions supplémentaires des sessions particulières.

5 décembre,
Québec.

Walcott à Colborne.

5 décembre,
Québec.

Proclamation de la loi martiale. Ce document et les deux qui précèdent sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 6 décembre 1837.

6 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 130). A lancé une proclamation déclarant la loi martiale, mais enjoignant à Colborne d'appliquer la loi ordinaire dans tous les cas où cela se pourra. Suite du rapport des opérations militaires. Les récompenses offertes pour la capture des insurgés. 382 au verso

Inclus. Minute du conseil exécutif, approuvant la loi martiale. 383
Proclamation de la loi martiale dans le district de Montréal. 383 au verso

Walcott à Colborne. L'autorise à appliquer la loi martiale. 383 au verso

Résolutions supplémentaires des sessions particulières de juges de paix pour Montréal concernant l'établissement de la loi martiale. 384

6 décembre,
Downing
Street.

Glenelg à Colborne. L'a informé que par suite de la retraite de Gosford, il doit administrer le gouvernement du Bas-Canada. C'est son devoir de le (Colborne) décharger de sa responsabilité ardue, mais il ne touchera pas présentement aux questions de politique permanente, qui doivent disparaître devant la nécessité de maintenir la paix publique. Discute les arrangements militaires. 306

7 décembre,
Montréal.

Colborne à Fitzroy Somerset. Rapporte les opérations de Gore à Saint-Denis et à Saint-Hyacinthe. Les habitants de Deux-Montagnes sont encore sous les armes. Consultera les autorités civiles dans tous les cas où il faudra prendre des mesures pour rétablir l'ordre. 384 au verso

Inclus. Gore à Colborne. Rapporte ses opérations après son arrivée à Sorel. 384 au verso

7 décembre,
Montréal.

Gore à Colborne. Incluse dans la lettre de Colborne à Fitzroy Somerset, du 7 décembre 1837.

7 décembre,
St-Armand.

Rapport officiel de la défaite des rebelles. Inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg du 23 décembre 1837.

7 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 131). Envoie deux représentations du lord évêque de Montréal, l'une au sujet des réclamations de l'Eglise d'Ecosse à une partie des réserves du clergé, et de l'inexactitude des observations du docteur

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Black à Sa Seigneurie (Glenelg); l'autre concernant l'accusation portée par le même ecclésiastique contre la corporation du clergé d'avoir très mal administré les réserves du clergé, et l'évêque fait allusion à un autre reproche piquant du docteur Black. Page 200

Inclus. Le lord évêque de Montréal à Gosford. Concernant les accusations portées par le docteur Black au sujet des réserves du clergé.

Le lord évêque de Montréal à Gosford. Autre lettre concernant les sations portées par le docteur Black contre la corporation du clergé.

8 décembre,
Laprairie.

Loyale adresse de Laprairie.

Réponse. Ces deux documents sont contenus dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 23 décembre 1837.

8 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 132). Remarques sur l'application qu'on lui enjoint de faire des fonds à sa disposition. N'a pas payé les pensions, sauf celle à madame Livingstone, qui est dans une grande pénurie. Comment il a appliqué la balance de £1,000.

Observations sur ses (de Glenelg) minutes concernant les salaires, etc. Envoie l'état des services qu'il paierait à même les réserves à la disposition de la Couronne. 214

Inclus. Liste des item payé à même l'excédent des revenus à la disposition de la Couronne. 222

Dépenses des prisons et maintien de la paix. 223

Services qu'il est proposé de payer à même les revenus de la Couronne. 224

9 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 133). A rempli la vacance causée dans le bureau du secrétaire civil, par la nomination de Davidson comme l'un des commissaires des terres de la Couronne, en nommant C. N. Montizambert et G. Langevin secrétaires civils adjoints. A augmenté les appointements des commis de la classe cadette de £90 à \$180, mais c'est encore une rétribution moindre que celle payée aux commis occupant des charges moins importantes. Le nouvel arrangement n'a rien ajouté à la force numérique du bureau, et la seule dépense additionnelle, au delà de ce que la Chambre a toujours voté volontiers, sera de £200 au chef des dépenses contingentes. Avis a été donné, à ceux que les arrangements concernaient, que ces arrangements pouvaient être révisés par la législature provinciale. 225

Inclus. Watts à Walcott. Propose de ne pas remplir la vacance, mais de diviser le salaire entre Paul et lui-même, donnant à chacun £180. Cela rétablirait la position primitive que Kempt a changé en 1830. Vu les longues heures de bureau les commis ne peuvent ajouter à leur service en se livrant à d'autres travaux. Envoie la liste des appointements dans d'autres départements. 229

Liste des appointements dans les différents départements. 233

11 décembre,
Québec.

Lettre pastorale de l'évêque catholique romain de Québec. Incline dans la lettre de Gosford à Glenelg, du 23 décembre 1837.

12 décembre,
St. Vincent
de Paul.

Adresse loyale de Saint-Vincent de Paul.

Réponse. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Gosford à Glenelg du 23 décembre 1837.

13 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 134). Ainsi qu'il en a reçu instruction, il a demandé à Debartzch, Quesnel et Pemberton leurs honoraires pour le *mandamus* les appelant au Conseil exécutif. N'a pas reçu les honoraires des deux premiers, mais Pemberton lui a donné une traite sur W. Pemberton et Cie qu'il transmet. N'a pas demandé les honoraires aux deux autres, car il ne croit pas qu'ils soient dus avant que la sommation n'ait été faite. 234

16 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (personnelle). Les mouvements militaires ont été heureux. La conduite de Wetherall et de ses troupes à Saint-Charles a découragé les insurgés. Ces derniers ne sont pas réunis en grand nombre, sauf dans le comté des Deux-Montagnes. Une force militaire sous les ordres de Colborne a quitté Montréal pour cet endroit. Espère apprendre bientôt la

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

défaite des insurgés, et croit que les choses prendront alors une tournure plus paisible. On attend les 43^e et 85^e régiments du Nouveau-Brunswick. On rapporte que quelques-uns des fugitifs ont rassemblé des troupes sur la frontière du Vermont; il leur est arrivé des armes des États, et l'on a attiré l'attention du gouvernement sur la chose. Plusieurs des principaux chefs sont enfermés dans la prison de Montréal. Les cultivateurs ne se sont pas joints au mouvement, sauf ceux qui se sont laissés intimider, et les rangs des insurgés se composent de la lie du peuple sous la direction de onze chefs. Papineau n'a pas encore été pris; aurait désiré que Gipps l'eût pris. Ne croit pas qu'il reste longtemps libre, car la récompense de £1,000 devra le faire arrêter. La révolte inattendue à Toronto a été réprimée par Head sans l'aide de troupes, la population y contribuant en foule de toutes les directions.

Page 236

- 16 décembre, Québec. Black à Walcott. Incluse dans la lettre de Gosford à Glenelg du 24 décembre 1837.
- 18 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n^o 135). Envoie la liste des dépêches reçues du bureau des colonies, depuis le 21 du mois dernier. 238
Inclus. Liste. 239
- 21 décembre, Québec. Gosford à Glenelg. La province est aujourd'hui apparemment tranquille. Il n'est pas du tout improbable que l'on puisse prendre Papineau, car il est encore, il (Gosford) est porté à le croire, dans la province. Les prisons sont remplies, et il faudra bientôt prendre des arrangements au sujet des prisonniers. Si le parti ultra-tory montrait un peu de modération, il aurait confiance de voir l'ordre et la paix se rétablir. Les troupes sont toutes rentrées à Montréal. Croit que le 43^e et le 85^e arriveront dans à peu près une semaine; il faudra de la prudence et de la vigilance, car il règne une grande agitation. Ses rapports avec les Canadiens-français sont très satisfaisants, et il croit que ces derniers ont confiance en lui. 240
- 21 décembre, Québec. Le même au même (personnelle et confidentielle). Attire de nouveau l'attention sur l'insuffisance du traitement. Il est impossible de vivre avec ce traitement, même en pratiquant la plus stricte économie. Croit qu'il a raison de demander qu'on le garantisse contre toute perte pécuniaire. 242
- 23 décembre, Québec. Gosford à Glenelg. Avait rapporté que Wetherall était revenu, et que Gore avait été envoyé une seconde fois à Saint-Denis. Ce dernier avait traversé Saint-Denis et Saint-Charles en se rendant à Saint-Hyacinthe où les rebelles s'étaient rassemblés. Il a découvert que ce rapport était inexact, car Gore a traversé Saint-Hyacinthe sans opposition et sans réussir à appréhender aucun des chefs des rebelles. Il est revenu amenant 5 soldats blessés et le corps de Weir, qui avait été caché dans le Richelieu. A offert des récompenses de £500 et de £300 respectivement pour l'arrestation des meurtriers de Weir et de Chartrand, un Canadien loyal. Les chefs se sont enfuis aux États-Unis. Wolfred Nelson a été capturé par un petit parti de volontaires de Missisquoi, et il est aujourd'hui en prison. Un parti rebelle, revenu du Vermont, a été défait près de Philipsburg. Le zèle et la détermination des volontaires ont un bon effet. Rapport détaillé des événements à Deux-Montagnes, avec noms des chefs des insurgés tués ou fait prisonniers. Les adresses loyales de la population canadienne-française arrivent en grand nombre; l'opinion parmi la basse classe des Américains vivant sur la frontière des États est excitée en faveur de la rébellion, mais les meilleures classes et les autorités la désapprouvent. Apprend que le président a publiquement déclaré qu'il était déterminé à faire son devoir, et particulièrement celui qui exige qu'il n'y ait aucune intervention dans les querelles intestines d'une nation amie. Différentes circonstances le convainquent qu'il n'y aura probablement pas d'autre tentative organisée pour troubler la tranquillité publique. 245
- Inclus.* Adresse loyale de La Prairie. 246 au verso
Adresse loyale de Saint-Vincent de Paul. 247

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Adresse loyale des Canadiens-français de Montréal. Page 247

Suivent les réponses.

Lettre pastorale de l'évêque catholique romain de Québec sur la rébellion. 248

Compte rendu officiel de la défaite d'un corps de rebelles par les volontaires de Missisquoi. 250

Etat des membres de l'assemblée impliqués dans la dernière rébellion. 264

23 décembre,
Downing
Street.

Glenelg à Gosford. A la suite de ses lettres personnelles, on a recommandé à Sa Majesté d'accepter sa démission. La haute opinion qu'a le gouvernement des motifs généreux qui l'ont fait agir. 373

24 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 137). Envoie la lettre de Black au sujet de l'insuffisance du traitement du juge de la cour de vice-amirauté. C'est le seul emploi officiel de Black. 267

Inclus. Black à Walcott. Concernant le traitement du juge de la cour de vice-amirauté. 26926 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 138). Transmet la copie de la demande de A. W. Cochrane qu'il soit permis à la société littéraire et historique de Québec de faire copier les documents historiques. 274

Inclus. Cochrane à Walcott. Demande l'aide du gouverneur pour se procurer des copies de documents se rapportant à l'histoire primitive du Canada. 278

Liste des documents dont la Société littéraire et historique désire avoir les copies. 283

28 décembre,
Québec.

Gosford à Glenelg (n° 139). Depuis la dispersion des insurgés dans le comté des Deux-Montagnes, tout a été tranquille. Dans les villes de la frontière des Etats-Unis on a paru disposé à aider les insurgés, mais les habitants respectables s'y opposent, et il espère qu'il ne sera plus parlé de cela. Le gouvernement des Etats-Unis a écrit officiellement aux autorités des Etats de la frontière. Lafontaine est parti pour New-York en route pour l'Angleterre. Depuis son départ le gouverneur général l'a informé (Gosford) qu'il a été délivré un mandat d'amener contre Lafontaine pour haute trahison. Liste des prisonniers; offres de fugitifs de se rendre. N'a pas encore été informé si les prisonniers seront jugés d'après la loi martiale ou par les tribunaux ordinaires. James Stuart, ancien procureur général, et Walker, de Montréal, doivent défendre les prisonniers et c'est leur intention de soulever la question s'ils peuvent être jugés d'après la loi martiale, et ils refusent de procéder devant le juge en chef M. Pyke et M. Gale jusqu'au retour du juge Rolland. On lui a demandé avec instance de convoquer la législature, mais il y a de fortes raisons contre cela. Arrivée de la première division du 43e régiment. 291

Inclus. Mandat contre Lafontaine pour haute trahison délivré par Le Clerc, un magistrat. 295

Certificat à l'effet que Leclerc est magistrat et que l'on doit ajouter foi à sa signature. 296

Certificat de Benjamin Delisle, le grand connétable, à l'effet qu'il a cherché à arrêter Lafontaine, mais n'a pu le trouver. 297

30 décembre,
Downing
Street.

Glenelg à Colborne. A reçu la dépêche de Gosford du 22 novembre, et le commandant en chef a soumis au gouvernement sa dépêche (de Colborne) à Fitzroy Somerset. Ces dépêches ont été soumises à la reine qui approuve ce qui a été fait. Regrette que l'esprit d'insurrection ait fait tant de chemin dans les districts près de Richelieu, et il demande qu'on lui donne bientôt et souvent des nouvelles. 378 au verso

Décembre (?).

Etat des membres de l'assemblée impliqués dans la dernière rébellion. *Inclus* dans la lettre de Gosford à Glenelg du 23 décembre 1837.1838.
6 janvier,
Downing
Street.

Glenelg à Colborne. A reçu les dépêches de Gosford du 30 novembre et du 6 décembre, lesquelles avec ses (de Colborne) dépêches à Fitzroy Somers-

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1838.

set contiennent les rapports des opérations militaires dans le Bas-Canada. La Reine approuve ce qui a été fait. D'après les dépositions des habitants, il croit que le temps n'est pas éloigné où l'autorité de la loi sera vengée. Regrette qu'il y ait eu nécessité de proclamer la loi martiale. L'offre de lever un corps de volontaires est accepté de tout cœur. Page 385

8 mars.

Non signée à Spearman. Demande au Trésor d'étudier la question du traitement du juge de la cour de vice-amirauté, ainsi que celle des appointements des officiers subordonnés. 273

9 mars,
Downing
Street.

Non signée à Le Marchant. Il a été envoyé, il y a quelque temps, une demande de la Société littéraire et historique de Québec à l'effet qu'il fût permis de copier les documents se rapportant à l'histoire primitive du Canada. Comme il pourrait y avoir des inconvénients à publier les parties de documents qui se rapportent aux frontières du Canada et des Etats-Unis, les documents devront être transmis au bureau des colonies, afin de décider s'il y aura quelque inconvénient d'accéder aux désirs de la société. 276

28 mars.

Non signée à Spearman. Envoie copie de la dépêche de Gosford concernant les changements qu'il a faits dans le bureau du secrétaire civil, alors que Davidson a été transféré au département des terres de la Couronne. Glenelg propose d'approuver la mesure à titre d'arrangement temporaire, et de laisser décider la question de permanence par le comte de Durham, à son arrivée. Demande au Trésor d'approuver la légère augmentation qui serait alors encourue. 228

EMPLOIS PUBLICS, 1837.

Q. 240.—1-2.

1833.

(1ère partie, de la page 1 à 205 ; 2e partie, de la page 206 à 383.)

16 novembre,
Kinsale.

Le major Kelly à l'adjudant général. Incluse dans la lettre de Fitzroy à Stephen, du 1er août 1837.

Une lettre de la même date du major Kelly au Dr Pitcairne est aussi incluse.

1834.
24 février,
Québec.

Liste des articles comprenant les présents à donner aux sauvages. Incluse dans la lettre de Spearman à Stephen, du 23 février 1837.

1835.
2 septembre,
Québec.

Liste de l'équipement de la même date, incluse dans la même lettre.

Airey à Wells, agent, Sorel.

2 septembre,
Québec.

Le même à Craig.

17 septembre,
Québec.

Le même à Wells, agent, Sorel.

8 octobre,
Québec.

Clements à Wells, intendant de casernes, Sorel. Cette lettre et les trois qui précèdent sont contenues dans une lettre non signée à Byham, de mars (?) 1837.

Autre lettre de Airey de la même date.

1836.
28 juillet,
Londres.

Rapport, de la date mentionnée à la marge, concernant les loges orangistes. 8

Autres documents concernant ces loges. 10

21 novembre.

Remarques au sujet des observations de Gosford.

3 décembre.

Remarques sur certaines parties de la dépêche de Gosford à Glenelg.

12 décembre,
Québec.

Observations par Eden. Ce document et les deux qui précèdent sont inclus dans une lettre non signée à Byham, de mars (?) 1837.

16 décembre,
Sorel.

Colborne à Fitzroy Somerset. Contenue dans la lettre de Fitzroy Somerset à Stephen, du 27 janvier 1837.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. 27 décembre, Sorel.	Observations par Colborne. Observations sur quelques-uns des documents. Ces deux documents sont inclus dans la lettre non signée à Byham, de mars (?) 1837.	
Décembre (?). 1837. 5 janvier, Temple.	Les officiers en loi à Glenelg. Les poursuites contre l'éditeur de la <i>Minerve</i> étaient irrégulières et contraires à la pratique. La publication de l'article dont on s'est plaint était diffamatoire, et exposait son auteur à une poursuite. Mais les poursuites ont été irrégulièrement intentées; comment le procès aurait dû être fait.	Page 109
12 janvier, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie copie de la lettre de Routh, rapportant le versement à la caisse militaire de £3,033, 6ch. 8d., le produit des ventes des réserves du clergé, et demande que le montant en soit placé en valeurs consolidées trois pour cent.	203
	<i>Inclus.</i> Routh à Spearman, Fait le rapport du versement à la caisse militaire de £3,033, 6 ch. 8 d.	204
19 janvier, Amirauté.	Barrow à Stephen. Les lords de l'amirauté ont retiré leur réclamation pour le transport des forçats, et y pourvoieront à l'avenir dans les estimations budgétaires.	17
20 janvier, Horse- Guards.	Fitzroy Somerset à Stephen. Envoie dépêche et documents de Colborne au sujet de la maison à Sorel, laquelle, selon qu'il cherche à le démontrer, a toujours appartenu à l'officier commandant au Canada. Lord Hill croit que les circonstances tendent à prouver le droit qu'a le département militaire de posséder ce bâtiment, et il n'a aucune hésitation à renvoyer les documents à Glenelg.	23
20 janvier, Trésorerie.	Baring à Stephen. Les autorités des douanes ont été autorisées à délivrer les livres et journaux des deux Chambres francs de droits.	205
24 janvier, Downing Street.	Stephen à Spearman. Envoie copie de la dépêche de Head relativement à la dépense pour les sauvages du Haut-Canada. On pourra sous peu faire une économie en discontinuant les présents aux sauvages habitant les Etats-Unis. Le renseignement est incomplet, rien n'étant dit du transfert à l'intendance. Glenelg ne croit pas que les allocations de retraite doivent être faites en terres, mais qu'elles doivent l'être en deniers. Recommande que Givins se retire avec son traitement entier. S'il doit être nommé un remplaçant, recommande Hepburn.	211
27 janvier, Horse- Guards.	Fitzroy Somerset à Stephen. Envoie de nouvelles lettres de Colborne au sujet du cottage à Sorel.	24
	<i>Inclus.</i> Colborne à Fitzroy Somerset. Demande que le commandant en chef intervienne au sujet de la maison à Sorel.	26
	Observations par Eden, l'adjutant général adjoint au sujet de la lettre de Gosford relative à Sorel.	28
31 janvier.	Sans signature à Fitzroy Somerset. Envoie lettre de Gosford concernant le malentendu au sujet de la maison à Sorel.	25
31 janvier, Trésorerie.	Spearman à Stephen. L'amirauté a retiré la réclamation pour le transport des forçats.	206
	<i>Inclus.</i> Barrow à Spearman. A la suite de la lettre du Trésor, l'Amirauté a retiré la réclamation pour le transport des forçats militaires.	207
3 février, Temple.	Les officiers en loi à Glenelg. L'acte passé en Canada pour céder à la législature le produit des terres et forêts en échange d'une liste civile devra être soumis au parlement avant de recevoir la sanction royale.	112
6 février, Horse- Guards.	Fitzroy Somerset à Stephen. Envoie une nouvelle dépêche de Colborne à l'appui de sa réclamation quant à l'occupation du logement à Sorel.	36
7 février, Horse- Guards.	Le même au même. Envoie les remerciements de lord Hill pour lui avoir communiqué un document aussi satisfaisant que la dépêche de Gosford concernant l'erreur commise par Eden au sujet de la maison à Sorel.	37
9 février, Trésorerie.	Spearman à Glenelg. On a besoin d'autres renseignements à l'égard de la situation actuelle des sauvages du Haut et du Bas-Canada. Questions annexées à la lettre.	208

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837. 9 février, Trésorerie.	Le même à Stephen. Les lords du Trésor approuvent les arrangements faits par Gosford au sujet des présents aux sauvages, aussi la discontinuation projetée des présents aux sauvages habitant les Etats-Unis, et le placement projeté afin de faire face aux réclamations futures des tribus. Les lords approuvent de plus l'ordre donné par Glenelg de transférer le service de la division des sauvages à l'intendance. Remarques concernant les divers fonctionnaires du département. Il ne sera pas possible d'effectuer une économie l'année prochaine. Head n'a pas confiance que les sauvages se livreront à la culture, mais les rapports des pensionnaires expriment une opinion contraire. Envoie liste des questions concernant les sauvages.	Page 211
10 février, Douanes.	Rapport des commissaires de douanes. Inclus dans la lettre sans signature à Spearman, du 28 février 1837.	
14 février, Québec.	Routh à Spearman. Incluse dans la lettre de Spearman à Stephen, du 25 avril 1837.	
15 février.	Extrait d'une lettre du secrétaire de la guerre au commandant en chef. Inclus dans la lettre de Howick à Glenelg, du 6 mars 1837.	
20 février. Horse- Guards.	Fitzroy Somerset à Stephen. Envoie dépêche de Colborne ainsi que les documents y contenus au sujet de la maison à Sorel.	38
	<i>Inclus.</i> Colborne à Hill. Juge que les documents démontrent que la propriété à Sorel a été achetée pour des fins militaires. L'argument à cet effet est élaboré.	40
	<i>Le document inclus n° 1 est copié dans</i>	Q-229
	<i>Le document inclus n° 2 est copié dans</i>	Q-236
22 février, Trésorerie.	Spearman à Stephen. A reçu la dépêche relative à l'exaction d'un double droit par tête des émigrants arrivant sans avoir un certificat, du port du Royaume-Uni d'où le navire a reçu ses lettres de congé.	214
23 février, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie état de l'équipement pour les sauvages approuvé par lord Aylmer, ainsi qu'un état révisé de celui approuvé par Gosford, et extrait d'une lettre de Routh à ce sujet.	225
	<i>Inclus.</i> Extrait d'une lettre de Routh. Envoie nouvelle liste.	226
	Liste de l'équipement approuvé par Gosford.	228
	Liste des articles non compris dans la liste des objets pour présents, 1834.	229
	Liste approuvée par Aylmer, 1834.	230
28 février, Downing Street.	Non signée à Byham. Envoie pour le grand maître et le Conseil de l'Artillerie une nouvelle lettre de Colborne au sujet de la maison à Sorel.	39
28 février, Downing Street.	Non signée à Spearman. A reçu sous le couvert de la lettre du Trésor le rapport de Gosford concernant l'exaction d'un double droit par tête des émigrants. Observations.	216
	<i>Inclus.</i> Rapport des commissaires de douanes sur le droit imposé par tête aux émigrants.	218
28 février, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Renvoie la pétition de Villerand demandant une pension à titre de charpentier de navires dans le Haut-Canada. Comme il a été employé dans le département de la Marine, sa demande devrait être envoyée à l'amirauté.	231
3 mars, Artillerie.	Byham à Stephen. Le grand maître et le Conseil de l'artillerie considèrent que le gouvernement local n'a aucun droit à la terre à Sorel, et que le poste doit être conservé, car il occupe une position importante.	133
4 mars, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie un autre rapport des commissaires de douanes au sujet du double droit par tête imposé aux immigrants à Québec.	232
	<i>Inclus.</i> Nouveau rapport des commissaires de douanes suggérant que l'on avertisse les percepteurs aux ports dépendants de délivrer des certificats aux capitaines ou propriétaires de navires qui en feront la demande.	233

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.	Howick à Glenelg. Envoie des copies de la lettre et des rapports de Colborne. Demande à Glenelg d'enjoindre aux gouverneurs du Haut et du Bas-Canada de donner toute assistance possible à Colborne. Page 362	
6 mars, Ministère de la Guerre.	<i>Inclus.</i> Fitzroy Somerset à Colborne. Concernant un plan pour arrêter les désertions. 363	
	Extrait du secrétaire de la Guerre au commandant en chef. Attire l'attention sur l'effet salubre exercé sur les soldats par l'arrêté de 1833 relatif aux désertions. 369	
	Remarques au sujet du grand nombre de désertions au Canada. 371	
7 mars, Londres.	Relevé de l'armée au Canada et du nombre de désertions durant les cinq dernières années. 379	
9 mars, Québec.	Routh à Spearman. Incluse dans la lettre de Baring à Stephen, du 10 mai 1837.	
15 mars, Artillerie.	Byham à Stephen. Renvoie les documents inclus dans la lettre du 28 février. 181	
16 mars, Londres.	Adresse à la Chambre des Communes demandant des rapports sur les fonctionnaires du Bas-Canada. 3	
16 mars, Londres.	Adresse à la Chambre des Communes demandant un état de la dépense déjà faite, ainsi qu'une estimation du montant additionnel nécessaire pour la commission envoyée au Canada. 6	
18 mars, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Le Trésor a donné des instructions d'expédier les articles dont on a besoin pour le service de la division des sauvages. 236	
25 mars, Amirauté.	Barrow à Stephen. Les lords de l'amirauté ne croient pas que Vallerand (Vallerand?) ait droit à une pension, car il n'a été employé que pendant à peu près trois semaines en 1814, et avant ce temps l'établissement au Canada était sous le contrôle du ministère des Colonies. 18	
25 mars, Horseguards.	Fitzroy Somerset à Stephen. Lord Hill approuve la lettre projetée de Glenelg concernant la maison à Sorel. Il est aussi de l'avis du Conseil d'artillerie qu'il faut considérer Sorel comme une position d'importance, mais si l'on doit construire une maison pour le commandant des forces au Canada, elle doit être construite à Québec ou à Montréal. La question de savoir si le commandant doit payer loyer à Sorel dépend du fait qu'il reçoit ou non une allocation d'indemnité de logement. 47	
28 mars, Amirauté.	Barrow à Stephen. Les lords de l'amirauté sont de l'avis de Sabine et croient que les observations de David Douglas devraient être présentées à la Société royale, mais ils ne peuvent se former d'opinion quant à l'indemnité pécuniaire qui devrait être accordée aux représentants. 19	
Mars ?	Non signée à Byham. Envoie les copies de la correspondance concernant le terrain à Sorel, ainsi que copie des instructions qui sont à la veille d'être envoyées à Gosford à ce sujet. 138	
	<i>Inclus.</i> Observations de Colborne adressées à lord Hill au sujet des droits qu'a l'officier commandant d'occuper le cottage à Sorel. Les observations sont très longues. 139	
	Observations sur certains des documents transmis par Colborne aux gardes à cheval. (Certifié vraie copie par Walcott, secrétaire civil.) 152	
	Autres documents sur la question de la maison à Sorel. 158 à 180	
6 avril, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie le compte des dépenses faites pour la commission au Canada, qui sera présentée à la Chambre des lords. 237	
	<i>Inclus.</i> Compte de la dépense de la commission envoyée au Canada. 238	
7 avril, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Les lords du Trésor envoient les rapports des commissaires de douanes et lords du commerce sur la pétition des amis de la religion à Montréal pour l'admission en franchise des livres et opuscules venant des Etats-Unis au profit des sociétés bibliques, des écoles du dimanche et pour la propagation des petits livres de religion, avec la recommandation de Gosford que la pétition soit accordée. Les objections mentionnées dans les rapports sont si fortes que les lords du Trésor ne se croient pas autorisés à accéder à la recommandation de Gosford. 236	

1-2 EDOUARD VII. A. 1902

1837.

Inclus. Rapport des commissaires de douanes sur la recommandation de Gosford. Page 241

Rapport des lords du Commerce sur le même sujet. 245

7 avril,
Ministère de
la Guerre.

Sullivan à Stephen. Colborne n'a retiré aucune allocation pour son logement depuis qu'il a pris le commandement, et il n'aurait aucun droit de le faire tant qu'il logera dans le bâtiment de l'Etat; autorisation a été donnée de payer à même la caisse militaire le loyer de la maison à Montréal. 380

8 avril,
Whitehall.

Rapport des commissaires sur les réclamations françaises. Inclus dans la lettre de Spearman à Stephen du 26 mai 1837.

8 avril,
Whitehall.

Le Marchant à Stephen. Les lords du Commerce ont reçu copie de la lettre du commandant Smith au sujet de la conduite désordonnée des matelots anglais dans les ports des colonies, ainsi que les propositions pour remédier à l'état de choses existant. L'intention vaut mieux que l'exécution du projet. Plusieurs gouvernements étrangers se plaignent de la conduite de leurs matelots dans les ports britanniques, mais les plaintes venant des colonies sont peu nombreuses, ce qui prouve que le mal n'est pas très grave, et il est plus sûr d'accepter cette preuve négative de personnes si intéressées plutôt que la preuve positive d'une personne ayant peu d'occasions d'obtenir des renseignements. Mais en admettant même la vérité des allégations du commandant Smith, les lords du Commerce ne savent comment l'on pourrait adopter des mesures préventives sans nuire à l'industrie des particuliers. Le sujet de la navigation en général, sans le borner à la sûreté des navires dans les voyages aux colonies, est aujourd'hui à l'étude par la législature. 81

8 avril,
Temple.

Cas et opinion des officiers en loi sur le double droit par tête. Inclus dans la lettre de Spearman à Stephen, du 15 mai 1837.

21 avril,
Artillerie.

Byham à Stephen. Les officiers d'artillerie à Montréal reçoivent instruction de prendre possession de la maison à Sorel, et d'en faire la résidence du commandant des forces. Toute question concernant le loyer est maintenant inutile. 182

24 avril,
Londres.

Adresse de la Chambre des Communes demandant des copies des instructions envoyées au Canada au sujet des loges orangistes à cet endroit. 7

Réponse à l'adresse. 8

25 avril,
Temple.

Cas et opinion révisés des officiers en loi au sujet du double droit par tête. Inclus dans la lettre de Spearman Stephen, du 15 mai 1837.

25 avril,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. Envoie copie de la lettre de Routh à l'effet qu'il a été versé à la caisse militaire £2,860 à compte des ventes des réserves du clergé. Ordre a été donné de placer le montant en rentes viagères consolidées trois pour cent. 246

Inclus. Routh à Spearman. La somme de £2,860 sterling a été versée à la caisse militaire, à compte des réserves du clergé. 247

25 avril,
Ministère de
la Guerre.

Sullivan au sous-secrétaire des Colonies. Howick désire savoir s'il a été décidé que Colborne reçoive un traitement de £3,000 par année au lieu de la solde militaire. 381

2 mai,
Whitehall.

Le Marchant à Stephen. Les lords du Commerce ont reçu la lettre du 22 avril. Avant que le représentant de Sa Majesté ne sanctionne aucun acte relatif à la valeur de l'argent ou à l'effet d'établir des banques qui émettront des billets payables à demande, il faudra s'assurer d'une façon évidente que les dispositions en seront de telle nature que le gouvernement de Sa Majesté pourra les approuver. L'embarras causé par le désaveu serait pire que le léger retard dans l'application des dispositions de l'acte. Exemples de la confusion que pourrait causer le désaveu d'un bill déjà sanctionné. 84

5 mai,
Douanes.

Rapport des commissaires de douane. Inclus dans lettre de Spearman à Stephen, du 19 mai 1837.

6 mai.

Sans signature au procureur et au solliciteur général, Québec. Concernant les règlements relatifs aux honoraires dans la cour de vice-amirauté de Québec. 116

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.	Fox à Stephen. Yule, des ingénieurs royaux, étant absent de Québec, en congé, afin de fournir des renseignements concernant un chemin de fer projeté de Québec à Saint-André, l'on demande de s'informer pendant combien de temps on aura besoin de lui.	Page 183
6 mai, Artillerie.	Baring à Stephen. Des instructions ont été données de prendre les mesures nécessaires pour transférer le produit des réserves du clergé aux noms des fidéicommissaires actuels.	248
9 mai, Trésorerie.	Baring à Stephen. Envoie copie de la lettre de Routh à l'effet qu'il a été versé à la caisse militaire la somme de £606, 13 ch. 4 d. sterling à compte des réserves du clergé. Des ordres ont été donnés de placer le montant en valeurs consolidées trois pour cent.	249
10 mai, Trésorerie.	<i>Inclus.</i> Routh à Spearman. Rapporte qu'on a crédité aux comptes de février la somme de £700 courant comme £606 13 ch. 4 d. sterling.	250
15 mai, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie documents concernant la demande d'un double droit par tête aux émigrants arrivant sans avoir de certificats. Les lords du Trésor ont exprimé aux commissaires des douanes le désir qu'ils enjoignent à leurs employés des différents ports de Québec de délivrer des certificats de congé aux navires à destination des ports du Bas-Canada, bien que l'acte ne l'exige pas nécessairement.	251
	<i>Inclus.</i> Rapport des commissaires des douanes à l'effet qu'ils ont soumis aux officiers en loi deux cas ; des copies de ces cas et de l'opinion des officiers en loi sont envoyées. S'il ne doit pas être pris de mesure pour abroger les actes provinciaux, il devra être envoyé aux officiers du Royaume-Uni des instructions d'accorder des certificats.	253
	Cas soumis aux officiers en loi.	255
	Opinion.	257
	Deuxième cas soumis aux officiers en loi.	258
	Opinion reconsidérée mais non changée. Comment on pourra obvier à la difficulté.	263
17 mai, Temple.	Les officiers en loi à Glenelg. Réponse aux questions concernant les honoraires de la cour de vice-amirauté, à Québec.	113
18 mai, Downing Street.	Sans signature à Spearman. Envoie copie d'une dépêche de Gosford suggérant des situations dans le département des Sauvages du Bas-Canada. Quelle allocation de retraite devrait être accordée aux employés dont les services devront cesser ?	210
20 mai.	Sans signature à Sullivan. Le traitement de £3,000 à Colborne a été fixé lorsque la nomination a été faite, outre l'usage de la maison appartenant à l'Etat à Sorel.	382
26 mai, Trésorerie.	Spearman à Stephen. Envoie copie du rapport du commissaire des réclamations françaises au sujet de la pétition du supérieur et des directeurs du séminaire de Québec réclamant une indemnité par suite de la perte de propriétés situées en France. Les lords du Trésor auraient été heureux d'accéder à la prière de la pétition, mais ce serait rouvrir plusieurs causes décidées depuis longtemps.	264
	<i>Inclus.</i> Rapport des commissaires des réclamations françaises au sujet de la pétition du séminaire de Québec.	266
2 juin, Londres.	Sargent, payeur, à Spearman. Incluse dans la lettre de Baring à Stephen, du 13 juin 1837.	
2 juin, Whitehall.	Le Marchant à Stephen. Après avoir examiné la demande de la Compagnie de la Baie d'Hudson de renouveler le permis exclusif de faire le commerce dans les parties de l'Amérique du Nord, au delà des limites de sa chartre, les lords du Commerce croient que la demande devrait être accordée.	88
12 juin, Ministère de la Guerre.	Sullivan au même. Lorsque le capitaine Mackinnon lui aura fourni les certificats réguliers, l'allocation fixée en aide de ses frais de voyage lui sera délivrée. Aucune allocation ne sera accordée pour la dépense supplémentaire faite pour des objets non militaires.	383

1837.
13 juin,
Trésorerie. Baring au même. Envoie copie de la lettre du payeur des services civils au sujet du transfert des actions des réserves du clergé à lui-même et à Spearman. Page 271
Inclus. Sargent, payeur, à Spearman. A effectué le transport des actions dans les valeurs consolidées trois pour cent et envoie les reçus. 272
- 17 juin,
Douanes. Rapport des commissaires de douane. Inclus dans la lettre de Spearman à Stephen, du 29 juin 1837.
- 21 juin,
Québec. Routh à Spearman. Est revenu de New-York où il a négocié £20,000, somme sur laquelle il a été perçu de \$55,000 à \$60,000, mais il doute d'après la hausse dans le prix du change si l'on peut obtenir davantage. L'extravagance qui règne à New-York. La nécessité de reviser tout le système des banques aux Etats-Unis. La difficulté qu'éprouvent les banques canadiennes à reprendre les paiements en espèces. Lors de sa réunion la législature considérera l'à-propos de suspendre les paiements en espèces. Les rapports entre les banques et l'intendance ont virtuellement cessé, quand les banques ont arrêté les paiements en espèces, mais il y a encore des balances dues par les banques. Suggère plans pour surmonter les difficultés, y compris l'émission d'une monnaie de cuivre. 294
- 29 juin,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Envoie copie de la pétition de la banque de l'Amérique britannique du Nord pour un état des droits imposés sur les livres importés de la Grande-Bretagne, par voie de New-York. 273
Inclus. Pétition. 274
Rapport des commissaires des douanes à l'effet que les employés des douanes à la frontière étaient autorisés à demander les droits sur les livres, mais les commissaires suggèrent que, s'il est prouvé à la satisfaction du gouverneur que les livres sont publiés dans le Royaume-Uni, le percepteur peut être autorisé à rembourser les droits. 277
- 30 juin,
Amirauté. Barrow à Stephen. Le levé hydrographique du fleuve Saint-Laurent a été publié, celui du golfe n'a pas encore été complété. 20
- 5 juillet,
Trésorerie. Spearman au même. On a reçu la demande des présents pour les sauvages. Les lords du Trésor ont retardé de commander les articles jusqu'à ce qu'il ait été reçu un état de ce qui peut rester en magasin. 279
- 6 juillet,
Trésorerie. Le même à Routh. Incluse dans la lettre de Spearman à Stephen, du 19 juillet 1837.
- 8 juillet. Garrat et Cie à l'Amirauté. La condition défectueuse du navire britannique *Edward*, destiné au transport des émigrants britanniques 21
- 15 juillet,
Temple. Les officiers en loi à Glenelg. Opinion relative à l'interprétation de l'arrangement pour le paiement de l'intérêt sur la balance du montant payable par la compagnie *British American Land*. 118
Inclus. Extrait de l'arrangement entre Stanley et les directeurs de la compagnie *British American Land*. 122
- 19 juillet,
Trésorerie. Archer à Stephen. Demande que l'on puisse envoyer les lettres officielles à Routh par le messenger spécial qui doit bientôt partir pour le Canada. Demande aussi que l'on renvoie les lettres originales de Routh. 280
- 19 juillet,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Transmet la correspondance avec Routh au sujet des arrangements afin de pourvoir aux fonds nécessaires pour la dépense militaire dans les Canadas. 281
Inclus. Spearman à Routh. Les lettres ont été examinées par le Trésor. L'on croit désirable qu'il soit demandé à Coffin de remettre les £75,000, comme il (Routh) l'explique à Coffin. Précautions pour éviter le danger de déposer les deniers dans les banques particulières. Le Trésor ne serait pas justifiable de permettre que l'on fasse de nouveaux dépôts dans les banques, qui ont suspendu les paiements en espèces, en sorte qu'il devra verser à la caisse militaire toute consignation et tous les deniers reçus à la suite de ses propres négociations. Le Trésor s'en rapporte à son jugement. 282

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Spearman à Routh. La satisfaction que le Trésor éprouve de ce qu'il a fait à la suite de la demande du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada qu'il intervint pour soutenir le crédit de la banque du Haut-Canada. Le Trésor n'est pas autorisé par la loi à approuver le dépôt de deniers dans aucune banque, afin de soutenir son crédit, ni ne peut le faire. Page 287

Spearman à Routh. Les lords du Trésor ont reçu l'avis de son arrivée à New-York afin de se procurer des espèces pour les lettres de change sur le Trésor. On le renvoie à la lettre du 6 juillet au sujet de ses opérations pécuniaires. 289

19 juillet,
Trésorerie.

Le même au même. Les lords du Trésor ont reçu l'information que des instructions spéciales ont été données au gouverneur du Canada pour le paiement de £142,160, 14ch. 4 d. à compte d'arrérages. Il devra informer le gouverneur qu'il a reçu ordre de suivre les instructions de Sa Seigneurie. Il devra faire comprendre à Gosford qu'il serait nuisible au service public si quelque arrangement devait empêcher de pourvoir à la caisse militaire destinée à faire face au paiement des troupes et des munitions. 292

19 juillet,
Trésorerie.

Le même au même. Les lords du Trésor approuvent ce qu'il a fait pour se procurer de l'argent à New-York. Les deniers aujourd'hui déposés dans les banques seront disponibles pour les fins que lui-même, et l'officier commandant, croiront être le mieux. Ils approuvent ce qu'il suggère relativement aux retraits de l'argent des banques, sans perte pour le public ou tort pour les banques ou pour les particuliers. Ils ne sont pas prêts à approuver dans le moment qu'un officier de l'intendance aille résider à New-York. Les lords donneront sous peu leur opinion au sujet du monnayage. 301

20 juillet.

Sans signature à Bruyères. La question du paiement de l'intérêt sur la partie impayée du prix d'achat de terres par la compagnie *British American Land* a été renvoyée aux officiers en loi, qui sont d'opinion que l'intérêt est payable annuellement, au taux de 4 pour 100. 129

20 juillet,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. Envoie copie de la lettre du Trésor à Routh, ainsi que des copies de la lettre de Routh et de la réponse. 296

25 juillet.

Stephen à Le Marchant. Glenelg partage l'opinion des lords du Commerce relativement à la demande de la Compagnie de la Baie d'Hudson, mais il est désirable qu'on insère dans la charte une clause à l'effet de concéder les terres pour la colonisation ou l'établissement. Glenelg croit que l'on ne peut accepter comme indubitables les allégués au sujet de l'infertilité d'une grande partie des terres, et il est porté à se méfier des dires à cet effet. 91

26 juillet,
Portsmouth.

Le major Stark à Fitzroy Somerset. Incluse dans la lettre de Fitzroy Somerset à Stephen, du 1^{er} août 1837. Extrait du registre de la cour martiale, de la même date, également inclus.

29 juillet,
Artillerie.

Byham à Stephen. A reçu avis de la distribution d'armes et de munitions pour protéger un navire marchand transportant 39 forçats. Ces armes et munitions ont été envoyées à la tour, à l'exception de 10 cartouches que l'on ne fera pas payer. 184

29 juillet,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. Dans les circonstances, les lords du Trésor approuveront le paiement de la lettre de change de £1,000 tirée par Gosford. Ce montant doit être versé à la caisse militaire, nulle disposition n'ayant été prise pour que ce paiement fasse partie de la dépense prévue dans les estimations. 303

29 juillet,
Trésorerie.

Spearman au même. A reçu la lettre contenant une dépêche de Gosford ainsi que de nombreux documents concernant les difficultés pécuniaires dans le Bas-Canada, et expliquant les moyens adoptés pour venir en aide aux marchands, et pourquoi il a consenti à ce l'on paie les droits de douane autrement qu'en espèces. Il a été reçu une lettre des douanes au même sujet. Dans les circonstances particulières, Leurs Seigneuries ne désapprouvent point les mesures adoptées par les douanes. Les employés des douanes devront faire des rapports mensuels indiquant le montant des droits perçus en

1837. espèces et autrement, celui des reçus de banques rachetés durant le mois, et le montant non racheté à la fin du mois. Les plans de Gosford sont approuvés. Page 305
- 1er août, Fitzroy Somerset à Stephen. A soumis au commandant en chef une lettre de Gosford et la pétition de McAuliff. Envoie copie d'un rapport de l'officier commandant sur son cas. Lord Hill ne voit pas de raison pour appliquer la clémence royale à McAuliff. 49
- Horse Guards. *Inclus.* Le major Stark à Fitzroy Somerset. Expose les circonstances dans lesquelles McAuliff a commis le crime qui l'a fait condamner à mort. 51
- Extrait du registre de la cour martiale au sujet du châtement infligé à John McAuliff. 53
- Le major Kelly à l'adjudant général. Rapporte la conduite de McAuliff, du 24e régiment. 54
- Le même au Dr Pitcairn. Attire l'attention sur le cas de McAuliff. 57
- 3 août. Sans signature à Spearman. Le montant dû à Aylmer pour ses appointements est de £5,156 10ch. 1d. et celui dû à Craig, le secrétaire civil, de £572 18ch. 11d. Demande que l'on paie ces montants à même le crédit du Bas-Canada. 291
- 7 août, Hume à Stephen. La Compagnie de la Baie d'Hudson n'a entrepris aucune négociation pour renouveler son permis, ni n'a adopté de mesures, sauf de transmettre une réponse à la date du 2 juin, à la lettre du 28 février. Les lords du Commerce sont prêts, cependant, si Glenelg le désire, à conférer avec la compagnie à ce sujet. 94
- Whitehall. Spearman à Stephen. Y a-t-il des objections à renouveler certaines nominations ? 308
- 7 août, Trésorerie. Stephen à Hume. A reçu sa lettre du 7. Glenelg croit que comme les lords du Commerce ont déjà fait une enquête au sujet du renouvellement de la charte de la Compagnie de la Baie d'Hudson, les négociations quant aux conditions de la charte seront conduites d'une façon plus avantageuse par eux que par lui (Glenelg). Relativement à la colonisation, Glenelg expliquera son opinion à la compagnie si les lords du Commerce croient que cela est à propos, mais, craignant la comparaison, et comme son opinion se renferme dans d'étroites limites il vaudrait mieux peut-être que les lords du Commerce exposent ce qu'ils désirent plutôt que Glenelg lui-même. 96
- 15 août. Sans signature à Spearman. Il n'y a pas de raisons pour que les receveurs généraux du Haut et du Bas-Canada ne reçoivent pas de nouvelles nominations, sauf que chacun d'eux devra se démettre sous peu. Comment ces nominations doivent être faites. Dans le cas actuel le receveur général appartient à une classe d'employés que le secrétaire des Colonies nomme ordinairement. C'est une question que Glenelg considère avec la plus parfaite indifférence par suite des obligations relatives au patronage. 309
- 21 août. Spearman à ————. Mentionne les allocations qui devront être Trésorerie. données aux officiers en retraite de la division des sauvages. 210
- 21 août, Spearman à Stephen. A soumis les propositions faites par Gosford pour Trésorerie. opérer des réductions dans la division des sauvages. Allocations données aux employés en retraite (noms et montants mentionnés). 311
- 22 août, Le même an même. A soumis aux lords du Trésor copie de la lettre de Trésorerie. Lockhart pour la balance du traitement de l'évêque. Le traitement du feu évêque a été régulièrement retiré jusqu'au 31 mars dernier. Avant de payer, le Trésor désire être informé de la date de la mort de l'évêque, et savoir si Lockhart peut donner l'assurance que le traitement dû ne sera pas retiré à Québec. 312
- 28 août, Craig à Airey. Incluse dans une lettre non signée à Byham, de mars (?) Québec. 1837.
- 30 août, Spearman à Stephen. Les lords du Trésor désirent avoir l'opinion de Trésorerie. Glenelg sur la proposition de Scholefield, de Birmingham, de monnayer du

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- cuivre pour la banque de Montréal, monnaie qui sera mise en circulation dans le Bas-Canada. Page 313
- 31 août, Downing Street. Glenelg à Gosford. A renvoyé la dépêche du 15 février au Trésor, laquelle approuve les mesures prises relativement aux employés de la division des sauvages, et a sanctionné le paiement des sommes mentionnées par Spearman à ceux qui prennent leur retraite. 209
- 7 septembre, Downing Street. J. S. R. (Spring Rice ?) à Glenelg. Demande des lettres de présentation aux gouverneurs de l'Amérique Britannique du Nord pour Cornell qui se rend aux Etats-Unis en mission importante au sujet des relations commerciales, et qui pourra aussi examiner la question des banques dans l'Amérique britannique du Nord. 315
- 9 septembre, Downing Street. Helps à Grant. Les lettres de présentation pour Cornell devront être envoyées sous enveloppe à T. A. Curtis, le gouverneur de la banque d'Angleterre. 316
- 13 septembre, Trésorerie. Baring à Stephen. Dans les circonstances, les lords du Trésor ont autorisé le paiement à Lockhart de £200, à compte du traitement de l'évêque de Québec, s'il fournit une autorisation lui donnant droit de toucher cette somme. 314
- 15 septembre. Circulaire non signée aux gouverneurs des provinces présentant M. Cornell. 318
- 20 septembre, Downing Street. Ricketts à Stephen. Les lettres de présentation pour M. Cornell devront être envoyées à M. Curtis pas plus tard que le 22. 317
- 21 septembre, Trésorerie. Spearman au même. A défaut de renseignements précis de la part des gouverneurs du Bas-Canada, les lords du Trésor diffèrent de sanctionner l'envoi de la monnaie de cuivre qui doit être mise en circulation dans le Bas-Canada, mais ils désirent que Glenelg demande au gouverneur du Bas-Canada de faire immédiatement un rapport sur le sujet. 319
- 25 septembre. Observations sur la seigneurie de Sorel dont on est à faire le transport à la division de l'Artillerie. 189
- 25 septembre, Trésorerie. Baring à Stephen. Il a été fourni à Gosford du combustible jusqu'au 30 juin dernier. Les lords du Trésor ne s'opposent point à ce que l'on continue à lui faire cette distribution, mais le coût devra être remboursé par Gosford. 321
- 3 octobre, Downing Street. J. S. (Stephen) à Spearman. Le gouverneur du Bas-Canada a fait le rapport de la réunion et de la prorogation de la législature de cette province, ainsi que du refus par elle de pourvoir au paiement des arrérages de salaires, etc., dus aux fonctionnaires. C'est donc le moment d'appliquer les deniers votés par le parlement au paiement de leurs réclamations. Demande que des instructions soient données en conséquence. Les montants dus à Aylmer, Craig, Amyot et Buchanan respectivement sont notés. 332
- 4 octobre. Sans signature à Baring. La commission canadienne a cessé d'exercer ses fonctions le 18 février dernier. 323
- 12 octobre, Trésorerie. Spearman à Stephen. On a fait à Colborne des avances au taux de £3,000 par année, avances que le secrétaire de la guerre refuse de rembourser. L'allocation a été payée d'après l'autorisation d'une lettre de Glenelg, et les lords du Trésor désirent obtenir des renseignements qui leur permettront de décider sur quel compte imputer la dépense. 324
- 12 octobre, Trésorerie. Le même au même. Les lords du Trésor ont reçu copie de la dépêche de Gosford, ainsi que le rapport de Napier sur les sauvages du Bas-Canada. Ils diffèrent de faire des observations jusqu'à ce qu'ils aient reçu le rapport du Haut-Canada. Le rapport paraît indiquer, cependant, que les dépenses doivent être débitées au profit des terres incultes. 328
- 12 octobre, Trésorerie. Spearman à Stephen. On a donné l'autorisation de payer les montants dus à Aylmer, Craig, Amyot et Buchanan à même les deniers votés par le parlement. 330
- 14 octobre, Trésorerie. Maule au même. Amos a demandé ses honoraires pour avoir donné ses conseils et opéré le règlement de trois chartes canadiennes. Ce qu'il connaît

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837. de la réclamation. Désire savoir comment cette réclamation devra être réglée. Page 334
- 19 octobre, Trésorerie. Baring à Stepnen. Bien que la commission ait pris fin le 18 février dernier, Gosford continue cependant à tirer sur l'intendance, ce qui est contre les règlements. Il devra donc rembourser tout ce qu'il a retiré ainsi. 337
- 21 octobre. Sans signature à Spearman. Demande le paiement de £200 avancés par Wilder à A. C. Buchanan. Envoie l'engagement de Buchanan de transférer le montant à Wilder. 331
- 21 octobre. Sans signature à Maule. Glenelg a demandé au Trésor d'autoriser le paiement à Amos des honoraires qui pouvaient lui être dus. 335
- 21 octobre. Sans signature à Spearman. Envoie la demande de Maule de payer les honoraires à Amos. Engager les Lords du Trésor à donner l'ordre de faire le paiement. 336
- 25 octobre. Sans signature au même. Détails de l'arrangement fait avec Colborne pour le paiement de £300 par année. On demandera aux lords du Trésor de pourvoir au paiement des montants. 325
- 28 octobre, Québec. Colborne à sir Colin Campbell. Inclus dans la lettre de Fitzroy Somerset à Stephen, du 25 novembre 1837.
- 30 octobre, Québec. Gosford à Colborne.
- 30 octobre, Québec. Colborne à Gosford. Ces deux lettres sont incluses dans celle de Spearman à Stephen, du 9 décembre 1837.
- 31 octobre, Trésorerie. Maule à Spearman. Incluse dans la lettre de Spearman à Stephen, du 15 novembre 1837.
- octobre. Sans signature à Gosford. Envoie copie de la lettre du secrétaire au Trésor au sujet du fait qu'il a tiré irrégulièrement sur l'intendance. Il devra faire des arrangements pour payer à l'intendance tout ce qui a été retiré depuis le 31 mars. 339
- 2 novembre, Sorel. Colborne à———. Incluse dans la lettre de Fitzroy Somerset à Stephen, du 25 novembre 1837.
- 4 novembre, Sorel. Colborne à Spearman. Incluse dans la lettre de Spearman à Stephen, du 9 décembre 1837.
- 4 novembre, Artillerie. Fox à Stephen. Yule, des ingénieurs royaux, a terminé sa tournée au Canada. Le secrétaire des colonies désire-t-il qu'il retourne en service spécial? 185
- 9 novembre, Québec. Gore à———. Envoie rapport des manœuvres régimentaires d'après les ordres du lieutenant général, son intention étant d'occuper Montréal et de rendre la place aussi forte que possible. Les dispositions qui y ont été prises ainsi qu'à d'autres endroits (nommés) pour loger les troupes. Les autres arrangements militaires sur l'Outaouais, le Richelieu, etc. Le pays dans les environs de l'Acadie est dans un état de rébellion; sur le Richelieu c'est la même chose, et les agitateurs s'enrôlent et font l'exercice militaire à différents endroits. Colborne a décidé de rester à Montréal. L'état ordinaire des troupes mentionné dans la lettre ne peut être prêt à temps pour ce poste. 75
- Inclus.* Distribution générale des troupes dans le Haut et le Bas-Canada. 79
- 14 novembre, Whitehall. Phillips à Grey. Lord John Russell a donné des ordres à Legrasse jusqu'à ce qu'il se présente une occasion de l'envoyer au Canada pour être jugé. 105
- 14 novembre, Trésorerie. Spearman à———. Gosford a-t-il donné ordre de payer les arrérages d'appointements? Si oui, des arrangements doivent être pris pour remettre le montant à l'ordonnateur. 340
- 15 novembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Envoie une copie de la lettre du solliciteur à la Trésorerie où il dit qu'il a payé à Amos £126 (120 guinées) pour la préparation des chartes accordées à trois banques du Bas-Canada, le gouverneur devant recevoir instructions de recouvrer ce montant des banques. 341

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- Incluse.* Lettre de Maule à Spearman au sujet des honoraires payés à Amos pour la préparation des chartes de banque. Page 342
Vivian à Grey. Le prie d'envoyer une lettre à Gosford. 186
- 16 novembre, Artillerie.
- 21 novembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. La lettre de Grey contenant le rapport de Carter sur la monnaie courante coloniale. Les lords de la Trésorerie sont à étudier la question et profiteront des précieux renseignements fournis par Carter. Ce rapport les confirme dans l'opinion que le cours de la monnaie doit être établi d'après des principes généraux. 343
- 21 novembre, Trésorerie. Les lords de la Trésorerie à Stephen. On a attiré leur attention sur le paiement de £18, 14s, 1 $\frac{3}{4}$ d, à James Hughes, surintendant du département des sauvages, pour frais payés par lui au cours d'un procès qu'il a subi en sa qualité officielle ; ils désirent avoir l'opinion de Glenelg sur l'à-propos de ce paiement. 344
- 23 novembre, Bureau de l'Auditeur, Trésorerie. Les commissaires du Contrôle à la Trésorerie. Envioient la lettre de Spearman à Stephen, 28 décembre 1837.
- 24 novembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Au sujet de la demande de Glenelg, pour que l'on pourvoie aux salaire et gratification de Colborne au montant de £3,000 par année, les lords de la Trésorerie désirent savoir s'il reçoit quelque autre gratification militaire. 345
- 25 novembre. Ordre général d'envoyer aussitôt que possible un régiment à Halifax. Le régiment destiné à être envoyé de Gibraltar et de la Jamaïque n'est pas encore parti, et ne sera plus remplacé. 59
- 25 novembre, Horse Guards. Fitzroy Somerset à Stephen. Transmet copie de dépêche avec lettres reçues de Colborne. 58
- Inclus.* Colborne à ————. Envoie copie de lettre à sir Colin Campbell, demandant des renforts. 60
- Colborne à sir Colin Campbell. Demande des renforts vu la situation critique dans le Bas-Canada. 61
- 27 novembre, Horse Guards. Lord Hill à Glenelg. Les compagnies de service du 93e ont reçu ordre de se rendre à Halifax aussitôt que le navire sera prêt à Cork. Autres arrangements militaires rendus nécessaires. 63
- 27 novembre, Artillerie. Byham à Stephen. Transmet une copie du rapport des "respective officers" de Québec concernant la propriété à Sorel. Le rapport est défectueux, de sorte qu'il a fallu demander d'autres informations, mais le Maître général et le Bureau de l'Artillerie ont cru bon d'envoyer les informations données, surtout le fait qu'il y a des arrérages de loyer au montant de £4,600, monnaie courante. 187
- 30 novembre. Anonyme à Spearman. Envoie copie de lettre de Glenelg à Colborne par laquelle il appert que Colborne ne reçoit aucune gratification en plus des £3,000. 346
- 5 décembre, Horse Guards. Fitzroy Somerset à Grey. On va s'occuper de la demande du lieutenant Grey, mais vu les services rendus par tant d'autres, lord Hill craint qu'il ne soit pas en son pouvoir d'exaucer prochainement les désirs de Grey. 65
- 5 décembre, Trésorerie. Spearman au même. Dans les circonstances, les lords de la Trésorerie seront prêts à honorer les notes de dépense de Gosford à son retour. 347
- 7 décembre, Trésorerie. Le même à Colborne.
- 7 décembre, Londres. Baker à Bidwell. Toutes deux mises dans l'envoi de Backhouse à Stephen, 9 décembre 1837.
- 8 décembre, Horse Guards. Lord Hill à Glenelg. Le gouvernement de Sa Majesté ayant décidé de retirer deux régiments des îles Ioniennes, il ne perdra pas de temps à mettre à exécution ce qui a été décidé. Au sujet des troupes pour Québec, il mobilisera les deux régiments pour le service à l'étranger d'abord, à moins qu'il n'y ait d'autre mesure en vue. 66
- 9 décembre, Affaires étrangères. Backhouse à Stephen. Palmerston donne instruction d'envoyer une copie de la lettre de Baker, consul à Mobile, relativement à l'envoi d'armes à New-York et supposées destinées au Canada. 100

1837. *Inclus.* Baker à Bidwell. Il a été informé que les armes sont expédiées d'Angleterre à New-York pour être envoyées au Canada ; ne connaît pas de loi pour empêcher ce commerce ; si l'on désire savoir qui le fait, on peut le savoir facilement par le consul à New-York. La destination probable des armes. Page 101
- 9 décembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Envoie copie de lettre et de pièce reçues de Colborne qui annonce avoir autorisé le paiement, à même la caisse militaire, de £2,000 au gouverneur en chef. Il demande que Glenelg trouve le moyen par lequel cette avance sera remboursée. 348
- Inclus.* Colborne à Spearman. Etant donnée la situation politique du Bas-Canada, il avait autorisé Gosford à tirer £2,000 de la caisse militaire pour permettre d'obtenir des renseignements exacts sur les mécontents. 350
- Gosford à Colborne. Demande que pouvoir soit donné au Commissaire général de payer ses warrants (à Gosford) pour un montant ne devant pas excéder £2,000. 352
- Colborne à Gosford. Le Commissaire général sera autorisé à placer à la disposition de Gosford la somme de £2,000. 354
- Spearman à Colborne. Dans les circonstances, les lords de la Trésorerie sanctionnent l'avance de £2,000 à Gosford. 355
- 12 décembre, Whitehall. Philips à Grey. Lord John Russell envoie, pour la gouverne de Glenelg, une copie d'une lettre confidentielle de Baker, consul à Mobile, au sujet des armes expédiées à New-York et que l'on croit destinées au Canada. 106
- Une autre copie envoyée par Palmerston. Voir page 101. 101
- 14 décembre. Anonyme à Byham. A reçu le rapport concernant Sorel, et qui est si défectueux qu'il ne peut formuler d'opinion sur les arrérages ; cependant, comme il s'agit de propriété militaire, la question du recouvrement de ces arrérages est du ressort de l'Ordonnance. 188
- 20 décembre. Anonyme à Spearman. Les £2,000 avancés provenant de la caisse militaire seront remboursés de la même manière que les autres sommes qui peuvent être tirées pour la même fin, mais Glenelg désire retarder de répondre à la question jusqu'à ce que le gouvernement ait décidé la conduite à tenir au sujet du Canada. 349
- 22 décembre, Glynn. Vivian à Glenelg (confidentielle). Fox a envoyé une lettre et sa réponse qui est très convenable. Avant de quitter la ville il était en correspondance avec lord Hill au sujet de l'artillerie et avait donné des ordres pour qu'une compagnie se tint prête à embarquer immédiatement. S'il y a apparence de conflit, on devrait envoyer une force nombreuse sans tarder et ne pas renouveler l'erreur commise pendant la guerre américaine. Les gens du Canada sont français et ils sont un peuple militaire. Il espère que des troupes considérables régleront la difficulté. On devrait aussi envoyer un peu de cavalerie. 195
- 23 décembre, Artillerie. Byham à Stephen. L'Ordonnance a donné des ordres au sujet de l'équipement de troupes dans le Bas-Canada. 197
- 25 décembre, Artillerie. Fox à Glenelg. On ne peut pas obtenir dans les Canadas des chevaux pour la cavalerie, mais il y en a beaucoup aux Etats-Unis. On pourrait envoyer discrètement un agent à New-York pour en acheter. Il y a justement un bataillon de carabiniers de retour du Nouveau-Brunswick, qui connaît bien le pays ; il suppose que lord Hill l'enverra. 198
- 26 décembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie ont donné instructions aux commissaires de payer à même la caisse militaire les dépenses encourues sous l'autorité de Colborne et munies de son warrant 356
- 27 décembre, Artillerie. Vivian à Glenelg. C'est l'amirauté qui a les vaisseaux, l'Ordonnance ne fait que les demander. L'Ordonnance n'a actuellement aucuns approvisionnements à envoyer, sauf quelques tentes et d'autres articles de campement qui ne peuvent être d'aucune utilité avant l'ouverture de la navigation. 200

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
28 décembre. Lord Hill à Glenelg. A donné ordre d'embarquer les compagnies de service du 93^e régiment aussitôt que le navire arrivera à Cork, et le nombre des hommes doit être porté à 100 par compagnie. Page 68
- 28 décembre,
Horse Guards. Lord Hill à Glenelg. A reçu ordre de maintenir la force militaire dans l'Amérique Britannique du Nord à 10,000 hommes, y compris de 400 à 500 cavaliers mais non compris l'artillerie; 1,000 seront envoyés à Halifax et le reste devrait arriver sur le Saint-Laurent à l'ouverture de la navigation; les compagnies de service seront portées à 100 hommes chacune. On ne perdra pas de temps dans l'exécution des ordres. S'informe quant au transport des chevaux et recommande qu'une partie soit achetée au Canada. Comment l'état-major devrait être composé. 69
- 28 décembre,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Des instructions ont-elles été envoyées à Gosford relativement au remboursement de £ 162, 9s. 0d. pour papeterie fournie au département du secrétaire ? 357
- Inclus.* Les Commissaires du Contrôle à la Trésorerie. Ordre a été donné de payer à la caisse militaire £162 9s. 0d. pour papeterie, mais ce paiement ne paraît pas avoir été fait. 360
- 29 décembre,
Horse Guards. Fitzroy Somerset à Grey. Lord Hill recommande que, vu la saison où les soldats vont s'embarquer, il leur soit distribué des chemises et des caleçons de flanelle. Il suggère la meilleure méthode de distribuer cet approvisionnement. 73
- 30 décembre,
Artillerie. Vivian à Glenelg. Lui demande d'inclure une compagnie de sapeurs avec des officiers en nombre proportionné à la requête qu'il est à préparer. 201
- Décembre (?). Anonyme à Barrow. Les caissiers (*purser*s) des navires devant transporter les renforts dans l'Amérique Britannique du Nord fourniront des chemises et caleçons en flanelle. 74
1838.
9 février. Anonyme à Spearman. La raison du retard apporté à régler la réclamation au sujet de la papeterie fournie au département du secrétaire. 358

BUREAUX PUBLICS, 1837.

Q. 241-1-2-3.

1836.
Première partie de page 1 à 257 ; 2^e partie de page 258 à 548 ; 3^e partie de page 549 à 831.
- 3 décembre,
Québec. Stayner à Maberly. Lettre contenue dans celle de Lawrence à Stephen, 27 janvier 1837.
1837.
5 janvier,
Londres. Maberly à Stephen. Fait rapport sur les améliorations introduites dans le service postal du Canada. Le montant excessif du salaire payé à Stayner, sous-maître des postes. Les misères que causerait au public l'abolition du système de privilège, la mesure pour réduire le tarif postal ayant été bloquée. 409
- 12 janvier,
Londres. Lechmere à Stephen. On a fait de soigneuses recherches mais on n'a pas trouvé le nom de Lachlan Maclean présumé avoir été nommé percepteur à Philadelphie en 1772. 414
- 18 janvier,
Glasgow. Macfarlane à Grey. Il recommande le rév. D^r Black qui est choisi pour faire valoir les réclamations de l'Eglise d'Angleterre. 638
- 27 janvier,
Londres. Lawrence à Stephen. Envoie une lettre du sous-maître général des Postes au Canada où il est dit que le port dû par l'Assemblée et le Conseil législatif du Haut-Canada a été payé, mais pas celui que doit le gouvernement du Bas-Canada. 415

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1887.

Inclus. Stayner à Maberly. Fait rapport du paiement des frais de poste dus par le Haut-Canada mais que ceux dus par le Bas-Canada ne sont pas encore réglés. Page 416

27 janvier.

Lawrence à Stephen. Envoie le rapport du sous-maître général des Postes où il est dit que, jusqu'au 5 avril, 33 nouveaux bureaux de poste ont été ouverts ; que l'on a augmenté de 307 milles la voie postale établie ; que le nombre additionnel de milles parcourus chaque semaine par la poste est de 896 et qu'il y a eu une augmentation considérable dans le revenu brut des postes des Canadas. 417

Inclus. Rapport du département des postes des Canadas pour l'année finissant le 5 avril 1836. 418

(Il y a une erreur dans les chiffres de ce rapport ; elle s'est produite dans l'original.)

29 janvier.

L'archevêque de Canterbury à Glenelg. Il avait écrit à l'évêque de Québec au sujet d'un siège épiscopal projeté pour le Haut-Canada, mais l'évêque est si malade qu'on ne lui a pas présenté cette lettre. Depuis cette époque, il a eu des attaques d'apoplexie d'un caractère très grave. Il serait donc bon de consulter l'évêque de Montréal avant d'en arriver à une décision. 503

30 janvier,
Londres.

Gillespie à Glenelg. N'a pas écrit depuis le 17 courant. Il avait compté avoir des renseignements sur les mouvements de Stuart. La mort de Grant, président des délégués constitutionnels. Les lettres de ses correspondants confidentiels ne sont pas venues régulièrement en ces derniers temps, de sorte qu'il ne peut communiquer avec assurance ce qui se passe. La législation du Haut-Canada était à la veille de demander un port de mer et un changement de la ligne de frontière entre le Haut et le Bas-Canada de façon à englober l'île de Montréal, ce qu'elle préfère à une union ; mais plutôt que de ne pas avoir un port de mer elle l'accepterait. Excepté pour la population de l'île, aucune de ces mesures ne serait satisfaisante. Il parle du projet soumis le 17 du mois dernier comme étant plus satisfaisant que n'importe lequel de ces projets. Les propriétaires canadiens-français croient que quelque chose sera et doit être fait pour satisfaire "les Anglais." Il est convaincu que son adoption immédiate épargnerait beaucoup d'ennuis aux ministres et ferait rapidement disparaître toute agitation bien que, pendant un certain temps, cela pourrait causer quelque excitation parmi les Canadiens-français ; mais elle se dissiperait quand ils verraient que leurs libertés ne sont pas entamées et que leurs propriétés prennent plus de valeur. Il ne voit pas d'objection à l'augmentation du nombre des représentants. Il suggère que le collège de Cobourg envoie un de ses membres, ce qui assurerait le concours d'une secte importante. Il est porté à croire que les réserves du clergé du Haut-Canada seront vendues et que le produit sera appliqué à l'éducation générale. 3

31 janvier.

Anonyme à l'évêque de Montréal. Il envoie une copie d'une adresse du clergé anglican du Haut-Canada demandant l'érection d'un nouveau siège épiscopal ; aussi une copie de la correspondance de l'archevêque de Canterbury et d'une lettre à l'archevêque de Québec, qui est trop malade pour s'occuper d'affaires. Il demande donc de soumettre les remarques que sa connaissance du pays le met en mesure de faire. 505

3 février,
Londres.

Gillespie à Stephen. Il a écrit à Glenelg. Il enverra un rapport sur l'origine des dépenses contingentes de la législature, si c'est demandé. A moins que le gouvernement de la mère patrie donne de l'assistance aux intérêts britanniques au Canada, l'agitation recommencera et il sera difficile d'en enrayer le progrès. Il envoie une copie d'une lettre adressée à des amis au sujet des Banques de la Cité et de Montréal en ce qui a trait aux requêtes pour obtenir des chartes. Il attire l'attention sur le gros montant des importations du Canada pour démontrer son importance croissante, la valeur totale en étant de £3,800,000, un chiffre plus fort qu'il ne croyait.

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

Les craintes des marchands de Londres qu'il n'éclate des troubles au Canada à moins qu'on ne donne signe de protection au parti anglais. Page 7

Inclus. Gillespie à John Jamieson, Banque de Montréal, et John Fotheringham, banque de la Cité. Si demande en est faite, une charte sera accordée, ou il sera passé un acte quelconque rendant facile la transaction des affaires. La requête devrait être rédigée conformément à la charte. On devrait nommer à Londres un agent pour recevoir et faire valoir la demande. Il ne désire pas voir son nom mentionné en rapport avec cette demande, mais il fera de son mieux pour les intéressés, si on lui confie la requête. 10

3 février,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Il est reconnaissant pour la confiance reposée en lui. Il regrette que le gouvernement ne soit pas en mesure d'agir avec le Bas-Canada de façon à assurer la tranquillité permanente. Il voit avec plaisir qu'aucune concession ne sera faite à l'Assemblée au sujet d'un conseil électif. La conservation de cette Chambre telle qu'elle est, rendra plus sérieuse la détermination de maintenir la constitution. L'établissement d'une cour d'appel à Montréal sera accueillie avec gratitude, de même qu'une charte ou un acte pour donner une existence permanente aux banques provinciales. Il conseille de retarder l'octroi d'une charte à la banque de l'Amérique Britannique du Nord jusqu'à ce que les gens d'affaires la demandent. On a, sans doute, l'intention de créer un fonds pour payer les arrérages de salaire dus aux fonctionnaires publics en même temps que les dépenses contingentes de la législature. Le mécontentement soulevé par la suspension des travaux du port de Montréal. Cette suspension s'est produite quand le port était presque terminé; les dommages qu'il subira s'il est laissé tel quel; son parachèvement apaiserait beaucoup de mécontentement et embellirait la ville. L'impraticabilité à peu près complète au printemps et à l'automne du chemin qui conduit au port; en été, les dépôts qui s'y forment causeront probablement des maladies, puis les personnes ayant des propriétés dans le voisinage ne peuvent en tirer jouissance. Le mauvais effet des améliorations faites ailleurs sur la partie inachevée du port et les pertes de vie et de propriété qui sont la conséquence de cet état de choses. Il insiste pour qu'on termine le port. 12

4 février,
Londres.

Bruyères à Grey. Suivant instructions reçues de la British American Land Company il envoie le mémorial adressé à Gosford par les commissaires de la compagnie au Canada, dans l'espoir qu'il induira Glenelg à reconsidérer son opinion. 172

7 février,
Londres.

Maberly à Stephen. Il craint que le rapport demandé ne puisse être fourni, mais il consultera le comptable pour voir si on peut donner à part la remise venant de chacune des deux provinces. 419

8 février,
Londres.

Le même au même. Il envoie un état des sommes payées pour frais de poste par le Haut et le Bas-Canada, et une copie du memorandum du comptable. 420

Inclus. Etat des sommes payées pour frais de poste dans les Canadas au cours des cinq dernières années. 421

Mémorandum du comptable général. Il a envoyé un état des remises pour les derniers cinq ans, mais il ne peut établir la proportion perçue par chaque province ni la dépense encourue pour le paquebot d'Halifax, laquelle est payée par l'Amirauté. 422

8 février,
Londres.

Mémoire du rév. E. Black en faveur de l'Eglise d'Ecosse au Canada. 682

8 février,
Londres.

Rév. E. Black à Glenelg. Envoie la lettre de Gosford et son mémoire sur la situation présente de l'Eglise écossaise dans les Canadas.

10 février,
Londres.

Pelly au même. La paix et l'ordre dans les territoires sous la Compagnie de la Baie d'Hudson ne demandent pas qu'on déränge le département colonial, mais l'expiration prochaine de certains monopoles de commerce lui fait un devoir de porter toute l'affaire à l'attention du gouvernement de Sa

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

Majesté, afin de savoir quelles mesures il y aura à prendre pour l'administration de la justice, la police, etc. Histoire des origines de la Compagnie de la Baie d'Hudson. La traite des fourrures par les Français antérieurement à la cession du Canada, époque jusqu'à laquelle il n'y eut pas de concurrence, mais après quoi il s'en forma, ce qui aboutit à la formation d'une compagnie sous le nom de Compagnie du Nord-Ouest qui se fusionna avec la Compagnie de la Baie-d'Hudson en 1821. Récit des opérations des traitants américains et russes avant la fusion. Il demande une prolongation du permis. Après une concurrence acharnée, la Compagnie de la Baie-d'Hudson a réussi à établir des postes et à obtenir un quasi-monopole du commerce de fourrures. Actes du gouvernement russe désavouant la conduite de ses officiers. Page 270

Inclus. Simpson à Pelly. Rapport sur la situation dans la région indienne et sur le commerce avant et après l'année 1821. 288

11 février,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Il a insisté sur l'union des provinces comme le remède efficace pour les griefs existants dans le Bas-Canada et propre à donner le pouvoir politique aux habitants anglais, pouvoir dont l'absence a été le germe des difficultés. Son autre plan était de faire siéger à Montréal l'union fédérale des législatures du Haut et du Bas-Canada. Il a encore la même opinion que celle exprimée dans ses lettres précédentes. Dans tous les cas, il sera bon de voir à ce qu'un certain revenu soit à la disposition du gouvernement pour défrayer les dépenses civiles et autres. Il espère qu'une mesure dans ce sens pourra être présentée et adoptée, vu que s'adresser au comité ne servirait qu'à causer du délai et du désappointement, de même qu'à provoquer des actes de violence dans la province. On doit craindre plus de troubles du fait d'agir trop peu que du contraire, et les fonctions de la Couronne pourront être reprises sans causer beaucoup d'excitation. Le crédit que s'attirerait un homme d'Etat qui donnerait une constitution libre à une colonie plus peuplée que l'Ecosse se trouvait dans son union avec l'Angleterre. 17

15 février,
Londres.

Le même au même. Il envoie des états des droits perçus sur les importations au Canada l'année dernière. Il établit le montant qui devrait être à la disposition du gouvernement. Outre cela, il doit y avoir de l'argent restant improductif dans la caisse du Revenu général. 22

Inclus. Droits perçus à Québec et à Montréal en 1836. 25

15 février,
Londres.

Rév. E. Black à Glenelg. Il établit les sommes reçues par les ministres de l'Eglise d'Angleterre au Canada en qualité de chapelains de régiments, etc. 689

15 février,
Londres.

Rév. D. Brown au même. Il est allé dans le Bas-Canada comme missionnaire ; il s'est établi à Val Cartier mais n'a pu y rester à cause de la pauvreté des gens. Il demande une aide suffisante pour lui permettre de reprendre l'exercice de son ministère. 727

16 février.

Anonyme à Bruyères. Il a reçu un mémoire sur la demande faite par la British North American Company, copie duquel a été envoyée à Gosford pour qu'il puisse faire ses observations. D'ici qu'on les ait reçues, Glenelg ne prendra pas de décision définitive. 174

17 février,
Londres.

Gillespie à Grey. Il envoie des journaux contenant l'adresse de l'Assemblée, ainsi que les forts arguments que le Haut-Canada peut mettre de l'avant en faveur de l'annexion de Montréal à cette province. Il y a à cette annexion des objections que pourrait soulever le Bas-Canada. Il croit que l'union fédérale est la meilleure mesure qui puisse être adoptée. 26

18 février,
Londres.

Bruyères au même. Les directeurs de la British American Land Company envoient un rapport concernant les Cantons de l'Est et les progrès satisfaisants faits dans cette région grâce aux efforts de la compagnie. 189

Inclus. Rapport fait par R. Carter sur les progrès satisfaisants faits par les Cantons de l'Est. 190

DOC. DE LA SESSION No. 18

- 1837
20 février,
Londres. Rév. E. Black à Grey. Il a reçu sa lettre demandant son adresse (à Black) en Ecosse, pour que la décision de Glenelg pût y être envoyée. Elle lui conseille de ne pas partir avant d'avoir reçu la décision ; il restera donc jusqu'à mercredi soir. Dans le cas où il ne recevrait pas de réponse favorable, il soumettra l'affaire au Roi en conseil et ensuite, si nécessaire, la portera devant le parlement. Page 702
- 22 février,
Londres. Gillespie à Glenelg. Il s'excuse de faire perdre du temps à Sa Seigneurie. Il avait espéré que le gouvernement n'avait pas besoin d'autre preuve de la disposition où se trouvait l'Assemblée de déjouer les vues de l'administration impériale et d'enrayer le développement du pays. Il avait aussi espéré qu'on adopterait une mesure tant rétrospective que prospective, établissant d'une façon permanente un gouvernement civil et donnant de l'influence aux classes mercantiles, mais cette attente avait disparu. Il espère que les mesures qui doivent être proposées seront plus complètes qu'il s'y attend, mais son attente sous ce rapport est peu enthousiaste. Il désire qu'on donne aux gens de Montréal quelques marques d'encouragement. Le mémoire de Strachan sur le collègue McGill a dû être reçu avant ceci ; il espère que le gouvernement jugera à propos de se conformer aux intentions du testateur. Le mémoire énumère largement les avantages d'un collègue pour Montréal. Il demande aussi que le port de Montréal soit terminé. 28
- 22 février,
Londres. Rév. E. Black à Grey. Il le remercie de sa courtoisie et il espère connaître la décision le ou avant le 15 mars, vu qu'il est impatient de reprendre ses fonctions. Son désir le plus vif est d'arracher ses frères de la pauvreté et, si c'est nécessaire, il retournera à Londres dans ce but. 704
- février. Anonyme au Rév. D. Brown. Glenelg lui a donné instruction de dire que la question des réserves du clergé est devant le gouvernement de Sa Majesté et que sa lettre sera prise en considération. 731
- 8 mars,
Londres. Autres représentations sur le même sujet 732 à 775, 798 à 813 et 815.
- 9 mars,
Londres. Etat préparé par le bureau des paiements, du stock retenu dans les fonds publics pour ventes de réserves du clergé dans le Canada. 687
- 11 mars,
Londres. Mémoire du Rév. M. Palmer à Glenelg demandant de l'aide pour assurer l'éducation religieuse de la population croissante en établissant des églises et des maisons d'école. 622
- Rapport relatif à Guelph dans le Haut-Canada. 625
- Gillespie à Glenelg. Sa satisfaction de voir la question canadienne discutée et l'adoption par une si grande majorité de résolutions qui n'empiètent sur aucuns des privilèges de l'Assemblée et qui, si on les met à exécution, donneront de la sécurité à la population d'origine britannique. Il sait que la minorité ne négligera aucun plan pour retarder ou empêcher le vote des résolutions. Il supplie le gouvernement d'en presser le vote. Si on laisse à l'agent de l'Assemblée le temps de consulter ses commettants, des événements se produiront qui alarmeront le peuple et les communes de la Grande-Bretagne et les amèneront à croire qu'ils sont encore à la veille d'une révolution américaine. Ces événements pourraient amener une réaction et si les résolutions sont par la suite adoptées ce ne sera plus que par une majorité réduite. Il croit lui aussi au bon effet qu'aurait la mesure si elle était adoptée par une forte majorité. Il parlera de cette question à Stanley s'il (Glenelg) le lui permet. La question telle qu'elle est dans le moment met les marchands plus mal à l'aise. Ils ont l'intention d'énumérer à Sa Seigneurie les désastreux effets de l'atermoisement. 31
- 14 mars,
Londres. Gould au même. Il a reçu instruction de la North American Colonial Association d'exprimer son contentement au sujet des résolutions présentées aux Communes par le gouvernement. Il y aura divergence d'opinion parmi les gens d'origine britannique de la province, mais les membres du comité ont résolu d'user de toute leur influence pour assurer l'unanimité. Le comité n'appréhende aucun dommage à la personne ou à la propriété,

1837. résultant de l'opposition des gens d'origine française à ce que les résolutions soient mises à exécution ; pourvu que les résolutions soient rapidement adoptées, mais ils considèrent avec alarme le succès possible de la minorité pour les retarder. Le grand effet moral de l'écrasante majorité obtenue le 8 courant sera perdu si on montre de l'indécision, et le Canada sera le théâtre d'une agitation d'autant plus grande que l'on aura l'espoir de faire rejeter les résolutions. Page 35
- 17 mars. Anonyme à Gillespie. Gosford a été informé du résultat des débats sur la 4^e résolution et du fait qu'il ne sera pas perdu de temps pour obtenir une décision pour les autres. Glenelg refuse d'émettre une opinion sur l'à-propos de communiquer avec Stanley au sujet des affaires du Canada. 34
- 17 mars. Anonyme à Gould. Il a reçu la lettre exprimant les sentiments de la North American Colonial Association sur les résolutions présentées par Russell. Le résultat du vote donné le 8 courant a été communiqué à Gosford. Il ne se produira pas de retard inutile dans l'obtention d'une décision sur les autres résolutions. Glenelg ne voit pas la nécessité pour le présent de causer aux membres de l'association le dérangement de venir le trouver, mais si la nécessité s'en présentait, il profitera de l'offre. 38
- 25 mars, Londres. Robinson à Grey. La British American Land Company a payé £12,480 pour remboursements partiels, en outre de £15,754 5s. 6d. dépensés pour routes et autres améliorations. Un autre remboursement de £6,000 sterling, avec trois ans d'intérêt, a été, il n'y a aucun doute, payé par les commissaires. 197
- 24 mars, Dumfries. Rév. E. Black à Glenelg. Il avait compté que sa décision lui serait communiquée avant ce jour. Il demande de nouveau une réponse à son mémoire. 706
- 25 mars. Anonyme au rév. E. Black. Glenelg a pris en considération la lettre et le mémoire. Il explique l'obligation de continuer l'allocation, vie durante, aux ministres de l'Eglise d'Angleterre au Canada. Il ne sera épargné aucun effort pour que les justes réclamations de l'Eglise d'Ecosse puissent être reconnues et réglées. 695
- 30 mars, Dumfries. Rév. E. Black à Grey. Il regrette que la lettre de Glenelg soit défavorable. On ne peut pas compter que les adhérents de l'Eglise d'Ecosse au Canada se soumettent de bonne volonté au traitement partial de la part du gouvernement, quand ils voient voter annuellement des allocations aux Eglises Romaine et Episcopale et refuser tout secours à la branche de l'Eglise Nationale. Il envoie une liste de griefs dont Glenelg n'a pas tenu compte dans sa réponse. Dans le but de ne rien épargner personnellement dans l'intérêt de ses frères, il a envoyé, à ses frais, un ministre de l'Eglise d'Ecosse à Montréal, de sorte qu'il peut rester ici jusqu'après la réunion de l'assemblée générale. 708
- mars. Anonyme à Palmer. Il a reçu sa lettre du 9, touchant l'insuffisance des fonds pour ériger des églises et des écoles destinées aux adhérents de l'Eglise d'Angleterre au Canada. C'est une question à laquelle le gouvernement s'est fortement intéressé, mais les ventes des réserves du clergé ne permettent pas d'acquiescer à la demande, et comme il a été proposé de transporter le revenu casuel et territorial à la législature, le gouvernement ne se croit pas justifiable d'imposer des charges sur ce fonds autres que celles auxquelles il était assujéti lorsque ce délaissement a été proposé. 631
- 15 avril, Londres. Lechmere, Bureaux des Documents d'Etats, à Stephen. Il a envoyé dix volumes de correspondances militaires américaines, quatre volumes de correspondances mixtes américaines, 58 volumes de correspondances avec les provinces, de 1775 à 1778, soit en tout 72 volumes. Il y en a d'autres au bureau des affaires étrangères et au bureau colonial. 423
- 19 avril, Londres. Children à Stephen. Il annonce ce qui sera fait en rapport avec les observations faites par M. David Douglas. 425

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
22 avril,
Londres. Bruyères à Grey. Les directeurs de la British American Land Company ont fait savoir au colonel McDougall qu'ils recevraient avec grand plaisir toutes propositions du bureau Colonial concernant l'émigration. Page 199
- 24 avril. Anonyme à E. Black. Il écrit au nom de Glenelg au sujet des griefs qu'il (Black) prétend n'avoir pas été pris en considération. 713
- 26 avril,
Londres. Gillespie à Glenelg. Il félicite Sa Seigneurie sur le vote des résolutions concernant le Bas-Canada. Il est à désirer que la mesure basée sur ces résolutions soit adoptée sans délai. Il envoie des observations sur les événements courants et l'ennui que lui causent certaines nominations. 41
- 26 avril,
Londres. Le même à Stephen. Il lui transmet une lettre adressée à Glenelg et contenant des faits qu'il ne sait peut-être pas, mais que ses relations et sa connaissance du terroir le mettent en mesure de lui apprendre. Il n'a aucun intérêt particulier à servir. Il demande des copies imprimées des instructions concernant le Canada et une copie de la mesure basée sur elles. Il espère qu'elle contiendra un article pour permettre au gouverneur d'obtenir des fonds de l'Assemblée pour compléter des travaux publics, et tout particulièrement le port de Montréal. 39
- 26 avril,
Glasgow. Macfarlane à Glenelg. Il envoie un mémoire en faveur de l'Eglise d'Ecosse. 639
- Inclus.* Mémoire faisant valoir les réclamations de l'Eglise d'Ecosse pour obtenir une part égale avec l'Eglise d'Angleterre dans les réserves du clergé. 640
- 29 avril,
Brockville. Autorisation pour Morris incluse dans l'envoi de Morris à Glenelg, 7 juin 1837.
- 1er mai,
Londres. Bettridge et Cronyn à Glenelg. Ils ont été nommés délégués du clergé du Canada et ils demandent une entrevue. 525
- Inclus.* Appel en faveur de l'Eglise d'Angleterre au Canada, accompagné d'un état de la situation religieuse dans la province. 526
- Forme de la liste de souscription. 530
- 5 mai,
Londres. Attwood à Grant. Le but de l'entrevue sollicitée est de savoir si l'obstacle à l'octroi d'une charte royale à la Banque de l'Amérique Britannique du Nord a été aplani et de faire voir l'effet qu'aura, ce printemps, l'expiration des chartes de toutes les banques. 228
- 6 mai. Anonyme à Gillespie. La requête des banques du Bas-Canada munies d'actes d'incorporation, etc., a été envoyée aux officiers en lois. Advenant le cas où ces officiers ne verraient pas d'objection, l'intention est de conseiller l'octroi à ces banques d'une charte contenant les mêmes stipulations que celles qui se trouvent dans les actes provinciaux d'incorporation, mais restreinte à douze mois. C'est sa lettre qui a porté à Glenelg la première nouvelle des nominations auxquelles il objecte. Il ne doute pas que dans la distribution du patronage Gosford consulte les intérêts de la province tout entière et non ceux d'un parti. La remise de l'amende imposée à la *Minerve* a été faite d'après les instructions de Glenelg, instructions basées sur l'opinion des officiers en loi. 46
- 9 mai,
Londres. Gillespie à Grey. Il n'a pas vu la requête ou le projet de charte envoyé par la Banque de Montréal mais il craint qu'elle ne contienne des privilèges qui ne sont pas dans la charte provinciale. Il a confiance que si le tout ne peut être accordé, une charte renfermant toutes les stipulations des actes provinciaux peut être donnée avec liberté de porter le capital de £250,000 à £500,000. L'augmentation est d'un grand besoin et permettra à la banque d'éviter des calamités imminentes. 49
- 10 mai,
Londres. Pelly à Glenelg. Conformément aux conditions que comporte le permis, il envoie des copies des registres des personnes employées dans les territoires. 307

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.

Inclus. Liste :

Gouverneur.....	1
Premiers facteurs et premiers traitants.....	55
Chapelain.....	1
Assistant-chapelain.....	1
Commis, maîtres de poste.....	105
Serviteurs.....	921

1,084 308

12 mai,
Londres.

Attwood à Grant. Les directeurs de la Banque de l'Amérique du Nord seraient reconnaissants si on fixait une date prochaine pour leur entrevue. 231

13 mai,
Londres.

Anonyme à Attwood. L'obstacle qu'il y a à l'octroi d'une charte royale à la Banque de l'Amérique Britannique du Nord subsiste encore. Quelle que soit l'aide qui pourra être donnée aux compagnies ayant obtenu leur charte en vertu d'actes de l'Assemblée, qu'on a laissé expirer, elle ne peut pas être étendue aux compagnies qui n'ont pas obtenu ces actes. 230

15 mai,
Londres.

Requête des représentants de la Banque de Montréal, de la Banque de Québec et la Banque de la Cité demandant d'étendre à sept ans leurs chartes, au lieu d'un an. 50

15 mai.

Gould et Freer à Glenelg. Ils demandent une entrevue. 55

15 mai,
Londres.

Attwood à Grant. Les directeurs de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord ont reçu la lettre de Grey en date du 13, mais ils désirent quand même avoir une entrevue avec Glenelg. 233

15 mai,
Londres.

Stephen à Attwood. La lettre de Grey en date du 13 a été envoyée avant que celle d'Attwood ait été reçue. Si les directeurs de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord désirent encore avoir une entrevue, Glenelg sera heureux de les rencontrer le 19. 232

17 mai,
Londres.

Gould à Grey. Le capital additionnel pour la Banque de Montréal a été souscrit. Il suggère à Glenelg d'autoriser cette augmentation. Les résolutions, s'il faut en croire un correspondant, n'auront pas pour effet d'abattre Papineau et son parti, ou Roebuck et Hume. La seule bonne chose est la perspective du paiement des arrérages. Les remèdes proposés par le correspondant. 56

17 mai,
Londres.

Attwood à Stephen. Il a reçu sa lettre du 15. Les directeurs se rendront chez Glenelg au jour et à l'heure fixés. 234

17 mai,
Londres.

Campbell au même. La Société pour la Propagation de l'Évangile annonce qu'il a été reçu de l'évêque de Montréal une lettre avec une copie d'une autre lettre adressée aux commissaires du Bas-Canada, où est faite une pressante demande pour avoir encore d'autres ministres de la religion. Il demande au gouvernement de Sa Majesté la somme annuelle de £600 à prendre à même les réserves du clergé; la société consent à accorder le même montant annuellement. 426

20 mai,
Londres.

Anonyme à Gosford. La requête de la commission du commerce de Montréal a été présentée par une députation de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord et déposée devant le Roi. 261

22 mai,

Anonyme à Gillespie, Gould et Freer. Sa Majesté a été avisée d'intervenir pour le rétablissement du caractère corporatif des banques, vu que les actes provinciaux vont expirer et ne peuvent être remis en vigueur par suite de circonstances politiques avec lesquelles les banques n'ont rien à faire. 52

23 mai,
Londres.

Quelques représentants des banques à Grey. Ils demandent que les trois chartes pour les banques du Bas-Canada soient préparées en conformité avec la forme approuvée par les officiers en loi de la Couronne et que le temps soit restreint à 12 mois après la fin de la session suivante. 262

—mai.

Liste des propriétaires de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord 236

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
31 mai. Anonyme à Macfarlane. Tout en désirant beaucoup répondre favorablement au mémoire, Glenelg fait remarquer qu'il n'y a pas de fonds disponibles pour payer des émoluments au clergé de l'Eglise d'Ecosse; cependant comme les ventes des réserves du clergé sont considérables dans le Haut-Canada, il espère que cette difficulté sera bientôt surmontée. Page 654
- 2 juin, Londres. Attwood à Glenelg. Les directeurs de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord demandent de nouveau une charte royale. Le refus de la leur accorder quand pareil octroi a été fait à d'autres institutions, ne peut manquer en fait de causer du tort à la situation de la banque tant dans la Grande-Bretagne que dans les colonies. 263
- 2 juin. Anonyme à Campbell. Il mentionne les réclamations de l'Eglise d'Ecosse pour avoir une part des réserves du clergé et regrette de ne pouvoir s'occuper de la proposition faite par la Société pour la Propagation de l'Evangile. 427
- 2 juin. Anonyme au rév. E. Black. Glenelg constate qu'il y a entre les mains du payeur de l'administration civil un petit montant provenant des réserves du clergé et non encore employé. Désireux de donner effet aux desseins de son prédécesseur et à l'opinion des officiers en loi de la Couronne, il donnera tout de suite à Gosford instruction de payer à l'Eglise d'Ecosse dans le Bas-Canada la somme de £500 pour la présente année, mais il ne peut pas être fait en ce moment d'appropriation permanente. 720
- 4 juin, Montréal. Requête de la commission du commerce de Montréal. Elle montre les désavantages auxquels le commerce est exposé par suite des actes temporaires pour incorporer les institutions de banque de l'Amérique Britannique du Nord afin d'assurer la permanence des opérations bancaires dans les provinces. 258
- 4 juin, Montréal. Anonyme à———. Lettre incluse dans l'envoi de Gillespie à Grey, Montréal, 17 juillet 1837.
- 5 juin, Londres. Gillespie à Grey. Il lui demande de s'enquérir où en est le Receveur général du Haut-Canada avec Thomas Wilson & Co.; il a constaté qu'il est créancier mais il ignore pour quel montant. Il (Gillespie) apprendra avec bonheur que les chartes de banque ont reçu la signature royale et sont en route pour la province. Il a attendu impatiemment la présentation des mesures qui seraient le fruit des résolutions; il espère que la mesure n'a pas été abandonnée. 59
- 5 juin. Anonyme à Bruyères. Glenelg a reçu le mémoire envoyé à Gosford par les commissaires au Canada de la British American Land Company. Il cite des cas pour montrer que les concessionnaires de terre payaient les frais d'arpentage, tant externe qu'interne. La British American Land Company n'a pas prouvé qu'elle avait droit d'en être exemptée. 175
- Inclus.* Mémoire des commissaires au Canada de la British American Land Company. 182
- 6 juin, Montréal. Anonyme à———. Incluse dans l'envoi de Gillespie à Grey, 17 juillet 1837.
- 7 juin, Londres. Morris à Glenelg. Si la sanction royale n'a pas encore été donnée à la loi pour établir une banque à Brockville, il serait heureux de pouvoir être reçu par Sa Seigneurie. 776
- Inclus.* Liste des souscripteurs de la Banque de Brockville. 777
- Autorisation à Morris de voir le ministre au sujet de la Banque de Brockville. 780
- Réunion des marchands et autres personnes à Brockville. 781
- 10 juin, Londres. Bruyères à Grey. Les directeurs de la British American Land Company désirent avoir une entrevue avec Glenelg au sujet de l'intérêt sur l'achat de terres de la Couronne. 209
- 10 juin. Anonyme à Attwood. Le gouvernement de Sa Majesté a décidé, vu la situation politique dans le Bas-Canada, de ne créer aucune autre banque incorporée dans la province. 268

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
13 juin. Anonyme à Spearman. Conformément à des instructions reçues de Glenelg, il envoie à la Trésorerie un état des promesses faites à l'Eglise d'Ecosse en rapport avec les réserves du clergé. Gosford a reçu instruction de payer £500 à l'Eglise d'Ecosse au Canada, mais de déclarer que le gouvernement ne peut garantir la permanence de cette aide. Page 668
- 14 juin,
Dumfries. Rév. E. Black à Grey. Il remercie Glenelg pour les instructions qu'il se propose de donner à Gosford pour faire payer £500 au conseil de l'Eglise d'Ecosse dans le Bas-Canada. Le fait est important en ce qu'il est la première reconnaissance par le principal secrétaire d'Etat des droits de l'Eglise d'Ecosse à une part des réserves du clergé. Il regrette que le montant n'ait pas été rendu plus considérable et il ne peut admettre que ce soit là le rachat de la promesse donnée à Bathurst. Il demande que chaque ministre de la religion dans le Bas-Canada reçoive £100 par année. On pourrait ajouter à l'octroi en prenant à même les paiements faits par la Land Company. 722
- 17 juin,
Londres. Carter à Grey. Il envoie un rapport de la North American Colonial Association pour être soumis à Glenelg. 60
Inclus. Ce rapport. 61
- 27 juin. Anonyme au rév. E. Black. Il explique le regret de Glenelg de ne pouvoir se rendre à sa suggestion (à Black) d'ajouter à l'octroi en prenant à même les paiements faits par la British American Land Company. 725
- 30 juin,
Londres. Morris à Grey. Il a reçu une lettre disant que le bill pour établir une banque à Brockville n'est pas encore arrivé au Bureau Colonial. S'il ne doit y avoir qu'un seul bill pour établir une banque dans le district de Johnstown, il dit que Brockville devrait avoir la préférence. 793
- 1er juillet,
Londres. Bettridge et Cronyn à Glenelg. Il fait un appel pour un secours qui permettrait à l'Eglise d'Angleterre de remplir convenablement ses fonctions ecclésiastiques. 531
- 6 juillet,
Londres. Gillespie à Grey. Il entend dire que des espèces monnayées doivent être envoyées dans le Bas-Canada pour payer les arrérages. La perte que ce mode de paiement causerait. 77
- 17 juillet,
Londres. Le même au même. Il envoie des extraits de lettres récemment reçues du Canada. 78
Inclus. Anonyme à—. A envoyé et envoie présentement des journaux contenant des rapports des discours de Papineau à Saint-Laurent et de ce qui s'est passé à Sainte-Scholastique. Il ne doute aucunement que la procession venue de Saint-Benoit n'ait été affaire montée par Papineau. Le caractère méprisable des hommes qui provoquent l'agitation. La démonstration est dans le but d'aider Roebuck à intimider le parlement britannique, car les héros mimiques n'ont pas plus l'idée de s'engager dans un conflit que de s'envoler dans les airs, et, sauf Lafontaine et deux ou trois autres, ils ne compteraient pas comme chefs. Il décrit individuellement six des agitateurs à Sainte-Scholastique—tout ce qu'il connaît. L'assemblée tenue en cet endroit a été la plus effective mais est loin d'être la voix du pays. Les divisions sur le sujet, qui ont empêché plusieurs des assemblées d'être tenues aux endroits primitivement désignés. Effort tenté pour soulever Québec. La division se produira quand le gouvernement prendra une attitude énergique. 79
- Anonyme à—. L'influence du parti de Papineau commence à disparaître, mais si le ministère continue à vaciller, l'effet sera de renforcer ce parti. Si le ministère garantissait la sécurité des gens bien disposés, la clique serait vite abattue. Il paraît y avoir une franche scission à Québec, des divisions ailleurs, et dans bien des endroits on s'occupe peu de l'affaire. La grande majorité semble fatiguée de l'agitation. Le calme peut être rétabli, mais ce n'est pas en faisant de nouvelles ouvertures au parti, ce qui ne ferait que lui donner une autre occasion de faire des vantardises. Il envoie le discours de Papineau à Saint-Laurent; il lui conseille de le lire,

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837. quand ce ne serait qu'afin de voir jusqu'à quel point cet individu est dénué de tout principe. Page 84
- 17 juillet, Les rév. MM. Bettridge et Cronyn à Glenelg. Ils ont reçu la lettre de Londres. Glenelg. Ils demandent une copie de l'opinion des officiers en lois de la Couronne sur la question des rectorats, de même que la dépêche de Sa Seigneurie qui l'accompagne. 582
- 20 juillet, Bettridge au même. Il fait valoir les réclamations de l'Eglise d'Angleterre au Canada et demande que les résolutions du gouvernement à ce sujet lui soient communiquées pour la gouverner de l'Eglise. 549
- Inclus.* Mémoire de Bettridge à la Reine en faveur de l'Eglise d'Angleterre au Canada. 567
- 21 juillet, Bruyères à Stephen. Il a reçu la lettre que Glenelg enverra à Gosford—l'opinion du solliciteur et procureur général—désirant qu'il donne instruction aux commissaires au Canada d'agir conformément à cette opinion. Les directeurs demandent qu'on n'écrive pas à Gosford d'ici à ce que leur président soit de retour et qu'on ait encore conféré avec lui. 201
- 23 juillet. Anonyme aux révs MM. Bettridge et Cronyn. Il attire leur attention sur l'état des affaires de l'Eglise en Australie, qui ne tire aucune ressource de la Grande-Bretagne. Là, les fonds publics ont été mis à la disposition de la législature. 543
- 25 juillet, Macfarlane à Grey. Il lui présente Mathieson qui est délégué par le clergé presbytérien du Bas-Canada. Il énumère les questions que Mathieson s'appête à aborder au cours de l'entrevue qu'il a sollicitée. 672
- 7 août. Anonyme à Bettridge. Il admet quelques-uns de ses avancés mais la question doit attendre la décision du Conseil législatif et de l'Assemblée du Haut-Canada. 575
- 16 août, L'archevêque de Cantorbéry à Glenelg. Il attire son attention sur le cas Addington. malheureux de l'évêque de Montréal par suite de la mort de l'évêque de Québec, qui le prive de toutes ressources, même pour les dépenses urgentes. Le mauvais effet de ceci pour la cause de la religion. Quand les allocations du parlement manquent, on devrait tirer les fonds de sources locales. 506
- 22 août, Alder à Glenelg. Inclusive dans l'envoi de Glenelg à Head, 4 septembre Londres. 1837.
- 23 août, Rolph à Glenelg. Il envoie une reconnaissance signée par Howell, à Margate. l'effet que le sceau de l'officier de douane avait été placé sur deux paquets de dépêches. 432
- Inclus.* La reconnaissance de Howell. 433
- 29 août, Extrait d'une lettre anonyme. Inclus dans l'envoi de Gillespie à Stephen, Québec. 25 septembre 1837.
- 29 août. Anonyme à l'Archevêque de Cantorbéry. Sa sollicitude pour l'Eglise d'Angleterre au Canada. La difficulté apparemment insurmontable de donner de l'argent aux évêques. Le pouvoir limité que possède le gouvernement de Sa Majesté sur les affaires internes des provinces. 509
- 1er septembre, L'archevêque de Cantorbéry à Glenelg (?) Le remercie de sa lettre, mais Croydon. il ne fera aucune remarque pour le présent. 513
- 4 septembre, Glenelg à Head. Il envoie une copie d'une lettre d'Alder et demande un Londres. rapport sur les faits, afin que les Indiens puissent être protégés dans leurs droits. 430
- Inclus.* Alder à Glenelg. Il demande une concession de terre dans la Baie de Quinté pour les Indiens Chippewas, afin qu'ils ne perdent pas le bénéfice des améliorations qu'ils ont faites. 430
- 5 septembre, Carter à Gould. Inclusive dans l'envoi de Bruyères à Grey, 18 février Stanstead. 1837.
- 9 septembre, Pelly à Glenelg. Il démontre l'importance qu'il y a pour eux de connaître la décision du gouvernement au sujet du renouvellement du permis de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Londres. 343

1-2 EDO. JARD VII, A. 1902

1837.
12 septembre, Londres. Bruyères à Grey. Les directeurs de la British American Land Company demandent un autre ajournement pour ce qui se rapporte à la lettre à écrire à Gosford au sujet de l'intérêt sur l'argent d'achat, jusqu'à ce qu'ils soient prêts à demander une entrevue pour discuter l'affaire. Page 202
- 19 septembre. Anonyme à Pelly. Le gouvernement n'a pas d'objection à renouveler le permis de la Compagnie de la Baie d'Hudson, mais à la condition que cela n'empêchera pas la formation, dans son territoire, de nouvelles colonies ou provinces que le gouvernement se dispose à établir. 344
- 25 septembre, Londres. Gillespie à Stephen. Il envoie le *Morning Courier* du 24 août et un extrait d'une lettre d'un correspondant. 87
Inclus. L'extrait. Les affaires politiques ne sont pas bien dirigées. Si Papineau avait accordé une liste civile, la population britannique aurait été laissée à la tendre merci du parti français. 88
- 25 septembre, Ramsgate. Bettridge à Glenelg. Long plaidoyer à l'appui de la prétention de l'Eglise d'Angleterre au Canada sur les réserves du clergé. 583
- 27 septembre, Londres. Laurence à Stephen. Il envoie une lettre du sous-maître général des Postes à Québec, au sujet de l'expédition des malles d'Halifax au Nouveau-Brunswick et au Canada par express. L'arrangement n'a pas été heureux. Il demande si on doit le continuer. 434
- 28 septembre, Londres. Latrobe à Glenelg. Il décrit les dangers de la mission de la "Church of the Brethren" parmi les Indiens Delaware, et donne une description de son établissement. 443
Inclus. Extrait d'une lettre de l'évêque de la "Church of the Brethren" au sujet des terres concédées pour le bénéfice des Indiens. 445
Divers documents relatifs à la concession des terres. 446
- 4 octobre. Anonyme à Laurence. En rapport avec la lettre du 27 dernier, Stayner a prouvé la mauvaise politique qu'il y a à maintenir le système actuel en autant qu'il a trait aux journaux, mais il ne dissuade pas de continuer ce système pour ce qui se rapporte aux lettres. Glenelg hésiterait à recommander l'abandon du présent arrangement. 435
Inclus. Stayner à Maberly. Les objections à l'envoi des malles d'Halifax par express. Les misères endurées par les conducteurs d'express. 436
- 7 octobre, Londres. Bruyères à Grey. Les directeurs de la British American Land Company désirent attirer l'attention sur les dommages qui seront causés aux colons dans les Cantons de l'Est si on laisse expirer les actes concernant le district de Saint-François. 203
- 7 octobre, Londres. Gould à Glenelg. Il attire l'attention sur les sérieuses conséquences qui découleront vraisemblablement de l'expiration des actes, l'un pour établir le district de Saint-François et y ériger des cours de justice, et l'autre pour établir un bureau d'enregistrement dans les cantons. De grands inconvénients résulteront si on laisse expirer ces actes. 89
- 12 octobre, Londres. Extrait. Incluse dans l'envoi de Gillespie à Glenelg, 11 novembre 1837.
- 17 octobre, Montréal. Anonyme à Gillespie. Incluse dans l'envoi de Gillespie à Glenelg, 29 novembre 1837.
- 21 octobre. Anonyme à Gould. La question de l'expiration de deux actes mentionnée dans la lettre du 7 sera bientôt considérée par le gouvernement. 91
- 25 octobre, Londres. Pelly à Stephen. Il envoie le projet de la concession du privilège exclusif de traiter avec les Indiens, préparé conformément aux conditions soumises. 345
- 26 octobre, Londres. Carter à Glenelg. Dans le cours de l'année dernière il a visité les principaux endroits des provinces de l'Amérique du Nord, sauf Terre-Neuve, dans le but d'établir des succursales de la Banque de l'Amérique Britannique du Nord et il s'est occupé de la condition du numéraire courant. Il lui a semblé que les affaires commerciales des provinces étaient plus lésées par l'état défectueux du numéraire que par toutes autres causes. Aux Etats-Unis, le pouvoir de frapper l'argent et de fixer la valeur des pièces

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

étrangères est réservé au gouvernement fédéral. On n'agissait pas de la même manière dans les possessions britanniques, mais les législatures changeaient le numéraire sous la pression d'une difficulté temporaire ou d'une nécessité présumée, ce qui a changé la valeur de la propriété et jeté du désordre dans les opérations mercantiles. Il envoie un tableau des pièces qui circulent dans l'Amérique du Nord avec leur valeur aux États-Unis. Il donne des exemples de différences dans le numéraire courant et les lettres de change. Il donne beaucoup de détails sur la question. Page 96

Inclus. Tableau des pièces de monnaie avec leur valeur dans différents endroits. 108

Remarques. 109

— octobre,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Les rapports qui arrivent du Bas-Canada sont de nature à causer des craintes aux habitants anglo-canadiens. Le refus réitéré de l'Assemblée de pourvoir aux dépenses du gouvernement civil à moins d'en avoir le contrôle paralyse l'initiative publique et privée. Le refus du gouvernement impérial d'intervenir a été tourné de façon à signifier peur au lieu d'indulgence et on en profite pour pervertir les dispositions de l'habitant paisible de façon qu'il se portera à des actes de violence. Des bandes de séditeux sont formées pour être appelées à agir aux assemblées publiques, surtout à l'occasion d'une élection générale, si l'on fait un effort pour rejeter Papineau. Le parti anglais est moins violent, mais il est en mesure d'agir de la façon la plus énergique là où ses adversaires lui en donneront l'occasion. Il demande que l'on envoie des renforts à l'exécutif, car la paix ne sera pas maintenue sans aide militaire. Ils n'approuvent pas la démarche des "constitutionnels" dans leur demande d'une union des provinces avant qu'une pétition eût été envoyée par la législature du Haut-Canada. Une agitation basée sur cette question réunirait, du coup, les Canadiens-français bien disposés et ceux qui ne le sont pas, car tous sont opposés à l'union. Rien, si ce n'est une bonne mesure de représentation parlementaire, ne saura satisfaire le colon anglais, laquelle mesure étoufferait la tentative de révolte d'un parti et satisferait l'autre qui est bien décidé à empêcher toute violence. Il est évident qu'aucune matière à accusation ne sera trouvée contre un Canadien-français, quelle que soit l'énormité de son crime, si celui-ci est de quelque façon lié à la politique. Un admirateur de Papineau a dit : " Nous ne serons satisfaits que lorsque nous aurons chassé ces canailles," désignant par là la population de langue anglaise. 92

10 novembre,
Londres.

Pelly à Stephen. Il envoie, pour être soumise à Glenelg, une copie de la concession faite à la Compagnie de la Baie d'Hudson du privilège exclusif de faire la traite avec les Indiens de l'Amérique du Nord, accordée le 5 décembre 1821. 349

Inclus. La charte accordée par George IV, dont il est question ci-dessus. 350

11 novembre,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Il envoie une copie d'une lettre d'un ami résidant depuis longtemps dans le Bas-Canada, écrite dans un ton modéré et avec beaucoup de bon sens. Il corrige une erreur qui se trouve dans la lettre du 24 octobre. 113

Inclus. Extrait d'un rapport sur la condition alarmante de la province qui se trouve en pleine ébullition. Les mécontents nomment leurs propres magistrats, etc. La nouvelle de l'arrivée de troupes militaires. 114

11 novembre,
Londres.

Crosse à Glenelg. Il écrit au nom de la Compagnie de la Baie d'Hudson au sujet du créole Lagrasse, accusé du massacre de onze Indiens en décembre 1835. 360

13 novembre.

Anonyme à Phillipps. Sur les instructions de Glenelg il a transmis à lord John Russell la lettre de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le magistrat refuse d'emprisonner Lagrasse pendant un temps suffisant pour être ensuite envoyé subir son procès. Il demande qu'on envoie les instructions qui seront jugées nécessaires.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837.
14 novembre, Londres. Franken à Grey. Il envoie une lettre destinée à être expédiée à l'évêque de Montréal. Page 447
- 17 novembre, Londres. Pelly à Glenelg. Il avertira quand partira le vaisseau sur lequel Lagrasse peut être envoyé à Québec. 365
- 18 novembre, Glasgow. Macfarlane à Grey. Il lui demande de présenter à Glenelg le mémoire du comité de l'assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse. 676
Inclus. Mémoire à l'appui du mémoire de l'Eglise au Canada demandant une juste part des réserves du clergé. 677
- 23 novembre, Londres. Gould à Glenelg. Il a appris que le gouvernement s'occuperait des difficultés appréhendées par suite de l'expiration des Actes établissant le district de Saint-François et des bureaux d'enregistrement dans les cantons. L'anxiété au sujet de ces actes va en augmentant dans le Bas-Canada. 118
- 29 novembre, Londres. Gillespie au même. La faiblesse du caractère public de Gosford ; il espère que son successeur aura du jugement et de la fermeté. Il ne peut pas blâmer les magistrats, les officiers de milice et autres personnes non protégées de démissionner quand on les menace de violence, mais il ne peut croire que des paysans canadiens-français feront face à des "civilien", encore moins à des troupes. L'agitation a pour but de produire de l'effet et d'empêcher le gouvernement et les communes d'adopter des mesures pour réprimer les réfractaires, afin que le parti populaire puisse régner comme à venir jusqu'à présent. Il n'y aurait pas de révolte proprement dite, mais une violente disposition d'esprit sera maintenue, si elle n'est pas enrayée. Cet état de choses a amené la suspension de toutes opérations commerciales et industrielles. Il insiste sur l'envoi de renforts militaires, même s'ils doivent rester derrière les ramparts de Québec et les casernes de Montréal. Le temps est venu de mettre fin à l'état de choses existant. Il conseille l'adoption de certains actes. 122
Inclus. Extrait d'une lettre de Montréal définissant les demandes réelles de la majorité de l'Assemblée ; pour arriver à ses fins, cette majorité attribue à Papineau tous les avantages qu'elle a pu obtenir 128
- 30 novembre. Anonyme à Gould. En réponse à sa question du 23 au sujet de l'expiration des Actes constituant le district de Saint-François et établissant des bureaux d'enregistrement, les officiers en loi de la Couronne ont tous été d'opinion que la dernière réunion de la législature ne constituait pas une session et que, par conséquent, les actes ne prenaient pas fin. Le gouvernement ne considère donc pas nécessaire d'intervenir. 120
- 1er décembre, Londres. Bruyères à Grey. Les directeurs de la British American Land Company désirent avoir une entrevue avec Glenelg au sujet de la situation que leur fait le présent état des affaires au Canada. 205
- 1er décembre. Anonyme à Bettridge. Sa lettre du 25 septembre n'a été reçue que le 28 octobre. Glenelg ayant été mis au courant de sa manière de voir (à Bettridge) sur le maintien de l'Eglise d'Angleterre au Canada, ne voit aucune utilité à continuer la correspondance. 610
- 5 décembre, Londres. Laurence à Stephens. La réclamation du bureau des postes contre le gouvernement du Bas-Canada a enfin été réglée. 448
Inclus. Stayner à Maberly. Il annonce que la réclamation pour frais de poste contre le gouvernement du Bas-Canada a été réglée. 449
- 7 décembre, Londres. Gould à Glenelg. Il envoie une copie des résolutions adoptées par les marchands et autres intéressés à la prospérité du Canada, et il demande une entrevue. 132
Inclus. Les résolutions. 134
- 9 décembre. Anonyme à Gould. Glenelg sera heureux de recevoir la députation en question. 133
- 14 décembre, Londres. Alder à Glenelg. Il envoie des pièces contenant ses vues sur ce qui devrait être fait pour le bénéfice des Indiens chrétiens du Haut-Canada. Arrivée de Kakhwaqonaby, ou Peter Jones, un chef indien, avec une

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

requête au sujet d'un titre de propriété sur la terre que les siens occupent présentement. Il désire avoir une entrevue. Page 451

14 décembre,
Londres.

Le même au même. Long rapport au sujet des Indiens du Haut-Canada, établissant une distinction entre les tribus chrétiennes et non-chrétiennes. 453

Inclus. Mémoire couvert de nombreuses signatures pour protéger les Indiens contre toute aliénation de leur terre et pour leur enseigner les habitudes de la civilisation. 491

Extrait d'une lettre d'un missionnaire wesleyen qui était présent quand sir F. B. Head a fait le traité mentionné dans le mémoire. 497

Extrait de la même lettre contenant une description de l'établissement qui fait le sujet du mémoire. 499

18 décembre,
Londres.

Robinson à Glenelg. Histoire de l'origine de l'hostilité de la Chambre d'Assemblée à la British American Land Company. Etat des sommes déboursées pour la terre. 206

18 décembre,
Addington.

L'archevêque de Cantorbéry à Glenelg. Il croit savoir qu'un nouveau gouverneur se rend au Canada. Il recommande l'Eglise établie au Canada à sa bienveillante attention. Les alarmes de ceux qui s'intéressent à sa situation. L'évêque de Montréal n'a présentement aucun traitement et le diocèse de Québec, qui est sous ses soins, a tellement augmenté en population et en étendue qu'il est devenu une trop forte charge pour un seul évêque. Il espère qu'un évêque pourra être nommé pour chacune des provinces. Le traitement de l'évêque de Québec—£3,000 par année—n'était pas excessif, mais, dans les circonstances présentes, il ne demande que £2,000 pour chacun des évêques. Il a confiance que l'on pourvoiera aux traitements du clergé. Ils possèdent des droits sur les réserves du clergé, et quand les traitements accordés par le gouvernement furent retirés, on leur laissa entendre qu'ils recevraient de l'aide d'une autre source. Si on n'y pourvoit pas de cette manière, ils auront raison de se plaindre. 514

18 décembre,
Harrowgate.

Bettridge à Glenelg. Si l'archevêque de Cantorbéry jugeait qu'un évêque est nécessaire pour un diocèse dans le Haut-Canada, le gouvernement émettrait-il le mandat nécessaire? Il donne un estimé de la population du Bas-Canada, et de son augmentation probable, puis il en fait autant pour le Haut-Canada, mais il n'existe aucun moyen, dans l'une et l'autre de ces provinces, de déterminer la proportion des membres de l'Eglise d'Angleterre comparativement aux autres. 614

19 décembre,
Londres.

Bruyères à Grey. Il lui demande de soumettre à Glenelg un état préparé par la British American Land Company. 218

Inclus. Etat du petit nombre de ventes faites par suite de la situation agitée du pays et pour autres causes, y compris l'hostilité d'un parti dans l'Assemblée législative; aussi un rapport de l'entrevue avec Grey. 219

19 décembre,
Londres.

Gillespie à Glenelg. Il envoie un extrait d'une lettre venant de Montréal. Peu de lettres sont arrivées par le dernier paquebot. La lettre annonce que tout est tranquille à Montréal, mais qu'une grande excitation règne dans le district. Tout le pays est empoisonné par les doctrines du parti de Papineau. La cavalerie volontaire est partie pour opérer des arrestations, mais il y a menace de résistances. Des régiments de milice s'organisent. On ne peut confier des armes à la milice canadienne-française. Fuite de Papineau qui avait envoyé sa famille aux Etats-Unis. La milice et les troupes régulières capables de défendre la ville contre n'importe quel nombre de rebelles. La confiance des habitants dans Papineau. 141

Pas de date. Anonyme à Gillespie. Il le remercie des renseignements envoyés dans la lettre du 21. 143

20 décembre,
Londres.

Pelly à Glenelg. Il envoie copie des registres des personnes employées par la Compagnie de la Baie d'Hudson. 366

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1837

Inclus. Liste.

Page 367

Gouverneur	1
Principaux agents.	54
Principaux commerçants.	
Aumôniers	3
Chirurgien	1
Commis, directeurs des postes, etc	97
Employés	1,045

1,201

- 21 décembre, Londres. Gillespie à Glenelg. Transmet des articles et des journaux publiés au Canada. Colborne prend les précautions nécessaires. Danger des mesures qui ne donnent pas satisfaction à la population de langue anglaise. On devrait expédier plus de troupes pour renforcer le gouvernement provincial. 138
- 21 décembre. Anonyme à Macfarlane. On a reçu le mémoire. Le gouvernement de Sa Majesté sera en tout temps disposé à accueillir respectueusement les observations du Synode de l'Eglise Ecossaise du Canada. Il désire ardemment qu'on pourvoie d'une façon plus efficace à l'instruction religieuse des habitants du Haut-Canada. 680
- 23 décembre, Londres. Gould à Glenelg. Il recommande de nommer juge-en-chef l'ex-procureur général Stuart. 150
- 24 décembre, Londres. Gillespie au même. Il a laissé à Grey une lettre datée du 25 novembre et suivie d'un postscriptum du 27, dans lesquels il raconte en détail les incidents survenus dans le voisinage de Montréal, et il adresse une autre lettre pour confirmer son récit et dans laquelle il ajoute certains renseignements qui lui font croire que Saint-Denis a partagé le sort de Saint-Charles. S'il en est ainsi, on doit inviter les rebelles à se disperser, sinon la punition infligée à Saint-Charles ne fera que les exaspérer et les porter à attaquer Montréal, sitôt que le pont de glace se sera formé; mais les mesures de Colborne ont hâté les choses. Comme il ne peut arriver de renforts d'ici à quelques mois, il va régner de l'anxiété. On devrait envoyer par voie de New-York, pour instruire les miliciens, un certain nombre d'officiers du service actif, et on devrait donner instruction à Colborne de s'assurer les services de tout homme utile, qu'il soit militaire ou non. Stuart, ex-procureur général, est tout qualifié pour cette œuvre et il le lui recommande. Meilleurs moyens de rétablir la paix. Il n'y aurait pas de changement parmi ses membres, si on convoquait la législature. 146
- 25 décembre, Londres. Gould au même. Rien de neuf au Canada; il ne croit pas aux rapports des journaux de New-York, les seuls véritables étant ceux transmis par Gillespie et par lui-même. Mouvements des troupes de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. Il conseille d'appliquer des mesures énergiques tant qu'on n'aura pas pacifié tout le Canada; un autre acte de conciliation découragerait les loyaux sujets. Il conseille encore de réinstaller Stuart ou de le nommer à une fonction plus éminente. Il propose des arrangements relatifs à l'approvisionnement des troupes. Mauvaises récoltes dans l'Amérique du Nord. Erreur qu'on a commise en relâchant sous caution les rebelles de Québec. Conduite digne d'éloges de Robert Symes, de Québec. 151
- 23 décembre, Addington. L'archevêque de Canterbury au même. Après avoir exposé le malheureux état de l'Eglise en Canada, il a appris les événements survenus dans le Bas-Canada et il a presque regretté de l'avoir dérangé; mais en réfléchissant davantage, il a compris qu'après l'apaisement de l'insurrection, on prendrait des mesures pour consolider les institutions civiles et religieuses, et c'est pourquoi il a senti que ce serait manquer à son devoir que de ne pas insister de nouveau pour qu'on pourvoie d'une façon complète à l'instruction religieuse du peuple, politique suivie par les gouvernements précédents. Demande instamment qu'on s'occupe de ce sujet. 517

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.
29 décembre, Londres. Gould au même. Se réjouit de la décision qu'on a prise d'envoyer des troupes au Canada par voie du portage de Témiscouata. Comment on pourrait débarquer les troupes à Halifax ou à Saint-Jean et les diriger à travers le lac Témiscouata. Page 154
- 29 décembre, Londres. Le secrétaire de la Société du clergé du Haut-Canada à Grey. Lui demande de transmettre la lettre ci-incluse pour le compte du comité. 501
- 30 décembre, Londres. Gould à Glenelg. Conseille d'envoyer des fournitures de chaussures en même temps que les troupes. Renouvelle sa recommandation au sujet de James Stuart. 162
- 30 décembre, Londres. Le même au même. C'est peut-être une mesure qui n'est pas prudente que de faire arrêter à Halifax les navires qui transportent des troupes en destination de Saint-Jean. On pourrait en éprouver des délais. On pourrait employer avec avantage Carter en qualité de pilote. Les vaisseaux qui partiront de la Grande-Bretagne du 20 au 25 mars, atteindront Québec plus tôt que ceux qui ont hiverné dans les ports d'en bas. 164
- 30 décembre, Londres. Carter au même. Transmet journal d'un voyage fait au cours de l'hiver 1827 de Québec à Frédéricton, après avoir quitté Québec le 19 janvier 1827. 166
1838.
1er janvier. *Inclus.* Carte indiquant la route. 170a
- Anonyme à l'archevêque de Canterbury. Il a reçu sa recommandation pressante de favoriser la cause de l'Eglise du Canada lors de la nomination d'un nouveau gouverneur. Il n'y a aucun sujet sur lequel il a appuyé plus fortement auprès de sir George Arthur que sur celui qui se rapporte au développement du culte chrétien. Il a confiance que le lieutenant-gouverneur, par ses efforts, fera régler la question longtemps discutée des réserves du clergé sans qu'on ait recours à aucun compromis quant aux réclamations de l'Eglise anglicane, et il espère que tout doute disparaîtra sur la validité des dotations accordées par Colborne. Inconvénient qui résulterait de l'agrandissement du diocèse de Québec ; le gouvernement serait prêt à sanctionner l'établissement d'un autre diocèse, s'il se trouvait dispensé de faire une dotation. Dans les circonstances on peut mettre dans l'aperçu des dépenses à faire une certaine somme destinée à l'évêque de Montréal, laquelle, jointe à ses autres revenus, pourra lui suffire. 520
- 5 janvier. Anonyme à FitzRoy Somerset. Lui transmet la lettre de Gould pour qu'il la transmette au commandant en chef. 161
- 12 janvier. Anonyme à Bettridge. En réponse à la question qu'il lui a adressée pour savoir s'il serait pourvu au soutien d'un évêque si le gouvernement, suivant les dispositions de la constitution, émettait un mandat royal pourvoyant à cette nomination, il lui signale la correspondance que Glenelg a eue antérieurement avec l'archevêque de Canterbury, et dans laquelle il lui disait que le gouvernement serait tout disposé à sanctionner l'érection d'un second diocèse dans la province supérieure. 619
- 3 février. Anonyme à Spearman. Vu le genre particulier du commerce de la Cie de la Baie d'Hudson, les lords du commerce se d'avis d'accorder à la compagnie sa demande de renouvellement d'un permis de commerce exclusif. 303
- 3 février. Anonyme à Pelly. Recommandera au roi d'accorder, sauf un changement qu'il indique, la charte permettant à la Compagnie de la Baie d'Hudson de faire le commerce exclusif avec les sauvages. 346

PAPIERS D'ETAT, HAUT-CANADA.

LIEUTENANTS-GOUVERNEURS SIR J. COLBORNE ET SIR F. B. HEAD, 1836.

Q. 389—1-2.

La partie 1 est paginée de 1 à 216, la partie 2 de 217 à 440.

1818.
24 juillet,
York. Jarvis à Hagerman. Demande de relâcher un vaisseau des Etats-Unis sur garantie personnelle de Crooks et du propriétaire. Page 178
1829.
11 août,
York. Mackenzie à———. On croit dans le pays que le gouvernement approuve les abus commis par certaines gens de l'opposition. La presse de la province est avilie, les mœurs du peuple sont corrompues et le gouvernement s'est abaissé dans l'estime des étrangers. Exemples rapportés. S'il fallait que Crooks fit la preuve des accusations portées contre lui (Mackenzie) il se sentirait forcé d'agir avec plus de discrétion. 165
1833.
6 mars,
Downing
Street. Goderich à Colborne. Le procureur général et le solliciteur général en leur qualité de représentants ont le droit d'agir dans les meilleurs intérêts de la province, mais ils ne peuvent conserver leurs fonctions et être opposés à la politique déclarée du gouvernement de Sa Majesté. Le roi ne peut donc plus longtemps mettre à profit leurs services. 161
- 8 juillet,
York. Colborne à Stanley. A la demande de Cartwright, il a transmis des résolutions passées à une assemblée tenue à Kingston. 169
1835.
2 juillet. Il a transmis d'autres avis de résolutions. 170, 171
- 12 septembre,
Toronto. Glenelg à Colborne. Accuse réception de certaines dépêches. 175
- 24 septembre.
Coldwater. Colborne à Glenelg (n° 55). Il donnera dans quelques jours des détails sur le sujet auquel la dépêche fait allusion, et il présentera des observations sur des questions qui requièrent la plus sérieuse attention. Transmet rapport de la Commission d'enquête sur les griefs. 175
- 21 décembre,
Government
House. Mémoire indiquant le sens des rapports sur les griefs. 176
- 22 décembre,
Toronto. Anderson à Colborne. Lettre incluse dans Colborne à Glenelg, 22 janvier 1836. 179
- 22 décembre,
Toronto. Rowan à Markland. Le lieutenant-gouverneur désire savoir pendant combien d'années la somme de £284 15s. 5d. est restée entre les mains de Hagerman, ci-devant percepteur à Kingston. 179
- 30 décembre. Autorisation de payer à Hagerman, ci-devant percepteur à Kingston, la somme de £211 5s. 11½d. sterling, montant d'une réclamation sur les fonds de la Couronne et admise conditionnellement. 182
- 30 décembre,
Downing
Street. Lettre de Hagerman à l'inspecteur général pour lui expliquer la réclamation de sa part dans la prise d'un vaisseau des Etats-Unis qui avait enfreint les lois de la navigation, et il accompagne cette lettre de l'opinion du procureur général, datée du 28 avril 1817 et des détails de la saisie et des autres procédures. 183
- Compte du montant réclamé à titre de part de prise. 198
- 30 décembre. Anonyme à lord Hill. Sir Francis Bond Head nommé lieutenant-gouverneur du Haut-Canada en remplacement de Colborne. 115
- Glenelg à Head. Envoie copies de la correspondance échangée avec le secrétaire de la Guerre au sujet de la nomination d'un aide de camp, pour la solde duquel on s'est adressé à la Trésorerie. 116
- (Rapport imprimé. Copie manuscrite se trouve à la page 141).

1835.
30 décembre,
Toronto. Rowan à Markland. Si l'inspecteur général a laissé le percepteur de Kingston garder une balance en mains durant onze ans avant de clore son compte, le comptable a raison de craindre de passer pour concussionnaire et de s'en plaindre. On peut soumettre cette affaire à la commission des finances, laquelle fera droit à cette réclamation ou la soumettra à la décision du gouvernement de Sa Majesté. Page 180
1836.
2 janvier,
Toronto. Beikie à Colborne. Lettre incluse dans Colborne à Glenelg, 13 janvier 1836.
- 5 janvier,
Toronto. Colborne à Glenelg (distincte). Il a reçu lettre et dépêches. La correspondance ne peut avoir causé plus de chagrin à Sa Seigneurie qu'à lui-même (Colborne). Il n'a jamais, dans ses relations publiques ou privées, échangé de correspondance de cette nature, sinon au temps où Ripon a été secrétaire des colonies, mais la chose s'était réglée à leur satisfaction réciproque. Ne peut s'attendre qu'on approuve sa conduite politique, mais il lui est impossible de se persuader que le ton des dépêches soit bien celui qu'on aurait dû prendre pour s'adresser à un fonctionnaire chargé par le roi d'administrer le gouvernement d'une colonie importante. Si, en relisant les dépêches qui portent la signature de Sa Seigneurie, il ne trouve pas qu'il (Colborne) ait sujet de se plaindre, il sera heureux alors de voir la correspondance tirer à sa fin. 30
- 5 janvier,
Toronto. Le même au même (n° 1). Il a reçu les dépêches et une lettre personnelle, dans lesquelles on lui annonce qu'il sera bientôt remplacé dans le gouvernement de la province. Glenelg doit avoir maintenant en mains, ou il l'aura dans quelques jours, sa lettre de démission, datée du 2 décembre. Le caractère de la correspondance de Sa Seigneurie l'a forcé de se démettre d'une charge, dans l'exercice de laquelle il s'est considéré traité injustement, et il n'a aucun autre motif de continuer à correspondre que le désir naturel de défendre sa conduite. Il la justifie en de longues pages. 3
- 6 janvier,
Toronto. Le même au même (n° 2). Continuera, comme on le désire, la session de la législature jusqu'à ce qu'il reçoive d'autres instructions. Il informe le consul de New-York de la date où arrivera le messenger porteur de dépêches. 33
- 8 janvier. Markland recommande de soumettre l'état de Hagerman au Conseil exécutif. 199
- 11 janvier,
Toronto. Colborne à Glenelg (n° 3). Transmet relevé des terres de la Couronne et des réserves du clergé vendues ou concédées au cours de l'année jusqu'au 31 décembre 1835. 35
Inclus. Relevé des terres de la Couronne vendues et de celles concédées jusqu'au 31 décembre 1835. 36
Même relevé relatif aux réserves du clergé. 39
- 13 janvier,
Toronto. Colborne à Glenelg (n° 4). Les émoluments du greffier du Conseil exécutif ayant été bien moindres qu'on ne les avait fixés dans l'estimation, il recommande de payer à Beikie un traitement annuel de £600 et de verser les honoraires dans la caisse publique. 40
Inclus. Beikie à Colborne. Ses émoluments annuels en qualité de greffier du Conseil exécutif ne se sont élevés qu'à £52 15s. 6d. Il demande un traitement fixe de £600, à part certains honoraires d'occasion. 42
- 13 janvier,
New-York. Head à Glenelg. Est arrivé la veille et va se rendre à Toronto, où il espère arriver le 20. 117
- 15 janvier,
Toronto. La lettre est datée de 1835 par erreur.
Colborne à Glenelg (n° 5). Il a ouvert la législature provinciale le 24. Transmet copie de son discours d'ouverture. 44
Inclus. Discours. 45
- 15 janvier,
Toronto. Rapport du Conseil exécutif. Recommande de payer à Hagerman £234 15s. 6d., pourvu qu'il s'engage à rembourser ce montant, si la Trésorerie ne l'approuve pas. 199
Inclus. Garantie de remboursement. 200

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
17 janvier, Toronto. Garantie de remboursement au cas où on ne reconnaîtrait pas la réclamation. Incluse dans le rapport du Conseil exécutif du 15 janvier 1836.
- 22 janvier, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 6). Transmet copie des adresses présentées en réponse à son discours. Page 54
- Inclus.* Adresse du Conseil législatif. 55
- Réponse. 62
- Adresse de l'Assemblée législative. 63
- Réponse. 74
- 22 janvier, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 7). Envoie copie du message qu'il a transmis à la Chambre d'Assemblée. 75
- Inclus.* Message à la Chambre d'Assemblée, accompagné d'une dépêche du secrétaire colonial. 76
- 22 janvier, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 8). Demande qu'on approuve l'établissement à l'île Manitoulin des sauvages de la rive nord du lac Huron. Economie à réaliser dans la distribution des présents. Anderson, le surintendant, un missionnaire et un instituteur demeureront constamment au milieu des tribus pour les civiliser. Si le projet réussit, Sa Majesté pourra être sûre, en dépit des on dit, que toutes les tribus du Canada sont groupées par villages, qu'on y tient des écoles à leur avantage, et que des personnes intéressées à leur bien-être savent les diriger. Il y a peu d'ivrognerie, et ceux qui s'y livrent sont des sauvages en visite qui demeurent aux Etats-Unis. L'état ci-annexé fera voir le progrès réalisé. 77
- Inclus.* Anderson à Colborne. Rend compte de l'état des établissements de sauvages confiés à ses soins. 80
- 24 janvier, Toronto. Head à Glenelg. N'a pu arriver à Toronto que la veille à cause de l'amoncellement des neiges ; il sera assermenté le lendemain (le 25). Prononcera son discours aux deux chambres vendredi ou samedi. 118
- 29 janvier, Toronto. Compte rendu paru dans le *Christian Guardian*. Incluse dans Colborne à Glenelg, 9 février 1836.
- 2 février, Downing Street. Glenelg à Head. Les lords de la Trésorerie ont consenti à payer en attendant, suivant demande, un aide de camp qui s'attachera à Head. 116
- 4 février, Toronto. Head à Glenelg. Il insiste sur la nécessité d'être bien soutenu dans son gouvernement. Sinon, il sera forcé de donner sa démission. 142
- 5 février, Toronto. Head à Stephen. Il verra sans doute sa correspondance publique et sa correspondance confidentielle. Lui demande la faveur de faire savoir à lady Head s'il doit rester ou non lieutenant-gouverneur de la province. La décision de Glenelg ne changera rien à ses vues, mais il désire naturellement ne pas laisser sa famille en suspens. Il a abandonné sa maison de Kensington. Il a retenu des cabines pour sa famille et ses domestiques ; le navire arrivera en Angleterre en mars, et lady Head devra alors donner sa réponse au capitaine. Si on doit le remplacer, il désire retourner dans sa famille le plus tôt possible et on devrait dépêcher immédiatement son successeur. S'il n'avait à sa disposition que le traitement qu'on lui assigne, il est convaincu qu'un ange du ciel prendrait son essor et s'enfuirait. Si on doit lui nommer un successeur, qu'on le fasse au plus vite. Colborne, au lieu de vivre modérément et d'économiser comme on le croyait, a reçu avec prodigalité, et, en ces temps de troubles, il est impossible de changer l'usage, et le gouvernement ne peut permettre que les exigences sociales lui absorbent non seulement son traitement, mais épuisent sa propre bourse. Son accession à une charge publique ne lui est pas une trop grande rémunération pour avoir abandonné son revenu et sa position dans la société, lesquels il n'avait réussi à obtenir qu'après avoir lutté toute sa vie. Dans un postscriptum il fait remarquer l'insuffisance de ses émoluments. 144
- 5 février, Toronto. Le même à Glenelg (n° 3). A fait rapport de son arrivée. A été assermenté en qualité de lieutenant-gouverneur. La foule a afflué au départ de Colborne. Après avoir eu des entrevues avec les gens de toutes les classes, il croit qu'il règne généralement de bons sentiments. Les meilleurs éléments

1836.

se tiennent à distance, et ce sont seulement les turbulents qui font parler d'eux. Les journaux ont publié de faux rapports touchant les événements publics. Il s'en est suivi peu de mal à Toronto, où l'on est au courant de ce qui se passe, mais ces nouvelles disséminées dans les régions éloignées et dans le Bas-Canada ont contaminé les esprits. Rien ne peut satisfaire le parti républicain, qui est devenu implacable et dont l'objet est d'arriver au pouvoir dans un but de lucre. Il a pris la résolution de ne recourir aucunement à la conciliation, mais d'agir sans crainte. Il envoie des extraits du discours qu'il a adressé à la Chambre lors de l'ouverture de la session. Raisons pour lesquelles il a communiqué à la Chambre ses instructions au complet. Page 355

5 février,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 4). Se plaint du manque des fonds dont il dispose pour faire face aux exigences qui l'entourent. Sa dépêche se rattache à trois points, savoir : (1) Au présent état politique du Haut-Canada ; (2) à la façon dont le gouvernement du Haut-Canada a été administré jusqu'ici et à la somme d'ouvrage qui lui incombe ; (3) aux moyens insuffisants qu'il possède. Ses biens personnels lui font défaut pour continuer à exercer l'hospitalité ; son rang militaire est inférieur à celui de beaucoup dans la province, et il y a nécessité pour lui d'avoir le domestique voulu pour faire honneur aux différents devoirs qu'il devra remplir. 357 au verso.

6 février,
Montréal.

Départ de sir John et de lady Colborne. Détails au long rapportés dans la *Gazette* de Montréal, et reproduits des journaux de Toronto. 120

9 février,
Montréal.

Colborne à Glenelg. Il attire l'attention sur un compte rendu paru dans le *Christian Guardian* au sujet d'un débat de l'Assemblée de Toronto, pour montrer que le rapport touchant le grief y relatif n'avait jamais reçu la sanction de la Chambre d'Assemblée. Sa Seigneurie y a attaché beaucoup d'importance, bien qu'il n'ait pas été approuvé par la Chambre ni transmis par lui (Colborne) et qu'il ait contenu des inexactitudes et des faussetés criantes. 85

Inclus. Rapport paru dans le *Christian Guardian* relativement au débat. 87

10 février au
20 avril.

Quatre adresses de l'Assemblée requérant mandats au sujet des sommes affectées à des dépenses imprévues. On a accordé celles du 10 février et du 10 mars, mais on a refusé celles du 14 et du 20 avril. 395

Inclus. Discours du lieutenant-gouverneur prononcé lors de la clôture de la session, et dans lequel il récapitule les principaux événements de la session. 396

Adresses portant signatures et présentées à Head de différentes parties de la province. 398

Adresse dans laquelle on se déclare, à Toronto, en faveur de Head. 398

Autres adresses analogues. 398, au verso, à 401, au verso.

11 février,
Toronto.

Article de fond du *Courrier* au sujet des instructions de Glenelg à Head. Leur nature satisfaisante. 203

15 février,
Toronto.

Réponse à une résolution passée pour demander copie de l'adresse de la Chambre d'Assemblée. 371

Adresse de l'Assemblée sur l'état languissant de l'agriculture, causé par les lois relatives au commerce et à la marine du Royaume-Uni. 371

12 février,
Toronto.

Noms et dates de leur nomination des membres du Conseil et des conseillers en loi de la Couronne. 172

15 février,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 6). Transmet résolution votée par l'Assemblée. 368

Inclus. Résolution relative à des résolutions concernant réforme. 368

15 février,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 5). Transmet adresse proposée par Mackenzie à l'Assemblée, et dont on a imprimé 2,000 exemplaires. A envoyé copies de dépêches qu'on a demandées, et qu'il aurait pu refuser en d'autres circonstances. Il est convaincu que la population du Bas-Canada va s'unir pour appuyer le gouvernement. Il transmet copie d'une adresse que lui a présentée la ville de Toronto, et il l'accompagne de sa réponse. 361

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- Inclus.* Actes de l'Assemblée relativement à une adresse à présenter à Head pour le mettre au courant des affaires de la colonie. Page 361
- Message en réponse à l'adresse. 365 au verso.
- Adresse à Head de la part de la municipalité de Toronto qui y exprime son attachement au roi et à la constitution. 367 au verso.
- Réponse. 368
- 15 février, Toronto. Head à Stephen. Il a hâte, pour sa famille, de savoir ce qu'on a décidé à son sujet ; personnellement, il n'est pas inquiet. Il est convaincu qu'il n'a pas demandé plus que ne le requiert l'importance de ses devoirs, et que, vu le développement du Haut-Canada, la moitié de ce qu'on accordait à Maitland ne lui est pas suffisante aujourd'hui. Lorsqu'un gouvernement requiert les services d'un individu qui occupe une position lucrative, il ne doit pas le laisser sans rémunération et l'exposer à dépenser ses propres biens. Lorsqu'il rentre ensuite dans son pays, il se trouve de nouveau aux prises avec la grande lutte de la vie et se sent trop vieux pour combattre. Insiste pour qu'on lui alloue un montant plus élevé. 149
- 16 février, Toronto. Adresse de l'Assemblée à Head, dans laquelle elle lui demande de transmettre une adresse au roi sur l'état des affaires et du commerce. 220
- 16 février, Toronto. Head à Glenelg (n° 7). Transmet copie d'une lettre du procureur général, dans laquelle on trouvera des renseignements complets au sujet du bill ayant pour objet de faire autoriser l'Artillerie à vendre et à acheter du terrain. 210
- Inclus.* Le procureur général au lieutenant-gouverneur. Transmet renseignement au sujet du bill ayant pour objet de faire autoriser l'Artillerie à vendre et à acheter du terrain. 211
- 16 février, Toronto. Head à Glenelg (n° 8). Demande la prompt confirmation de la nomination de Hepburn, que son prédécesseur a recommandé de nommer commis au département des Affaires des Sauvages ; Hepburn est actif et intelligent et bien qualifié. 212
- Inclus.* Hepburn à John Joseph. Lui écrit au sujet de sa nomination au département des Affaires des Sauvages. 213
- 17 février, Toronto. Head à l'évêque de Régopolis et à l'archidiacre Strachan.
- 22 février, Toronto. Strachan à Joseph. Toutes les deux sont incluses dans Head à Glenelg, 29 février 1836.
- 23 février, Toronto. Head à Glenelg (n° 9). Le Conseil exécutif a déclaré qu'il était nécessaire d'augmenter le nombre de ses membres. Refus de Robert Baldwin d'accepter le poste, à moins qu'on ne destitue les trois membres actuels pour plaire à l'Assemblée, ce à quoi il (Head) n'a pas voulu se rendre pour plusieurs motifs. Le docteur Baldwin, qu'on a fait venir, a fait la même demande qui a de nouveau été refusée. Robert Baldwin accepte ensuite. Bidwell croit que les nominations sont satisfaisantes à l'Assemblée. Il (Head) ne s'attend pas que l'Assemblée cesse de longtemps ses agitations, mais il ne va lui fournir aucun sujet de se plaindre. Transmet copies de deux adresses de l'Assemblée. 368 au verso.
- Inclus.* Avis officiel de la nomination de trois membres du Conseil exécutif. 369 au verso.
- Adresse de l'Assemblée au sujet d'une plainte portée par les Hurons contre Ironside, et dans laquelle ils disent que leurs terres ont été concédées sans droit à des métis, et on demande production des documents relatifs à cette affaire. 369 au verso.
- Message de Head dans lequel il déclare refuser de produire les documents, et ce, surtout parce qu'il y a une contre-pétition dans laquelle les Hurons expriment leur confiance en la justice du gouvernement. 370
- Adresse dans laquelle l'Assemblée demande qu'on lui transmette cette partie de la dépêche de Colborne, qu'on ne lui a pas encore communiquée.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

Head à l'Assemblée. Il ne peut sans l'autorisation du secrétaire colonial transmettre la dépêche qu'on lui demande. Inconvenance de rendre publiques des dépêches individuelles, et cette partie des instructions de Glenelg, qu'il n'a pas communiquée à l'Assemblée, en était bien une.

Page 370 au verso.

Glenelg à Head. Il a reçu dépêche. Il approuve ses nominations au Conseil exécutif, et il recommandera de les confirmer. 370 au verso.

29 février,
Montréal.

Colborne à Glenelg. Au sujet de la construction d'un canal aux rapides de Sainte-Anne sur l'Ottawa, il transmet un plan et un mémoire de la part des habitants de divers endroits. 97

Inclus. Plan de Montréal sur lequel on indique la position que devra avoir le canal requis aux rapides de Sainte-Anne de manière à rendre complète la navigation du canal Rideau. 98

Mémoire des habitants de Midland, Johnstown, Bathurst et Ottawa. Ils reconnaissent la libéralité que leur a faite le gouvernement britannique en creusant le canal Rideau, mais les profits en ont été en grande partie monopolisés par une compagnie d'expéditeurs dite la Compagnie de transport de l'Ottawa et de Rideau, laquelle s'est fait construire sur sa propriété de Vaudreuil une écluse, où elle empêche les bateaux qui lui font concurrence de passer, même en frayant un droit. Ils demandent instamment la construction immédiate d'une écluse aux rapides de Sainte-Anne. 99

Mémoires similaires, dont on indique seulement les signatures.

101, 103, 105, 107, 109, 111, 113.

29 février,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 12). Transmet la demande que fait Radenhurst de la position d'arpenteur général, devenue vacante par suite de la démission de Hurd, qui n'est plus en état de remplir ses devoirs. Il a refusé de recommander Radenhurst à cette charge, mais il a conseillé de nommer Macaulay. Radenburst ne nie pas qu'il ait agi en qualité d'agent particulier au sujet des terres de la Couronne. 373

Inclus. Documents relatifs à l'imputation portée contre Radenhurst d'avoir agi en qualité d'agent particulier, lorsqu'il était employé au bureau de l'arpenteur général, et se rapportant aussi à la retraite de Hurd.

375 au verso à 377 au verso.

29 février,
Toronto.

Head à Glenelg. Envoie copie d'une lettre adressée à l'archidiacre Strachan et copie de la réponse de ce dernier. Il a aussi écrit pour le même sujet à l'évêque de Régipolis, mais il n'a pas encore reçu de réponse. 221

Inclus. Head à l'évêque de Régipolis et à l'archidiacre Strachan. Bien que membres du Conseil, ils ne doivent pas intervenir dans les affaires temporelles. Il doute qu'ils aient le droit de siéger au Conseil. 223

Strachan à Joseph. Sa reconnaissance envers le lieutenant-gouverneur pour la délicatesse avec laquelle il lui a communiqué le désir du gouvernement de Sa Majesté. Ses intentions détaillées quant à la conduite qu'il entend tenir en qualité de conseiller. 227

29 février,
Toronto.

Head à Glenelg. Transmet adresse de l'Assemblée au sujet de l'état des affaires et du commerce. 218

5 mars,
Toronto.

Le même à Stephen. N'a que le temps de suggérer quelle réponse donner à l'adresse de l'Assemblée du Bas-Canada. Il ne ferait qu'en accuser réception et déclarer qu'on s'en occuperait soigneusement. La fermeté et une conduite énergiques sauveront seules les colonies; il faut de la justice mais ne pas la mêler de trop d'indulgence, car toute concession serait considérée comme une marque de faiblesse. Les chambres d'Assemblée se montreront tumultueuses, mais on gagnera le peuple. 259

Adresse aux électeurs de Kent au sujet de la réforme longtemps différée. 261

12 mars,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 14). Transmet maintenant la réponse de l'évêque de Régipolis. 266

DOC. DE LA SESSION No. 18

1886.

- Inclus.* L'évêque de Régopolis au lieutenant-gouverneur. Fait des observations sur quelques passages de l'œuvre extraordinaire de l'Assemblée ; il est absolument faux que le pays s'est senti blessé profondément de la nomination au Conseil du juge-président, et les soupçons n'ont trouvé place que dans le cœur des auteurs de l'adresse, qui ne se forment une idée de l'honneur des autres que d'après le manque complet qu'ils en ont chez eux ; d'ailleurs personne n'a répété qu'il entretenait des doutes, à l'exception de ceux qu'on a dressés pour qu'ils se fissent l'écho des clameurs d'une faction téméraire. Strachan est doué de bonnes qualités, et il n'a jamais entendu dire qu'il se fût livré à la lutte politique ; au contraire, on lui a parlé de son zèle infatigable à accomplir ses devoirs de pasteur et de sa charité pour les pauvres et les indigents de toutes croyances. Ses propres services lui font attacher peu d'importance aux accusations qu'on fait peser sur lui. Aperçu de ses services. Page 267
- 14 mars, Toronto. Avis de la nomination au Conseil exécutif de MM. Sullivan, Elmsley, Baldwin et Allan, et de celle du lieutenant Frederick Halkett en qualité d'aide de camp du gouverneur. 283
- Courte biographie de chacun des nouveaux conseillers. 284
- 19 mars, Toronto. Head à Glenelg (n° 16). Moore, agent préposé au soin des dépêches à New-York, transmet un avis qu'on peut retenir à la douane de New-York les dépêches pesant plus d'un certain poids. Demande de prendre des mesures pour prévenir toute rétention inutile. 280
- Inclus.* Note de Moore au sujet de la rétention des dépêches à New-York. 281
- 21 mars, Toronto. Head à Glenelg (n° 15). Démission soudaine du Conseil exécutif, précédée des fâcheux indices d'une conspiration. Soumission de quatre membres du Conseil, mais il refuse de les réintégrer tant qu'on n'aura pas retiré le document d'une façon aussi formelle qu'on l'a remis. Envoie des papiers qui renseigneront sur cet incident. 378
- Inclus.* Adresse de l'Assemblée qui demande des renseignements sur la démission du Conseil exécutif. 379
- Réponse du lieutenant-gouverneur. 379
- Les conseillers exécutifs représentent qu'ils ne sont pas responsables de l'administration du pays, car on entrave l'exécution de leurs devoirs. 379 au verso
- Réponse du lieutenant-gouverneur. 380 au verso
- Adresse de la municipalité de Toronto pour exprimer son manque de confiance dans le Conseil exécutif nouvellement nommé. 382
- Réponse à l'adresse. 382 au verso
- 21 mars, Toronto. Head à Glenelg (n° 17). Envoie les noms de quatre personnes nommés au Conseil exécutif, 286
- Inclus.* Pétition adressée au roi de la part de l'Assemblée pour demander le redressement des torts et le maintien de l'honneur et de la dignité de la couronne. 394
- La pétition de la Chambre des Communes donne le détail des torts dont on se plaint.
- 22 mars, Toronto. Head à Glenelg. Transmet, pour faire connaître le vrai caractère de Mackenzie, copie d'une feuille imprimée qu'il fait circuler. 287
- 22 mars, Toronto. Le même au même (n° 13). Suivant ses instructions, il a biffé le mot "suffisant" dans la 14ème section. 265
- 22 mars, Downing Street. Glenelg à Head. Il a reçu dépêches. Dans quel esprit doit s'échanger la correspondance officielle. La confiance qu'il peut avoir en sa discrétion (de Head) lui permettra de poser des questions sans craindre qu'on y voie un motif de défiance. Il doit y avoir dans la correspondance officielle de la franchise et de la confiance mutuelle. Fait des observations sur la façon dont il a adressé en personne son message aux Chambres, bien que la session fût avancée. Il a confiance qu'il ne sera porté aucune accusation de rupture

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

- de privilège par ni l'une ni l'autre des Chambres. Il ne peut le blâmer d'avoir communiqué au complet la copie de ses instructions au lieu de n'en avoir donné que la substance, car il n'y a aucune règle fixe. Il craint que la communication des instructions que l'on adressait aux commissaires du Bas-Canada n'ait causé des embarras à Gosford, et que le fait d'avoir suivi une politique différente de celle de Gosford n'ait créé du mécontentement dans le Bas-Canada et nuï au succès de sa mission. L'adresse de la Chambre d'Assemblée, le 5 février, l'a mis dans une position difficile, d'où il s'est tiré avec adresse et jugement. Il approuve sa conduite à l'égard de la Chambre d'Assemblée. Page 353
- 22 mars,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il se rappelle ce qui s'est passé entre eux avant son départ (de Head) pour le Canada. On a réglé heureusement la question relative à l'aide de camp. Il est difficile de le créer baronnet, ce qui d'ailleurs n'élèverait point son grade militaire. Il admet la justesse de partie de ses plaintes au sujet de ses allocations, mais il doute que la position de Colborne lui enjoignît de faire les dépenses nombreuses qu'il a encourues. Il ne peut pour le moment recommander de rendre son allocation plus forte, car son séjour en Canada est encore trop récent pour être apprécié à sa juste valeur, et s'il recommandait une augmentation de concert avec ses collègues, la Chambre des Communes s'y opposerait. Il ne peut croire qu'il renoncerait à son poste, vu les fâcheux résultats directs et indirects d'une telle décision. Il ne peut prendre en considération son intérêt personnel qu'en autant qu'il s'accordera avec les intérêts de la nation. 359
- 25 mars,
Toronto. Head à Glenelg (n° 19). Transmet une lettre de Hurd, dans laquelle il donne un état des services rendus par son père. 289
- Inclus.* J. P. Hurd à Head. Il énumère ses services en qualité d'inspecteur général. 290
- Mémoire de Hurd. 292
- Hurd fils à Head. Envoie un état des services rendus par son père dans la marine royale. 299
- Etat des services rendus dans la marine royale par feu le capitaine Thomas Hurd. 300
- 31 mars,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il a reçu la dépêche de Colborne du 22 janvier. Il est content du rapport d'Anderson qu'on y avait inclus. Ne peut décider de sanctionner le projet de l'établissement des sauvages à l'île du Grand-Manitoulin avant d'avoir reçu son rapport (de Head). 83
- mars,
Downing
Street. Grey à Phillpotts. Répond à sa lettre, dans laquelle il sollicitait en faveur de son frère la charge d'inspecteur général; il n'y a présentement aucune vacance et Glenelg ne s'attend pas à la retraite du titulaire actuel. 247
- 2 avril,
Toronto. Head à Glenelg n° 20). Transmet pour qu'on la dépose au pied du trône une adresse de la part du président et des membres du conseil de la police de Brockville. 304
- Inclus.* Adresse dans laquelle on exprime des regrets au sujet de l'effet tenté par le Conseil exécutif du pays pour exclure le lieutenant-gouverneur 305
- Réponse du lieutenant-gouverneur dans la laquelle il déclare avoir transmis l'adresse au secrétaire colonial pour qu'il la soumette au roi. 308
- 4 avril,
Toronto. Head à Glenelg (n° 21). A reçu dépêches notées en marge et adressées à son prédécesseur. 309
- 5 avril,
Toronto. Le même au même (n° 22). Transmet livre bleu de 1835. 310
- 5 avril,
Toronto. Le même au même (n° 23). A reçu dépêches notées en marge. 311
- 6 avril,
Toronto. Le même au même (n° 24). Se propose de proroger le 20. Remèdes appliqués au redressement des griefs dont on se plaignait. Sa détermination lors de sa nomination de mettre ces remèdes à effet, mais le parti répu-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1886.

- blicain n'en veut pas. Transmet copie de messages et autres documents établissant son vif désir de redresser tous griefs. Défaite de Mackenzie à une assemblée tenue à 10 milles de Toronto. L'appui qu'on lui a donné (à Head). C'est à Glenelg de le supporter. Page 383
- Inclus.* Adresse d'une assemblée publique tenue à Toronto. 385 au verso
- Réponse de Head. Il y démontre que l'adresse n'est pas tout à fait conforme à la vérité. 386
- Adresse de l'Assemblée. Exprime son regret de ce que Head a été cause de la démission des Conseillers exécutifs. L'Assemblée n'a aucune confiance dans le nouveau conseil. 387 au verso
- Réponse du lieutenant-gouverneur. Il désire assurer la liberté au peuple, et comme il constitue l'une des branches de la législature, il affirme son droit à la liberté de penser de même que les deux autres branches. 387 au verso
- Circulaire signée par Mackenzie et adressée aux différentes localités du Haut-Canada dans le but de faire prendre des mesures pour arrêter le vote des subsides. 388 au verso
- Adresse stéréotypée à passer suivant la teneur de la circulaire. 388 au verso
- Assemblée publique convoquée dans le comté de York. 389 au verso
- 20 avril, Toronto. Head à Glenelg (confidentielle). Transmet son discours de prorogation. Ecrira au long la semaine suivante. 318
- Inclus.* Copie imprimée du discours. 396
- 21 avril, Toronto. Head à Glenelg (n° 26). L'Assemblée n'ayant pas voté les subsides, il a réservé tout le bill se rapportant aux finances et refusé d'accorder les sommes affectées aux dépenses imprévues. Il fait la récapitulation des rapports précédents. Le rapport sur les griefs est un pur *ignis fatuus*, car on n'a aucunement essayé de mettre les remèdes à effet. Dispersion de la faction dont le but est de détruire la constitution et de s'emparer du pouvoir et du patronage de la Couronne. La dépêche est très longue. 390
- 22 avril, Toronto. Le même au même (n° 25). Transmet réquisition de papeterie pour l'usage des bureaux du lieutenant-gouverneur et de l'inspecteur général. Le montant du compte sera versé dans la caisse militaire dès qu'on le connaîtra. 320
- Inclus.* Réquisition. 322
- 22 avril, Toronto. Head à Glenelg (n° 27). Transmet adresse dans laquelle l'Assemblée remercie le roi d'avoir pris en considération l'affaire de James Davidson. 330
- Inclus.* Adresse de l'Assemblée. 331
- 26 avril, Toronto. A. Baldwin à Head. Corrige une erreur qui s'est glissée dans le rapport de son témoignage donné devant un comité de l'Assemblée. 395
- 27 avril, Toronto. Head à Glenelg (n° 28). Transmet copie d'une lettre adressée par Papineau, orateur de l'Assemblée du Bas-Canada à Bidwell, orateur de l'Assemblée du Haut-Canada. Inutile de faire des observations sur son langage déloyal et révolutionnaire. Bidwell a reçu la lettre le 20 mars, mais ne l'a communiquée que quelques heures avant la prorogation de la Chambre. Nomination de délégués qui devront rencontrer ceux du Bas-Canada ; parmi eux se trouve Dunn. Il le fait venir pour lui demander d'écrire une lettre à l'Assemblée et de refuser cette nomination. Lettre non satisfaisante. 437
- Inclus.* Papineau à Bidwell. (Très longue lettre traitant de prétendus abus). 437
- Dunn à Joseph. Refuse d'être délégué au Bas-Canada ; il en a plus qu'il ne peut faire, et il ne peut accepter l'honneur qu'on lui fait sans le consentement du lieutenant-gouverneur. 439 au verso
- Suit la réponse.
- Dunn à Joseph. Autres observations au sujet de sa nomination en qualité de délégué. 439 au verso

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
27 avril,
Toronto. Head à Glenelg (personnelle et confidentielle). Il a longuement combattu la faction révolutionnaire et l'a défaite. On devrait cesser de faire des concessions, car plus on donne, plus la faction devient exigeante. On a fait appel au peuple et il s'est ainsi opéré une réaction. Il allègue qu'on ne doit pas rendre électif le Conseil législatif et que le Conseil exécutif doit continuer à être le Conseil privé du lieutenant-gouverneur ; il est cependant impossible de le consulter sur tous les sujets. Il demande une lettre courte et énergique. Page 333
- 27 avril.
Toronto. Le même à ————. Cite la fable de la belette tuant le rat pour montrer comment il en a agi avec le parti républicain. Il est déterminé à continuer la lutte. Comment les républicains excitent le peuple. L'état de ses affaires personnelles. 337
- 28 avril,
Toronto. Le même à Glenelg (n° 29). Transmet minutes du Conseil pour montrer qu'en refusant d'accorder les sommes affectées aux dépenses imprévues de l'Assemblée, il avait agi suivant l'avis du Conseil. Un des motifs de son refus, c'est qu'il savait qu'il serait alloué une somme considérable pour envoyer un agent à Londres. Robert Baldwin, part pour Londres sous prétexte de mauvaise santé, mais il est reconnu qu'il est prêt à répondre sur toutes les questions. 440
- Inclus.* Minutes du Conseil relatives à la question d'accorder les sommes affectées aux dépenses imprévues, et qui sont soumises à ses membres pour avoir leur avis. 440 au verso
- 21 mai,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il a reçu sa dépêche lui annonçant qu'il avait l'intention de proroger les Chambres. La confiance que le ministère repose en sa sagesse et en son jugement diminue ses inquiétudes. Dès qu'il aura reçu d'autres dépêches, le gouvernement s'occupera de l'état général du Haut-Canada. 360 au verso
- 13 juin,
Downing
Street. Le même au même. Hume a présenté, le 10 courant, à la Chambre des Communes, la pétition de l'Assemblée. Hume n'a fait aucune observation à ce propos, mais il a donné avis qu'il demanderait de faire imprimer cette pétition. Grey a fait remarquer, vu qu'elle contenait une accusation portée contre Head, laquelle ce dernier réfutait complètement dans sa dépêche, qu'il proposerait de faire publier un extrait de cette dépêche en même temps que la pétition. Il (Glenelg) trouve que l'explication répond parfaitement à l'accusation. 327
- 14 juin,
Downing
Street. Le même au même. Il étudiera soigneusement ses dépêches, mais il ne peut pas se prononcer sur certaines d'entre elles, tant qu'il ne les aura pas soumises à ses collègues. Il nie avoir écrit une lettre de blâme à Head. Il approuve son zèle, son ardeur, la fermeté et la rapidité de sa décision. Envoie copie de ses instructions confidentielles à Gosford. On trouvera cette lettre parmi les papiers imprimés le 20 février 1837. 436
- 16 juillet,
Toronto. Head à Glenelg (n° 49). Quarante nouveaux représentants constitutionnels ont été élus à la Chambre d'Assemblée. Les républicains, sentant leur cause perdue, se sont réunis plusieurs soirs à Toronto pour voir à demander de l'aide au gouvernement de Sa Majesté, et ont délégué un agent secret (Duncombe) pour porter certaines plaintes relatives aux élections. Il a confiance qu'on n'encouragera pas cette pratique inconstitutionnelle de dépêcher des agents porteurs d'accusations contre le lieutenant-gouverneur. 435
- 25 juillet,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il a reçu dépêche dans laquelle on le prévient de la nomination de Sullivan, Elmsley, Baldwin et Allan au Conseil exécutif. Il espère transmettre par la prochaine occasion la décision de Sa Majesté. 282
- Pas de date. Assemblée constitutionnelle à Lennoxville. 129
- Rapport du comité à l'Assemblée ; ce rapport est trop long pour en donner un résumé convenable. 401 au verso.
- Liste de documents formant annexe au rapport. 415

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

Les documents s'étendent jusqu'à

Page 435

Anonyme à Head. On l'approuve d'avoir demandé la démission de Hurd, inspecteur général. On avait nommé le capitaine Macaulay pour lui succéder, mais, animé par un sentiment d'amour public, il a refusé la charge, et Radenhurst a transmis un mémoire accompagné de fortes recommandations et priant qu'on le nommât en remplacement de Hurd. Il (Head) ne peut appuyer la demande contenue en ce mémoire. Radenhurst a agi en qualité d'agent des individus, de sorte qu'il ne serait pas de l'intérêt des biens de la Couronne de le nommer. Il doit le prévenir du regret de Glenelg qu'il ne puisse le recommander. Il désire que Macaulay accepte la charge. Ce que l'on veut obtenir, ce n'est pas tant un avantage immédiat, que la prospérité de tous les sujets de Sa Majesté, qui habitent le continent de l'Amérique du Nord, mais on ne peut arriver à ce résultat que par la co-opération active des fonctionnaires subalternes, laquelle on n'a pu constater jusqu'à aujourd'hui à cause de la mollesse de l'inspecteur général, mollesse qui ne se verra plus à l'avenir. Si l'on reproche à des fonctionnaires du département des concessions de terres de se livrer, pendant leurs heures de travail ordinaire ou en dehors de ces heures, à des occupations incompatibles avec leur position officielle, il sera institué une enquête rigoureuse, et si on trouve les accusations fondées, le coupable devra être suspendu ou démis. Le sujet de cette dépêche devra être communiqué à Radenhurst à titre de réponse à son mémoire. 241

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836.

Q. 390.—1-2-3.

1818. La partie 1 est paginée de 1 à 245 ; la partie 2, de 246 à 503 ; la partie 3, de 504 à 749.
- 26 février. Bathurst au président Smith (extrait.) Inclus dans Head à Glenelg, 4 juin 1836.
1832. Témoignage de John Jones en faveur de Hepburn. Inclus dans Head à Lincoln's Inn. Glenelg, 5 mai 1836.
1834. Rayne à Rowan.
- 13 février, Kingston. Rapport du Conseil exécutif sur le mémoire de Rayne. Tous deux inclus dans Head à Glenelg, 23 juin 1836.
- 21 avril, Toronto. Témoignage donné en faveur de Donald Cameron par les Commissaires de la cour des enquêtes de la division n° 8 du district de Newcastle. Inclus dans Head à Glenelg, 10 juin 1836.
- 7 juin, Eldon. Rapport de Hurd, inspecteur général, sur la réclamation de Rayne.
- 14 juin, Toronto. Décision du Conseil exécutif. Tous deux inclus dans Head à Glenelg, 23 juin 1836.
- 31 juillet, Toronto. Témoignage des Commissaires du district de Home en faveur de Cameron. Inclus dans Head à Glenelg, 10 juin 1836.
- 7 septembre, Thorah. Certificat des voisins de Lévi Lewis.
1835. Certificat de Springer. Tous deux inclus dans Head à Glenelg, 14 juin 1836.
- 4 avril, Londres. Rapport de la commission d'enquête du Conseil législatif sur bills relatifs à l'éducation. Page 367
- 4 avril.
- avril.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1835.		
4 mai, Londres.	Parke, de la part du comité de l'Assemblée du Haut Canada, à Colborne. Lettre incluse dans Head à Glenelg, 14 juin 1836.	
13 juillet, Thorah.	Certificat des habitants de Thorah pour établir les services de Donald Cameron. Inclus dans Head à Glenelg, 10 juin 1836.	
31 août, Kingston.	Mémoire de Rayne. Inclus dans Head à Glenelg, 23 juin 1836.	
22 décembre, Glengarry.	Pétition de Donald Cameron. Incluse dans Head à Glenelg, 10 juin 1836.	
22 décembre, Londres.	Certificat du greffier de la paix, établissant le paiement de ses taxes par Lévi Lewis, du township de Londres.	
22 décembre, Londres.	Certificat du greffier de la paix, établissent le paiement de ses taxes par William Jackson, du township de Londres. Tous deux inclus dans Head à Glenelg, 14 juin 1836.	
1836.		
26 mars, Port Talbot,	Mémoire de Talbot. Inclus dans Head à Glenelg, 4 juin 1836.	
29 mars, Toronto.	Certificat donné par Duncombe et établissant les incapacités physiques de William Jackson.	
6 avril, Londres.	Affidavit de Lévi Lewis. Tous deux inclus dans Head à Glenelg, 14 juin 1836.	
18 avril.	Macaulay à Joseph. Lettre incluse dans Head à Glenelg, 3 juin 1836.	
19 avril.		
19 avril, Rivière Trent.	Pétition des habitants de River-Trent. Incluse dans Head à Glenelg, 4 mai 1836,	
19 avril, Napaneé.	Adresse des habitants de Lenox. Incluse dans Head à Glenelg, 19 mai 1836.	
19 avril, Toronto.	Le procureur général (Jameson) à Joseph. Lettre incluse dans Head à Glenelg, 3 juin 1836.	
20 avril.	Pétition.	
	Signatures.	Page 72
20 avril, Lansdowne.	Pétition du conseil des commissaires. Titre.	75
20 avril, Lanark.	Adresse des habitants du township de Lanark.	722 au verso
22 avril, South Crosby.	Pétition du conseil des commissaires. Titre.	99
22 avril, Perth.	Adresse de Perth. Incluse dans Head à Glenelg, 4 mai 1836.	
23 avril, Belleville.	Signatures additionnelles.	
34 avril, Isthmus.	Adresse des habitants de Crosby-Nord.	
23 avril, Plympton.	Adresse du canton de Plympton. Ce document et les deux précédents sont inclus dans Head à Glenelg, 11 mai 1836.	
23 avril, Orillia.	Pétition des habitants d'Orillia. Signatures.	39
25 avril.	Pétition des habitants de Bastard. Titre.	79
26 avril.	Pétition des habitants de Yonge. Titre.	91
27 avril, Kingston.	Pétition des magistrats du district de Midland. Titre.	48
27 avril.	Pétition des habitants de Elizabethtown. Titre.	102
29 avril, Toronto Township.	Adresse des habitants du township de Toronto. Incluse dans Head à Glenelg, 4 mai 1836.	
30 avril.	Pétition des habitants de Nelson et de Hambro-Est. Titre.	81
30 avril.	Pétition des habitants de Bayham. Titre.	100
Avril (?), Port Hope.	Adresse des habitants de Port-Hope.	

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. Avril (?).	Adresse des habitants de Brantford. Toutes deux sont incluses dans Head à Glenelg, 4 mai 1836.	
Avril (?), Toronto.	Adresse des habitants de Toronto. Incline dans Head à Glenelg, 19 mai 1836.	
Avril (?).	Pétition des habitants de Toronto. Titre.	Page 54
Avril —, Toronto.	Rapport du comité du Conseil sur le cas de Donald Cameron. Inclus dans Head à Glenelg, 10 juin 1836,	
Avril (?).	Pétition des habitants de Pickering. Titre.	78
	Pétition.	734
Avril (?).	Pétition de la congrégation de l'église St-Andrew, Aldborough. Titre et signatures.	82
	Pétition.	735
Avril (?).	Pétition des Canadiens. Titre.	87
	Pétition.	736, au verso.
	(La pétition n'indique pas par qui elle a été dressée).	
Avril (?).	Pétition des habitants de Streetsville. Titre.	90
	Pétition.	738
Avril (?).	Pétition des habitants du district de Home. Titre.	93
	Pétition.	738, au verso.
Avril (?).	Pétition des habitants de Camden. Titre.	94
	Pétition.	739
Avril (?).	Pétition des habitants de Nichol et de Woolwich. Titre.	50
	Pétition,	726, au verso.
Avril (?), Darlington.	Adresse des habitants du township de Darlington. Incline dans Head à Glenelg, 11 mai 1836.	
Avril ?	Pétition du district de New-Castle. Titre.	74
	Pétition.	733
2 mai.	Pétition des habitants de Trafalgar. Titre.	89
	Pétition.	310
3 mai. Kingston.	Macaulay à Joseph. Lettre incluse dans Head à Glenelg, 11 mai 1836.	
3 mai.	Pétition des habitants de Kitley. Titre.	88
	Pétition.	309
4 mai, Toronto.	Head à Glenelg (n° 30). Transmet six adresses loyales reçues depuis qu'il a adressé sa dépêche du 21 du mois dernier.	721
	<i>Inclus.</i> Adresse de Perth.	721
	Adresse de River-Trent.	721, au verso.
	Adresse du township de Toronto.	722
	Adresse de Brantford.	722
	Adresse de Port-Hope.	722
4 mai.	Pétition des habitants de Woodstock. Titre.	80
	Pétition.	304
4 mai.	Pétition des habitants d'Elmsley. Titre.	95
	Pétition.	313
5 mai, Toronto.	Head à Glenelg. On a attiré son attention sur les dépenses du département des Affaires des sauvages tant pour le Haut que pour le Bas-Canada ; on a, depuis 1830, limité ces dépenses à £20,000. Il a l'intention de se rendre à la réunion des sauvages aux îles Manitoulin, où, suivant le projet de Colborne, on se propose de les faire établir, et il espère faire connaître jusqu'à quel point il serait possible en toute bonne foi et saine politique de diminuer graduellement le nombre des présents jusqu'à l'abrogation complète de cette coutume et voir en même temps si on ne pourrait la remplacer par des paiements en argent. Il indiquera quelle réduction on peut opérer dans le département des Affaires des sauvages, après s'être assuré du minimum auquel cette réduction peut être amenée. Il signale les services de Givins et ceux rendus par Hepburn. On devrait permettre à Givins de prendre sa retraite et de retirer son présent traitement et le remplacer par Hepburn. Il inclut la lettre de Colborne relative à la retraite de Givins. 4	

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

Inclus. Colborne à Head. Lui écrit au sujet des services de Givins et des devoirs additionnels qu'il y a à remplir au département des Affaires des sauvages et nécessités par le changement de système. Page 8

Témoignage de John Jones en faveur de Hepburn. 12

5 mai,
Toronto.

Head à ———. Il a envoyé à Glenelg son discours de prorogation. La réaction est si forte dans la province qu'il désire plus la modérer que l'accélérer; les journaux de la réforme même le supportent et le journal des méthodistes a dénoncé Mackenzie; Bidwell répète qu'il va se retirer de la vie publique. Il s'aperçoit que ses commettants le désertent, et qu'il ne sera plus nommé orateur à la prochaine session, car la majorité des constitutionnels est certaine. Il reçoit des adresses de partout, mais pas une seule n'est en faveur des radicaux, qui sont battus à plate couture. Sa politique de paix; tout dépend du ferme appui qu'on lui donnera. Conseille d'attaquer Papineau avant que son parti soit prêt. Le système de conciliation ne donnera rien de bon; Gosford en a essayé. Se justifie d'avoir communiqué à l'Assemblée le texte complet de ses instructions. Craint qu'on ne trouve son discours de prorogation trop long et trop familier, mais il a tout gagné en montrant au peuple comme il se faisait tromper par les réformistes. Il enverra dans quelques jours une dépêche au sujet du bill des subsides. Il n'est pas heureux loin de sa famille. Il insiste pour qu'on ne fasse aucune concession. Le Haut-Canada est la pierre angulaire; qu'on l'affermisse, et le reste sera forcément solide. Il demande à Downing Street de le laisser agir seul et de ne pas lui nuire par des voies détournées. Robert Baldwin a pris le frère du docteur Rolfe en qualité de secrétaire; s'ils s'adressent à Downing Street, il espère qu'on leur répondra d'une façon énergique et il aimerait avoir communication de la réponse. 14

Extrait de la dépêche du 9 mai concernant l'accusation qu'on portait contre lui d'avoir transmis à l'Assemblée copie de la dépêche de Colborne, mais dans laquelle dépêche du 8 il prétend ne pas en avoir agi ainsi, bien qu'il en ait exprimé l'intention dans le brouillon de son message, mais il a changé d'idée. 21

5 mai.

Pétition des habitants des chutes Niagara. Titre et signature du président et du secrétaire. 101

Pétition. 317

6 mai.

Pétition des habitants de Saint-Thomas. Titre. 92

Pétition. 311

6 mai.

Pétition des habitants de Burgess. Titre. 98

Pétition. 315

7 mai.

Pétition des habitants de Beckwith. Titre et signatures. 83

Pétition. 306

8 mai,
Toronto.

Head à Glenelg. Il renonce complètement à sa demande d'augmentation de traitement et il est prêt à donner gratuitement ses services, mais il tient à prendre rang dans la vie civile. Le prix de ses services est qu'il soit nommé baronnet sans qu'il lui en coûte rien, et ce, à compte des fortes dépenses qu'il encourt. 23

8 mai,
Toronto.

Le même à ———. Il ne peut comprendre la critique de Glenelg au sujet de son premier discours du Trône ou son allusion à une rupture de privilège relativement aux observations faites sur Duncombe. On a dû prendre ses renseignements dans les journaux de Toronto, car il n'a rien dit de la chambre du conseil, et ce n'est pas là qu'il a prononcé son discours, mais bien du haut du Trône. S'il doit être condamné d'après les journaux de Toronto, la perspective est triste. On semble avoir complètement oublié ses services, bien qu'il ait renoncé à toute compensation pécuniaire dans la dépêche qu'il vient d'envoyer, ne demandant qu'à prendre le rang qui lui appartient dans le service civil. Si toute peine ne mérite pas salaire, il veut qu'on le déclare. Il est résolu de ne pas rester si on ne l'élève dans le service civil. Désire savoir ce qu'on a décidé afin de prévenir sa famille. 25

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836. 8 mai, Toronto.	Le même à Glenelg (n° 32). Il reçoit avec déférence et sans mot dire la manifestation de la désapprobation de Sa Seigneurie. Il a adressé la parole à l'Assemblée du haut du Trône dans la salle du Conseil législatif. Il a communiqué aux deux Chambres la teneur de ses instructions en se servant des phrases de Sa Seigneurie et non des siennes propres. Page 723	
8 mai, Toronto.	Le même au même (n° 33). On ne s'est pas rendu à ses deux demandes, mais comme on lui donne l'assurance qu'on a confiance en lui, il retire sa démission et sa demande d'allocation, malgré l'insuffisance probable de son présent revenu. Continue à solliciter un plus haut degré d'élévation dans la vie civile. 723	
9 mai, Toronto.	Le même au même (n° 34). Transmet mémoire du capitaine Higgins. Colborne a envoyé le 12 novembre 1834 une demande semblable. Réponse donnée par Aberdeen ; copie de cette réponse a été adressée à Higgins. 28	
9 mai, Toronto.	<i>Inclus.</i> Mémoire de Higgins relatif à une concession de terres. 29	
10 mai, Toronto.	Rapport du Conseil exécutif sur le cas de Donald Cameron. Inclus dans Head à Glenelg, 10 juin 1836. 725	
11 mai.	Manahan à Joseph. 76	
11 mai, Toronto.	Pétition des habitants de Leeds et de Landsdown. Titre. 302	
11 mai, Toronto.	Pétition. 723	
	Head à Glenelg (n° 35). Transmet huit adresses additionnelles. Dans les adresses de district on a débuté vigoureusement, demandant la dissolution de la Chambre. La réaction qui s'est opérée. S'attend à prononcer la dissolution dans un mois. 723 au verso.	
	<i>Inclus.</i> Adresse du township de Plympton. 723 au verso.	
	Adresse de Darlington. 724	
	Adresse de Crosby-Nord. 724 au verso.	
	Macaulay à Joseph. Lui signale que Manahan présentera une adresse de la part des magistrats du district de Midland. 725	
	Manahan à Joseph. Fait savoir que, en présentant l'adresse, il a omis de signaler que plusieurs autres cours de magistrats avaient l'intention d'envoyer des adresses à Head. 725	
	Signatures additionnelles de magistrats auxquels il était impossible d'assister aux sessions trimestrielles de Kingston. 725	
	Autres signatures de la part de certains magistrats. 725 au verso et 726	
13 mai.	Pétition des habitants d'Adélaïde. Titre et signatures. 105	
	Pétition. 319	
14 mai, Toronto.	Head à Glenelg (n° 36). Le remercie d'avoir approuvé son attitude relativement aux conditions que Baldwin a voulu imposer pour les attacher à son acceptation du poste de Conseiller législatif. Il n'a aucun doute qu'il écrasera les républicains si on continue à l'appuyer ainsi. 727	
16 mai.	Pétitions des habitants du township de Medonte. Titre. 77	
	Pétition. 302	
16 mai, Toronto.	Head à Glenelg (n° 37). Il désire ardemment savoir si on doit le remplacer. Si oui, il demande d'envoyer immédiatement son successeur. Fâcheux résultats dus à l'incertitude. Indique ce que sa nomination lui a occasionné de dépenses. 727	
19 mai, Toronto.	Le même au même (n° 38). Transmet adresses de la cité de Toronto et du comté de Lenox. 728	
	<i>Inclus.</i> Adresse de Toronto. 728	
	Réponse de Head. 728 au verso.	
	Adresse de Lenox. 729	
23 mai, Toronto.	Head à Glenelg. Les dépêches sont en retard. Il avait prévu le désir de Sa Seigneurie de nommer le docteur Rolph au Conseil exécutif et avait presque décidé de faire nommer Bidwell juge. Les radicaux se sont fait tort à eux-mêmes. Ils capitulent maintenant. Il espère qu'il sera bientôt temps de prononcer la dissolution, car le pays sera bien disposé. En attendant, on l'inonde d'adresses. 56	

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836. 27 mai, Toronto.	Le même au même (n° 39). Il a reçu dépêches.	Page 58
28 mai, Toronto.	Le même au même (n° 40). Envoie copie de la Gazette contenant avis de la dissolution de la législature provinciale. Le nombre des signatures couvrant les adresses reçues jusqu'à ce jour et dans lesquelles les sujets expriment leur loyauté est de 24,100 et d'autres adresses sont à se signer en grand nombre.	729
	<i>Inclus.</i> La Gazette annonçant la dissolution de la législature provinciale et la proclamation de la réunion d'une nouvelle législature.	729 au verso.
28 mai, Toronto.	Head à Glenelg (personnelle). Lui signale la dissolution et le prévient qu'il va s'engager une lutte violente, mais il est assuré du résultat. Envoie copie de réponse à une adresse du district de Home, dans laquelle réponse il parle de la lettre adressée par Papineau à l'Orateur de l'Assemblée du Haut-Canada, mais il est certain que cette lettre va faire le plus grand tort à Papineau.	730
	<i>Inclus.</i> Réponse à l'adresse des électeurs du district de Home, qui demandent la dissolution de l'Assemblée.	730
30 mai, Toronto.	Head à Glenelg (n° 42). Transmet 31 adresses additionnelles dans lesquelles les sujets expriment leur loyauté.	730, au verso.
	<i>Inclus.</i> Adresses.	
	Johnstown.	731
	Newcastle.	731
	Kingston (ville).	731, au verso.
	Kingston (township).	731, au verso.
	Loborough.	732
	Kingston (townships environnants).	732
	Marmora.	732, au verso.
	Newcastle (district).	733
	Leeds et Landsdowne.	733
	Medonte.	733, au verso.
	Pickering.	734
	Bastard.	734, au verso.
	Woodstock (ville), Oxford (comté).	734, au verso.
	Nelson et Flamboro-Est.	735
	Eglise Saint-André, Oldborough.	735
	Beckwith.	735, au verso.
	Ernesttown.	736
	Scarborough.	736
	Kitley.	737
	Trafalgar.	737, au verso.
	Streetsville.	738
	Yonge.	738
	Saint-Thomas.	738
	District de Home.	738, au verso.
	Camden-Est.	739
	Elmsley.	739
	Richmond.	739, au verso.
	Glanford.	739, au verso.
	Burgess.	740
	Crosby-Sud.	740
	Bayham.	740
	Niagara.	741
	Elizabethtown.	741, au verso.
	Lettres relatives à l'adresse d'Adélaïde.	741, au verso.
	Adélaïde.	742
— mai.	Pétition des habitants d'Ernesttown. Titre.	85
	Pétition.	307

DOC. DE LA SESSION No. 18

1886.
1er juin,
Toronto. Head à Glenelg (n° 41). Ne pouvant s'entendre avec les commissaires, il offre de nouveau sa démission, car, s'il reste, il leur causera probablement des embarras. Page 742
- 3 juin,
Toronto. Le même au même (n° 43). Transmet une adresse du Conseil législatif, accompagnée du rapport imprimé du Conseil au sujet de l'adresse et de certains autres rapports. Copies des bills auxquels l'Assemblée réfère sont entre les mains de Sa Seigneurie pour lui avoir été transmises l'année précédente. Comme l'Assemblée a soigneusement cherché à faire entendre qu'il fallait modifier la constitution du Conseil législatif, il n'a aucun doute que Sa Seigneurie va prêter une grande attention à la défense que présente le Conseil. 108
- 3 juin,
Toronto. *Inclus.* Rapport de la commission d'enquête du Conseil législatif du Haut-Canada sur les griefs de la Chambre d'Assemblée. 110
- 3 juin,
Toronto. Head à Glenelg (n° 44). Il a réservé tous les bills relatifs aux subsides ; il a cependant recommandé d'en sanctionner immédiatement trois, l'un pourvoyant à l'entretien du pénitencier, l'autre à celui des phares, et un troisième aux réparations à faire à la demeure du gardien du phare de la Pointe Gibraltar. Pourquoi il n'a pas approuvé les bills tout de suite. 375
- Inclus.* Macaulay à Joseph. Raisons pour lesquelles sanction a été donnée au bill pourvoyant à l'entretien du pénitencier pour l'année courante. 377
- Opinion du procureur général dans laquelle il se déclare d'avis qu'on ne devrait pas sanctionner le bill pourvoyant à l'entretien des pénitenciers, car on y peut subvenir en prenant à même le montant dont dispose le roi dans la province. 380
- 3 juin,
Toronto. Head à Glenelg (n° 45). Transmet copie des bills relatifs aux subsides et qu'il a réservés. Demande qu'on refuse de les sanctionner tous à l'exception de trois, savoir : celui pourvoyant à l'entretien du pénitencier provincial, celui pourvoyant à l'entretien des phares, et celui pourvoyant aux réparations à faire à la demeure du gardien du phare de la Pointe Gibraltar. Le seul autre bill est celui ayant pour objet de fournir un avocat, qui verra à la défense des prisonniers lors de leur procès. 382
- Le même au même (n° 46). Reçu dépêches et rapport sur prisons, etc. 384
- 4 juin,
Toronto. Head à Glenelg (n° 47). Il transmet le mémoire de Talbot où celui-ci défend sa conduite, au sujet de l'établissement Talbot, contre les accusations de l'Assemblée. Il n'a pas de raison de mettre ses explications en doute, et sa méthode de colonisation a très bien réussi. 385
- 4 juin,
Toronto. *Inclus.* Le mémoire de Talbot. 386
- Bathurst au président Smith. Extrait relatif à l'établissement Talbot. 395
- 8 juin,
Toronto. Head à Glenelg (personnelle). Il croit que le résultat des élections sera favorable ; défaite de Perry ; Bidwell n'a pas encore déclaré qu'il persistera. Les radicaux remuent ciel et terre pour le renverser (Head), mais les adresses approbatrices pleuvent. 397
- 10 juin,
Toronto. Le même au même (n° 48). Il transmet le rapport du conseil exécutif sur le cas de Donald Cameron. Ce cas a été souvent soumis au gouvernement local et au gouvernement impérial, sans qu'aucun nouveau fait n'ait été apporté. 399
- Inclus.* Rapport du conseil exécutif sur le cas de Donald Cameron. 400
- Rapport du comité. 410
- Témoignage des commissaires de la Cour des Requêtes de la division n° 8, du district de New-Castle, en faveur de Donald Cameron. 414
- Témoignage des commissaires du district Home attestant que le témoignage ci-dessus n'exagère pas les services rendus par Cameron. 414
- Pétition de Donald Cameron exposant les services qu'il avait rendus en amenant des immigrants au Canada. 415

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

	1886.	Certificat donné par les habitants de Thorah reconnaissant les services rendus par Donald Cameron en ouvrant des chemins et en augmentant ainsi la valeur des terrains environnants.	Page 420 423 à 434
		Autres documents relatifs à Cameron et Thorah.	423 à 434
10 juin, Amherstburg.	1836.	Head à Joseph. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg le 28 juillet.	
14 juin, Toronto.		Head à Glenelg (n° 49). Il transmet un rapport d'un comité spécial de la Chambre qui n'avait pas, par mégarde, été envoyé auparavant.	435
		<i>Inclus.</i> Rapport du comité sur les requêtes de John Ardil, William Jackson et Levi Lewis relativement à leurs lots dans l'établissement Talbot. Ce rapport recommande que les lots soient remis à Ardil, Jackson et Levois.	436
		Certificat, signé par Springer, attestant les améliorations faites sur la moitié nord du lot 9 de la 7 ^{me} concession, de London.	452
		Autres documents relatifs aux pétitions Ardil, Jackson et Lewis.	452 à 459
15 juin, Toronto.		Head à Glenelg. Il transmet neuf loyales adresses expédiées de divers endroits de la province; elles contiennent 26,703 signatures.	460
		<i>Inclus.</i> Adressé du second arrondissement de York.	461
		Adresse du canton de Moore, comté de Kent.	463
		Adresse de la ville de London.	469
		Adresse du district d'Ottawa.	472
		Adresse du canton de Sombra.	475
		Adresse du comté de Kent.	479
		Deuxième adresse du même comté, canton de Zora.	484
		Mémoire du même comté.	485
		Adresse du township de Toronto.	487
		Adresse du comté d'Essex.	489
		Adresse des habitants d'origine française de l'Assomption.	492
		Pétition de Kingston et Loughboro.	496
16 juin, Toronto.		Head à Glenelg (personnelle). Perspective de succès des prochaines élections.	498
17 juin, Toronto.		Head à Glenelg, (n° 51). Il transmet une copie des résolutions adoptées par les colons de la société Lanark, exprimant leur gratitude pour l'abandon des réclamations qui existaient contre eux pour des avances d'argent.	500
		<i>Inclus.</i> Adresse des colons.	501
17 juin, Toronto.		McKenzie "à Sir Francis Head, le héraut de la Famine et de la Peste." Une dénonciation des divers gouverneurs et des membres du Conseil législatif.	536
		(Elle est datée du 17 au commencement et du 16 juin à la fin.)	
22 juin, Toronto.		Head à Glenelg (n° 52). Il transmet un extrait d'une lettre de Mackenzie, publiée dans le "Correspondent and Advocate," qui démontre son dessein.	743
23 juin, Toronto.		Le même au même (n° 53). Il transmet le mémoire de Rayne demandant une compensation en retour de la perte de terrain entraînée par l'annulation de la concession dans le canton de Cavan. L'affirmation qu'il contient que la concession de terrain a été faite sans la condition d'être habitée ou améliorée, n'est pas exacte, selon que l'établit l'arrêté ministériel du 14 octobre, 1818, destiné à corriger le système de complaisance administrative qui fonctionnait alors.	615
		<i>Inclus.</i> Mémoire de Rayne pour réclamer une compensation en retour de la perte de sa concession de terre.	617
		Rayne à Rowan. Exposé de ses griefs relatifs à son terrain.	620
		Rapport du Conseil exécutif au sujet du mémoire de Rayne.	626
		Rapport de Hurd, inspecteur-général, au sujet de la réclamation de Rayne.	628

DOC. DE LA SESSION No. 18

1835.
23 juin,
Toronto. Head à Glenelg (n° 54). Dépêches reçues. Page 632
- 24 juin,
Toronto. Le même au même (n° 55). Il transmet une copie de l'opinion des officiers en loi au sujet de la compétence du lieutenant-gouverneur à sanctionner le projet de loi constituant la Compagnie de Prêt et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada, après que ce projet eut été réservé. 633
- Inclus.* Opinion exprimée par les officiers en loi au sujet de la question de compétence du lieutenant-gouverneur à sanctionner le projet de loi constituant la Compagnie d'Assurance sur la Vie et de Prêt, après que le projet eut été réservé. 634
- Juin (?). Mackenzie à——. Il envoie la copie d'une lettre adressée à Home, au mois de décembre, 1835, sur "l'Etat de la Colonie." 504
- 8 juillet,
Toronto. Head à Glenelg (n° 56). Il annonce la défaite des républicains aux élections générales. L'effet de ses réponses aux adresses. Il demande instamment d'être relevé de sa charge de gouverneur, maintenant que les élections ont eu lieu. 743, au verso.
- 8 juillet,
Toronto. Le même au même (personnelle). Sa dépêche annonce la défaite complète du parti républicain ; ce résultat est dû à la fermeté plutôt qu'à la conciliation qui n'aurait pas réussi dans les circonstances. Le résultat dépendra de la conduite suivie par le gouvernement-britannique. 638
- 12 juillet,
Toronto. Joseph à Baldwin.
- 12 juillet,
Toronto. Coffin à Ridout.
- 12 juillet,
Toronto. Joseph à Ridout.
- 14 juillet,
Toronto. Ridout à Coffin.
- 14 juillet,
Toronto. Le même au même.
- 14 juillet,
Toronto. Le même à Joseph. Ce document ainsi que les cinq qui précèdent sont inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 20 juillet 1836.
- 16 juillet,
Toronto. Head à Glenelg (n° 57). Il l'a informé que les élections avaient ajouté 40 votes constitutionnels à l'Assemblée. Réunions secrètes tenues par les républicains dans le but d'en appeler au gouvernement de Sa Majesté. Agents envoyés. 744
- 16 juillet,
Toronto. Head à Glenelg (n° 58). Il transmet la copie d'un rapport du procureur-général au sujet des instructions données d'appliquer rigoureusement la loi pour empêcher de pénétrer qui que ce soit à plus de 1.000 verges des fortifications, sur les terrains réservés pour les besoins militaires. 641
- Inclus.* Rapport du procureur-général annonçant, au sujet des instructions de Glenelg d'appliquer rigoureusement la loi pour empêcher de pénétrer qui que ce soit à moins de 1,000 verges des fortifications sur les terrains réservés pour les besoins militaires, que ces instructions peuvent être régulièrement suivies à l'égard du chemin de fer Erié et Ontario, aucune demande de permis nécessaire n'ayant encore été faite par la compagnie. Il s'entendra avec le commandant des soldats du génie Royaux sur la formule du permis. Afin de corriger les lacunes des projets de loi relatifs aux chemins de fer et aux ports, à propos des droits de la Couronne, il a introduit un acte général pour obliger ces compagnies à se soumettre aux instructions. 642
- 18 juillet,
Toronto. Head à Glenelg (n° 59). Il transmet la copie du rapport du procureur-général au sujet de la proposition de Galt de drainer le grand marais de la région huronne. 644
- Inclus.* Rapport du procureur-général déclarant que le grand marais forme partie de la propriété de la compagnie des terres et que la proposi-

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
 20 juillet,
 Toronto. tion de Galt provient d'une erreur qu'il faisait au sujet des droits de la Couronne. Page 645
 Numéro du *Correspondent and Advocate*. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 20 juillet 1836.
- 20 juillet,
 Toronto. Head à Glenelg (personnelle). Il envoie un numéro du *Correspondent and Advocate*. Le journal du jour (une note dit que le numéro et la lettre sont du 27) contient une lettre de Baldwin à son adresse (Head); il le lui envoie seulement pour son information personnelle, car cela n'offre pas d'intérêt public. Chaque heure qui s'écoule démontre davantage l'écrasement des républicains du Haut-Canada et il est connu que Papineau sent aussi sa cause perdue; plusieurs familles françaises importantes se détacheraient de lui si elles savaient de se trouver du côté de la majorité. Beaucoup de monde dans la province sont reconnus pour se ranger toujours du côté de la majorité; c'est à quoi se résume toute leur politique. 647
Inclus. Numéro du *Correspondent and Advocate* qui contient l'article appelé "la lettre du docteur Baldwin." 649
 Joseph à Ridout. Il attire son attention sur le ton d'une adresse imprimée mise en circulation par une société dont il (Ridout) est un membre actif. Le lieutenant-gouverneur considère absolument nécessaire de ne point maintenir en place quiconque occupe une position de confiance et qui l'insulte; en conséquence il renvoie Ridout. 664
 Ridout à Joseph. Il réfute les accusations qui ont été la cause de son renvoi d'office. 667
 Coffin à Ridout. Il a reçu ordre de l'avertir que ses services ne sont plus requis en sa qualité de colonel du 2^{me} régiment de milice de York-Est. 669
 Autres documents relatifs au renvoi de Ridout. 669 à 671
 Joseph au docteur Baldwin. Il attire l'attention sur les expressions d'une circulaire lancée par une société dont il est le président. La lettre est presque la même que celle qui a été adressée à Ridout à la page 664. 672
 Le docteur Baldwin à Head. Il avoue qu'il est président de l'association de réforme, et bien qu'il n'ait ni rédigé ni aidé à rédiger cette circulaire, il n'en approuve pas moins les expressions dont il se plaint. Il défend sa conduite. 674
- 21 juillet,
 Toronto. Head à Glenelg (n° 60). Il demande l'autorisation de déclarer à la Chambre, bien qu'il ait reçu le pouvoir d'abandonner le contrôle des revenus héréditaire et territorial en retour d'une liste civile convenable, que la conduite de la dernière Chambre d'Assemblée a démontré que cet arrangement n'était ni sûr ni prudent. L'odieux du refus retomberait alors sur les républicains et le gouvernement de Sa Majesté échapperait au besoin de faire des concessions qui ne serviraient qu'à provoquer de nouvelles exigences. Il demande que l'on examine si le lieutenant-gouverneur ou la Chambre doit avoir la direction du revenu territorial. 744 au verso.
- 23 juillet,
 Toronto. Head à Glenelg (n° 61). Il demande des instructions au sujet du cas de William Forsyth; il attire aussi l'attention sur ses dépêches relatives à la démission de Head. 686
- 23 juillet,
 Adolphus-
 town. Daverne au même. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg du 29 juillet 1836.
- 25 juillet,
 Downing
 Street. Glenelg à Head. Il énumère en marge les dépêches auxquelles il répond; il ne voudrait pas se départir de la règle concernant les correspondances officielles, qui exige qu'une réponse distincte soit faite à chaque communication; mais les questions auxquelles il a à répondre sont si compliquées qu'il est impossible de suivre strictement la règle. Observations sur la nomination de Macaulay à la position d'inspecteur-général. Il approuve ce qui a été fait au sujet de Hurd, de même que le refus de nommer Radenhurst. Il ne peut pas hésiter à accepter la démission de Macaulay et à imposer à Head le devoir de choisir un autre homme. Il n'accepte pas la con-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

clusion admise par le conseil que le Gouverneur doit toujours s'abstenir d'exercer ses prérogatives jusqu'à ce qu'il ait examiné son avis et qu'il l'ait adopté ou rejeté. Il accepte la démission de Robinson, de Markland et de Wells ; quant à Dunn, Baldwin et Rolph, il considère que leur cas peut être interprété plus favorablement. Il ne peut pas découvrir quelle est bien la limite de responsabilité fixée par l'Assemblée. Il ne peut pas démettre Dunn de sa position de Receveur-général pour les raisons indiquées. Il approuve généralement ses discours aux corps publics, mais il a été obligé d'exprimer le désir que certaines expressions eussent dû être mieux pesées. Au sujet de la critique de la conduite des commissaires et de la promotion de Bédard, il (Head) ne connaissait qu'imparfaitement les circonstances. Il ne peut conseiller à Sa Majesté d'accepter sa démission. Il ne voit pas de raison de se départir des instructions antérieurement données. S'il (Head) a résolu de gouverner le Haut-Canada d'une façon contraire à ses instructions, il conseillerait à Sa Majesté d'accepter sa démission, mais il ne le fera point, à moins d'une nécessité absolue. Le gouvernement de Sa Majesté désire travailler au bien général de la population en adhérant résolument à ce qu'il faut considérer comme les règles sacrées de la politique de l'Amérique du Nord.

Page 33

27 juillet,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 62). Il indique que le seul grief qu'il peut constater se trouve dans l'administration du département qui distribue les terres. L'incapacité de Peter Robinson provenant de son mauvais état de santé ; il a démissionné très à propos. Nomination de Robert A. Sullivan ; ses qualités ; ses sacrifices lui donnaient le droit d'obtenir un emploi du gouvernement. Il transmet la *Gazette* qui contient l'avis de la nomination de Sullivan et le renvoi de Baldwin et de Ridout ; il envoie aussi la circulaire imprimée, signée par Baldwin, qui contient à son adresse (Head) des expressions incompatibles avec la situation qu'il occupe. Conduite de Ridout. Lettre de lui qui a été renvoyée (sous enveloppe ouverte). La copie. 745 au verso.

Inclus. Peter Robinson à Joseph. Il démissionne à cause de son mauvais état de santé. 746

Gazette contenant la nomination de Sullivan et le renvoi de Baldwin et de Ridout. 746

Adresse des membres de la Chambre au sujet des subsides. 746

Adresse de l'Association de Réforme constitutionnelle. 747

Liste des lois de finances que le lieutenant-gouverneur a refusé de sanctionner. 747 au verso.

Ridout à Head. Il se plaint de l'injustice du traitement qu'il a reçu en étant destitué sans motifs valables. 747 au verso.

28 juillet,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 63). Il transmet l'état fourni par Gordon de la distribution des primes, accordées pour la prise de Détroit ainsi que les lettres de Gordon. 693

Inclus. Gordon à Joseph. Il transmet l'état de la distribution de primes, mais comme il ne s'attendait pas à être appelé à le fournir, il n'est pas certain s'il est rédigé convenablement. Il transmet la liste des documents qui accompagnent cet état. Il explique la cause du retard qu'il a mis à rendre compte de la distribution. 694

29 juillet,
Toronto.

Head à Glenelg. Après avoir appris la décision prise relativement au mémoire de Daverne, il a envoyé une lettre (incluse) à l'adresse de Sa Seigneurie. Il ne croit pas nécessaire de faire d'observations à ce sujet. 701

Inclus. Daverne à Glenelg. Il cite un extrait d'une dépêche de Glenelg relativement à son cas, sur lequel il fait des réflexions. 702

29 juillet,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 64). Il part pour les Iles Manitoulin. Usage inconstitutionnel auquel des commissaires salariés nommés par l'Assemblée soumettent £50,000 de l'argent des chemins. Il refusera de sanctionner de telles lois de finances à moins que les commissaires ne soient choisis par le Conseil exécutif. 748

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

	Liste des commissaires nommés par l'Assemblée, ainsi que la compensation que l'on se propose d'accorder.	Page 748 au verso.
30 juillet, Toronto.	Head à Glenelg (n° 65). A même quel fonds ses dépenses de voyage seront-elles payées ?	749
30 juillet, Toronto.	Le même au même. Il part pour les Iles Manitoulin où les sauvages doivent se rassembler pour recevoir leurs présents. Tout est tranquille au Canada, mais il voit deux nuages noirs, l'un, au-dessus de la rue Downing, et l'autre au-dessus du Palais des Commissaires du roi à Montréal ; il en attend du tonnerre et des éclairs. Il s'est fait des amis et des ennemis.	705
8 septembre, Downing Street.	Glenelg à Head. Dépêches reçues. Le roi est satisfait du résultat des élections, ainsi que du courage, de Head, etc. Obstacles qui l'empêchent de recevoir le titre de baronnet. Nécessité qu'il y a pour lui de répondre aux accusations de Duncombe. Observations sur la nature des instructions qu'il a à suivre. Il diffère d'opinion avec lui (Head) au sujet du retrait d'une promesse faite au roi et s'oppose à la proposition qu'il fait, maintenant que les élections ont réussi, de se livrer à des actes administratifs durs et autoritaires qui n'auraient que l'effet de grouper le parti maintenant débandé.	684
Pas de date.	Requête des habitants des environs de Kingston. Signatures.	69
	Requête.	732
	Requête des habitants de Scarborough. Titre.	86
	Requête.	736
	Requête des habitants de Richmond. Titre.	96
	Requête.	739 au verso
	Requête des habitants de Glanford. Titre.	97
	Requête.	736 au verso
	Résolutions adoptées par le Conseil législatif et transmises à l'Assemblée pour y être approuvées.	247
	Annexes A à I au rapport du comité spécial au sujet de l'Acte pourvoyant à la disposition des réserves du clergé pour l'éducation générale.	252
	Rapport du comité spécial sur l'Acte pourvoyant à une distribution plus juste des propriétés des intestats.	323
	Discours électoraux prononcés par Mackenzie devant les réformistes de divers comtés.	554 à 614
Différentes dates.	Délibérations du Conseil législatif du Haut-Canada relativement au bill transmis par l'Assemblée et intitulé : "Acte pour amender les lois du jury de cette province."	168
1837.		
4 janvier, Downing Street.	Glenelg à Head. Arrangements qui doivent être faits pour payer les dépenses de sa récente tournée d'inspection à travers le Haut-Canada.	700
28 janvier, Downing Street.	Le même au même. Il a reçu la dépêche annonçant la nomination de Robert Baldwin Sullivan au poste de Commissaire des Terres de la Couronne ainsi qu'à l'agence de la vente des réserves du clergé à la place de P. Robinson. Il a retardé à répondre parce qu'il s'attendait à pouvoir faire un arrangement général qui aurait diminué les frais et les retards qui accompagnent la concession des terrains, ce qui pourrait facilement fonctionner plus efficacement. La nomination de Sullivan ne peut donc être considérée que comme faite provisoirement, bien qu'elle soit approuvée ; la position est susceptible de varier quant aux fonctions à remplir et aux traitements à recevoir, de sorte qu'il n'y aura pas de raison de réclamer des dédommagements.	692

DOC. DE LA SESSION No. 18

LE GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836.

Q. 391.

1836.
15 janvier,
Toronto. Minute du Conseil exécutif relative aux octrois accordés aux cures.
- 17 février,
Montréal. Rapport sommaire des délibérations relatives aux cures. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 17 décembre 1836. (Le rapport est daté par erreur de 1837.)
Minute du Conseil exécutif relative aux octrois accordés aux cures. Page 202
- Relevé des patentes de terres accordées à l'Eglise d'Angleterre. 202 au verso.
- 4 juillet,
Cobourg. Réverend A. N. Bethune à l'évêque de Québec. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 13 octobre 1836.
- 9 juillet,
Toronto. Joseph à Carey. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 16 novembre 1836.
- 18 juillet,
Québec. Nicols à Head. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 20 août 1836.
- 25 juillet,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il a reçu une communication de Bidwell renfermant des observations au sujet de son (Head) administration du gouvernement du Haut-Canada. Les règles l'empêchent de recevoir des communications des colonies, si ce n'est par l'entremise du gouverneur; il peut encore moins les examiner avant que le gouverneur n'ait eu le temps suffisant d'y répondre. Il doit donc demander à Bidwell une copie de sa lettre et lui transmettre une copie de cette dépêche. 132
- 25 juillet,
Downing
Street. Le même au même. Il a reçu de Morrison une plainte à son (Head) adresse. Le reste de la lettre est le même que celui des deux autres de la même date. 134
- 25 juillet,
Downing
Street. Le même au même. Il a reçu de Rolph un rapport des circonstances qui ont provoqué la démission du Conseil exécutif. Même conclusion de lettre que dans celle concernant Bidwell. 134
- 26 juillet,
Downing
Street. Le même au même. Il transmet la copie d'une lettre de R. Baldwin au sujet de certains événements survenus au Haut-Canada. Il demande qu'il y réponde. 134
- Inclus.* Robert Baldwin à Glenelg. Il transmet un journal qui contient les résolutions passées par l'Association de réforme constitutionnelle du Haut-Canada. Autres questions dont il tire des sujets de plaintes contre Head. 134 au verso
- Résolutions de l'Association de réforme reprochant le choix des bureaux de votation pour les prochaines élections. 135
- Adresse sans date de Toronto pour demander où Head a appris que le Haut-Canada allait être envahi. D'où devait partir l'invasion? 135
- Réponse de Head déclarant qu'il était bien connu que des individus du Bas-Canada affirmaient qu'il y aurait une intervention de l'étranger. 135 au verso.
- Observations faites par un journal de New-York sur ce point. 135 au verso.
- Glenelg à Head. Il transmet la correspondance qu'il a eue avec Baldwin. 136 au verso.
- Correspondance. 136 à 142
- Head à Glenelg (n° 67). Dépêches reçues dont il donne le nombre et les dates. 3
- 17 août,
Toronto.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
18 août,
Toronto.

Le même au même (n° 68). Il transmet 32 bills qu'il a sanctionnés.

Page 4

20 août,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 69). L'Assemblée législative se réunira à la fin de novembre. Il demande qu'on donne la preuve que le triomphe des principes constitutionnels sur les principes républicains reviendrait à l'avantage d'une colonie anglaise. Il demande qu'on lui confie tous les pouvoirs raisonnables et qu'on le lie le moins possible, surtout en ce qui concerne le département qui concède les terres d'où vient la majorité des griefs de la population; les institutions républicaines ont été louées et les institutions anglaises blâmées parce qu'il était plus facile pour les émigrants de s'établir aux Etats-Unis qu'au Canada. Il n'est pas disposé cependant à donner son opinion sur ce point; il se prépare à faire l'inspection de la province, ce qui permettra de constater les choses de ses propres yeux. Il espère qu'ensuite il sera en position d'agir avec justice, dans les véritables intérêts du pays. Le parlement provincial aura presque fini ses travaux, lorsqu'il recevra des nouvelles du bureau des colonies. Instructions qu'il désire recevoir qui le débarrasseraient de ces restrictions à propos de la concession et de la vente des terres publiques, ce qui lui permettrait de tenir en échec les spéculateurs qui, par les prix élevés qu'ils demandent, chassent les immigrants aux Etats-Unis. S'il en avait le pouvoir, le gouverneur amènerait ces spéculateurs à la raison, mais il lui faut actuellement rester simple spectateur, jusqu'à ce qu'on ait enlevé les restrictions qui le lient. 5

Inclus. Nichols à Head. Il donne son avis sur la nécessité pour l'Artillerie de conserver la possession de terres, destinées aux besoins militaires de certaines réserves militaires dans le Haut-Canada. Il mentionne les suivantes :

Toronto, Missisauga, Fort George, Queenston, Chippewa, Fort Erié, Grande Rivière qui se décharge dans le lac Erié, Amherstburg, Pointe-Edouard à l'entrée de la rivière Saint-Clair, Ile Saint-Joseph, tête du lac Huron, Penetanguishene, la ville de Chatham sur la rivière Thames, hauteurs de Burlington, Kingston. Il fait des observations particulières sur chacun de ces postes. 12

Plans des divers postes.

23 à 28

30 août,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 70). Les arrangements faits par Colborne pour la distribution des présents aux sauvages des Iles Manitoulin devaient être changés, mais l'avis n'est pas parvenu à temps, ce qui n'a pas permis d'avertir les sauvages de ne point se réunir là. Il est allé personnellement les visiter. Il a eu l'occasion, au cours de son voyage, de visiter les îles qui sont au nombre de 23,000 (*sic*). Bien que d'un sol granitique, il y pousse des arbres entre les crevasses, ainsi que des fruits dont les sauvages se nourrissent. Avantage qui reviendrait aux sauvages et à la province s'ils pouvaient être amenés à émigrer dans les Iles Manitoulin. Compte rendu de la rencontre qu'il a eue avec les sauvages. Les Chippewas ont consenti à céder les 23,000 îles et les Saugeens à céder un million et demi d'acres dont il a fait un mémoire complet et dont il transmet une copie accompagnée d'un *wampum*. Il y a longtemps que l'on désire cette cession de terrain par les Saugeens, et il convient d'y attacher d'autant plus d'importance que cela dénote un des premiers résultats de la tranquillité politique. 29

31 août,
Downing
Street.

Glenelg à Head. Il désire avoir une explication complète du relevé des patentes accordées en dotation aux cures de l'Eglise d'Angleterre, ainsi que, autant que possible, les raisons pour lesquelles ces divers octrois ont été accordés. 201

12 septembre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 71). Il transmet l'adresse de l'Assemblée au sujet des titres de Nelson Cozens aux terres de la Grande-Rivière, ainsi que le rapport du Conseil exécutif qu'il approuve. 38

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
12 septembre, Toronto. Glenelg à Head (n° 72). Il transmet le mémoire de Ridout dans lequel il se plaint d'avoir été maltraité par lui (Head). Pourquoi Ridout a été renvoyé d'office. Page 219
- Inclus.* Ridout à Glenelg. Il transmet la requête qui suit. 219
Autres documents relatifs à Ridout. 220
- 12 septembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 73). Il transmet des copies imprimées des actes. 41
- 12 septembre, Downing Street. Glenelg à Head. Il transmet la copie de la correspondance qu'il a eue avec Duncombe, lequel lui demande de retarder quelques jours afin qu'il puisse lui donner plus de renseignements, mais il n'a encore rien reçu. Il lui enverra une copie de ce qu'il recevra. 168
- 20 septembre, Kingston. Requête de l'Eglise presbytérienne du Canada. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 19 octobre 1836.
- 22 septembre, Québec. L'évêque de Québec à Joseph. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg du 13 octobre 1836.
- 28 septembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 74). Il a reçu avec beaucoup de peine la dépêche de Sa Seigneurie du 25 juillet. Il refuse de donner des raisons justificatives, mais il retire sa demande d'être élevé par un titre au rang de ses prédécesseurs. 225
- 29 septembre, Toronto. Capitaine Macaulay à Head. Il abandonne, d'après son conseil (Head), sa position d'inspecteur général et il désire que Glenelg en soit informé. 225 verso.
- 29 septembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 75). Dépêches reçues. 43
- 30 septembre, Toronto. Le même au même (n° 76). Il transmet la liste des collèges et des écoles qui reçoivent des octrois. 44
Inclus. Cameron à Joseph. Il transmet la liste des collèges et des écoles qui reçoivent des octrois. 45
Liste. 46
- 30 septembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 77). Il transmet le mémoire de Mad. Catherine Foster. 49
Inclus. Mémoire de Mad. Foster. Elle expose les services rendus par son père et son oncle, qui n'ont pas été rémunérés; son père a perdu en outre £200 chaque année pendant qu'il était en service. Elle demande un dédommagement soit en argent ou en terre. 50
- 30 septembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 78). A propos du révérend M. McIsaac, dont la congrégation a demandé de lui accorder l'octroi annuel alloué à son prédécesseur, il ne reste pas de fonds disponibles; la vacance étant demeurée si longtemps sans être remplie. 53
- 4 octobre, Downing Street. Glenelg à Head. Il a reçu la dépêche lui demandant de faire les changements dans le système de concession de terre qu'il (Head) juge nécessaires et afin qu'il puisse disposer des portions des réserves militaires qui ne sont pas utiles. Relativement à sa deuxième demande, il ne peut pas répondre avant de recevoir un rapport de l'artillerie. S'il comprend bien sa première demande, il devra inévitablement refuser. Les terres publiques doivent rester à la disposition de la Couronne, d'après certains principes acceptés solennellement par le gouvernement, et si on lui donnait (à Head) le pouvoir de changer ce système, de manière à enfreindre ces principes, ce serait manquer aux engagements solennels de Sa Majesté. Il ne voit pas quelle autorité supplémentaire il peut lui accorder dans les circonstances. Le but de Head paraît être de fournir aux immigrants de plus grandes facilités pour leur établissement dans le Haut-Canada et faire ainsi cesser les comparaisons odieuses qui se font entre le système américain et anglais. Ce point est tellement important qu'il n'est pas nécessaire de le discuter et si le gouvernement était libre, il serait disposé à laisser le choix à son propre jugement. 9

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
5 octobre,
Downing
Street.

Glenelg à Head. Il est certain de sa sympathie envers les sauvages. Il s'est cru obligé de sanctionner l'arrangement qu'il a conclu (*voir* 20 août). Le Roi désire que tous les moyens soient tentés pour empêcher les sauvages qui restent de subir le triste sort qui leur est si souvent survenu.

Page 35 au verso.

6 octobre,
Kingston.

John Macaulay à Head. Québec dans l'envoi de Head à Glenelg, le 17 octobre 1836.

7 octobre,
Toronto.

Adresse du clergé de l'Eglise d'Angleterre du Canada. Inclus dans l'envoi de Head à Glenelg, le 19 octobre 1836.

8 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 79). Il a convoqué la Chambre pour la dépêche des affaires. Pourquoi il l'a convoqué plus tôt qu'il ne s'y attendait. 225

13 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 80). Il transmet la copie d'une lettre de l'évêque de Montréal et ce qu'elle contient; elle explique la demande d'une somme de £50, faite par A. N. Bethune, de Cobourg, en retour des services qu'il a rendus à la communauté religieuse en administrant les réserves du clergé. 58

Inclus. L'évêque de Québec à Joseph. Il transmet le document qui explique la nature des services rendus par Bethune et une lettre écrite par lui qui devra, espère-t-il, être trouvée satisfaisante. 59

Le révérend A. N. Bethune à l'évêque de Québec. Il fait de nouveau l'exposé de la nature des services pour lesquels il réclame £50. 61

16 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 81). Tel qu'ordonné, il a choisi un successeur à Hurd au poste d'inspecteur général. C'est John Macaulay; il n'est pas le parent du capitaine Macaulay. Ses qualités. Il transmet une communication de Macaulay qui démontre qu'il a abandonné un fort traitement pour accepter cet emploi. 225

Inclus. Macaulay à Head. Il établit le revenu qu'il a actuellement; tandis qu'il a peur d'être à la gêne pour vivre à même le traitement attaché à la position. 225 verso.

17 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 82). Il transmet une lettre de Head à Glenelg, ainsi qu'une autre de Hurd à lui-même (Head) et la réponse du secrétaire. 66

Inclus. Hurd à Glenelg. Réception d'une réponse à son mémoire concernant la position d'inspecteur général. Il a confiance que sa lettre fera disparaître l'idée qu'il a agi avec dissimulation vu qu'il n'avait pas l'intention d'attribuer au lieutenant-gouverneur des sentiments hostiles à ses intérêts. Il expose sa cause et demande qu'elle soit reconsidérée. 67

Mémoire de Hurd à Sir Francis B. Head pour demande d'être réinstallé au poste d'inspecteur général. 73

Joseph à Hurd. Un successeur a déjà été nommé; son nom paraîtra dans le prochain numéro de la *Gazette*. Compte rendu des procédures antérieures. 76

19 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 83). Il transmet une requête du synode de l'Eglise presbytérienne du Canada et une adresse du clergé de l'Eglise établie. La haute opinion de Strachan. 78

Lettre non-signée à l'archevêque de Canterbury. Il transmet une adresse au gouvernement, de la part du clergé de l'Eglise anglicane du Canada, pour demander l'érection d'un nouveau diocèse, dont les bornes coïncideraient avec celles du Haut-Canada. Avant de répondre il a voulu connaître l'avis de Sa Grâce mais il doit ajouter, si elle consent, que le gouvernement ne pourra point accorder de traitement au nouvel évêque. 79

Lettre non-signée à l'évêque de Québec. Il transmet une adresse du clergé de l'Eglise anglicane qui demande un nouveau diocèse. Une copie a été transmise à l'archevêque de Canterbury. Si ce nouveau diocèse est érigé, le gouvernement ne pourra point lui accorder de subvention. 80

Requête de l'Eglise presbytérienne du Canada conjointement avec l'Eglise d'Ecosse pour protester contre l'acte qui établit les cures. 81

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

Adresse du clergé de l'Eglise anglicane du Canada au sujet des moyens d'entretenir les services religieux et du besoin d'un nouveau diocèse.

Page 84

19 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 84). Il transmet deux adresses réunies : la première demande la réduction des droits sur le tabac ; la deuxième, le rétablissement, pour les pensionnaires dont la pension avait été changée, de la pension qu'ils recevaient primitivement ; il transmet aussi une adresse et un rapport du Conseil législatif au sujet de la vente des terres publiques. Il recommande la réduction des droits sur le tabac et le rétablissement des pensions des invalides. Il croit qu'il suffira de quelques hivers canadiens pour emporter ces invalides et mettre fin à ces pensions. Il s'accorde avec le Conseil à blâmer le système actuel de vente des terres. 93

Inclus. Mémoire démontrant les désavantages du transport qui leur ont permis, vu l'éloignement des districts de l'ouest du Haut-Canada, d'obtenir une réduction, cependant insuffisante, des droits sur le tabac ; une réduction supplémentaire est demandée. 96

Mémoires réunis demandant le rétablissement des pensions. 99

Mémoire du Conseil au sujet de la vente des réserves de la Couronne. 100

Rapport sur la même question, 103

20 octobre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 85). Il a transmis, le 12 septembre, le mémoire de Nelson Cozens ainsi que des volumineux documents relatifs à la réclamation qu'il fait d'une grande étendue de terre, réservée aux sauvages, sur la Grande-Rivière. Il transmet maintenant un mémoire de M^{me} Catherine Brant et de ces quatre fils ; ce mémoire contient aussi une demande de quelques-unes de ces terres. 110

28 octobre,
Toronto.

Le même au même (n° 86). Il transmet un exposé de l'état politique actuel du Bas et du Haut-Canada. 226

Inclus. Exposé. Il contient les propositions qui suivent : (1) Annulez l'Acte 14 George III, qui cède le revenu. (2) Unissez Gaspé au Nouveau-Brunswick. (3) Unissez Montréal au Haut-Canada. (4) Faites de la rive nord de l'Ottawa la borne du Bas-Canada ; abandonnez au Haut-Canada les eaux de la rivière et faites retomber sur lui les travaux nécessaires à la navigation ; le Bas-Canada possédera le droit de naviguer sur l'Ottawa en payant les mêmes péages que le Haut-Canada. 226

Une note, de la même date, conseille l'exécution des plans qu'il propose. 228 verso.

6 novembre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 89). Il n'a point reçu de copie des lettres écrites contre lui, de sorte qu'il ne saurait réfuter les citations nécessaires qui sont tirées du rapport qui contient les griefs de 1835 ; cela provient de ce que les citations ont été prises dans l'annexe au lieu du rapport. Son expression "qu'ils viennent s'ils l'osent" se rapporte à la lettre de Papineau au président de la Chambre. 231

Inclus. Copie de la demande d'envoi des lettres adressées aux ministres de Sa Majesté et des dépenses qui ont suivi la dépêche en réponse à la lettre de Morrison et à l'accusation qu'il a portée. 233

7 novembre,
Toronto.

Head à Glenelg (n° 87). Il parle des détails des procédures parlementaires ; le gouvernement de Sa Majesté ne s'en est pas soucié depuis longtemps. 230

9 novembre,
Toronto.

Le même au même (n° 88). Il transmet la copie du discours prononcé à l'ouverture de la Chambre. 121

Inclus. Discours. 122

10 novembre,
Montréal.

Adresse d'un comité de constitutionnels du Bas-Canada. *Inclus* dans l'envoi de Head à Glenelg, le 27 novembre 1836.

10 novembre.

Joseph à Head.

12 novembre,
Toronto.

FitzGibbon à Joseph. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Head à Glenelg du 16 novembre 1836.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
16 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 90). Il transmet les copies des adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée ainsi que les réponses. Page 143
Inclus. Adresse du Conseil législatif. 144
Réponse. 151
Adresse de l'Assemblée législative. 152
Réponse. 158
- 16 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 91). A propos de la demande de £50 faite par Carey pour avoir pris charge des dépêches, il transmet le rapport de son secrétaire au sujet de l'affaire. 159
Inclus. Joseph à Head. Il explique comment les dépêches ont été confiées à Carey et il ajoute qu'il ne soupçonnait point qu'il demanderait le remboursement de ses frais de route. 160
Joseph à Carey. Lettre contenant des instructions relatives à la délivrance des dépêches. 162
- 16 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 92). Il transmet les journaux du Conseil et de l'Assemblée parus au cours de la session de 1835. Il transmet une lettre du greffier de la Chambre qui donne l'explication du retard de l'envoi. 163
Inclus. Le greffier de la Chambre à Joseph. Les copies des journaux du Conseil et de la Chambre étaient empaquetées et scellées, mais elles ont été laissées de côté par mégarde. 164
- 17 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 93). Il transmet les journaux du Conseil et de la Chambre de l'an dernier. Le supplément ne sera point prêt avant quelques semaines. 166
- 20 novembre, Toronto. Le même au même (n° 95). Il raconte qu'il a eu l'occasion de faire la connaissance de tribus sauvages et il transmet à ce sujet un rapport dont voici les conclusions : (1) Les tentatives pour amener les Peaux-Rouges à cultiver ont généralement échoué complètement. (2) Le fait de les grouper dans le but de les civiliser a causé beaucoup plus de mal que de bien, de sorte que le mieux que l'on puisse faire pour cette population si intelligente et simple est de l'éloigner et de la prémunir autant que possible contre tout rapport avec les blancs. Il rend compte de ses négociations, des habitudes des sauvages, de leur nombre, des dépenses du département des Sauvages, du coût des présents, etc. 214 verso.
Inclus. Résumé des dépenses actuelles du département des Sauvages du Haut-Canada. 217 verso.
Valeur annuelle des présents donnés aux sauvages. 218
Avis donné aux sauvages. 214
- 23 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 94). Il a reçu la dépêche ainsi que l'exposé des accusations portées contre lui par Duncombe ; il a transmis ces documents à la Chambre. Il le remercie d'avoir refusé de permettre à Duncombe et à Baldwin de l'attaquer verbalement. 233
- 25 novembre, Toronto. Le même au même (n° 96). A propos de la lettre de Talbot, représentant de New-Ross, relativement à l'achat de terrain fait par Peter Walker de John Mills Jackson, il transmet le rapport du gardien des registres de York qui démontre que malgré la vente faite par Jackson à Walker il (Jackson) a depuis disposé autrement de son terrain. 173
Inclus. Rapport du gardien des registres du comté de York au sujet de l'enregistrement des propriétés de John Mills Jackson mentionné dans la lettre. 174
- 27 novembre, Toronto. Head à Glenelg (personnelle). Il transmet la copie imprimée d'une adresse de la part des constitutionnels du Bas-Canada aux deux Chambres. Les choses marchent paisiblement ; le parti républicain a été anéanti. Il espère que toutes les questions embarrassantes seront réglées. Les réserves du clergé seront subdivisées. 178
(Sa lettre est datée par erreur de 1837.)

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- Inclus.* Adresse de la part du comité des constitutionnels du Bas-Canada à l'Assemblée du Haut-Canada pour se plaindre de la conduite de l'Assemblée du Bas-Canada. Page 180
- 28 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 97). Dépêches reçues. 187
- 29 novembre, Toronto. Lettre non signée à Glenelg. Il a mentionné que les réserves du clergé seraient divisées entre les quatre sectes religieuses. L'on s'attend à ce que les 10 républicains votent en faveur du clergé protestant. Il voudrait réunir l'Eglise et l'Etat, si c'était possible, mais il est trop tard. Le docteur Duncombe est arrivé juste à temps pour être examiné par la Chambre d'Assemblée. Une note dit : " L'original n'est pas signé." 179
- 29 novembre, Downing Street. Glenelg à Head. Le roi a approuvé la nomination de Macaulay à la position d'inspecteur général. Jusqu'à l'arrivée de Macaulay, il (Glenelg) ne doutait pas que la démission fût sans conditions. Il regrette ce malentendu. Le capitaine Macaulay a souffert des dommages, mais il (Glenelg) n'est pas responsable de l'erreur. 64
- 29 novembre, Downing Street. Le même au même. Comme il n'existe aucune preuve contre Ridout, il ordonne qu'il soit réinstallé. Répugnance qu'il a de renverser ainsi une décision prise publiquement. 223
- 30 novembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 98). Il transmet un rapport et un plan fait par Bonnycastle relativement aux lots à bâtir vendus récemment près de Toronto. Le revenu total des ventes a été de £11,609,15s et le prix des 100 acres de terre à l'ouest de la réserve avoisinant les lots à bâtir est évalué à £20,000. Comme il y a assez d'argent pour construire les casernes, il recommande que la construction en soit commencée sans retard ; les casernes actuelles ont été déjà reconnues impropres et leur aspect est humiliant. Mauvais effet moral produit par l'état des casernes. Il ne recommande point de construire un nouvel édifice du parlement ; l'ancien emplacement est préférable au nouveau qui a été choisi. Il a fait réparer l'ancien édifice du parlement qui est maintenant aussi convenable qu'il peut le désirer. 188
- Inclus.* Rapport par Bonnycastle de la vente des lots à bâtir et de la valeur approximative de ceux qui restent. 191
- Plan des lots vendus par le gouvernement à Toronto. 196
- Liste des déserteurs qui sont revenus. 197
- Novembre (?). Head à Stephen. Il désire rayer une ou deux phrases de son mémoire du 28 du mois dernier (octobre, voir page 226) et ajouter une observation qu'il a omise. Il transmet une copie corrigée. Il n'est pas encore prêt à répondre à Duncombe ; il attend le rapport du comité. Les fonctions si peu rémunératrices qu'il a remplies dans le bureau des colonies ; il s'endette de plus en plus. Il n'a pas les moyens de tenir un double train de maison et il a en conséquence écrit à lady Head de s'en venir à Toronto. Si elle arrivait avec sa famille, elle le trouverait démoralisé et appauvri. 185
- 1er décembre, Toronto. Le même à Glenelg (n° 99). Dépêches reçues. 199
- 14 décembre, Toronto. Le même au même (n° 100). Il transmet le message de la Chambre informant que les subsides ont été votés. 223 verso
- 17 décembre, Toronto. Le même au même (n° 101). Il transmet les documents qui établissent la nature et le nombre des octrois accordés par son prédécesseur à l'Eglise anglicane. Ils ont été accordés au moment où il faisait le trajet de New-York au Canada et ils ont été une des causes de ses premiers déboires. 201
- Inclus.* Rapport abrégé des délibérations au sujet des cures. 201 verso
- 23 décembre, Toronto. Head à Glenelg (n° 102). Il transmet une requête de l'Eglise presbytérienne de Toronto. 206
- 29 décembre, Toronto. Le même au même (personnelle). L'on a projeté d'ériger à l'extrémité de la superbe rue Brock, dont l'ouverture vient d'avoir lieu, un monument à la mémoire des soldats morts au cours de la dernière guerre. Le roi devrait inscrire son nom sur la liste des souscripteurs. 207

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
30 décembre,
Toronto. Le même au même (n° 103). Il a reçu une dépêche qui lui apprend que 12 bills qui avaient été réservés ont été approuvés. Il transmet un extrait. Confusion qui en est résultée et joie des républicains. Mauvais effets entraînés par la promulgation des ordres qui ont été donnés de choisir les membres du Conseil exécutif parmi les personnes qui possèdent la confiance de ceux qui sont cependant déjà représentés dans l'Assemblée législative. Observations au sujet des règlements qui regardent la vente des terres publiques et au sujet de la protection des immigrants. Page 233 verso
- 31 décembre. *Inclus.* Documents relatifs aux accusations portées contre Head. 237
Lettre non signée à l'évêque de Québec. 80
1837.
6 janvier,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il ne fera point d'observations à propos du ton singulier de sa lettre, mais il le renvoie à certains extraits de sa dépêche du 22 mars 1836 et il considère qu'il était tout à fait justifiable de faire des remarques au sujet de sa conduite publique. 229
- 20 janvier,
Downing
Street. Le même au même. Le roi approuve sa conduite vis-à-vis les sauvages. Vif désir du gouvernement anglais de réparer les torts qui leur ont été faits et d'aider à leur futur bien-être. Il croit que les mauvais effets causés par les rapports avec les blancs doivent être attribués à l'action de circonstances défavorables plutôt qu'au tempérament naturel des sauvages qui les rendrait réfractaires à une religion si propre à élever le caractère. Son plan d'établir les trois tribus sur les Iles Manitoulin a été approuvé, de même que ses engagements envers les Hurons et les Moraves. Impôts qui doivent être appliqués sur les terrains nouvellement concédés. Il lui demande s'il croit que le département des Sauvages pourrait être englobé dans le commissariat, ce qui serait une économie. Il appuiera les représentations qu'il fait en faveur de Givins. 171
- 24 janvier. Stephens à Spearman. Il transmet la copie d'une dépêche expédiée par Head. Economies qui seront faites dans le département des Sauvages. Réduction proposée et qui doit être sanctionnée. Démission de Givins. 172
- 26 janvier,
Downing
Street. Glenelg à Head. Il a reçu sa dépêche ainsi que son mémoire relatif à la situation politique du Canada. 229 verso
- 27 janvier,
Downing
Street. Le même au même. Il a reçu la dépêche qui lui apprend les efforts qu'il a fait pour obtenir des copies des lettres de Bidwell et de Rolph. Comme elles n'ont pas été expédiées, elles ne peuvent avoir d'influence sur son esprit. Ses explications relatives à la lettre de Baldwin et à celle de Morrison sont satisfaisantes. Il l'approuve d'avoir transmis la requête de Duncombe à l'Assemblée. 239
- 2 mars,
Downing
Street. Le même au même. Il ne tiendra pas compte du ton de ses observations, il se bornera à parler des affaires pratiques. Il l'approuve de ne pas avoir supprimé l'arrêté ministériel qui confirme les 12 bills. Ce serait grave s'il (Head) allait tenir une ligne de conduite opposée. Il fait des observations relativement aux instructions données au lieutenant-gouverneur et qu'il (Head) a mal exposées. Il cite ses propres paroles ; on leur a donné une signification contraire à celle que comporte le véritable sens des expressions. Le roi n'a pas été autorisé à donner son assentiment à la loi qu'il combat concernant la disposition des terres publiques, pas plus qu'il ne voudrait conseiller au roi de sanctionner un tel acte, s'il lui avait donné son assentiment. Tout en approuvant en général sa conduite, il (Glenelg) ne peut croire qu'il (Head) soutient sérieusement que les mesures prises par son gouvernement doivent être nécessairement sévères et inflexibles, car le grand désir du gouvernement de Sa Majesté est de se concilier la bonne volonté de la population du Canada. 209
- 17 avril,
Downing
Street. Le même au même. Il a reçu ordre de Sa Majesté de prendre les moyens de lui expédier le titre de baronnet qu'il lui confère comme une marque de la faveur royale. 238

DOC. DE LA SESSION No. 18

RÉCLAMATIONS FAITES PAR COZENS ET BRA, 1836.

Q. 392.—1-2.

(La 1^{re} partie est paginée de 1 à 16, la 2^{me} partie de 217 à 248.)

1796.
14 juillet. Mémoire de l'arrangement intervenu entre Joshua Y. Cozens et Joseph Brant, au sujet de terrains sur la Grande-Rivière, par lequel il était stipulé qu'il recevait 100,000 acres de terre en retour d'une somme annuelle de £1,200 payée aux Cinq-Nations; Cozens devant être libre de payer quand il le voudrait le capital évalué à £20,000, et s'il ne pouvait point se procurer le montant complet, soit £1,200, il s'engageait à payer une somme annuelle de £600 en retour de 50,000 acres; il devait de plus remettre £500 à Brant s'il ratifiait la vente de 100,000 acres et £250 s'il ne ratifiait que celle de 50,000 acres. Page 59
- 8 septembre, Copie du contrat.
- 4 décembre, Middlesex Conn. Certificat qui établit l'exactitude de la copie. Ces deux documents sont compris dans l'affidavit de Joshua Henshaw, le 9 octobre 1796.
1797.
Pas de date. Extrait de l'agenda tenu par Samuel Clark alors qu'il était à Londres. 75
1798.
4 janvier, Montréal. Joshua Y. Cozens à Samuel Clark. Il n'a pu jusqu'ici mettre la main sur les documents qu'il pensait pouvoir lui expédier par la malle d'Halifax. 51
- 7 mars, Montréal. Le même au même. Il a été surpris d'apprendre qu'il n'avait pas reçu de lettre depuis avril, vu qu'il en avait écrit dix et qu'il avait expédié deux certificats, signés par le secrétaire provincial, qui comprenait tout ce qui était nécessaire. 51
1799.
16 mars, Londres. Barrell et Servanté à Samuel Clark. Ils envoient la liste des documents qu'ils possèdent. 70
- Inclus.* Certificat de Théodore Barrell attestant que la lettre qui précède a été écrite par l'associé principal. 72
- Certificat du consul anglais attestant que Théodore Barrell, qu'il connaissait personnellement, avait certifié l'authenticité de la déclaration précédente. 74
- Clark à Barrell et Servanté. Ils ont accepté son billet (Clark) provisoire de £216 3s.3d. qu'il doit payer à l'échéance. 76
1818.
22 décembre, Montréal. J. Henshaw à J. Y. Cozens. Offre faite par l'un des neveux des associés de la maison où Clark a laissé les actes, de faire des recherches moyennant une rémunération convenable. Il désire connaître la nature et la situation des terrains. 77
1825.
24 février, New Longueuil. Révocation de la procuration accordée par J. Y. Cozens et Samuel Clark. 78
1827.
12 février. Révocation de la procuration donnée à J. B. Henshaw par J. Y. Cozens. 79
1828.
8 novembre, Liverpool. Watson à Henshaw. Il transmet la réponse du bureau du commerce que le porte à croire qu'il a été induit en erreur. 82
- Inclus.* Les lords du commerce à Watson et Byron. Il n'existe rien, dans le bureau, des actes dont ils parlent. 82
- Avis public demandant des renseignements sur le compte des successeurs de Barrell et Servanté. 83
1831.
15 juillet, Londres. Ward à Nelson Cozens. Recherches infructueuses qu'il a faites des documents relatifs aux terres sur la Grande-Rivière. 83
- 2 décembre, Londres.

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1833. E. Servanté à Nelson Cozens. Elle l'informe qu'elle n'a pas réussi à
12 mars, trouver les actes relatifs aux terres sur la Grande-Rivière. Elle transmet
Londres. certains documents qu'elle a découverts Page 86
- 2 juillet, Contrat de vente de terre par J. Y. Cozens à Nelson Cozens. 46
Cornwall.
- 9 octobre, Affidavit de Joshua Henshaw certifiant le transport à Clark de l'acte
Montréal. d'achat fait par Cozens, ainsi que la perte de l'acte, etc. Il transmet une
copie de l'acte. 37
Inclus. Copie de l'acte. 40
Copie du reçu fait par Brant. 44
Certificat attestant l'exactitude des documents. 45
- 9 décembre, Théodore Barrell à Nelson Cozens. Il fait des conjectures au sujet du
Ulster village. lieu où les actes pouvaient se trouver, ainsi qu'au sujet des personnes qui
pourraient avoir eu connaissance des dits actes. 90
1834. Le même à mademoiselle Servanté. Il demande de faire des recherches
6 janvier, parmi les papiers, s'ils existent encore, de Barrell et Servanté, afin de décou-
Ulster village. vrir les actes relatifs aux terrains de la Grande-Rivière. 98
- 15 janvier, Théodore Barrell à Nelson Cozens. Il a expédié, par l'entremise de sa
Ulster village. sœur, une lettre à mademoiselle Servanté. S'il reçoit des renseignements,
il lui en fera part. Ce serait presque inutile d'écrire à la veuve de Henri
Servanté, vu qu'il est un étranger pour elle. Il craint que ses recherches ne
réussissent point. 96
- 12 février. Nouvelle révocation de la procuration donnée à J. B. Henshaw par J. Y.
Cozens au sujet de la vente des terrains achetés des sauvages des Cinq-
Nations. 80
- 22 mai, Deuxième affidavit de Joshua Henshaw attestant le transport par Cozens
Chambly. à Clark de l'acte relatif aux terrains de la Grande-Rivière. 56
- 1er juillet. Mémoire de Joshua Y. Cozens, de Cornwall, à Colborne. Il rappelle les
services qu'il a rendus, ainsi que l'achat de terrains qu'il a fait de Brant ; il
explique au long que l'acte a été laissé à Londres et confié par Clark à un
bureau d'avocats, qui est devenu insolvable, et que l'acte est maintenant
perdu ; il demande, si l'on vend quelque partie de son terrain, que l'équiva-
lent en soit donné à son fils Nelson. 12
- 1er juillet, Affidavit de Joshua Y. Cozens attestant que l'achat a eu lieu et que l'acte
Cornwall. a été confié par Clark à un bureau d'avocats de Londres, Angleterre. 31
- 14 juillet, Mémoire de Nelson Cozens, fils de Joshua Y. Cozens, par lequel il expose
Toronto. que le titre du terrain, au sujet duquel son père a présenté un mémoire, lui
appartient, parce qu'il a avancé de l'argent ; il demande, pour son père et
lui, qu'on l'aide à régler la question au plus tôt. 26
- 19 septembre, Affidavit de M. et Mad. Hart, qui atteste que Page a induit Clark à lui
Addison remettre les copies notariées des contrats relatifs aux terrains achetés par
County. J. Y. Cozens de Joseph Brant, agent des sauvages des Cinq-Nations. 133
- 27 septembre, Nelson Cozens à Markland. Il transmet un troisième affidavit de Joshua
Cornwall. Cozens qui atteste qu'il était présent lorsque Joshua Y. Cozens a remis les
actes à Clark. Malhonnêteté de Page au sujet des actes. Si les lettres
écrites par la fille de Page avaient été produites, elles auraient confirmé les
déclarations faites par son père et lui-même, au sujet des moyens fraudu-
leux pris par ce misérable pour tirer parti du document qu'il avait dérobé.
Il espère que l'intervention du Conseil poussera Page à produire les docu-
ments. Correspondance relative aux documents. 117
Inclus. Affidavit d'Henshaw. 122
Affidavit de J. Y. Cozens au sujet du terrain acheté de Joseph Brant. 125
- 6 octobre, Nelson Cozens à Markland. Il a transmis, le 27 du mois dernier, la
Cornwall. lettre et les affidavits qui confirment l'authenticité des faits nouveaux rela-
tifs à l'achat des terrains fait par son père. L'affidavit qu'il a envoyé in-
crimine Page encore davantage. 127

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
6 décembre,
Toronto. Lee à Nelson Cozens. Il transmet des documents. Ce sont d'abord trois contrats : (1^{er}) passé le 8 septembre 1796, entre J. Y. Cozens et Brant pour la vente d'un morceau de terre sur la Grande-Rivière ; (2^{me}) passé le 17 octobre 1796, entre J. Y. Cozens et Clark pour la vente, pour la somme de \$90,000, du même morceau de terre ; (3^{me}) passé le 20 mars 1825, entre Clark et Page pour la vente, pour la somme de \$100,000, du même morceau de terre. Puis ce sont trois procurations : la première, (4^{me}) en date du 17 mai 1796, est des sauvages des Cinq-Nations à Joseph Brant ; la deuxième, (5^{me}) en date du 13 octobre 1799, est de J. Y. Cozens à Clark pour l'autoriser à vendre le terrain ; la troisième, (6^{me}) en date du 14 février 1797, est de Clark à Page pour l'autoriser à se procurer, de Barrell et Servanté, certains documents que ceux-ci ont reçus de Clark vers le 17 septembre 1798. Page 130
- 19 décembre,
Ulster village. Theodore Barrell à Nelson Cozens. Il transmet la lettre de sa sœur qui l'informe que mademoiselle Servanté a tenté vainement de retrouver les documents qui manquent ; elle lui demande de ne point lui écrire vu qu'elle quitte Londres et que même le coût du port d'une lettre du Canada est plus qu'elle ne peut payer. 104
- 25 décembre,
Middletown.
1835.
2 janvier,
Cornwall. Stow à Nelson Cozens. Inclus dans l'envoi de Nelson Cozens à Markland, du 3 janvier 1835. Affidavit donné par J. Y. Cozens au sujet de l'acte passé en faveur de Clark relativement à l'achat supposé du terrain de la Grande-Rivière. L'acte avait été passé pour permettre à Clark de vendre le terrain pour le compte de Cozens. Comment Page a pu obtenir les documents de Clark, qui avait l'esprit dérangé. 135
- 3 janvier,
Cornwall. Nelson Cozens à Markland. Son père a transmis hier une déclaration faite sous serment relativement à la réputation de Clark. Il a recherché les deux Hosmer, les témoins de l'acte en blanc passé en faveur de Clark, mais ils sont morts. Il fait rapport des recherches faites sans succès par Stayner et autres. 140
- 2 février,
Ulster village. *Inclus.* Stow à Nelson Cozens. Il lui apprend que les deux Hosmer sont morts. 145
- Théodore Barrell à Nelson Cozens. Il raconte les rapports qu'il a eus avec la maison Barrell et Servanté ; il est convaincu, par les livres qu'il a consultés, que les documents requis étaient entre ses mains, le 16 mars 1779. Il cite des extraits des livres. 107
- Il conseille dans un post-scriptum de faire attester ces faits, mais il considère que cette attestation doit être faite suivant la forme absolument légale. 114
- 23 février,
Cornwall. Affidavit qui établit la raison qui l'a empêché (J. Y. Cozens) de faire enregistrer son contrat relatif au lopin de terre n° 4. 52
- 20 avril,
Wellington
Square. Kerr à Nelson Cozens. Il transmet une copie de l'arrangement, intervenu entre son père et Brant, qui diffère du reçu, et il ne peut pas comprendre cela. 60
- 30 avril,
Cornwall. Affidavit de J. Y. Cozens au sujet des transactions faites avec Brant. 61
- 10 mai,
Rochester. Reçu de £500, c'est le deuxième paiement d'une semblable somme. 65
- Wallace à ———. Il se rappelle avoir entendu la lecture du contrat passé en faveur de Wallace, qui confirme que le lopin de terre n° 3 appartenait aux sauvages. 66
- 14 septembre,
Rochester. Affidavit relatif à l'achat des terres des sauvages par J. Y. Cozens. 68
1836.
14 avril,
Toronto. Rapport du comité de la Chambre d'Assemblée qui déclare que Cozens, le pétitionnaire, a complètement prouvé le droit qu'il a de réclamer une compensation au sujet des terres en question. Ton évasif du rapport du procureur-général. 9
- 28 juin,
Toronto. Affidavit de Joshua Y. Cozens où il déclare qu'il a reçu les copies de quatre lettres, adressées par Claus à Alexander Stewart ; les originaux de

1836.

trois sont au département des Affaires des Sauvages, à Toronto, mais le quatrième ne peut être découvert. Les lettres ont été remises par un Français, mais il n'y avait pas de signature qui indiquât qui les avait expédiées. Page 4

Inclus. Claus à Stewart. Il désire savoir s'il voudrait signer l'hypothèque qui couvre le lopin de terre n° 4 et envoyer le certificat. 6

Claus à Stewart. Il lui demande de nouveau s'il voudrait signer l'hypothèque et envoyer le certificat à Clark au sujet du lopin n° 4 vu que c'est le désir tout particulier des Six-Nations. 6

Stewart à Claus. Il refuse de signer l'hypothèque ou le certificat sans consulter un homme de loi. Il ne commettra point d'imprudences. 7

Claus à Stewart. Il découvre qu'il (Stewart) a dit à Clark qu'il était présent, en 1796, lorsque Brant a donné un contrat à Cozens pour le terrain qui renferme le lopin n° 4 et qu'il (Stewart) a vu Cozens payer £500 en espèces à Brant. Le contrat n'a jamais été enregistré et il n'en a pas entendu parlé depuis 1798, alors que Langan lui avait annoncé qu'il était en Angleterre. Si l'on a disposé de la partie qui doit être vendue à Clark, Cozens ne pourra que recouvrer l'équivalent de ce qu'il a payé à Brant. Il espère qu'il (Stewart) signera les actes exigés par Clark lorsqu'il (Claus) ira le voir.

Le reste du volume, qui est divisé en deux parties, renferme d'autres correspondances et affidavits semblables relatifs aux terrains, réclamés par Cozens sur la Grande-Rivière, ainsi que les décisions à ce sujet.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR F. B. HEAD, 1836.

Q. 393.

1818. 9 mai, Carlton House	Instructions données au duc de Richmond, gouverneur en chef du Haut-Canada.	34
	Serment prêté par tous les membres du Conseil exécutif.	39
1834. 3 mars, Toronto.	Adresse de la chambre d'Assemblée demandant que le projet de désaveu de l'Acte des banques ne soit pas mis à exécution.	40
1835. 15 avril, Toronto.	Adresse au roi de la part de la Chambre d'Assemblée au sujet du Conseil législatif.	39
1836. 5 février, Toronto.	Liste des lettres-patentes relatives aux terres destinées à constituer un fonds de dotation à l'église d'Angleterre du Haut-Canada.	42 au verso.
	Cures qui reçoivent des bénéfices de dotation depuis que ce dernier document a été reçu, et relevé des propriétés remises par certains membres du clergé de l'église d'Angleterre.	43 au verso.
4 mars, Toronto.	Adresse du Conseil exécutif exposant que la condition malheureuse du pays provenait de la réduction inconstitutionnelle des prérogatives du Conseil exécutif. S'il arrivait que le lieutenant-gouverneur ne voulût point consentir à consulter le Conseil exécutif, celui-ci demande la permission de pouvoir alors désabuser le public sur la fausse opinion qu'il peut entretenir au sujet de ses devoirs.	28 au verso.
	Réponse du lieutenant-gouverneur.	29
14 mars, Toronto.	Représentations faites par la chambre d'Assemblée au sujet de la démission des conseillers exécutifs.	41
	Réponse faite par Head.	41 au verso.
16 mars, Toronto.	Robert Baldwin à Perry. Il déclare que les membres du Conseil ont offert leur démission. Il en donne les causes et les circonstances.	30 au verso.
	Copie de la proposition faite à Baldwin de faire partie du Conseil exécutif et de son acceptation de la proposition.	32

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.	Adresse de la Chambre d'Assemblée au sujet des membres du Conseil exécutif.	Page 41, au verso.
24 mars, Toronto.	Réponse faite par Head.	42
25 mars, Toronto.	Requête d'une assemblée publique présentée à Head. Les habitants de Toronto n'ont point confiance en les personnes appelées au Conseil exécutif.	32 au verso. 33 au verso.
	Réponse par Head.	33 au verso.
Mars ? Toronto.	Adresse du conseil municipal de Toronto à Head. Il n'a pas confiance dans l'administration actuelle.	32
	Réponse par Head.	32
4 avril, Toronto.	Joseph à Perry. Le document demandé a été expédié. La réponse à la lettre que le lieutenant-gouverneur avait adressée en réponse à la requête des citoyens de Toronto a été renvoyée sans être lue.	44
	Réponse des "Citoyens de Toronto."	44
5 avril.	Requête faite par le canton de Guelph. Signatures.	104
11 avril, Toronto.	Examen de Robert Baldwin Sullivan, le 28 mars, et de Augustus Baldwin, à la date en marge, au sujet de l'obligation à laquelle Sullivan est tenu de ne pas administrer le gouvernement de la province.	40 au verso.
12 avril, Toronto.	Robert Baldwin à Perry. Il indique le malentendu qui existe relativement au devoir du Conseil exécutif d'exprimer son avis, même s'il n'est pas demandé.	46 au verso.
13 avril, Toronto.	Examen de Robert Baldwin et du docteur Rolph devant le comité de la Chambre d'Assemblée au sujet des fonctions du Conseil exécutif.	46 au verso
14 avril, Toronto.	Rapport du comité de la chambre contenant des accusations contre Head ; exposé de la position constitutionnelle du Conseil exécutif, et autres questions, trop longues à résumer.	14 au verso.
	Notes sur le rapport du comité.	70
21 avril, Toronto.	Head à Glenelg. Il n'a pas constaté le mécontentement de la Chambre relativement au manque d'avancement de A. E. McDonnell qui a toujours fortement appuyé Mackenzie. Lui donner l'influence qu'entraîne le commandement d'un régiment, de préférence à un loyal officier qui a servi pendant huit ans de plus que lui, ce serait décourager ceux qui soutiennent la constitution.	50
	<i>Inclus.</i> Liste des documents contenus dans la dépêche.	51
	Adresses, etc., tel que mentionné dans la liste.	53 etc.
21 avril, Toronto.	Head à Glenelg (n° 26). Il transmet les adresses de l'Assemblée au roi et à la Chambre des Communes, dénonçant sa conduite comme lieutenant-gouverneur. L'Assemblée a empêché le vote des subsides, elle a remis à plus tard le vote des sommes d'argent et refusé d'affecter toute somme quelconque aux dépenses imprévues. Il cite des extraits de dépêches antérieures pour établir l'opinion qu'il s'est formé du caractère irréconciliable des républicains et sa détermination de ne leur offrir aucun sujet de plainte. Le discours qu'il a prononcé lors de la prorogation des Chambres démontre les efforts qu'il a faits pour en venir à une entente. Le rapport contenant les griefs n'a pas été mis au jour ; c'est un véritable feu-follet. Les mesures prises en toute hâte pour remédier aux griefs réels ont désorganisé la faction républicaine, et le pays est resté loyal. C'est la première fois que les subsides sont refusés et cela arrive justement au moment où il recevait instructions de faire disparaître les griefs. La raison de ce refus de voter les subsides provient de ce que des ordres avaient été donnés de faire cesser les sujets de plainte des républicains, ce qui a forcé ceux-ci à dévoiler leur véritable dessein qui était de s'emparer du pouvoir et du patronage de la couronne. Il expose les devoirs du Conseil exécutif et sa non-responsabilité ; il cite des témoignages à ce sujet ; il contredit aussi l'accusation faite contre lui d'avoir conclu une entente secrète. Autres faits qui établissent que son discours a été bien accueilli.	3

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.	<i>Inclus.</i> Requête de l'Assemblée au roi dénonçant la conduite du lieutenant-gouverneur.	Page 7
	Requête, dans le même sens, de la Chambre d'Assemblée à la Chambre des Communes.	7
	A. Baldwin à Head. Il corrige une erreur dans le témoignage qu'il a rendu devant le comité.	8
	Quatre adresses de l'Assemblée au lieutenant-gouverneur au sujet des sommes affectées aux dépenses imprévues en 1896, et les réponses qui y ont été faites. Trois adresses se suivent.	8
	Quatrième adresse ainsi que la réponse.	8 au verso.
	Discours prononcé par Head lors de la prorogation.	9
	Adresses venant de la province, au lieutenant-gouverneur.	11
	Nombre des signatures : 6,782. La liste. Puis les adresses au nombre de 14 en tout.	
Avril (?).	Adresse du grand jury à Head pour lui exprimer sa confiance dans son administration.	47 au verso.
	Réponse de Head.	48
Avril —.	Liste des documents.	76
Avril (?).	Adresse de la ville de Niagara. Nouvelles signatures.	89
Avril (?).	Adresse du canton de Stamford. Signatures.	95
Avril (?).	Adresse de Bytown et des environs. Signatures.	99
Avril (?).	Adresse du canton de Georgina. Signatures.	102
16 juillet, Toronto.	Head à Glenelg (n° 57). Il a fait rapport que 40 votes constitutionnels avaient été ajoutés à l'Assemblée. Les républicains sentent leur cause désespérée.	48
	Adresse du Conseil exécutif à Colborne.	109
1831 à 1835.	Délibérations de la Chambre d'Assemblée, qui ont lieu à diverses dates, à partir du 6 décembre 1831.	de 130 à 198

BUREAUX PUBLICS ET DIVERS, 1836.

Q. 394-1-2

1835.	(La 1 ^{re} partie comprend de la page 1 à la page 217 ; la 2 ^{me} partie de la page 218 à la page 407.)	
8 octobre, Toronto.	Duncombe à Jamieson.	
12 octobre.	Opinion du procureur général. Ces deux documents sont inclus dans le mémoire de Duncombe. Octobre 1836.	
10 novembre, Toronto.	Rowan aux officiers respectifs. Le lieutenant-gouverneur sait que les directeurs du chemin de fer Erié et Ontario n'ont pas fixé définitivement le tracé. Il n'est pas probable qu'il soit continué au delà de Queenston. Une clause empêche la compagnie de passer sur les terres de la Couronne sans la sanction du roi.	56
14 novembre, Toronto.	Rowan à Duncombe.	
18 novembre, Toronto.	Opinion du solliciteur général. Ces deux documents sont inclus dans le mémoire de Duncombe—octobre 1836.	
19 novembre, Toronto.	Cartwright à Wright. Inclus dans l'envoi de Byham à Hay, le 10 février 1836.	
25 novembre, Toronto.	Opinion du procureur général rédigée pour le lieutenant-gouverneur.	
28 novembre, Toronto.	Copie de la minute du Conseil.	

DOC. DE LA SESSION No. 18

1835.
30 novembre, Rowan à Duncombe.
Toronto.
- novembre. Rapport de Hepburne.
- 12 décembre, Rowan à Duncombe. Ce document ainsi que les quatre qui précèdent
Toronto. sont inclus dans le mémoire de Duncombe, octobre, 1836.
- 14 décembre, Officiers respectifs à l'artillerie. Ils sont informés que les directeurs
Québec. de la Compagnie de chemin de fer Erié et Ontario n'ont pas encore fixé
de tracé de la route et qu'il n'est pas probable que la ligne soit continuée
au delà de Queenston. Ils supposent qu'ils ne devront point s'opposer au
parcours de la ligne, même si celle-ci devait empiéter sur les terres réservées
pour les besoins militaires. Page 54
- 22 décembre, C. Bonnycastle à Glenelg. Inclus dans l'envoi de R. H. Bonnycastle à
Virginie. Glenelg, le 13 janvier 1836.
1836.
8 janvier, C. Poulett Thompson à Glenelg. Il lui demande de lire et de lui ren-
Chambre de voyer sa lettre; il prouvera que Mackenzie est en désaccord avec l'Assem-
Commerce. blée qui l'a fait consentir à approuver de mauvais actes concernant les
banques. 31
- 13 janvier, R. H. Bonnycastle à Glenelg. Il le sollicite de se rendre à la demande
Toronto. de son frère. Qualités qu'il possède pour remplir cet emploi. 140
- Inclus.* C. Bonnycastle à Glenelg. Demande la position d'astronome
dans le Haut-Canada. 141
- 14 janvier, Baring à Grey. Vu que Head ne doit recevoir aucune partie de l'allo-
Trésorerie. cation accordée à la milice, ni aucun émolument supplémentaire provenant
du fonds des colonies, il sera exempt de l'impôt du timbre à dater de sa
commission. 64
- 14 janvier, Alder à Glenelg. Il expose l'offre faite par lord Goderich aux métho-
Londres. distes wesleyens de prendre soin des sauvages et l'acceptation de cette
offre par eux. 115
- 16 janvier, Browne à Glenelg. Comme il croit savoir que Sa Seigneurie a dit qu'elle
Baltimore, ne lui ferait accorder aucune réparation, il demande que tous ses papiers lui
Md. soient renvoyés, à moins que Sa Seigneurie n'ait changé d'avis. 144
- 23 janvier, Baring à Grey. Les lords de la Trésorerie consentent à ce que les sommes,
Trésorerie. avancées aux colons de Lanark en 1820 et 1821, soient remises. 65
- 26 janvier, Spearman à Grey. A propos de l'argent accordé comme prise de guerre, qui
Trésorerie. n'a pas été réclamé et qui a été payé à la caisse militaire de Toronto, Gordon
devrait fournir un état détaillé pour faire connaître comment il a été disposé
des primes accordées pour la prise de Détroit. 66
- 4 février, Arrêté ministériel concernant le mémoire de Campbell. Comme il ne
Toronto. paraît pas y avoir eu d'occasion où il aurait pu remettre sa patente et en
obtenir une nouvelle, sa requête ne peut pas être approuvée. 290
- 6 février, Fitzroy Somerset à Stephen pour lui transmettre la requête de John
Horse- Longworth accusé de bigamie. Est-ce que quelque communication concer-
Guards. nant ce cas a été reçue du Haut-Canada? 22
- 8 février, Le même à Grey. Il a reçu une lettre et une dépêche de Colborne.
Horse- Dans les circonstances, le commandant en chef, tout en ne considérant pas
Guards. les postes du Fort-George et d'Amherstburg nécessaires pour les besoins
militaires seuls, ne s'opposera point à leur maintien si cela est jugé utile. 23
- 10 février, Byham à Hay. Vu le prix élevé demandé, aucun arrangement n'a
Artillerie. encore été fait au sujet de la terre de Cartwright qui avoisine la réserve du
gouvernement, à Fort-Henry. Il demande que l'on donne instructions au
lieutenant-gouverneur du Haut-Canada de prendre les mesures nécessaires
pour faire remettre ce terrain à l'artillerie. 44
- Cartwright à Wright. Il ne se désaisira pas du terrain qu'il a à vendre
avant le 1^{er} mai 1836. Si on lui donne pas alors avis de la décision prise
par l'artillerie, il vendra son terrain au premier acheteur qui acceptera ses
conditions. 47

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
13 février,
Toronto. Campbell à Joseph. Il transmet une résolution du Conseil en réponse à sa demande de remboursement de dommages encourus à cause d'une erreur dans l'émission de sa patente. Il explique comment la cession et la réémission ont été autorisées par le procureur-général et demande qu'il ne se contente pas de la décision du sous-greffier qui a été cause de l'erreur, mais qu'il soumette la question aux officiers légaux
Page 291
- 18 février
Temple. Rolfe à Glenelg. Il n'existe pas de raison en loi pour empêcher l'exécution de la condamnation rendue contre John McAuliffe, mais celle-ci pourrait être commuée en déportation. 35
- 19 février,
Artillerie. Byham à Hay. Il désirerait connaître l'opinion des officiers de Québec sur la meilleure manière de disposer des bâtisses qui doivent être abandonnées. Il veut savoir si quelqu'une doit être conservée, à Niagara ou Amherstburg, comme commodité pour les casernes. 48
- 19 février,
Artillerie. Le même à Stephen. Au sujet du projet d'acte pour constituer en compagnie le chemin de fer Erié et Ontario, le tracé de la route n'est pas suffisamment encore déterminé pour établir jusqu'à quel point les intérêts du département seront lésés. Il existe une clause prohibitive dans la dépêche du lieutenant-gouverneur, qui n'est pas mentionnée dans le projet de loi; mais l'artillerie sera satisfaite si Glenelg donne instructions au lieutenant-gouverneur de ne pas sanctionner la loi, permettant l'arrivée du chemin à moins de 1,000 verges d'un port, sans en donner antérieurement avis à l'artillerie. 50
- 22 février,
Amirauté. Wood à Grey. Pour s'informer du calcul approximatif de l'observatoire projeté dans le Haut-Canada et si l'Assemblée paierait une partie des frais d'entretien. 11
- 26 janvier,
Huron. Cameron à la Chamble d'Assemblée. Il transmet les résolutions adoptées dans une assemblée des habitants du comté de Huron, tenue à la date indiquée à la marge; la communication de Cameron n'est pas datée. 283
- Inclus.* Résolutions blâmant la nomination de nouveaux venus à la magistrature. 284
- février,
Londres. Colquhoun à Grey. Il était allé chez lui pour obtenir une lettre d'introduction, auprès du gouverneur du Haut-Canada, pour le fils d'un respectable marchand des Indes Occidentales. 280
- 10 mars,
Greenock. Galt à Stephen. Découverte du grand marais dans la région de Huron; son dessein de le drainer. La perte de l'usage de ses membres l'empêche d'exécuter ce plan lui-même, mais son fils le ferait, si on lui accordait le temps suffisant pour prélever le capital nécessaire. 399
- Inclus.* Proposition de drainer, sans dépenses de la part de l'Etat, le grand marais qui se trouve dans la région de Huron. 401
- 17 mars
Downing
Street. Anonyme à Head. Il attire l'attention sur une clause de l'Acte constituant en compagnie le chemin de fer Erié et Ontario, laquelle empêche la compagnie de pénétrer dans les terres de la Couronne sans le consentement du roi; cette clause a été communiquée par le lieutenant-gouverneur de la province, et l'artillerie désire empêcher toute compagnie de pénétrer sur les terrains tenus en réserve à plus de 1,000 verges de toutes fortifications. 52
- 21 mars,
Temple. Officiers en loi à Glenelg. Il n'y a pas d'empêchement légal à constituer en société une académie destinée à donner l'enseignement chrétien, mais il en existe beaucoup contre l'acte, tel que présenté par Ryerson, et cela pourrait soulever de grands ennuis. Si une charte était accordée, il faudrait constituer un certain nombre de particuliers en société et pourvoir à ce que celle-ci soit continuée. 37
- 22 mars,
Canal Rideau. Etat indiquant le montant des amendes perçues. *Inclus* dans l'envoi de Spearman à Stephen, le 27 juillet 1836.
- 24 mars,
Liverpool. Baring Frères et Cie à Stephen. Ils ont reçu une dépêche pour Buchanan, consul à New-York, qu'ils expédieront par le "George Washington." 146

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
28 mars.
War Office. Walpole à Grey. Howick demande pour Orde une nouvelle lettre d'introduction auprès du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, celle qu'il a reçue ayant été adressée à Colborne. Page 111
- 28 mars,
Londres. Alder à Stephen. Inclus dans l'envoi d'un anonyme à Ripon, le 30 mars 1836.
- 30 mars. Anonyme à Ripon. Les méthodistes wesleyens demandent des secours en argent. L'agrandissement des missions méthodistes a été proposé par lui (Ripon) en 1832 et la somme de £900 fut accordée pour la construction d'églises et d'écoles. La correspondance n'indique pas que cette subvention dût être permanente, vu qu'en 1834 elle a été considérablement réduite et qu'elle n'a pas été renouvelée avant 1835. C'était l'opinion des méthodistes wesleyens qu'elle devait être permanente, de sorte qu'ils ont contracté des obligations qui deviendront probablement onéreuses. Ils réclament les arriérés qu'ils considèrent dus pour 1834 et 1835 et demandent qu'une subvention régulière leur soit accordée à même le revenu imprévu et territorial. Cela ne pourrait se faire que si la Couronne s'était vraiment engagée à supporter le poids de ces dépenses faites par les méthodistes. Il demande à Ripon de se rappeler les circonstances de la négociation. 122
- Inclus.* Alder à Stephen. Il rapporte les différents points de la négociation avec Ripon au sujet de l'octroi accordé aux méthodistes wesleyens. 125
- 30 mars,
Edinburgh. Gordon à———. Suivant le désir de lord Fife, il expose son affaire et demande d'être remis en possession de sa concession de terre dans le Haut-Canada. 403
- 31 mars,
Baltimore. Avertissement donné au secrétaire des colonies par David Brome, président de l'Association Adélaïde. 150
- 31 mars,
Baltimore. Browne à Glenelg. Il transmet une copie d'une lettre de Peter Robinson au sujet de l'Association Adélaïde; la lettre de Browne finit ainsi "Il n'est pas probable que l'on puisse trouver dans n'importe quel autre document, autant de duplicité et de fourberie." 185
- 12 avril,
Québec. Nicolls à Byam (sic). Inclus dans l'envoi de Spearman à Stephen, le 27 juillet 1836.
- 13 avril,
Leicester. Brown à Glenelg. Il propose d'activer l'émigration au moyen de tableaux. Il demande pour lui et son fils aîné, de l'emploi dans le Haut-Canada. 147
- 14 avril,
Dublin. Burdett à Grey. Les gratifications accordées aux sergents permanents et aux tambours du corps des Yeomen d'Irlande seront payées par son bureau. Il transmet une liste de personnes de divers endroits qui ont droit à ces gratifications. Existe-t-il quelqu'un devant qui leur identité doit être établie et leurs reçus attestés? 133
- Liste déjà mentionnée. 135
- 16 avril,
Liverpool. Baring Frères et C^{ie} à Stephen. L'envoi adressé à Buchanan a été expédié par le "South America." 149
- 21 avril. Le révérend James Buchanan à Glenelg. Il attire l'attention sur la détresse navrante de McIsaac, ministre de Lochiel à Glengarry. 188
- 22 avril,
Downing Street. Anonyme à Alder. Il transmet une lettre de Ripon au sujet de l'octroi accordé aux méthodistes wesleyens. 132
- a Anonyme à Head. Il transmet la copie d'une lettre de Burdett demandant qu'on l'aide à prévenir toute fraude dans le paiement des gratifications. Il a reçu avis de lui écrire directement (à Head). 134
- 23 avril,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Il transmet la copie d'une lettre de Routh annonçant que la somme de £1,733,6s, 8d. a été payée à la caisse militaire; c'est le revenu de la vente des réserves du clergé. Cette somme doit être placée dans les rentes à trois pour cent des fonds consolidés. 68
- Inclus.* Routh à Stewart. Peter Robinson a payé à la caisse militaire \$8,000 provenant de la vente des réserves du clergé. 69

1836.
26 avril, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant la copie de l'adresse de la Chambre d'Assemblée et des résolutions concernant le commerce du Haut-Canada. Page 3
- 27 avril, Downing Street. Anonyme à Head. Pour s'informer du cas de McIsaac, ministre de Lochiell, et pour demander de faire rapport. 191
- 16 mai, Toronto. Adresse de la Société de Réforme Alliance "à ses frères partisans de la réforme au Haut-Canada" signée par T. D. Morrison, maire, président; John McIntosh, vice-président; J. E. Tims et T. Parsons, secrétaires. 229
- 20 mai, Chelsea. Alger à Stephen. Demande des renseignements au sujet des salaires indiqués dans la liste. 137
Inclus. Liste des salaires. 138
- 23 mai, New-York. Colborne à Glenelg. Il remercie sa Seigneurie pour ses mots de recommandation. Il accepte la position de commandant des forces militaires dans le Bas-Canada. 281
- 23 mai, Londres. Ebbs au même. Il demande une situation dans le Haut-Canada, où il s'en va. 389
- 26 mai, Toronto. Procès-verbal du Conseil concernant la demande de Campbell que le Conseil ne peut pas appuyer. 293
- 27 mai, Downing Street. Anonyme à Brown. Il n'a pas le pouvoir de lui accorder un consulat. S'il a quelque accusation directe à porter contre Peter Robinson, le commissaire des terres de la Couronne, ou tout autre employé public dans le Haut-Canada, Sa Seigneurie fera faire une enquête, mais il ne peut forcer Robinson à répondre à une accusation aussi vague. Il est d'autant moins disposé à intervenir que des accusations contre la conduite privée de Robinson ont été portées en même temps que contre sa conduite publique. 183
- 29 mai, Canal Rideau. Règlements imposant des amendes à ceux qui causent des dommages au canal Rideau. Inclus dans l'envoi de Spearman à Stephen, le 27 juillet 1836.
- 30 mai, Temple. Les aviseurs légaux à Glenelg. Ils s'étaient opposés à l'acte tel que rédigé demandant la mise en société de l'Académie méthodiste. Après consultation avec les promoteurs, un nouvel acte a été préparé contre lequel il n'existe aucune objection. 39
- 4 juin, Québec. Routh à Head. Il ne peut pas fournir un rapport complet des dépenses concernant les sauvages dans le Haut-Canada, vu qu'il n'a pas les documents nécessaires. Il transmet des copies des rapports fournis à Gosford relativement aux sauvages du Bas-Canada. Différences caractéristiques des sauvages des deux provinces. Le projet d'établir une succursale aux Iles Manitoulin mérite d'être étudié avant de l'adopter définitivement. Ce serait utile pour visiter les sauvages, mais les dépenses que cela entraînerait rendraient le résultat douteux, à moins qu'on puisse exécuter ce projet en opérant une réduction suffisante dans les autres postes des sauvages. Projet de substituer des paiements en argent au système de distribution de présents. Cela a souvent été proposé mais a toujours été combattu par le département des Affaires des Sauvages. 81
- 7 juin, Toronto. Mémoire du capitaine Campbell à Glenelg demandant le remboursement de £2.10s. qu'il a payés à cause de l'erreur commise, lors de l'émission de sa patente, par le bureau. 286
- Un mémoire paraît avoir été antérieurement expédié au Conseil exécutif qui a pris une première décision, le 4 février 1835, et une deuxième, le 26 mai 1836.
- 8 juin, Ministère de la Guerre. Sullivan à Stephen. Il désire savoir pendant combien de temps le lieutenant-colonel Foster a pris temporairement le commandement militaire du Haut-Canada et l'allocation qui doit lui être payée en conséquence. 112
- 8 juin, Ministère de la Guerre. Le même au même. Il désire connaître le traitement et les émoluments de Wilkinson en sa qualité de juge de la cour inférieure du district ouest du Haut-Canada, ainsi que la date de sa nomination. 113

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
14 juin, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant des extraits d'une dépêche de Head ainsi que les documents mentionnés dans ces extraits. Page 4
- 16 juin, Liverpool. Baring Frères et C^{ie} à Stephen. Le paquet destiné à Buchanan, consul à New-York, est arrivé une demi-heure après le départ du *Caledonia*. Il l'expédiera par la prochaine bonne occasion. 192
- 17 juin, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant une copie de l'adresse de l'Assemblée du Haut-Canada au roi, ainsi que les documents transmis dans l'envoi de Head du 21 avril 1836. 5
- 20 juin. Robert Baldwin à Hume. Il lui transmet la lettre qu'il a adressée à Glenelg pour lui demander une entrevue afin de lui expliquer les derniers événements survenus dans le Haut-Canada, et il espère qu'il (Hume) amènera Glenelg à la lui accorder. 104
- 20 juin, Londres. Le même au même. Il considère important que la lettre de Rolph au secrétaire d'Etat soit déposée devant la Chambre des Communes de même que les autres documents. 105
- 24 juin, Artillerie. Byham à Spearman. Inclus dans l'envoi de Spearman à Stephen, le 27 juillet 1836.
- 29 juin, Trésorerie. Spearman à Stephen. Les lords de la Trésorerie désirent savoir si quelque acte concernant le numéraire a été définitivement passé et ils demandent qu'on leur fournisse une copie des actes antérieurs qui ont été abrogés. La lettre indique la valeur respective des monnaies anglaises et canadiennes. 70
- 1er juillet, Amiraute. Barrow à Stephen. Les instruments d'astronomie de Sainte-Hélène ont été placés dans l'observatoire royal de Greenwich, tel que proposé par Glenelg. 12
- 4 juillet, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant copie d'une dépêche de Head, du 28 mai 1836, contenant un numéro spécial de la *Gazette* où se trouvait publié l'avis de dissolution de l'Assemblée législative du Haut-Canada. 6
- 5 juillet, Downing Street. Anonyme au lord président du Conseil. Il transmet de nouvelles instructions, destinées à être données au lieutenant-gouverneur pour l'autoriser à sanctionner la mise en société de l' "Académie du Haut-Canada" et afin qu'elles soient soumises au Conseil des ministres. 40
- 5 juillet. Donnelly à Glenelg. Il lui a laissé une lettre d'introduction de la part d'O'Connor pour appuyer dans sa demande d'une place de professeur dans le nouveau collège de Toronto. Sa présence sera requise dans quelques jours au collège de Dublin; il ira lui demander une réponse. 305
- 6 juillet, St. James's. Arrêté ministériel sanctionnant l'émission de lettres-patentes constituant en société l'académie du Haut-Canada. 29
- 7 juillet, Lenox. Mémoire des habitants de Lennox et d'Addington pour se plaindre de l'intervention d'Hagerman lors de l'élection qui a eu lieu dans le comté. 394
- 8 juillet, Camberwell. Beeston à Glenelg. Il expose son engagement et la nature de ses services dans le bureau où se fait la vente des terres publiques. Son renvoi; il demande une enquête. 193
- 22 juillet, Bureau de l'Auditeur. Cour des comptes à la Trésorerie. Inclus dans l'envoi de Spearman à Stephen, le 24 octobre 1836.
- 23 juillet, New-York. J. Buchanan à Stephen. Il transmet le tableau des électeurs dans le Haut-Canada. Il est heureux de constater que les Irlandais sont tous loyaux, vu que c'est lui qui les a envoyés. Si toutes les dénominations religieuses possédaient les mêmes terrains publics que ceux des cures rien ne pourrait ébranler le dévouement et l'attachement de la province. Des milliers se réjouissent ici (New-York) de voir la défaite du radicalisme au Canada. 197
- Inclus. Tableau des élections du Haut-Canada d'après le "New-York Albion". 198

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
26 juillet,
Downing
Street. Anonyme à Head. Il lui transmet de nouvelles instructions qui l'autorisent à émettre les lettres-patentes constituant en compagnie l' "Académie du Haut-Canada". Aucun octroi en argent ne peut être accordé par le gouvernement, mais Head désire soumettre la question à la Chambre et proposer un tel octroi. Page 41
- 27 juillet,
Home Office. Russell à Grey. Il transmet une lettre de Baldwin qui contient des renseignements pour Glenelg. 33
- 27 juillet,
Trésorerie. Spearman à Stephen. Il transmet des copies de la lettre et les documents reçus du bureau de l'artillerie au sujet de la manière dont devaient être appliquées les amendes infligées d'après l'Acte du canal Rideau. 73
- Inclus.* Byham à Spearman. Le bureau de l'artillerie pense qu'une demande devrait être faite pour autoriser le receveur général à remettre les amendes perçues d'après l'Acte du canal Rideau, afin qu'elles soient payées à la caisse militaire. 74
- Nicolls à Byham. Il transmet une copie du règlement concernant le canal Rideau, en accord avec la clause xxi de l'acte, et un état des amendes payées suivant ce règlement et il demande que Bolton soit autorisé à retirer £41 du receveur général pour qu'ils soient remis au payeur du canal et portés à l'avoir du gouvernement comme droit de péage, et que cette méthode soit continuée à l'avenir, à moins que les lords de la Trésorerie ne préfèrent que ce paiement soit fait directement, sans l'entremise du receveur général. 76
- Règlement décrétant des amendes pour dommages aux écluses du canal Rideau. 78
- Etats des amendes perçues. 80
- 3 août,
New-York. J. Buchanan à Stephen. Il a reçu des dépêches et il les a expédiées à Head. 200
- 11 août,
Downing
Street. Anonyme à Head. Il a reçu un mémoire de Campbell du 7 juin 1836, à qui il demandera une copie, et il lui fournira les renseignements nécessaires à ce sujet. 294
- 13 août,
Brighton. E. et R. Faithfull au secrétaire des colonies. Le lieutenant Hughes à emprunté £66 d'un pauvre homme et il est parti pour le Canada où il est mort. Existe-il quelque moyen de recouvrer cet argent? 391
- 19 août. Requête de Charles Duncombe à la Chambre des Communes. Il sollicite une enquête au sujet des accusations de violence et de manœuvres illégales qui ont été encouragées par Head lors des élections. 308
- (Requête non datée; reçu à la date indiquée en marge).
- 20 août,
Londres. Adresse pour demander copie des documents relatifs à la vente ou à l'octroi de terres dans le Haut-Canada, ainsi que ceux concernant l'abandon de terres par les sauvages. 7
- 25 août,
Downing
Street. Anonyme à Head. Demande de renseignements sur certains points relatifs aux concessions de terres dans le Haut-Canada, afin de répondre à l'adresse de la Chambre des Communes. 9
- 29 août,
Clonmell. Carey à Grey. Il demande le remboursement des dépenses encourues pour le transport des dépêches. 295
- 3 septembre,
Artillerie. Elliot à Stephen. Sir Henry Vivian désire savoir si le capitaine Macaulay, des officiers du génie royaux, a été nommé à la position d'inspecteur en chef pour laquelle il avait été recommandé. 58
- 6 septembre,
Downing
Street. Lettre non signée à Head. Lettre de Carey (incluse) réclamant £50 pour dépenses encourues dans le transport des dépêches; comme celles-ci n'étaient pas d'une nature urgente et qu'il n'a pas reçu de rapport de lui (Head) il ne s'est pas cru justifiable de payer ce montant. Il désire savoir pourquoi Carey a été choisi, quelles instructions il avait reçues et s'il avait été prouvé que ces frais de voyage seraient payés. 297
- 6 septembre,
Greenock. Galt à Stephen. Il a reçu la lettre et les papiers et il a en conséquence abandonné l'entreprise. Avantageux échange que le gouvernement a fait avec la Compagnie des Terres. 406

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
12 septembre, Londres. Cox et C^o à Grey. La société désire obtenir un certificat établissant que Rowan a cessé d'être secrétaire particulier du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, afin qu'elle puisse faire sanctionner par le commandant en chef la délivrance de sa demi-solde. Page 298
- 13 septembre, Trésorerie. Baring au même. Vu la mort de Stewart et la démission de Hay, les lords de la Trésorerie nomment Spearman et Stephen administrateurs des revenus des réserves du clergé. 86
- 14 septembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Il fait rapport que Peter Robinson a été obligé, à cause de son mauvais état de santé, de démissionner et de demander au lieutenant-gouverneur de conclure un arrangement temporaire. Il désire savoir si le bureau colonial a été informé de la nature de cet arrangement. 88
- 16 septembre, Trésorerie. Spearman à Stephen. Les amendes perçues d'après l'Acte du canal Rideau doivent être uniquement employées pour les besoins du canal. 90
- 16 septembre, Londres. Duncombe à Glenelg. Il critique la lettre de Stephen et nie qu'il ait accusé qui que ce soit, et il demande que son mémoire soit favorablement examiné. 347
- 17 septembre, Londres. Blackwood à Taylor. Il sollicite son influence pour l'aider à obtenir l'une des deux positions vacantes au Canada, celle d'inspecteur général et celle de commissaire des terres de la Couronne ; c'est cette dernière qu'il préférerait. 201
- 20 septembre, Londres. Duncombe à Glenelg. Il expose au long son opinion relativement aux causes du bouleversement des affaires dans le Haut-Canada. 359
- 21 septembre. Lettre non signée de Duncombe. Sa lettre reçue. Glenelg ne considère pas nécessaire de s'occuper des accusations lancées contre le solliciteur général et il se borne à observer que des accusations, que les accusés n'ont pas eu l'occasion de réfuter, ne peuvent pas, sans entraîner d'injustice, être admises contre eux. Raison pour laquelle Glenelg a refusé de le recevoir (Duncombe). Il analyse la réclamation de Duncombe et tout en admettant la force des documents fournis, il renvoie l'affaire aux autorités du lieu pour qu'elle soit une dernière fois examinée. 353
- 21 septembre. Grey au même. Les accusations qu'il (Duncombe) a portées contre Head doivent lui être adressées aussitôt que possible et Glenelg suspendra son jugement en attendant. 386
- 25 septembre, Downing Street. Lettre non signée à Head. Les amendes prélevées d'après l'Acte du canal Rideau doivent être remises par le receveur général à l'Artillerie pour qu'elles soient appliquées aux besoins du canal. 92
- 3 octobre, Worthing. Hume à Melbourne. Inclus dans l'envoi de Melbourne à Glenelg, le 4 octobre, 1836.
- 4 octobre, Trésorerie. Baring à Stephen. Il transmet la lettre de Routh, relativement au revenu des réserves du clergé, afin qu'elle soit soumise à Glenelg. Le payeur du service civil a reçu instruction de placer la somme de £3,033 6s. 8d. qui provient des réserves du clergé. 93
- Inclus.* Rapport de Routh qui constate que le commissaire des réserves du clergé avait payé à la caisse militaire, à Toronto, la somme de £3,500, circulation de la banque d'Halifax. 95
- 4 octobre, Downing Street. Melbourne à Glenelg. Il transmet une lettre de Hume. 96
- Inclus.* Hume à Melbourne. Il lui demande de présenter au roi le mémoire des citoyens de Lennox et d'Addington dans lequel ils se plaignent de l'intervention de Hagerman dans l'élection. Il se plaint de la conduite de Glenelg vis-à-vis les partisans de la réforme dont il n'a pas voulu recevoir les représentants bien qu'ils aient parcouru 4,000 milles de distance pour l'aller voir. Il se plaint de la conduite de Head. 97
- 6 octobre, Hartford. Bidwell à Glenelg. Il a reçu, transmise du Parlement de Toronto, la communication où Sa Seigneurie exprime le désir qu'il adresse à Head une copie d'une certaine lettre, ce qu'il a refusé de faire. Il sait qu'il a pris là trop de liberté ; il énumère les objections qu'il y avait et il offre de retirer

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1856.

la lettre. Celle-ci n'était destinée qu'à le préserver contre les fausses représentations que Head pouvait faire et elle était personnelle. La dépêche de Head déposée devant la Chambre des Communes, démontre sous quel jour sont représentés ceux qui ont le malheur de lui déplaire. Les craintes qui l'ont poussé (Bidwell) à écrire à Sa Seigneurie ne manquaient point de bon sens. Page 203

21 octobre.
Downing
Street.

Grey à Hume. Glenelg a reçu sa lettre, à l'adresse de Melbourne, dans laquelle il se plaint de Head. Une meilleure occasion se présentera probablement avant longtemps pour discuter l'administration des affaires du Canada. Cela ne servirait de rien de la discuter actuellement, mais il saisit l'occasion de dissiper ses illusions au sujet de Baldwin et de Duncombe, représentés comme les agents des réformistes. Ils ne sont les agents de personne. Quant aux accusations portées contre Head, on a demandé aux accusateurs de les mettre par écrit, car ce n'est que sous cette forme qu'elles peuvent être nettement formulées, bien comprises et soumises à une enquête complète. 100

22 octobre,
Amirauté.

Barrow à Stephen. Il transmet une copie de lettre de Airy au sujet des instruments d'astronomie de Saint-Hélène. Le surintendant a reçu avis de les mettre en lieu sûr jusqu'à ce qu'ils soient demandés. 13

Inclus. Airy à Wood. Il fait des observations relatives aux instruments qui viennent de Sainte-Hélène. Il en recommande le déménagement vu qu'il n'y a pas de place où les déposer, à l'observatoire. 14

Observations au sujet des instruments.

Au sujet du cercle mural contenu dans la boîte 1. 15

Au sujet de l'appareil dans la boîte 2. 16

Au sujet de la chaîne d'observation dans la boîte 3. 18

Au sujet de l'horloge fabriquée par Barraud, boîte 4. 18

Au sujet du télescope, dans une boîte en acajou, contenu dans la caisse 5. 19

Au sujet du porte-télescope dans la caisse 6. 20

24 octobre,
Trésorerie.

Spearman à Stephen. Il transmet le rapport de la cour des comptes relativement à la différence due par Dunn, le receveur-général, pour l'année 1834, et il demande que, malgré le montant des garanties, des mesures soient prises par le lieutenant-gouverneur pour la garde de telle partie des épargnes, qui peut être nécessaire pour les dépenses ordinaires, en déposant ce montant en sûreté et dont il ne pourra être disposé que sur les ordres réunis du receveur général et de deux des principaux employés du gouvernement. 106

Inclus. Cour des comptes à la Trésorerie. Elle attire l'attention sur les montants considérables déposés entre les mains du receveur général du Haut-Canada et sur la probabilité que ces sommes augmenteront encore. 108

26 octobre,
Amirauté.

Byham à Stephen. Au sujet des réserves, le lieutenant-gouverneur a transmis un rapport du commandant des soldats du génie royal au sujet duquel l'opinion du bureau de l'Artillerie est requise. Le bureau approuve généralement le rapport, si ce n'est qu'il ne voit point la nécessité de conserver les réserves qui sont seulement occupées comme positions de campagne, telles que Quenstown, Chippawa, Chatham et Burlington. Dans un cas de guerre, tout le pays serait soumis aux manœuvres militaires et les constructions privées pourraient être utilisées dans ce but plutôt que dans un autre. Le maintien de Saint-Joseph, Amherstburgh et Pointe-Edouard ne se fera que si l'on en fait de nouveau des stations navales. 59

Octobre (?).

Mémoire de Charles Duncombe demandant le titre, sujet à la taxe ordinaire, d'un terrain qu'il détient en vertu d'un bail Brant. Nature de ce genre de bail. Il croit qu'il l'aurait obtenu, si ce n'eût été des votes indépendants qu'il a donnés dans la Chambre. 316

Inclus. Duncombe à Jamieson, procureur général, au sujet de la portée de la loi des étrangers et il demande, si les baux Brant étaient ratifiés, si le

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

titre serait à son nom ou si les héritiers de Malloy ou la Couronne pourraient le déposséder. Page 323

Opinion de Jamieson, procureur général, à Duncombe. 326

Opinion, soigneusement élaborée, de Jamieson au lieutenant-gouverneur. 329

Opinion de Hagerman, solliciteur général, au lieutenant-gouverneur. 334

Rowan à Duncombe. Le lieutenant-gouverneur ne pourrait que référer sa demande aux officiers en loi de la Couronne, et si la propriété eut dû être confisquée, le gouvernement local ne peut point lui accorder de patente, et le lieutenant-gouverneur ne peut transmettre la demande au gouvernement de Sa Majesté si les réclamants ne sont satisfaits. 339

Rowan à Duncombe. Il transmet les arrêtés ministériels que le lieutenant-gouverneur regrette de voir défavorables à sa demande. Il peut obtenir, s'il le désire, les opinions des officiers légaux. 340

Copie de la minute du Conseil. Le Conseil ne peut pas recommander la confirmation du titre de Duncombe. 341

Rowan à Duncombe. Il transmet le rapport des commissaires des sauvages des Six-Nations. 342

Rapport de Hepburne, commissaire des Six-Nations, qui établit que Duncombe a acheté le terrain lors de la dernière vente à Brantford; et il ne voit aucune raison pour empêcher Duncombe d'obtenir ses lettres-patentes. 343

1er novembre, Nelson. Ferguson à Glenelg. Il démontre la nécessité d'épurer cette partie du système judiciaire qui est administrée par les shérifs. 392

19 novembre, North Leith. Le révérend James Buchanan à Glenelg. Il renouvelle ses représentations au sujet de McIsaac, ministre à Lochiel. 207

21 novembre, Horse-Guards. Fitzroy Somerset à Stephens. Il communique la demande, faite par le major Fortye, du 7e bataillon des Vétérans Royaux, que son fils soit autorisé à construire une maison pour l'usage de sa famille (major Fortye) et qu'il lui soit permis, sans se soumettre aux règlements concernant les colons, de faire traite pour le tiers du montant retenu de sa commission sur MM. Cox et Cie. 25

29 novembre, Downing Street. Lettre non signée à Head. Copie de la correspondance expédiée au sujet de la demande du major Fortye de diminuer à son égard la rigueur des règlements; sa demande a été accordée vu les circonstances, mais cela ne fera pas précédent. 26

8 décembre, Downing Street. Lettre non signée à Barnham. Glenelg ne s'explique pas pourquoi le paquet de documents n'a pu être déposé au bureau de poste de Liverpool, vu qu'il n'y avait aucun avantage dans la venue de Barnham à Londres. Ce serait d'ailleurs un mauvais précédent que de se soumettre à cette demande. 216

23 décembre, Addington. L'archevêque de Canterbury à Glenelg. Il recommande dans le Canada, l'établissement d'un nouveau diocèse délimité par les bornes du Haut-Canada. Avantages qui en découleraient. 299

30 décembre, Artillerie. Byham à Stephen. Les officiers intéressés doivent s'assurer si les deux acres de terre, avoisinant le marché, à Niagara, que l'on propose de vendre, sont occupés par l'Artillerie. S'ils le sont, ils pourraient être mis en vente avec le consentement du commandant en chef; s'ils ne le sont pas, l'on doit faire rapport au lieutenant-gouverneur et l'informer que le terrain n'est pas utile à l'Artillerie. 61

Inclus. Rapport de Nicolls, le commandant des officiers du génie royal. Il recommande de diviser en lots les deux acres avoisinant l'emplacement du marché, à Niagara, et de les vendre à l'enchère publique. 62

— décembre, Downing Street. Lettre non signée au rév. J. Buchanan. Il explique longuement les raisons de la discontinuation de l'octroi à la congrégation de Lochiel. 211

Pas de date. Barnham à Grey. Il demande le remboursement des dépenses encourues pour le transport des dépêches. 215

1837.
5 janvier,
Downing
Street.

Glenelg à l'archevêque de Canterbury. Il propose de consulter l'évêque de Québec, actuellement à Brighton, au sujet du nouveau diocèse. Il craint qu'il ne survienne quelque difficulté relativement à l'établissement récent du diocèse de Montréal. Il ne peut promettre de traitement à aucun nouvel évêque au Canada. La promesse a été faite à la Chambre des Communes qu'il ne serait demandé aucune nouvelle allocation pour l'Eglise d'Angleterre du Canada. Il espère que l'Assemblée législative y pourvoiera.

Page 302

19 décembre,
Downing
Street.

Lettre non-signée à Spearman. Glenelg attire l'attention sur la lettre, du 21 juin dernier, qui contient la dépêche du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada au sujet de la circulation monétaire, et il désire savoir quel avis il doit donner au roi relativement à l'Acte concernant la circulation monétaire du Haut-Canada.

72

DIVERS, 1836.

Q. 395—1-2-3.

1818.

La 1^{re} partie comprend de 1 à 260 ; la 2^{me} partie de 261 à 503 ; la 3^{me} partie de 504 à 793.

26 février.

Bathurst à Smith (extrait). Aucune autre restriction ne sera imposée dans le choix des colons par Talbot que celles stipulées par les actes du parlement.

492

1833.
10 novembre,
Portsmouth.

D'Urban à Hackett. Inclus dans l'envoi de Hackett à Glenelg, le 11 janvier 1836.

1835.
28 mai,
Toronto.

Strachan à ———. Inclus dans l'envoi de Strachan à Glenelg, le 14 mai 1836.

5 juillet,
Downing
Street.

Glenelg à ———. Il a reçu une lettre de l'archidiacre Strachan dans laquelle ce dernier expose avec insistance ses titres à la position d'évêque suffragant, s'il en est nommé un. Son impuissance à opérer la division du diocèse et sa satisfaction pour les témoignages rendus aux mérites de Strachan.

485

30 juillet,
Downing
Street.

Glenelg à Colborne. Inclus dans l'envoi d'un anonyme à Head, le 18 juin 1836.

1836.
11 janvier,
Teignmouth.

Hackett à Glenelg. Il expose les services qu'il a rendus dans la Guyane Anglaise et demande une situation, ou une concession de terre, dans le Haut-Canada afin qu'il puisse pourvoir aux besoins de sa nombreuse famille.

3

Inclus. D'Urban à Hackett. Il certifie la bonne conduite et les capacités d'Hackett comme employé public, pendant qu'il (D'Urban) était le gouverneur de la Guyane Anglaise.

6

29 janvier,
Londres.

Jones à Glenelg. Il transmet les documents en faveur d'une pension que réclame M^{me} Buell, la veuve d'un loyaliste. C'est la seule veuve de loyaliste qui ne retire point de pension.

78

Inclus. Jones à Howick. Il transmet les documents à l'appui de la pension que demande M^{me} Buell en sa qualité de veuve de loyaliste.

79

29 janvier,
Londres.

Jones à Glenelg. Il transmet les documents qui se rapportent au capitaine Sherwood, qui demande qu'une pension lui soit accordée en retour de ses importants services.

80

30 janvier,
Londres.

Le même au même. Sacrifices que son père et ses oncles ont faits en qualité de loyalistes de l'Empire-Uni. De la nombreuse famille de son père, il ne reste plus que lui et l'un de ses frères. Il demande une position. Il s'attendait à ce que la position de juge en chef de Terre-neuve fût vacante à son arrivée en Angleterre et qu'il aurait pu parfaitement la rem-

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- plir. S'il n'existe pas de position convenable, il considère qu'il a droit à une place dans les Conseils législatif ou exécutif de sa province natale. 81
- 1er février, Dublin. Le docteur Robinson à Grey. Il demande la légalisation de la signature de Colborne. Page 202
- 1er février, Toronto. La lettre est adressée à sir *Charles* Grey au lieu de sir *George*. McKenzie à ———. Si les instructions confidentielles données à Head lui permettent d'appeler au Conseil exécutif des hommes tels que le docteur Rolph, le docteur Baldwin et Dunn, s'il désire profiter de leurs services et si eux-mêmes consentent à accepter ces positions, les déficiences des ordres de Glenelg pourront passer; sinon, sir Francis aura probablement peu d'agrément. Pour plaire au parti tory, son parti peut adopter le septième rapport sur les griefs encore et encore, et si les représentants actuels sont renvoyés devant leurs électeurs, leurs successeurs seront plus difficiles à satisfaire. Les principes de la réforme gagnent du terrain à Toronto et à Québec. Colborne était un homme sans énergie que l'on trompait, mais il était bon, généreux et bien intentionné. Il a une belle famille et son déplacement est un bienfait. Il ne sait pas comment le maintien en office de Hagerman, de Markland, de Robinson et autres, qui ont protesté contre la dépêche de Ripon, peut s'accorder avec les instructions données. Cela devrait être étudié. Il lui est inutile de protester de son attachement sincère aux institutions britanniques et anglaises; malheureusement les ministres qui font de ces retentissantes protestations dans la Chambre des Communes, inspirent par leurs actes du dégoût chez les Canadiens. 109
- 4 février, Lambeth. Sherlock à ———. A cause d'une attaque de paralysie qui l'a tenu au lit et à la chambre pendant douze mois, il demande une concession de terrain au gouvernement; si elle n'est pas approuvée, elle pourra être annulée sans entraîner de dommages au gouvernement, vu que le lot sera facilement vendu. 460
- 7 février, Toronto. McKenzie à Stephen. Il a inclus la dépêche de Glenelg, publiée en brochure; les procès-verbaux de la Chambre étant imprimés tous les jours, il (Stephen) pourra en prendre connaissance plus vite qu'auparavant. Adresse expédiée au lieutenant-gouverneur lui demandant de choisir un Conseil exécutif en qui l'Assemblée législative et lui puissent avoir confiance; s'il ne le fait pas, il ne peut pas voir quelles autres concessions ont pu être faites en dehors de la démission de Colborne et de la nomination de Head. Les réformes que Glenelg propose ne sont que de pures duperies, si elles doivent être exécutées par des hommes opposés au parti de la réforme. L'Assemblée a exprimé son approbation du célèbre rapport des griefs et a transmis une adresse à Head pour lui communiquer les résolutions adoptées. Tristes effets du système actuel; mais rien ne peut prolonger le triomphe de la minorité sur la majorité. 112
- 9 février. Le docteur Robinson à Grey. Il le remercie de sa lettre; il envoie l'honoraire dû pour la légalisation de la signature de Colborne. 203
- 11 février. Jones à Glenelg. Il le remercie de sa lettre au sujet du projet de loi pour instituer la compagnie d'assurances sur la vie et de prêt du Haut-Canada. Il s'est mis à douter cependant, pour les raisons données, que Head se sente autorisé à le sanctionner. 86
- 12 février, Londres. Ryerson à Grey. Il transmet un état relatif à la société littéraire du Haut-Canada. Il envoie le dernier rapport des missions à propos des résultats opérés par le christianisme sur les sauvages et il lui demande de le passer à Glenelg quand il l'aura examiné. Comme c'est la seule copie qu'il a pu obtenir, il demande de la lui renvoyer. Le rapport démontre que l'octroi que le gouvernement avait commencé d'accorder en 1833, a été entièrement dépensé pour les sauvages; aucune partie n'a servi aux missions méthodistes. Secours apporté aux sauvages par le gouvernement des Etats-Unis. 263

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1829.
12 février,
Londres.

Le même à Glenelg. Il envoie un exposé écrit au sujet de l'institution littéraire à propos de laquelle il a eu une entrevue avec lui ; il demande de bien examiner la question et il transmet une copie de la charte projetée.

Page 271

Inclus. Exposé écrit. 276

Charte proposée. 291

13 février,
Londres.

Stewart à Stephen. Il sollicite ses bons offices. 462

Inclus. L'évêque (anglican) de Québec. Il désire lui rappeler la demande faite au secrétaire des colonies (Goderich) de la somme de £50 pour le révérend A. Bethune, en retour des services qu'il a rendus au clergé ; Colborne a écrit à Goderich à ce sujet. 463

19 février,
Londres.

Jones à Glenelg. Nouveaux détails relatifs à l'établissement de la compagnie de Prêt et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada. 88

23 février,
Londres.

Ryerson au même. Il renouvelle sa demande d'une subvention pécuniaire pour l'Académie du Haut-Canada ; il offre de lui fournir tous les renseignements supplémentaires qu'il peut désirer. 300

25 février,
Londres.

Jones au même. D'après la constitution, le gouverneur ne peut pas, après avoir réservé un bill, le confirmer ensuite par proclamation ou autrement ; cela ne peut être fait que par le conseil des ministres. Ce serait alors inutile de soumettre la question aux officiers en loi de la Couronne du Haut-Canada. Il n'y aurait qu'un seul moyen d'é luder la difficulté et il désirerait en causer avec lui personnellement. 89

25 février,
Toronto.

Rolph à McDonald. Il a transmis sa lettre au lieutenant-gouverneur. Il conseille certains changements qu'il lui demande de faire. 222

26 février,
Toronto.

Hewson à Hay. Il a reçu une lettre de Hay lui apprenant qu'il n'avait pu transmettre sa demande, vu qu'il n'existait pas d'Association coloniale de l'Amérique du Nord d'Irlande. Il a appris depuis que cette société devait prochainement fonctionner. Le juge en chef serait heureux si son opinion (Hewson) pouvait être transmise. 9

27 février,
Downing
Street.

Lettre non signée à Head. Il envoie la copie d'une lettre de Jones par laquelle il demande une situation de juge ou bien d'être nommé membre du Conseil législatif ou exécutif. Il envoie aussi une copie de la réponse, dans laquelle il verra que Jones a été informé que la recommandation du gouvernement de la colonie était nécessaire pour être appelé au Conseil législatif ou exécutif. 85

27 février,
Londres.

Jones à Stephen. Il craint d'échouer tant dans sa mission publique que dans ses affaires privées. 90

27 février,
Londres.

Le même à Glenelg. Il serait heureux si le projet de loi constituant la Compagnie de prêts et d'assurance sur la vie était immédiatement sanctionné. Si cela ne se pouvait, comment faudrait-il procéder pour réussir ? 92

29 février,
Downing
Street.

Grey à Ryerson. Les sentiments de Glenelg relativement aux avantages de la propagation de l'instruction sont les mêmes que ceux de Ripon et c'est son devoir autant que sa satisfaction d'appuyer les désirs de Sa Majesté sur ce point, mais le transfert de l'administration du revenu territorial et imprévu empêche le gouvernement d'obérer davantage ce revenu et il ne serait pas justifiable de demander au gouvernement impérial de prendre la place du gouvernement local, auquel seul il faut s'adresser, et Glenelg ne peut qu'avoir confiance qu'une question aussi importante ne suscitera pas de luttes de partis quant au mode de concession de terre. Ce système a été complètement changé depuis la concession faite au collège du roi, et il ne se fait plus de concessions gratuites. 266

— février.

Lettre non signée au procureur général et au solliciteur général. Il leur donne instruction de faire rapport au sujet de la charte projetée de l'Académie wesleyenne. 273

Février (?).

Rolph à Head. Il transmet la lettre qu'il vient justement de recevoir, afin qu'il ne perde pas son temps à des démarches inutiles. Importance

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- qu'il y a de ne pas se départir du système de promotion des officiers de la milice du Canada. Page 221
- Février (?),
Downing
Street. Lettre non signée au même. L'attention a été attirée sur une dépêche adressée à Ripon relativement à une réclamation faite par Bethune, en retour des services rendus à la communauté religieuse; l'évêque de Québec a fait un rapport à ce sujet pour recommander qu'une somme de £50 lui soit payée, mais aucun exposé de la nature de ces services n'a été fait. Il n'a pas l'intention de discuter la décision de l'évêque, mais il faut des détails supplémentaires. 464
- 3 mars,
Londres. Hutt à Grey. Il transmet une lettre pour qu'elle soit remise à un pauvre émigrant. 12
- 3 mars,
Londres. Ryerson au même. Nouvelles raisons à l'appui de la demande d'une subvention pécuniaire pour l'Académie du Haut-Canada. 303
- 21 mars,
Londres. Le même à Stephen. Il exprime sa reconnaissance pour sa bonté et celle de Glenelg. Les officiers en loi ont promis de ne pas retarder de faire rapport au sujet de la charte, qu'il espère pouvoir être bientôt accordée, afin qu'il puisse être en position d'emprunter l'argent pour tirer les administrateurs d'embarras. 312
- 21 mars,
Londres. Le même au même. Il le remercie de sa bonté. Quel que soit le succès qu'il obtienne dans sa demande, il sent qu'il en sera redevable à lui (Stephen). Il avait compris par les lettres de Glenelg qu'en pressant l'affaire, ce serait vouloir enfreindre la décision du gouvernement dans sa méthode d'administrer les affaires du Haut-Canada. Il ne demande pas d'argent, ni pour lui ni pour les méthodistes wesleyens, mais pour l'académie, si cela peut se faire sans heurter les plans du gouvernement. Il repose sa confiance en lui. Services qu'ont rendus son père et ses frères. 321
- Prospectus de l'Académie de Cobourg accompagné de recommandations données par diverses personnes. 326
- Londres. Ryerson à Glenelg. Ripon confirme l'exposé relatif à l'octroi accordé au comité de méthodistes wesleyens. Il demande qu'il lui envoie la lettre de recommandation promise. 314
- 22 mars,
Londres. Le même à Stephen. Il se rappelle parfaitement sa lettre du 3, dans laquelle il exprimait sa détermination de ne pas appuyer la demande de subvention pécuniaire faite par la conférence wesleyenne et il demande de considérer ses explications comme simplement destinées à lever les difficultés qui peuvent exister dans l'esprit de Glenelg. Il déclare qu'il serait inutile de s'adresser à l'Assemblée législative locale. 316
- 24 mars,
Londres. Phillpotts à Glenelg. Il demande que son frère soit nommé inspecteur général dans le Haut-Canada. 189
- 25 mars,
Teignmouth. Hackett à Grey. Il exprime sa reconnaissance à Glenelg pour la lettre d'introduction au gouverneur du Haut-Canada. Il s'offre de prendre charge de toute communication que lui ou Glenelg pourrait désirer envoyer. 13
- mars. Ryerson à ——. Il a vu Ripon au sujet de la subvention destinée au comité wesleyen. S'il peut en avoir le temps, il lui rapportera le résultat de l'entrevue. 315
- 4 avril,
Londres. Ripon à Glenelg. Il se rappelle parfaitement ses rapports avec les méthodistes wesleyens et le désir qu'ils avaient de s'allier à leurs confrères d'Angleterre. Voyant l'importance de leurs desseins, il a donné instruction de leur venir pécuniairement en aide, bien qu'il ne pût pas s'engager pour la continuation de ce secours. Il ne connaît rien qui le lie, lui ou ses successeurs, à accorder une somme déterminée, mais, s'il était demeuré en fonction, il n'aurait point conseillé d'en suspendre le paiement. 204
- 5 avril,
Toronto. Rapport de la Chambre d'assemblée sur l'affaire Hopkins. Inclus dans l'envoi d'un anonyme à Head, 18 juin, 1836.
- 5 avril,
Londres. Jones à Glenelg. Il demande une prolongation de congé. 94
- 13 avril,
Downing
Street. Grey à Jones. Vu les circonstances, Glenelg accordera le congé demandé à partir du 21 courant, date où son congé expirait. 95

1836.
13 avril,
Downing
Street. Stephen à Ryerson. Il expose les objections que trouvent les officiers en loi de la Couronne à la charte projetée de l'Académie du Haut-Canada ; les aviseurs légaux recommandent que par l'Acte certaines personnes soient nommées comme demandant l'établissement en société et que la continuation en soit maintenue par un corps reconnu ou un fonctionnaire spécial. Page 274
- 15 avril,
Londres. Ryerson à Stephen. Il discute les objections que soulèvent les officiers en loi de la couronne contre l'acte destiné à constituer en compagnie l'Académie Cobourg. 337
Inclus. Constitution d'un "Séminaire d'éducation qui doit être établi sous la direction de la conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne du Canada." 351
- 20 avril,
Downing
Street. Lettre non signée à Ryerson. Il a reçu la lettre où il propose les moyens de prévenir les objections des officiers en loi relativement à l'Acte constituant en société l'Académie du Haut-Canada. Glenelg a donné avis aux officiers en loi de lui accorder une entrevue dans laquelle ils pourraient chercher s'il n'existait pas de moyens légaux par lesquels il atteindrait son but. Glenelg serait content de voir les obstacles levés. 353
- 22 avril,
Downing
Street. Lettre non signée à Ryerson. Glenelg ne se sent pas libre d'abandonner la décision qu'il a prise au sujet de la demande de subvention de l'Académie Cobourg. Il transmet la copie de la réponse faite par Ripon à ce sujet, en 1832, à la Société Wesleyenne. 319
- 23 avril,
Toronto. Hopkins à Joseph. Inclus dans l'envoi d'un anonyme à Head, le 18 juin 1836.
- 25 avril,
Eckington. Mémoire de Joseph Hutton exposant la cause des dispositions séditeuses des deux provinces qu'il attribue aux ambitions de deux avocats qui désirent les positions de juge en chef ou autres fonctions semblables. Papineau dans le Bas-Canada et Bidwell, qui se sert comme agent d'un imprimeur déchu, McKenzie, dans le Haut-Canada. Accorder cela ne servirait qu'à soulever une multitude de protestants qui seraient prêts à recommencer les mêmes manœuvres pour obtenir de semblables avantages. Le plus sérieux grief du Haut-Canada consiste dans le besoin d'un port d'entrée. On pourrait y remédier en établissant un bureau de douanes sur une petite île, entre Montréal et Laprairie. Difficulté que rencontre le projet d'unir les deux provinces. 18
- 26 avril,
Downing
Street. Lettre non signée à Head. Mémoire reçu de Talbot au sujet de la colocation, apparemment parce qu'il prévoyait quelque plainte. S'il en était fait, Talbot peut être convaincu qu'aucune détermination ne sera prise sans que son mémoire n'ait été examiné. 494
- 27 avril,
Toronto. Rolph à Glenelg. Il parle de sa nomination à la position de conseiller exécutif et de sa démission. Il ajoute une copie imprimée de la lettre de Baldwin à Perry où se trouvent les détails. 206
(La copie de la lettre imprimée est dans le volume 389).
- 30 avril,
Toronto. Hopkins à Glenelg. Il transmet les documents relatifs à son affaire. Il ne peut pas trouver de copie des témoignages rendus devant le comité, mais il envoie les noms des témoins. 21
- 30 avril,
Downing
Street. Lettre non signée au procureur général. Il lui demande d'accorder une entrevue à Ryerson au sujet du projet de constitution en société de l'Académie du Haut-Canada. Le gouvernement de Sa Majesté est désireux de se rendre au désir des requérants. 354
- Avril (?),
Londres. Thornley à Grey. Il demande à Head une lettre en faveur de John Langton, de Liverpool. 495
- 7 mai,
Londres. Ryerson à Glenelg. Il signale les erreurs qu'il considère avoir été commises par Head au sujet du Conseil exécutif et il expose ce qui aurait dû être fait. Le ton indigne des réponses soulèvera les préjugés du peuple contre Head. Habilité de Head. L'excitation de son esprit a excédé le calme de son jugement. Il prétend que la nomination des conseillers actuels

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

ne devait pas être ratifiée, mais que l'avantage soit donné aux anciens conseillers de reprendre leurs fonctions. Propositions longuement énoncées relativement à l'administration des affaires du pays. Page 356

9 mai,
New York.

Mackenzie à Stephen. Bien qu'il n'ait pas reçu de réponse, il n'en est pas moins disposé à lui écrire quand l'occasion s'en présente. Il reproche au bureau des Colonies d'avoir sanctionné la charte des banques et il fait divers autres reproches. Il lui a adressé les procès-verbaux de la Chambre qui étaient imprimés tous les jours ; il en a envoyé une copie à Hume. A moins que le bureau des Colonies ne change ses méthodes, il surviendra des malheurs ; les Canadiens voient ses injustices. Il souhaite ardemment que les whigs et tous ceux qui s'y rattachent soient expulsés du pouvoir et que les réformistes ou le duc y soient appelés. Jamieson n'est pas un réformiste, selon que l'on a prétendu ; les manœuvres électorales ont porté temporairement bonheur à Leeds. Contradiction dans les actes du bureau des colonies. Il faut louer le ciel de ce qu'ils vivent à côté du pays le plus florissant de la terre, sans cela ils renouvelleraient les misères de l'Irlande. Il réitère ses accusations de duperie et de mauvaise foi à l'adresse de Head. 116

Inclus. Avis donné au public d'éviter de signer une pétition d'une nature très séditieuse. 124

Discours fait par le lieutenant-gouverneur lors de la prorogation. 126

Délibérations de la Chambre d'Assemblée. 148

12 mai,
Westminster.

Talbot à Grey. La famille de l'oncle de Walker, M.P. pour Wexford, Canada, désire savoir entre quelles mains est sa propriété, vu qu'aucun document n'établit qu'elle ait été vendue. 496

Inclus. Acte contenant le contrat de vente d'une terre de York à Thomas Bingle. 497

Une note dit : " Cette terre a été achetée de M. Thomas Bingle par M. John Miles Jackson, de Southampton, le 6 mars 1810, et a été vendue par lui à M. Peter Walker, le 26 avril 1810.

14 mai,
Toronto.

Joseph à Stephen. Envoie des copies certifiées du rapport du comité choisi. La copie imprimée eût été plus commode pour la lecture, mais elle ne contient pas l'annexe. Head a fait des observations sur des bandes de papier dans le rapport envoyé, mais il n'en a pas gardé copie. 96

14 mai,
Toronto.

Strachan à Gienelg. Lui donne l'espoir d'être nommé évêque dans le cas où le diocèse de Québec serait divisé, ou d'être son suffragant pour donner l'aide nécessaire au vénérable chef de l'Eglise dans ces provinces. Suit la recommandation de discontinuer d'occuper un siège dans le Conseil exécutif. Il avait obéi à cette recommandation de sorte qu'il n'y avait pas même l'apparence d'un prétexte qu'il se mêlât d'affaires politiques. Rappelle la nomination du docteur Mountain qui passe par-dessus lui, bien qu'étant un homme plus jeune que lui. Expose ses services pour la cause de l'éducation. Son vif ressentiment de l'injustice s'il n'est pas nommé évêque. 470

Inclus. Strachan à ———. Envoie des observations sur l'église établie au Canada. Remarques sur la nomination de Stewart au siège épiscopal de Québec, bien que lui (Strachan) ait travaillé plus longtemps et avec de meilleurs résultats. Ses services dans l'Eglise. 478

24 mai,
Downing
Street.

Sans signature à Head. Envoie une note et un document inclus de M. Talbot demandant des renseignements sur les terres dans le Haut-Canada. 499

31 mai,
Downing
Street.

Sans signature à Hurd. Dans les circonstances ne peut le remplacer dans sa charge d'arpenteur général qu'il avait convenu de résigner. La convenance de la ligne de conduite suivie par Head. Quant à une allocation de retraite il n'y a pas de fonds dans la Grande-Bretagne sur lequel on puisse tirer, mais Head recevra instruction de soumettre la question à la législature du Haut-Canada. 16

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
4 juin,
Londres. Ryerson à Grey. Avait reçu de bienveillantes lettres du procureur et du solliciteur général au sujet du projet de charte de l'Académie du Haut-Canada. La charte est maintenant au bureau colonial. Remarques sur l'Académie, ses moyens et ses objets. Page 387
- 8 juin,
Londres. Le même au même. A reçu la charte proposée par les officiers en loi, qui est parfaitement acceptable, excepté qu'il demande que le mot "Church" soit inséré au lieu de "Connection" et il croit que les avocats, de la Couronne n'ont aucune objection au changement pour la raison que les ministres ne sont pas autorisés pour la Wesleyan Methodist "Connection", mais pour la Wesleyan "Church". 393
- 14 juin,
Londres. Baldwin à Hume. Incluse dans Hume à Glenelg, 16 juin 1836.
15 juin,
Londres. Ryerson à Glenelg. Envoie des observations sur les principaux sujets de l'agitation canadienne, savoir, les réserves du clergé, le Conseil législatif et le gouvernement exécutif. Les observations sont assez longues. 398
- 16 juin,
Londres. Un P.S., du 17, dit qu'il avait reçu des lettres de messieurs bien renseignés dans différents districts du Haut-Canada, s'accordant tous à dire que la majorité appuie Head, et est mécontente de l'attitude de l'Assemblée. 420
Hume à Glenelg. Son vif désir de voir régler les difficultés survenues entre l'Assemblée et Head l'induit à transmettre les opinions de Baldwin sur le sujet. La décision favorable au sujet des bills pourra empêcher quelques-unes des conséquences que redoute Baldwin. Étant retiré de la vie publique ses opinions méritent une plus grande attention. 42
- juin,
Downing
Street. *Incluse.* Baldwin à Hume. Ne peut s'empêcher d'exprimer son opinion sur l'état alarmant des affaires publiques dans le Haut-Canada; qu'il faut de promptes concessions pour faire revivre la confiance. Les propositions sont divisées en quatre chefs, qu'il étudie au long. 45
- 17 juin,
Londres. Non signée à Ryerson. Glenelg n'a aucune objection à substituer le mot "Church" au mot "Connexion". Sa Seigneurie pense que le chiffre des biens à placer entre les mains de syndics devrait être limité à £2,900. S'il consent à cette limite, Glenelg recommandera d'accorder la charte. Il n'a pas le pouvoir d'accorder une aide pécuniaire. Tant qu'on n'aura pas réglé la question de l'affectation du casuel et du revenu territorial, Glenelg ne se croirait pas justifiable de les affecter à un autre objet. Le regret de Sa Seigneurie de ne pouvoir aider un établissement auquel il porte un si vif intérêt. 395
- 18 juin. Ryerson à Grey. Accepte la limite de £2,000 à posséder par les syndics de l'Académie. Se lamente de ce qu'on ne puisse accorder aucune aide pécuniaire. S'il peut obtenir au moyen de souscriptions particulières assez d'argent pour sortir les syndics de leurs embarras, il ne doute nullement qu'une assemblée future aidera à encourager les objets de l'Académie. Exprime sa vive reconnaissance de la bonté de Glenelg. 421
- Non signée à Head. Envoie une lettre d'Hopkins avec copie de l'adresse de la Chambre d'assemblée au sujet de la réclamation d'Hopkins des terres dans Vespra, sur laquelle il se garde à présent de faire des observations, si ce n'est de recevoir de lui (Head) une communication sur le sujet. 23
- Incluse.* Hopkins à Joseph. Explique pourquoi il a présenté sa cause à l'Assemblée législative au lieu de s'adresser au lieutenant-gouverneur; croit qu'un rapport de l'Assemblée donnerait plus de force au lieutenant-gouverneur. 28
- Rapport de la Chambre d'assemblée sur la cause de Hopkins. 24
- Glenelg à Colborne. Remarques sur la réclamation de Davidson à des terres dans le canton d'Humberston, requises pour le canal Welland et qui avaient été concédées 35 ans auparavant mais non habitées; c'étaient des marais sans valeur jusqu'à ce que le canal Welland leur en eût donné. 33
- 21 juin,
Campden
House. Lady Head à Stephen. Abandonnera Little Hampden House et ira passer une semaine chez son frère, lord Somerville, 28 Hill Street, Berkley Square. 55

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- 22 juin. Non signée à Hume. A reçu sa lettre du 16 avec celle de Baldwin. Il ne croit pas qu'il soit de l'intérêt du public de communiquer personnellement avec Baldwin sur les affaires du Haut-Canada, mais Sa Seigneurie accordera une considération attentive à toute communication par écrit venant de Baldwin ou de n'importe quel autre gentleman. Page 44
- 23 juin, Hume à Glenelg. Fait des remontrances au sujet du refus d'accorder à Londres. Baldwin une entrevue personnelle au sujet des affaires du Canada. 56
- 23 juin, Glenelg à Hume. Est surpris du ton de ses remarques. Il (Glenelg) est Downing Street. si éloigné de refuser de recevoir des renseignements, qu'il en désire toujours vivement, et la lettre même sur laquelle on fait des commentaires exprimait son désir à cet effet. Il lui appartenait de décider si les renseignements devaient être donnés dans une conversation ou par écrit, et il préférerait ce dernier mode comme étant la meilleure manière de s'entendre. Il ne voit aucun motif de changer de décision. 60
- 27 juin, O'Connor Don à Glenelg. Présente Donnelly qui possède une haute instruction scientifique et littéraire, et désire être nommé professeur dans Londres. l'université qu'on est sur le point d'établir dans le Haut-Canada. 186
- 29 juin, Reade à Glenelg. Envoie un exposé de l'état politique dans le Haut-Canada. Il se fait une réaction contre le républicanisme qui levait la tête Londres. parmi quelques exilés de bas étage. Le courage des partisans de la constitution et leur détermination de conserver le lien qui les unit à la Grande-Bretagne. Des adresses de chaque canton et village arrivent à Head, qui a convaincu une vile faction démocratique de l'honnêteté de ses intentions. La milice du Haut-Canada ne désire aucunement la démocratie; elle vénère le Roi, la constitution et les lois, et elle sera prête lorsque la trompette l'appellera. 224
- 30 juin, Non signée à Head. D'après la lettre de l'archidiacre Strachan, il regrette Downing Street. de voir que la nomination de Mountain lui a causé un désappointement et même qu'elle soit injuste. Il n'avait aucune intention de traiter à la légère les réclamations de Strachan dont il a fréquemment reconnu le mérite. L'intention était que l'évêque de Montréal recueillît la succession de Québec, lorsqu'il y aurait une vacance. 487
- 1er juillet. Non signée à O'Connor Don. Donnelly a dû être mal renseigné quant à l'établissement d'un collège dans le Haut-Canada. Les méthodistes Wesleyens doivent en établir un, mais, par suite de difficultés le King's College n'a pas encore été ouvert. Il renvoie les certificats de Donnelly. 187
- 4 juillet, Reade à Glenelg. Il part pour le Canada jeudi matin et se chargera de Londres. dépêches pour Gosford ou pour Head. 227
- 4 juillet, Webster à Stephen. Désire avoir des signatures et des documents de Londres. Kingston, Haut-Canada, dont l'exactitude aura été certifiée. 505
- 5 juillet, Lady Head à———. Head lui ayant conseillé de ne pas quitter l'Angleterre avant qu'on ait accordé sa demande d'une baronnie, elle restera à Londres jusqu'à ce qu'on puisse lui donner une réponse formelle. 62
- 8 juillet, Holland à Glenelg. Présente avec urgence la réclamation de Boulton de Londres. recevoir la commutation d'allocation de la charge qu'il occupe, mais qui avait été discontinuée. 63
- 9 juillet, Pétition de Markland demandant de succéder à Robinson dans les charges de commissaire des terres de la Couronne et pour la vente des réserves du clergé. Les services et les pertes de sa famille durant la guerre de la révolution. 172
- 12 juillet, Peter Pobinson au secrétaire colonial. Pour cause de mauvaise santé il a Toronto. été obligé de résigner ses charges de commissaire des terres de la couronne et pour la vente des réserves du clergé. Il sera prêt à clore ses comptes le mois prochain et à remettre ses livres et papiers, et dans l'intervalle il demande d'être relevé de toute responsabilité ultérieure. Avait eu en 1825 une maladie qui l'avait laissé dans un état de santé très précaire et le 23 juin il avait eu une grave attaque de ce qu'il croyait être un accident arrivé le jour

1836.

précédent. Doute qu'il recouvre jamais sa santé de jadis, mais sa guérison devra s'opérer graduellement. N'a pas demandé de résigner sa charge de commissaire des bois et forêts parce qu'elle n'exige pas le même travail ardu. Envoie une lettre conçue dans le même sens au Trésor. Page 228

12 juillet,
Downing
Street.

Stephen à Ryerson. On a approuvé des instructions et ordonné de préparer les instruments nécessaires pour signature. Le regret de Glenelg que dans les présentes conditions politiques, il ne puisse accorder d'aide pécuniaire à l'académie, mais donnera instruction au lieutenant-gouverneur de présenter ses réclamations devant la législature provinciale. 423

13 juillet,
Londres.

Ryerson à Stephen. A reçu une lettre au sujet de l'approbation de la charte de l'académie et des documents nécessaires à sa mise en vigueur. Sa gratitude envers Glenelg. Les ministre de l'Eglise wesleyenne, leurs congrégations, et la population générale du Canada apprécieront dûment le sentiment libéral de Glenelg. 425

15 juillet,
Liverpool.

Reade à Glenelg. Envoie un extrait sur la condition politique du Haut-Canada qui dit que les constitutionnalistes seront victorieux et les destructionnistes défaits. Ses raisons pour lui avoir écrit (à Glenelg). 231

16 juillet,
Lambeth.

Sherlock à ———. Craint que sa lettre du 4 février ne soit pas arrivée et répète son contenu. 466

21 juillet,
Londres.

Ryerson à Stephen. L'affectation d'aucune partie de l'argent destiné au comité des missions wesleyennes pour aider l'Académie du Haut-Canada serait-elle étrangère à l'intention de Glenelg de donner instruction de continuer l'octroi. 427

Incluse. Le même à ——— (confidentielle). Envoie une lettre du rév. E. Evans, rédacteur du *Christian Guardian*, écrite en réponse à des demandes de renseignements ; il l'a incluse pour sa considération et celle de Glenelg. Ne voit pas comment la considération des réserves du clergé peut être sûrement retardée. Lui et ses associés avaient fait tout en leur pouvoir pour apaiser l'esprit public sur le sujet et ils avaient même été tellement loin que la presse radicale les avait accusés de vouloir établir une église dominante dans le Haut-Canada. La question présentée par Colborne sera une meule au cou du gouvernement exécutif. L'érection de cures tendrait à détruire la confiance dans le gouvernement exécutif. 428

22 juillet,
Toronto.

Pétition de Markland. Retire sa demande des places de commissaire des terres de la Couronne et pour la vente des réserves du clergé, ces places ayant été remplies par le lieutenant-gouverneur, aux désirs avoués duquel il ne veut pas faire d'opposition. 175

22 juillet,
Detroit.

McDonagh à Glenelg. Accuse réception de lettre le renvoyant au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada au sujet de la place demandée. Il avait demandé mais n'avait reçu aucune place. Le désir de sa femme de retourner en Irlande, mais ses moyens sont diminués et un mot de Sa Seigneurie pourrait lui faire avoir une place en Irlande. Désire être inspecteur des écoles nationales ou maître de poste dans quelque ville de campagne près de Dublin ou autre situation convenable. 161

28 juillet,
Downing
Street.

Non signée à Ryerson. En réponse à sa demande du 21, il n'y a aucun désir de limiter la dédicace de l'octroi en faveur des méthodistes wesleyens à aucun objet spécifique. 430

29 juillet,
Downing
Street.

Grey à Holland. En réponse à la réclamation de Boulton, les autres officiers ont été pensionnés lorsqu'il y avait au Canada un fonds à la disposition de Sa Majesté pour les pensions, mais cela avait cessé lorsque Boulton s'était retiré. 66

29 juillet,
Toronto.

Jones à Glenelg. Etait arrivé à temps pour prendre part aux élections, dont le résultat satisferait sans doute Sa Seigneurie. Sa position embarrassante, comme conséquence de ce que les banques ont pressé leurs réclamations. La dépréciation de la valeur de la propriété et ses craintes au sujet de son avenir, et il ne peut que s'adresser à Sa Seigneurie pour en recevoir des bontés. Mentionne plusieurs places, qu'il serait heureux d'occuper. 99

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
30 juillet,
Leamington. Sir George Head à Stephen. Envoie une lettre pour l'expédier à son frère dans le Haut-Canada. Page 67
- Juillet (?). Non signée à Sherlock. Sa lettre reçue ; avait préparé et signé une réponse à la lettre antérieure, mais ne l'avait pas envoyée. S'il a reçu un titre pour la terre en question il peut la vendre pour son propre bénéfice. Le gouvernement n'a pas de fonds pour acheter des terres. 468
- 4 août,
Montréal. Thompson au secrétaire colonial. Expose ses services et demande la place d'arpenteur général. 500
- 17 août,
Londres. Ryerson à Glenelg. A la récente conférence des méthodistes wesleyens une adresse a été préparée pour exprimer leur attachement au Souverain, exposant en même temps l'opportunité de régler la question des réserves du clergé pour calmer l'agitation. A été délégué pour présenter l'adresse et demande quand il lui sera convenable de le recevoir. 431
- 18 août,
Toronto. *Incluse.* L'adresse. 433
Ridout à Joseph. Envoie selon l'usage établi, une pétition à être expédiée à Glenelg. Envoie copie de la pétition et autres documents. 235
Incluse. La pétition. Ses services mentionnés. A avait voté pour les candidats de la réforme sans remontrance de la part de Maitland et de Colborne. Demande justice contre l'acte de Head, de la décision duquel il appelle. 236
Liste des documents inclus. 241
- 20 août,
Londres. Hume à Grey. Fera une motion pour obtenir un rapport sur les règles et règlements concernant les concessions de terre. Envoie la forme de sa motion. Espère qu'il verra Duncombe pour apprendre toute la vérité sur les différends dans le Haut-Canada. 69
- 22 août,
Toronto. Joseph à Ridout. A avait reçu sa lettre, avec la pétition et les documents inclus. Il les avait remis à Head, qui partait pour Kingston et les expédierait à Glenelg à son retour. 243
Incluse. Certificat de Septimus Adolphus Ridout que la précédente était écrite par Joseph. 244
- 2 septembre,
Paris. Payne à Glenelg. Demande les 800 acres que Bathurst lui avait autrefois accordés. Causes du retard à se présenter, et demande un double de l'ordre adressé au présent lieutenant-gouverneur. Prie que la concession soit augmentée à 1,200 acres. 191
- 14 septembre,
Downing
Street. Glenelg à Head. L'adresse des méthodistes wesleyens reçue et déposée devant le roi qui a gracieusement voulu la recevoir et a commandé de communiquer sa satisfaction. 437
- 17 septembre,
Hexham. Waddilove à Glenelg. Envoie l'appel de l'évêque de Québec en faveur de son diocèse. Par suite de l'arrivée d'une forte émigration et des difficultés de l'Eglise, plusieurs tombent virtuellement dans le paganisme. A avait reçu un contre-seing de Stewart à condition de ne s'en servir que pour l'œuvre de l'Eglise. Demande la même faveur maintenant que Stewart est mort. 507
Incluse. Communication au *Newcastle Journal* par Waddilove sur les missions canadiennes, avec un état de débit et de crédit. 509
Adresse de l'évêque de Québec au public britannique en faveur de l'Eglise d'Angleterre au Canada. 516
Liste des souscripteurs. 527
Rapport de l'évêque de Québec sur le fonds des missions du Haut-Canada. 539
- 24 septembre,
Paris. Payne à Glenelg. Son désappointement de n'avoir pas fait envoyer le double de la concession, et que par un changement de règlement il n'aura pas la terre. Espère que, sur reconsidération, Glenelg rendra une décision différente. Demande de nouveau un double de l'ordre de Bathurst. 193
- 30 septembre,
Downing
Street. Non signée à Payne. Après des recherches minutieuses, on ne peut trouver aucune trace du prétendu ordre de Bathurst accordant des terres dans le Haut-Canada à Payne. 195

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
30 septembre. Non signée à Gosford. Thompson devra être informée que sa demande sera étudiée avec d'autres. Page 502
- 9 octobre, Paris. Payne à Stephen. La lettre qu'on a cherchée inutilement n'était pas adressée au lieutenant-gouverneur mais à lui-même (Payne) et on pourrait la trouver en cherchant dans le livre des lettres du général. 196
- 15 octobre, Paris. Le même au même. La négligence de copier les lettres affecte gravement ses projets. Renvoi à Maitland et à Hillier pour la confirmation de sa déclaration. A confiance que lorsque Glenelg sera convaincu de l'existence de la réclamation il renouvellera la concession. 197
- 21 octobre, Perth. Reade à Grant. Envoie le *Bathurst Courier* contenant une lettre signée Z, qu'il a écrite pour défendre Bathurst qui était attaqué par les partisans de Papineau d'une manière grossière. La province du Haut-Canada est heureuse d'avoir secoué le joug de la faction radicale; l'Assemblée est bonne et Head est le meilleur gouverneur que la province ait eue. 245
Inclus. Lettre dans le *Bathurst Courier* adressée à Glenelg. 248
- 21 octobre, Toronto. Rolph à Glenelg. A appris pour la première fois qu'il avait enfreint une règle officielle. Avait envoyé une copie de sa lettre aux autres membres qui s'étaient retirés. Avait cru qu'il était nécessaire d'exposer à Sa Majesté les raisons de sa résignation du Conseil exécutif. 255
Inclus. Extrait de la dépêche de Ripon au sujet de l'envoi de pétitions. 260
- 22 octobre, Londres. Hume à Grey. Ses raisons pour insister qu'une entrevue personnelle soit accordée par Glenelg à Baldwin et Duncombe. L'inconvenance d'appuyer Head dans ses procédés arbitraires et inconstitutionnels. 72
- 4 novembre, Hexham. Waddilove à Grey. Mission sans succès du rév. S. S. Wood. Sa résolution (de Waddilove) d'encourir le risque d'appuyer le ministère au Canada. Reconnaissance de l'évêque de Québec. Grâce à l'aide des contre-seings de Stewart, il a pu faire circuler le rapport. Son contenu montre comment l'évêque a appliqué les sommes d'argent reçues. Les fonds sont uniquement à la disposition de l'évêque, qui tire lorsqu'il lui plaît. Les seules déductions sont pour les impressions et les frais de port depuis que Stewart s'est retiré de la Trésorerie. Le mauvais effet des frais de port pour entraver l'œuvre. Exemples du bien accompli dans le Haut-Canada par ses collectes. Utilité de l'aide officielle. Objections à lui accorder le privilège de l'affranchissement. Le service essentiel qu'il a rendu à Sa Majesté dans la province. 548
- 5 novembre, Londres. Macaulay au secrétaire colonial. Explique la raison de sa résignation de la charge d'arpenteur général qu'il demande. 164
- 6 novembre, Londres. Jones à Howick. *Inclus* dans Jones à Glenelg, 29 janvier 1836.
- 7 novembre, Paris. Payne à Glenelg. A reçu lettre déclinant le renvoi proposé. Comme Hillier lui a écrit officiellement il ne pourrait y avoir aucune objection à prendre son témoignage. Malgré les objections de Glenelg, il persévérerait dans sa demande, et avec succès, parce qu'aucune loi *ex post facto* ne pourrait affecter des droits antérieurement acquis. 199
- 9 novembre, Downing Street. Grey à Macaulay. Nouvelle explication du paragraphe relatif à sa résignation de la place d'arpenteur général. 167
- 10 novembre, Londres. Macaulay à Grey. Envoie des extraits de lettres pour montrer que sa résignation de la place d'arpenteur général n'était pas volontaire. 169
- 11 novembre, Toronto. Pétition de Markland. Se plaint qu'on ait passé pardessus lui comme arbitre du différend entre le Haut-Canada et le Bas-Canada, et vu qu'il a antérieurement réussi. Les services rendus et les pertes subies par ses parents dans la guerre de la révolution. 177
- 11 novembre, Hexham. Waddilove à Grey. Est reconnaissant de son offre dont il ne se servira que pour l'objet indiqué. Pour le poids ordinaire il a dans le parlement des amis à qui il peut s'adresser, mais les rapports excèdent le poids et très souvent au cours d'un long voyage l'humidité augmente le poids, ce qui fait qu'on exige des frais de port. Les obstacles provenant des dépenses de frais de port. 556

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

- Inclus.* Sommaire des rapports de la Société pour la conversion et la civilisation des sauvages, avec documents et correspondance. Pages 558 à 748
- 14 novembre, Joynt à Glenelg. Envoie une pétition qu'il le prie de déposer devant le roi en l'appuyant de quelques paroles. 102
Bytown.
- Inclus.* Pétition exposant ses services avec une dissertation sur la manière dont la milice était levée en Irlande, et demandant un octroi d'argent pour lui permettre d'acheter un petit lot de terre. 103
- Novembre (?). Non-signée à Waddilove S'excuse de lui avoir demandé de lui faire visite, ne sachant pas qu'il était permanentement établi dans le Nord de l'Angleterre. On ne peut permettre un affranchissement général mais les communications au sujet de l'œuvre de l'église seront expédiées comme faveur occasionnelle. 555
Downing Street.
- 13 décembre, Thwaites à Glenelg. Demande une place soit dans le Haut-Canada ou à Sydney. 503
Londres.
- 13 novembre, Ryerson à Glenelg. A donné sur les affaires du Haut-Canada des états et des opinions qui se sont réalisés, mais il y a certaines choses sur lesquelles il aimerait à dire quelque mots à Sa Seigneurie. Des remarques sur le gouvernement du Bas-Canada seraient superflues en présence du rapport des commissaires. A offert ses observations au point de vue personnel, non pas en sa qualité officielle ; elles ne devront pas être placées dans les archives du ministère, parce qu'il y a quelques années un individu d'un parti politique a eu accès aux papiers, en a pris des extraits et les a ensuite publiés dans le Haut-Canada sous une forme tronquée au grand dommage de plusieurs personnes. Pour alléger les embarras des syndics de l'académie, un gentleman a offert d'avancer la somme et on l'a prié de rester jusqu'à ce qu'il eût prélevé assez de fonds pour rembourser la somme avancée. Envoie un document imprimé indiquant le résultat de ses efforts. 438
Londres.
- Inclus.* Prospectus avec attestations. 442
Liste des donations. 450
- Décembre (?). Non signée à Ryerson. Ses communications seront traitées comme confidentielles, mais ayant été adressées à Glenelg comme secrétaire colonial, elles resteront avec beaucoup d'autres dans les archives. 458
Downing Street.

PROJETS DE DÉPÊCHES À SIR F. B. HEAD, 1835-1836.

Q. 395—A.

- 1er janvier, Glenelg à Head (n° 7). Le bureau de l'Artillerie fait rapport que la grande arche du pont sur l'Ottawa est dans un état dangereux. Comme il ne sert à aucun usage militaire, le bureau de l'artillerie, voyant que les péages ne suffiront pas à payer les frais d'entretien, a donné des ordres de livrer ces ponts au gouvernement exécutif. 2
Downing Street.
- 2 janvier, Le même au même (n° 8). D'examiner la réclamation d'Alison, ci-devant payeur du 90e régiment, d'une concession de terres, et de l'informer qu'à l'avenir les lettres adressées au Bureau Colonial devront être envoyées par l'entremise du lieutenant-gouverneur. 3
Downing Street.
- 4 janvier, Le même au même (n° 9). Quant à la demande d'une pension de la part de Philipps, le seul fonds sur lequel on pourrait tirer serait le revenu casuel et territorial, mais dans les circonstances présentes, il ne peut lui imposer de nouvelles charges. Il doit exprimer le regret qu'il ne soit pas à présent au pouvoir de Glenelg d'accorder une pension. 4
Downing Street.
- 5 janvier, Le même au même (n° 10). Le cas des réclamants pour perte subies durant la guerre avec les Etats-Unis était un de ceux sur lesquels sont attention avait été attirée lorsqu'il a reçu les sceaux d'office. Jusqu'en 1834 on a fait des progrès vers leur liquidation, les montants ayant été réduits de

1836.

£182,180 à environ £57,900. Le gouvernement de Sa Majesté a offert de contribuer £20,000 à même le revenu casuel, si l'Assemblée voulait prélever un montant égal, et l'on demanderait le reste au Parlement. L'Assemblée s'est séparée sans adopter aucune mesure à l'égard de cette proposition. Son désir, en dépit de cette motion, de régler ces réclamations, et il a obtenu du Trésor la permission d'avancer £20,000 à même le revenu casuel avant que l'Assemblée vote sa part, mais cela ne devra pas gêner un arrangement général. Page 6

7 janvier,
Downing
Street.
14 janvier,
Downing
Street.

Le même au même (n° 11). A transmis les rapports parlementaires que demandait Duncombe. 10

Le même au même (n° 12). A étudié la question des dépenses des sauvages, et le rapport de la Chambre des Communes sur le sujet. Réflexion faite, il croit que ce serait un manque de foi de retirer les présents aux sauvages, un titre pour l'avenir ayant été établi. Il (Head) fera faire une enquête pour connaître le nombre des sauvages, vivant aux Etats-Unis, qui reçoivent des présents, et il obtiendra un rapport établissant dans quelles circonstances ils les ont reçus. Bien qu'il serait injuste et impolitique de retirer soudainement, sans une compensation, ces présents aux sauvages vivant au Canada, il ne peut admettre qu'on les perpétue indéfiniment. Ne peut exprimer une opinion définitive sur la proposition de commuer ces présents en argent. Dalhousie s'oppose fortement à cette proposition. Autres opinions sur le sujet. Le Trésor a sanctionné un paiement en argent, mais il devra étudier si la commutation fera plus de bien aux sauvages, et n'aura lieu qu'avec leur libre consentement. Tout ce qu'on fera devra avoir pour objet leur avantage permanent. La convenance de réduire les dépenses faites pour le département des sauvages, parce qu'elles représentent une trop forte proportion relativement au coût total, et comme le travail sera diminué par la commutation des présents en argent ou autrement, on pourrait fort à propos opérer une réduction dans le département. Routh devra faire rapport sur cette partie de la question. Ses capacités. 11

15 janvier,
Downing
Street.

Glenelg à Head (n° 13). On devra informer le colonel Cameron que les mêmes considérations qui ont empêché qu'on se départit des règlements concernant les concessions de terres nous empêchent encore de faire une exception en sa faveur. 23

20 janvier,
Downing
Street.

Le même au même (n° 14). A reçu la dépêche de Colborne et la pétition de l'Eglise de Saint-André, Toronto, demandant une aide pécuniaire pour terminer le bâtiment. On ne pourrait accorder de l'aide qu'en puisant dans la caisse du revenu casuel et territorial, mais, dans les circonstances actuelles il n'est pas libre d'ordonner que l'on accorde quelque nouveau crédit. 25

2 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 15). Les lords du Trésor ont donné leur assentiment au montant prévu dans les estimations de l'année pour la solde de l'aide-de-camp, mais l'arrangement n'est que provisoire. 26

3 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 16). Obtenir de Gordon le relevé de la distribution des parts de prise, dont il a eu la disposition. 27

4 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 17). Conformément à leurs pétitions, les lords du Trésor ont consenti à abandonner la réclamation pour avances faites aux colons de Lanark. 28

6 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 18). A reçu la pétition de Ferguson, ancien caporal de l'artillerie royale pour arrérages de pension. L'artillerie a déjà rejeté la réclamation. Il ne peut intervenir. 29

7 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 19). A reçu la lettre de Leach, pasteur de l'Eglise de Saint-André, Toronto, demandant une aide pécuniaire pour compléter le bâtiment. Une lettre donnant les raisons qui l'empêchent d'accéder à cette demande a été envoyée à Colborne. 30

10 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 20). A reçu la dépêche de Colborne concernant McAuliffe, trouvé coupable de meurtre. La sentence de mort ne devra pas

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

être exécutée, car elle sera commuée en une autre peine. L'historique de la cause. Page 31

15 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 22). A reçu la dépêche de Colborne du 15 janvier, ainsi que son discours à l'ouverture de la législature provinciale, le 14. 33

25 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 23). Envoie des copies de correspondance avec Jones, lequel s'est rendu à Londres pour obtenir du roi son assentiment au bill pour l'établissement de la Compagnie d'assurance sur la vie et de fidéicommiss du Haut-Canada. Lui avait dit qu'il ne pouvait lui donner d'avis pendant que la question était soumise à la législature provinciale. Le roi donnera une décision immédiate. Confusion quant à la manière dont le bill pourrait être sanctionné par le lieutenant-gouverneur, parce qu'il a été réservé. Il consultera les officiers en loi sur la question. S'ils décident qu'il peut sanctionner le bill il devra le sanctionner tout de suite. Si non, on devra lui communiquer la chose au plus tôt, afin d'en avertir le roi au premier moment. 34

26 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 24). Les officiers en loi rapportent qu'il n'y a pas de raison suffisante en droit pour ne point exécuter la sentence de mort prononcée contre McAuliffe. On l'a déjà informé que la peine capitale serait remise. McAuliffe devra être envoyé en Grande-Bretagne, pour être conduit à l'endroit fixé. 37

29 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 27). Envoie lettre des lords de l'Amirauté, désirant savoir si la législature provinciale construirait l'observatoire, ou pourvoit à une partie de son entretien annuel. 38

29 février,
Downing
Street.

Le même au même (n° 28). Présente Hackett, qui a servi fidèlement dans la Guyane britannique. A été empêché d'approuver une concession de terres en sa faveur, mais on pourra convenablement le choisir comme candidat à toute charge, qui doit être remplie. 40

3 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 35). A reçu la dépêche de Colborne ainsi qu'une copie du message transmettant ses dépêches (de Glenelg) à l'assemblée, du 28 octobre 1835. 41

14 mars,
Downing
Street.

Glenelg à Head (n° 37). Envoie la proposition de Galt de drainer le grand marécage dans la région Huron, que l'on examinera et sur laquelle on fera un rapport. 42

19 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 39). Attire l'attention sur une clause de l'Acte à l'effet d'établir la Compagnie de chemin de fer Erié et Ontario, dont l'effet est d'empêcher la compagnie de traverser toutes terres de la Couronne sans le consentement du roi signifié par le lieutenant-gouverneur. Le conseil de l'Artillerie désire fortement que cette cause soit appliquée afin que personne ne puisse traverser des terres dans la limite de 1,000 verges de toute fortification. 43

22 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 40). A reçu les dépêches. Comment conduire la correspondance pour lui permettre de décider convenablement. Lui fera résoudre les doutes qui peuvent se présenter. Les relations devront être caractérisées par une entière franchise et une confiance mutuelle. Remarques sur son adresse d'inauguration dans la chambre du Conseil pendant la séance. Espère que l'Assemblée ne considérera pas qu'on a porté atteinte à ses privilèges en l'appelant alors en la présence du gouverneur. Remarques sur son discours et sur le fait qu'il a communiqué le texte complet de ses instructions, au lieu d'en faire connaître la substance. Autres remarques sur sa ligne de conduite en qualité de lieutenant-gouverneur. 45

22 mars,
Downing
Street.

Le même au même (n° 41). Remarques sur des plaintes (de Head) relativement aux obstacles mis à ses actes en qualité de lieutenant-gouverneur, et sur l'insuffisance de son revenu pour faire face aux dépenses nécessaires. 52

30 mars.

Le même au même (n° 42). Les extraits des instructions données à Gosford, qu'on lui a envoyés, étaient inexacts, ayant été copiés d'une série

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
d'instructions non révisées. Envoie maintenant des copies corrigées. Par suite de la promulgation de parties des instructions, le tout devra être soumis au parlement. Page 61
- 30 mars,
Downing
Street.
Le même au même (n° 43.) A été informé qu'il a nommé Dunn, Baldwin et Rolph membres du Conseil exécutif. Recommandera que les nominations soient ratifiées. Est heureux que Baldwin n'ait pas insisté sur les conditions qu'il désirait mettre avant d'accepter la nomination. 63
- 31 mars,
Downing
Street.
Le même au même (n° 44.) A reçu la demande de Colborne d'approuver qu'il se forme un établissement sur l'île Manitoulin pour les sauvages du rivage nord du lac Huron. A également reçu le rapport d'Anderson sur l'état des sauvages de Coldwater, rapport qui lui a donné satisfaction, mais il remettra sa décision jusqu'à ce qu'il ait reçu le rapport qu'on doit lui envoyer, d'après ses instructions, au sujet de la dépense faite pour le département des Sauvages. 64
- 5 avril,
Downing
Street.
Le même au même (n° 45). Relativement à la nomination de Hepburn (Hepburne ailleurs) dans la division des Sauvages, il le renvoie à la dépêche du 31 décembre, laquelle exposait les circonstances qui l'ont mis dans l'impossibilité de la ratifier. 66
- 7 avril,
Downing
Street.
Le même au même (n° 46). A soumis au roi l'adresse de l'Assemblée sur le sujet du commerce, et le roi l'a renvoyée aux lords du commerce qui l'examineront. 67
- 15 avril,
Downing
Street.
Le même au même (n° 47). A reçu une lettre de la Société des méthodistes Wesleyens relativement au fait que l'on a cessé de donner l'aide accordée jusqu'à présent. Examine de nouveau dans quelles circonstances l'aide a été accordée, et décide qu'on continuera à l'imputer sur le revenu casuel et territorial, et que le montant en sera fixé par lui (Head). 68
- 16 avril,
Downing
Street.
Le même au même (n° 48). A reçu la correspondance avec Strachan relativement à sa démission du Conseil législatif. Regrette sincèrement la peine causée à Strachan, mais l'avis donné par Ripon en 1832 était rédigé en termes bienveillants et courtois. Lui-même a été mû par la même bienveillance, sans aucune intention de porter atteinte à l'estime que tout le monde a pour l'archidiacre. Ne se plaint pas que l'archidiacre refuse de prendre l'avis, attendu qu'il est hors du contrôle de toute autorité positive. Ne peut nier qu'il ait allégué de graves raisons à l'appui de son refus, mais espère que cela ne nuira ni à son confort ni à son utilité, en tant qu'occupant le premier rang dans le clergé de l'Église d'Angleterre en Canada. 72
- 18 avril,
Downing
Street.
Glenelg à Head (n° 49). A reçu une lettre de Beikie concernant des appointements, ainsi qu'une recommandation de Colborne à l'effet qu'ils soient fixés à £600, les honoraires devant être remis au receveur général pour le compte public. Ne peut décider tant qu'il n'aura pas reçu le rapport au sujet des appointements, qu'on a donné instruction de présenter. 75
- 14 mai,
Downing
Street.
Le même au même (n° 54). A envoyé des copies des instructions données à Gosford, aux commissaires d'enquête et à lui-même, telles qu'imprimées par ordre de la Chambre des Communes. 77
- 16 mai,
Downing
Street.
Le même au même (n° 55). A reçu la dépêche concernant le fait qu'on a détenu à la douane, à Liverpool, des lettres à son adresse (Glenelg). On rapporte que la chose a eu lieu parce que les dépêches avaient un volume plus qu'ordinaire, et il doit les rédiger de façon à prendre le moins d'espace que possible. 78
- 21 mai,
Downing
Street.
Le même au même (n° 56). Découvre qu'il a été entraîné à se servir à l'égard de Colborne d'expressions qui n'étaient pas nécessaires, et que le manque de rapports de Colborne, circonstances sur lesquelles il a fait des commentaires, avait été rectifié dans des dépêches subséquentes. A écrit à Colborne afin de rétracter toute expression qui paraîtrait critiquer ses actes avec une sévérité inutile, et il a envoyé une copie de sa lettre à Colborne à

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.

Montréal pour être placée avec les autres dépêches dans les archives du Haut-Canada. Page 79

23 mai,
Downing
Street.

Le même au même (n° 58). Reçu de Colborne le plan de l'île de Montréal, ainsi qu'une pétition pour une écluse aux rapides de Sainte-Anne, sur l'Outaouais. Lui ayant déjà donné instruction de soumettre à l'Assemblée tout le sujet des améliorations de l'Outaouais, lui envoie simplement les documents. 81

31 mai,
Downing
Street.

Le même au même (n° 60). A reçu dépêche l'informant qu'il a prorogé la législature le 20 mars. Son grand désir d'avoir plus de nouvelles. La confiance que lui et ses collègues ont en Head. 82

10 juin,
Downing
Street.

Le même au même (n° 61). A reçu la dépêche contenant la pétition de Hurd, arpenteur général. Avait déjà reçu une copie de la pétition de Hurd. Envoie copie de la réponse. 84

11 juin,
Downing
Street.

Le même au même (n° 62). Dépêches reçues ainsi que la réponse de l'évêque de Regiopolis, relativement à son siège au Conseil législatif. Ses bonnes qualités. Doit respecter le droit qu'il a d'agir dans cette cause d'après son propre jugement. Regrette le différend qui existe entre l'évêque et le gouvernement, mais est heureux d'apprendre qu'il n'a pas eu l'habitude de se mêler aux discussions politiques. 85

13 juin,
Downing
Street.

Le même au même (n° 63). Pétition de l'Assemblée du Haut-Canada, que Hume a présentée contre lui (Head). Grey a dit que si la Chambre faisait imprimer la pétition, il proposerait qu'on présente en même temps un extrait de sa dépêche (de Head), laquelle le dispense. 87

14 juin,
Downing
Street.

Le même au même (n° 64). Le profond intérêt que le gouvernement porte aux événements dans le Haut-Canada, et la conviction qu'a le gouvernement de l'influence décisive de ses mesures (de Head) sur les affaires de l'Amérique Britannique du Nord. Il ne discutera pas les sujets mentionnés dans ses dépêches avant d'avoir eu plus le temps de les examiner avec ses collègues. Explique ses intentions, suivant qu'exprimées dans la dépêche du 22 mars, laquelle n'a pas été écrite dans le but de le trouver en faute. L'explication est détaillée. Observations sur sa demande de le faire baronnet. Relativement à la libre discrétion qui lui est laissée pour la conduite des affaires du Haut-Canada et sa désapprobation de toute intervention inutile, il envoie des extraits d'une dépêche à Gosford. 89

20 juin
Downing
Street.

Glenelg à Head (n° 68). A reçu et déposé au pied du Trône l'adresse du Conseil de la police de Brockville. Les termes de l'adresse font plaisir au roi. 95

4 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 70). A reçu avis de son intention d'envoyer un rapport sur les affaires des sauvages recommandant que Givins prenne dans l'intervalle sa retraite, et soit remplacé par Hepburn. Il ne décidera pas la question avant d'avoir reçu le rapport complet. 96

5 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 71). A reçu dépêche ainsi que pétition de Higgins, demandant qu'on lui accorde une concession de terre. Regrette de ne pouvoir accéder à la demande. 97

6 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 72). A reçu 16 bills réservés au bon plaisir de Sa Majesté, et une recommandation de s'occuper au plus tôt de quatre d'entre eux. Envoie arrêté du conseil ratifiant spécialement ces bills. 98

25 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 73). Contrairement au règlement ordinaire, il examine dans une dépêche une série de dépêches de lui (Head), les sujets en étant si intimement liés ensemble. Discute la question de la nomination à la charge d'inspecteur du Haut-Canada, ses actes (de Head) étant approuvés, ainsi que les nominations au conseil exécutif et les démissions. Ne peut, d'après les procès-verbaux de l'Assemblée, déterminer le principe précis sur lequel s'appuie la majorité de la Chambre à l'égard de la responsabilité, par suite de la diversité des résolutions et des rapports. Quelles que soient les opinions des membres de la Chambre, la ligne de conduite qu'on a tenue paraît avoir rendu inévitable la

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.

rupture. Dans les circonstances, il approuve qu'on ait réservé les bills de finances. Remarques sur la recommandation de démettre Dunn de sa charge de receveur général, et sur d'autres sujets. Page 99

25 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 74). A reçu dépêche concernant la nomination par lui de Sullivan, Elmsley, Baldwin et Allan au Conseil exécutif. Espère envoyer par le prochain courrier la décision de Sa Majesté. 113

25 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 75). A reçu une lettre de Bidwell se plaignant de son (de Head) administration. C'est une règle que toutes lettres de cette nature soient transmises par le gouverneur, et comme cette lettre l'inculpe, on ne peut la prendre en considération avant qu'il (Head) ait eu l'occasion d'y répondre. On demandera à Bidwell de fournir une copie de sa lettre, et une copie de la présente lettre devra lui être envoyée. 114

25 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 76). A reçu une lettre de Rolph, ainsi qu'un état des circonstances qui ont amené la résignation de l'ancien Conseil exécutif. Le reste de la lettre est en substance la même chose que celle de la même date, adressée à Head (n° 75). 116

25 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 77). A reçu la lettre de Morrison se plaignant d'une citation inexacte faite par lui (Head) du rapport du comité de 1835. Le reste de la dépêche se rapporte, comme dans les lettres précédentes, à la règle concernant la correspondance des colonies. 118

27 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 79). Envoie copie de la lettre du greffier dans le bureau des commissaires des terres de la Couronne, se plaignant qu'on l'a démis de sa charge. 119

30 juillet,
Downing
Street.

Le même au même (n° 80). Envoie une copie de la lettre de Baldwin au sujet d'événements récents dans le Haut-Canada, sur lesquels il devra faire des observations. 120

10 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 81). A reçu dépêche ainsi que l'adresse du Conseil relativement à l'adresse adoptée par l'Assemblée. Le plaisir du roi à raison des expressions de loyauté du Conseil ; si l'adresse de l'Assemblée est de nouveau mentionnée, celle du Conseil sera prise en considération. 121

10 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 82). L'inconvénient de ne pas recevoir promptement les journaux du Conseil et de l'Assemblée. Des arrangements devront être faits pour empêcher le retard. 122

10 août,
Downing
Street.

Glenelg à Head (n° 83). A reçu la dépêche ainsi que l'adresse de l'Assemblée sur les cas de trois colons, qui ont été dépossédés de leurs terres. Résumé de l'affaire. Pétition envoyée à Talbot. Renvoie la question au gouvernement local. 123

12 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 85). Adresse de l'Assemblée sur la nomination de Van Koughnet pour commander le 1^{er} régiment de la milice de Stormont. Le roi ne peut accepter l'adresse, car sa conduite (de Head) à propos de la nomination ne peut être blâmée. 129

20 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 86). Envoie des copies de toute la correspondance de Baldwin et du bureau des colonies, depuis son arrivée. 130

20 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 89). A reçu la pétition de Raynes pour indemnité pour terrain, mais après mûr examen, il ne voit pas de raison d'intervenir. 135

21 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 87). Envoie quatre mandats à l'effet d'appeler au Conseil exécutif R. B. Sullivan, John Elmsley, Augustus Baldwin et William Allan. Chacun devra payer £31 10 ch. pour honoraires et timbres. 131

24 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 88). Envoie réponse présentée à la Chambre des Communes. Remarques de l'ordre des orangistes et sur les maux causés par les querelles sur des sujets religieux. 132

27 août,
Downing
Street.

Le même au même (n° 91). Doute s'il doit conseiller de sanctionner le bill pour l'établissement de la Compagnie d'assurance et de fidéicommissaires du Haut-Canada. Il devra fournir à la législature l'occasion d'examiner de nouveau le bill. 136

DOC. DE LA SESSION No. 18

1836.
31 août,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 92). Envoyer des relevés complets au sujet des terres concédées à titre de dotation à l'église d'Angleterre. Jusqu'à ce que la question des réserves du clergé soit réglée, il ne devra plus être fait d'autres répartitions des terres d'église. Page 138
- 6 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 93). A conseillé qu'on sanctionne les bills de finances réservés. La satisfaction de n'être plus obligé à continuer de refuser la sanction aux bills. 140
- 8 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 95). Dépêches venues. La satisfaction du roi que les résultats de l'élection aient justifié la dissolution. Approbation de sa conduite. Considérations pour et contre sa nomination au rang de baronnet. Obstacle mis à la nomination par les accusations de Duncombe ; ces accusations auraient dû être portées quand l'on pouvait s'assurer de la vérité. Le gouvernement est persuadé qu'il (Head) peut réfuter les accusations, mais les convictions personnelles de membres du gouvernement ne justifieraient pas son élévation au rang de baronnet dans le moment ; on aurait pu ignorer une accusation anonyme, mais cette accusation a été spécifique et sérieuse, et il faut en tenir compte. Considérations politiques sur différents sujets. 141
- 12 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 96). Envoie des copies de la correspondance entre Duncombe et le bureau des colonies, sur les élections récentes dans le Haut-Canada. On enverra une copie de l'état quand on l'aura reçu. 153
- 22 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 98). Envoie copie de la pétition de Duncombe pour lettres patentes de terre en franc-alleu à Brantford. Examiner le cas. Si les dires de Duncombe sont confirmés, il devra donner suite à cette pétition. 154
- 22 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 99). Transmet copie de la lettre de Duncombe spécifiant les accusations contre Head au sujet de l'élection. 156
- 30 septembre,
Downing
Street.
- Le même au même (confidentielle). La nécessité d'une ligne de conduite dans l'administration des différentes provinces. Les instructions pour le Nouveau-Brunswick doivent être observées dans le Haut-Canada, en tant qu'elles y sont applicables, tandis que l'on doit accorder toute latitude pour les exigences du service public. Comment devraient être tenues les réunions des différentes assemblées. 157
- 4 octobre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 101). A reçu la dépêche demandant qu'on autorise dans le système de concéder les terres les changements qu'il pourra croire nécessaires, et aussi qu'il puisse disposer, si on le demande, de telles portions des réserves militaires dont on n'a pas besoin. Pour la deuxième partie il doit attendre un rapport qu'il a demandé. Pour la première, il doit refuser d'y accéder pour les raisons mentionnées. 162
- 5 octobre,
Downing
Street.
- Glenelg à Head (n° 102). A reçu le rapport de son expédition au lac Huron et du traité qu'il a passé avec les sauvages, traité que le roi a ratifié. 166
- 29 novembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 113). A reçu la pétition de Ridout se plaignant d'avoir été destitué de différents emplois. Comme question de justice, d'après la preuve faite, Ridout doit être réintégré dans ses charges. 168
- 29 novembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 114). La nomination de Macaulay au poste de solliciteur général a été ratifiée par le roi. Son regret du malentendu concernant la démission du capitaine Macaulay de la charge d'arpenteur général. 173
- 29 novembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 115). Reçu la pétition des habitants de Lenox et Addington se plaignant de la conduite de Hagerman à la dernière élection. Envoyer copie de la pétition à Hagerman lui demandant de faire des observations et de les envoyer en même temps que son propre rapport. 175
- 17 décembre,
Downing
Street.
- Le même au même (n° 117). A reçu la demande de Hurd d'être réintégré dans ses fonctions. Ne peut lui envoyer d'autre réponse que celle déjà envoyée par le sous-secrétaire. 176

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
19 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 118). A présenté au roi l'adresse du synode de l'Eglise presbytérienne au Canada. N'a pu donner d'avis au sujet des plaintes concernant l'établissement de cures. Espère que la législature du Haut-Canada règlera durant cette session la question des réserves du clergé. Page 177
- 20 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 119). A présenté au roi l'adresse au clergé de l'Eglise d'Angleterre au Canada. Ne voit pas de raison de changer son opinion au sujet de la question du soutien du clergé à même les réserves du clergé, ainsi qu'il l'a déjà écrit. La question de l'établissement d'un diocèse séparé dans le Haut-Canada a été renvoyée à l'archevêque de Canterbury. Quand il aura fait son rapport, le roi examinera de nouveau la question, mais même si la décision est favorable, le roi n'a pas le pouvoir de fixer aucune dotation pour le nouvel évêché. 179
- 21 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 120). A reçu la plainte de Markland, qu'on l'a ignoré lors de la nomination d'un arbitre pour répartir les droits entre les deux provinces. Obtenir de Markland une copie de la plainte, et la lui (à Glenelg) remettre ainsi que ses observations. 181
- 22 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 121). A reçu les dépêches et adresses, qui ont été renvoyées aux départements qu'ils concernent spécialement. 182
- 23 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 122). A reçu copie du discours à l'ouverture de la session. 184
- 24 décembre,
Downing
Street. Le même au même (n° 123). A soumis au roi les adresses du Conseil et de l'Assemblée législative en réponse au discours à l'ouverture de la session. 185